





# Etranger

CHINE : pour protester contre la répression

## Les Etats-Unis et le Japon annoncent de nouvelles sanctions contre Pékin

Au moment même où Washington annonçait de nouvelles sanctions à l'encontre de Pékin, le Japon a décidé de suspendre un crédit de 5,5 milliards de dollars d'aide à la Chine. Le porte-parole du ministère japonais des affaires étrangères a déclaré, mardi 20 juin, que cette décision n'était pas motivée par des raisons politiques. Il a toutefois ajouté que « même

après avoir eu confirmation de la stabilité et de la volonté [chinoise] de poursuivre les affaires, nous devons nous poser la question de savoir s'il est ou non convenable [de reprendre notre aide] », et que la répression violente des manifestations étudiantes était « impardonnable » et « incompatible » avec les valeurs démocratiques.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Demandeur la grâce des ouvriers chinois condamnés à mort et annoncer presque simultanément de nouvelles sanctions contre le régime de Pékin pour permettre contradictoire, surtout de la part d'une administration qui professe un souci d'efficacité : c'est pourtant ce qu'il faut mardi 20 juin les plus hautes responsables de la Maison Blanche et du département d'Etat.

Dans la matinée, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, annonçait qu'à la demande du président Bush l'ambassadeur de Chine avait une nouvelle fois été convoqué la veille au département d'Etat. Il s'y est entendu dire que les Etats-Unis déplorait les condamnations à mort prononcées récemment à Shanghai et à Pékin, et qui « ne peuvent qu'approfondir les blessures » de ces derniers semaines. Washington demandait donc aux dirigeants chinois de « faire preuve de clémence ».

Un peu plus tard, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, annonçait devant la commission des affaires étrangères du Sénat qu'il avait recommandé à M. Bush de prendre de nouvelles sanctions contre la Chine, et en fin d'après-midi la Maison Blanche publiait un communiqué officialisant ces décisions : d'une part, les échanges de visites de haut niveau entre responsables

chinois et américains sont suspendus, d'autre part, les Etats-Unis suspendent de leur pouvoir (qui est considérable) pour que soit retardé l'octroi par la Banque mondiale de nouveaux crédits à la Chine.

A y regarder de plus près, ces mesures sont largement symboliques, ou plutôt elles consacrent une situation déjà acquise : les visites de responsables de rang élevé ne sont guère imaginables dans le contexte

porté de manière appropriée. Devant les sénateurs, M. Baker a eu beau jeu de retourner le reproche d'excessive prudence... à M. Gorbatchev, dont les « tergiversations » à propos de la Chine ont « déçu » Washington.

Depuis le 3 juin, les réactions américaines ont de fait été nettement plus fermes que celles de Moscou, malgré un souci évident de modération, et une montée en puis-



actuel. Celle que devait faire à Washington, il y a une dizaine de jours, le ministre chinois des affaires étrangères avait déjà été ajournée. Le voyage, de toutes manières fort improbable, que le secrétaire au Commerce, M. Robert Mosbacher, devait effectuer à Pékin au mois de juillet est à présent lui aussi officiellement reporté.

Quant aux prêts sollicités par la Chine auprès de la Banque mondiale, ils étaient déjà bien compromis. La décision concernant une première tranche de crédits (230 millions de dollars) — pour lesquels l'accord avait pourtant été obtenu avant les récents événements — avait déjà été reportée ces derniers jours. Le même sort devait en tout cas être réservé à d'autres prêts en instance d'approbation, qui portent sur plusieurs centaines de millions de dollars supplémentaires.

### Reproches à M. Gorbatchev

Les « sanctions » annoncées mardi apparaissent donc essentiellement comme une manière de donner un peu de poids aux avertissements formels par Washington, et également à la demande de grâce pour les condamnés à mort. Il serait bien difficile à l'administration Bush de ne pas recourir à des mesures plus sévères si les condamnés étaient exécutés.

An Congrès, des voix s'élèvent d'ailleurs à nouveau pour reprocher à M. Bush d'avoir réagi trop mollement et trop tardivement aux événements. Mais une majorité d'Américains, selon un sondage ABC/ Washington Post, estimant au contraire que le président s'est con-

sacé progressivement. Sur le moment, M. Bush avait « déploré » la répression, deux jours plus tard, il annonçait la suspension des ventes d'armes à la Chine, et il a fallu attendre quinze jours pour que de nouvelles mesures concrètes soient annoncées.

Mais entre-temps, le président américain avait plusieurs fois manifesté son désir de préserver l'avenir, et de ménager, dans le doute, la personne de M. Deng Xiaoping. Ses vaines tentatives pour joindre au téléphone les responsables chinois, plusieurs jours durant, témoignaient aussi de ce souci de ne pas rompre les ponts, de même que les négociations, apparemment infructueuses, destinées à trouver une solution au dilemme chinois : que par le biais d'une profonde défection de ses relations avec Pékin. L'affaire est loin d'être close. Mais déjà certaines sociétés américaines, qui n'ont pas les Etats d'âme du pouvoir politique, semblent prêtes à tourner la page. Le jour même où l'administration annonçait ses nouvelles « sanctions », Chrysler faisait savoir qu'elle s'apprêtait à renvoyer ses collaborateurs en Chine, après avoir reçu de Pékin des assurances quant à leur sécurité.

JAN KRAUZE.

SRI-LANKA : état d'urgence

## Colombo en appelle à la communauté internationale pour obtenir le départ des troupes indiennes

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Près de deux ans après l'envoi d'un contingent militaire indien censé ramener la paix dans un pays déchiré par la violence intercommunautaire, la situation n'a cessé de se dégrader à Sri-Lanka. La méfiance, voire la haine, entre Tamouls et Cinghalais n'a fait que se renforcer, à tel point qu'une solution de partition à la chypriote est aujourd'hui de plus en plus souvent évoquée. La lutte des extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple) contre le gouvernement de Colombo s'est intensifiée et compte de plus en plus de partisans en milieu cinghalais, notamment au sein de l'armée.

La force indienne de « maintien de la paix » (IPKF) venue dans l'ancien Ceylan pour protéger les « cousins sri-lankais » (l'Etat indien du Tamil Nadu est composé d'une majorité de Tamouls) a décliné, selon l'expression du président sri-lankais, M. Premadasa, « plusieurs milliers » de Sri-Lankais, tamouls et cinghalais.

Entre-temps, la guerre entre groupes tamouls fait rage, les indépendantistes du LTTE (Tigres libérateurs de l'Elam tamoul), qui combattent l'armée indienne, ayant pour objectif avoué de massacrer le plus possible de ceux qu'ils appellent les « collaborateurs », c'est-à-dire les militants de l'EPRLF (Front de libération révolutionnaire du peuple de l'Elam), un groupe tamoul armé et financé par l'armée indienne pour combattre les Tigres.

Enfin, les relations entre l'Inde et Sri-Lanka sont entrées dans une phase critique. Colombo en appelle aujourd'hui à la communauté internationale pour obtenir le départ des « troupes étrangères » (indiennes) de son territoire. Pour New-Delhi, le bilan n'est guère satisfaisant : la guerre a déjà fait un million de morts et environ deux mille trois cents blessés parmi les troupes indiennes, et le coût de ce qui devait être une opération de police limitée dans le temps s'élève à 5 milliards de roupies (1). L'intervention indienne n'a, en outre, accru la méfiance des voisins de l'Inde à l'égard des ambitions régionales de New-Delhi.

Devant le « refus » de New-Delhi de retirer ses troupes à la date du 29 juillet (deuxième anniversaire de l'accord indo-sri-lankais de juillet 1987), en dépit d'une demande officielle de M. Premadasa, Colombo a entamé des démarches pour saisir le Conseil de sécurité des Nations unies et la Cour internationale de la Haye. Colombo a également fait savoir qu'elle se proposait de saisir le SAARC (2) à Sri-Lanka ne sera pas possible tant que des troupes étrangères seront présentes sur son sol.

M. Premadasa s'en tient à une question de principe : « Les seuls conditions ayant présidé à l'envoi de troupes indiennes à Sri-Lanka : et devant être satisfaites pour leur retrait sont celles du président de Sri-Lanka ». L'Inde, pour sa part, a très mal pris cette sorte d'ultimatum. M. Gandhi vient d'écrire à New-Delhi ne souhaite pas menacer ses troupes (de 40 000 à

50 000 hommes) dans l'île une journée de plus que nécessaire et pour demander l'ouverture de négociations sur le calendrier du retrait.

Pour autant, l'Inde n'est pas prête à s'en aller sans garanties. Elle estime que l'accord du 29 juillet 1987 lui impose de s'assurer que la minorité tamoule ne pâtira pas de ce départ, c'est-à-dire que le Conseil provincial du Nord et de l'Est (gouvernement des zones tamoules) aura les moyens de faire respecter son « identité culturelle » face à la majorité cinghalaise.

### Le Sud à feu et à sang

Les relations de ce conseil, dirigé par l'EPRLF, avec le gouvernement central de Colombo, ne cessent de se dégrader, le premier voulant s'ériger en gouvernement de plus en plus autonome, le second s'y refusant et encourageant la colonisation cinghalaise des zones tamoules. L'EPRLF ne veut à aucun prix du retrait de son protecteur, l'armée indienne, craignant de voir de nouveau la loi de la majorité cinghalaise. Les musulmans, minoritaires dans la province de l'Est (environ 30%), ont la même hantise liée à la dispersion d'une force d'occupation : « Ce sera un massacre dans les quarante-huit heures », estime M. Ashroff, chef du Congrès musulman.

En décembre 1988, notamment sur la promesse d'un retrait des troupes indiennes, M. Premadasa est parvenu à la suite en avant. Des négociations ont pu s'ouvrir le mois dernier entre le gou-

vernement et les Tigres tamouls parce que M. Premadasa est allé au-devant des souhaits du LTTE en demandant le départ sans condition des troupes indiennes. Mais ces pourparlers sont apparemment sans lendemain. En faisant cette concession majeure, le président sri-lankais espérait aussi concilier les hommes du JVP envers qui il avait déjà fait des « gestes » significatifs : libération de 1 500 prisonniers politiques et amnistie générale. La seule réponse qu'il a obtenue du JVP a été une recrudescence du terrorisme.

Le mal de l'ancien Ceylan est plus que jamais à feu et à sang. L'armée sri-lankaise ne parvient pas, malgré une répression féroce, à y rétablir l'ordre. A l'évidence, elle sera complètement dépassée si elle doit en plus supplier le départ des troupes indiennes pour contraindre la rébellion tamoule. Le bilan de M. Premadasa a été involontairement drastique il y a quelques jours par son ministre de la défense : depuis l'élection présidentielle, a-t-il indiqué, 1 705 personnes ont été tuées à Sri-Lanka. L'état d'urgence que M. Premadasa avait levé, lors de son accession au pouvoir, a été rétabli, mardi 20 juin (nos dernières éditions du 21 juin). Bref, en deux ans, Sri-Lanka s'est enfoncé un peu plus dans le chaos.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Une troupe indienne vaut environ 0,50 \$.

(2) SAARC, Association sud-asiatique de coopération régionale qui groupe l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, Sri-Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives.

### Premiers « réfugiés de la mer »

Les premiers réfugiés chinois sont arrivés par bateau aux Philippines, a annoncé, mardi 20 juin, un représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Manille. Selon M. Karol Paul, seize hommes et deux femmes sont arrivés, le 13 juin, à bord d'une embarcation de bois dans la province de Batangas, au nord de Manille.

Le HCR, qui avait diffusé, dès le 12 juin, une note avertissant ses bureaux dans la région que des Chinois pourraient tenter de quitter clandestinement leur pays pour fuir la répression, va demander au gouvernement philippin d'accorder à ce groupe le statut de réfugiés. Il est encore trop tôt pour dire s'il s'agit d'un cas isolé ou du début d'un mouvement, qui ne pourrait pas ne pas rappeler l'exode des « boat people » vietnamiens.

D'autre part, selon la presse de Manille, l'ambassade américaine aux Philippines a été approchée par deux étudiants chinois en quête d'asile, mais elle les aurait dissuadés, de peur d'indisposer les autorités chinoises. M. Aquino, président des Philippines, avait déploré la violence mais elle s'est abstenue de condamner Pékin. — (AP.)

## Amériques

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

## La grève générale a démontré l'isolement du président Balaguer

SAINT-DOMINGUE  
de notre correspondant

La grève générale qui a paralysé quarante-huit heures la République dominicaine a pris fin mercredi matin 21 juin, sans que de nouveaux morts viennent s'ajouter aux trois jeunes manifestants tués dimanche soir et lundi par l'armée. Plusieurs dizaines de personnes, cependant, ont été blessées, en deux jours, à Saint-Domingue et en province. Le porte-parole du comité national de grève, M. Virgilio Alvarez, s'est félicité de l'appui massif de la population, qui s'est prononcée contre la politique de misère et de famine du président Balaguer. Elle a souligné le caractère pacifique du mouvement, accusant l'armée d'être seule responsable des violences. Le comité de grève a exigé la mise en liberté des quelque trois mille personnes arrêtées à travers le pays ; il a annoncé que les trois cents organisations qu'il représente allaient se réunir pour décider des « nouvelles modalités de lutte ».

En dépit des efforts de médiation de l'Eglise catholique, le président Balaguer n'a cédé sur aucune des principales revendications (nationalisation du salaire minimum ou hausse du prix des principaux produits alimentaires). Le caractère dans l'ensemble pacifique du mouvement de protestation — selon les normes locales — a scotché la population. A la différence des explosions spontanées qui viennent d'ensanglanter le Venezuela et l'Argentine, la grève, qui avait été annoncée longtemps à l'avance, n'a pas ébranlé le pouvoir. Le pouvoir a eu le temps de prendre ses dispositions : le pays a été quadrillé par l'armée, et les quartiers pauvres ont été soumis à un véritable état de siège.

« Le succès du mouvement s'explique par les limites mêmes du système démocratique dominicain, lequel ne comporte pas de mécanisme de médiation, et où tout le pouvoir est concentré entre les mains du président », observe M. Max Fauriol, sociologue à l'université autonome de Saint-Domingue. « La grève est alors le seul moyen dont dispose la population pour se faire entendre du président ».

Malgré son âge, quatre-vingt-deux ans, se scindant en deux et plus en plus fragile, le président Balaguer prend seul, en effet, toutes les décisions, même les plus évidentes. Depuis son retour aux affaires en 1986, le chef de l'Etat passe le

plus clair de son temps à courir d'un bout à l'autre de la république pour inaugurer des troupes de route, des logements ou des monuments. Il a multiplié les chantages surmontés de grands pameaux : « Seul Balaguer peut le faire ». Cet homme, un crépuscule d'une longue carrière, qui a débuté sous la dictature de Trujillo (1930-1961) et a ensuite remodelé la République, a été élu dimanche, à la célébration du 500<sup>e</sup> anniversaire de la « découverte » de l'Amérique, en 1992.

### « Le client ne se mange pas »

Mais les opérations d'urbanisme s'accompagnent d'expulsions massives, souvent brutales, et rarement accompagnées de compensations. « Le client ne se mange pas », entend-on dans les quartiers pauvres. Le « phare à Colomb », un monument dédié au millier des bidonvilles de la partie orientale de la capitale — est devenu le symbole des grands travaux jugés injustes : « Au lieu d'englober des bidonvilles dans des opérations de préservation du patrimoine, on a préféré le faire disparaître », répliquent les critiques.

Faute de moyens pour financer ces constructions et combler le déficit des entreprises publiques, le gouvernement a recouru classiquement à l'Amérique latine, à la planche à billets. Cela accélère, naturellement, la dépréciation du peso et aggrave l'inflation. Dans ce pays où le Fonds monétaire international est le symbole du mal depuis les saignées étonnantes d'avril 1984, le président Balaguer s'est jusqu'à présent refusé à signer un accord avec le FMI. « Le pays fait face aux obligations de sa dette extérieure — 4 milliards de dollars — dans les limites de ses possibilités », affirme-t-il.

De fait la République dominicaine est à jour envers les institutions financières internationales et des banques commerciales ; mais elle doit près de 400 millions de dollars aux Etats-Unis réunis dans le Club de Paris. L'absence d'un accord formel avec le FMI ne signifie pas que la République dominicaine ne pratique pas les rigueurs des politiques d'ajustement. Mais celles-ci dépendent des humeurs du président.

JEAN-MICHEL CARROT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650672 F

Tél. MONDIPAR (1) 45-23-06-81

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Fauriol (1959-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Werl

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Sautou

ABONNEMENTS PAR MINUTE, 36-15 — Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-45-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif

FRANCE

354 F

399 F

544 F

687 F

6 mois

672 F

762 F

972 F

1 397 F

9 mois

954 F

1 069 F

1 464 F

1 952 F

1 an

1 200 F

1 300 F

1 800 F

2 530 F

ETRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés en postscriptum : un abonné est invité à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.



## Proche-Orient

### Le conseil exécutif de l'UNESCO a décidé par consensus d'examiner en septembre la demande d'admission palestinienne

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, au cours de sa réunion de lundi 19 juin, au siège de l'UNESCO à Paris, a décidé par consensus d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine réunion, en septembre, « la demande

Ainsi les menaces américaines, selon lesquelles « l'admission de l'Organisation de libération de la Palestine à l'UNESCO mettrait définitivement fin à tout projet de retour des États-Unis au sein de cette organisation » (Le Monde du 20 mai) ont été à la fois entendues et ignorées.

Entendues car le conseil exécutif — au sein duquel existe une majorité favorable aux Palestiniens, qui aurait pu recommander déjà l'admission de la Palestine, s'est donné tout l'été « pour réfléchir encore ». Ignorées car le simple fait d'inscrire le vote de M. Yasser Arafat au menu de la prochaine session du conseil exécutif avait été qualifié de « défi » par les amis des Américains.

Alors qu'à l'Organisation mondiale de la santé, à Genève, en mai, les Palestiniens, malgré la menace de suspension de la contribution américaine à l'OMS, avaient posé d'emblée leur candidature, suscitant finalement un vote à scrutin secret défavorable à leur demande, ajournée à l'an prochain (le Monde du 14 et du 15 mai), la diplomatie palestinienne a préféré jouer un demi-teinte à l'UNESCO.

Le but réel de l'observatoire palestinien place Fontenoy,

M. Omar Mousalha, ne semble pas en effet d'obtenir dès cette année une admission pure et simple de la Palestine, en faveur de laquelle pourraient effectivement voter les deux tiers des participants à la conférence générale d'automne, ce qui aurait pour effet de compromettre les patients efforts de M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, en vue du retour des États-Unis et du Royaume-Uni au sein de son organisation.

M. Mousalha paraît plutôt viser à l'obtention d'un statut sui generis provisoire, à mi-chemin de l'observatoire et du membre à part entière mais qui permettrait aux Palestiniens de bénéficier de tout l'appui culturel et technique de l'UNESCO, particulièrement intéressant dans le contexte de fermeture du dispositif éducatif et universitaire en Cisjordanie et à Gaza, maintenu depuis de longs mois par Israël.

Cette perspective d'admission sans provocation a séduit suffisamment le conseil exécutif (où la France est représentée par M. Marie-Claude Cabana), pour permettre d'aboutir au consensus du lundi 19 juin, alors qu'à l'origine la requête palestinienne ne devait être présentée que par sept délégués d'États musulmans.

La relative modération palestinienne à l'UNESCO coïncide avec les premières manifestations de mécontentement des États du Sud à l'endroit de M. Mayor, résumées dans un récent article de l'hebdomadaire Jeune Afrique, qui dénonce « la dérive anti-terroiriste du directeur général » et de son « état-major, constitué en grande majorité de ressortissants des pays développés », avant de conclure que les résultats « des dix-huit premiers mois de bataille » de M. Mayor n'ont pas été jugés suffisants par les Anglo-Saxons pour revenir à l'UNESCO, « surtout au moment où le nouvel État palestinien » a posé sa candidature à l'Organisation.

J.-P. P.-H.

## ISRAËL

### M. Shamir insulté et bousculé par des colons cisjordanien lors des obsèques de l'un des leurs tué par des Palestiniens

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le journal télévisé a présenté, mardi soir 20 juin, des images que les téléspectateurs israéliens, pourtant habitués à une vie politique des plus animées, avaient encore rarement eu l'occasion d'observer : le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir, insulté, bousculé, par des colons de Cisjordanie à l'occasion de l'enterrement de l'un des leurs, qui devait s'achever par une série d'agressions contre des Palestiniens.

« Traître ! traître ! », « Premier ministre de l'infamie ! », « Tu avais promis de vaincre le soulèvement ! » : sous les insultes, le premier ministre est resté impassible, mais il n'a pas su faire entendre, tant le chaos était bryant, lorsqu'il a voulu prononcer l'éloge funèbre de Frederick Rosenfeld, un résident de l'implantation juive d'Ariel (près de Tel-Aviv) en Cisjordanie, assassiné deux jours plus tôt par des Palestiniens. La scène a eu lieu dans l'après-midi de mardi, dans la localité de Barkan, près d'Ariel, alors que des centaines de colons assistaient aux obsèques de Rosenfeld.

M. Shamir était venu manifester sa solidarité avec les colons, dont son parti, le Likoud, se veut le défenseur naturel. Dire qu'il a été pris à partie serait un peu faible : le premier ministre a été insulté, injurié, en pleine cérémonie d'enterrement, par plusieurs dizaines de colons — la presse parle de centaines — qui lui reprochaient son incapacité à mettre un terme au soulèvement palestinien dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Empêché de parler, il a dû se contenter de se faire porter, sur laquelle plusieurs manifestants ont tenté de le faire tomber. Manifestation peut-être plus politique que spontanée puisque a été épargné le seul autre représentant du gouvernement présent, le ministre du con-

merce et de l'industrie, M. Ariel Sharon, qui, au sein du Likoud, mène actuellement campagne contre M. Shamir et contre son projet d'organiser des élections en Cisjordanie et à Gaza.

« La sang juif ne restera pas impuni ! », « Vengeance ! », « Mort aux Arabes ! », scandaient encore les manifestants. Et, dès la cérémonie achevée, une centaine d'entre eux — selon les chiffres de la presse — se sont rendus, drapeaux israéliens brandis en tête de cortège, à un grand carrefour non loin de là, près de la ville de Petah-Tikva, pour bombarder à coups de pierres les voitures de Palestiniens circulant en Israël. Des pare-brises ont volé en éclats, mais quatre chauffeurs palestiniens ont été blessés. Les colons ne se sont dispersés qu'après avoir attaché à la police ceux d'entre eux qui avaient été appréhendés.

Ce même après-midi de l'enterrement de Rosenfeld, un colon de vingt-trois ans, portant barbe, kippa et mitraillette Uzzi, a soudainement ouvert le feu, sans provocation ni violence préalable, sur un groupe de travailleurs palestiniens, qui, dans la banlieue de Tel-Aviv, attendaient un bus pour regagner les territoires. Deux d'entre eux ont été touchés, dont l'un, un Gaza de trente-huit ans, est très grièvement blessé d'une balle à l'abdomen. Geste prémédité, coup de folie ? La police s'est gardée de tout commenter après avoir arrêté l'agresseur, dont elle s'est refusée à donner l'identité.

En fin de journée, tous les partis politiques condamnaient le traitement réservé au chef du gouvernement, mais la gauche — travaillistes et Ratz — faisait observer que M. Shamir avait lui-même encouragé ce type d'action et de comportement en ne dénonçant pas, ou pas suffisamment, les actions punitives et les raids de représailles, ou de provocation, que les colons mènent contre la population palestinienne.

ALAIN FRACHON.

### Le dix-huitième congrès de l'Internationale socialiste à Stockholm

### Le Proche-Orient en toile de fond

STOCKHOLM  
de notre correspondant

C'est sur la toile de fond du conflit du Proche-Orient qu'a débuté, lundi 20 juin, à Stockholm, entouré d'un dispositif de sécurité impressionnant, le dix-huitième congrès de l'Internationale socialiste. Cent pays ont répondu à l'invitation du Parti social-démocrate suédois, dont soixante-neuf membres de plein droit de l'organisation.

Toutefois, le Parti travailliste israélien, qui n'a pas accepté que les Suédois invitent, sans l'avoir auparavant consulté, à ce congrès, a décidé d'en boycotter les débats. Aussi M. Shimon Pérès, par ailleurs l'homme officiel du gouvernement israélien des finances, s'est-il tenu à l'écart de la Maison du peuple où se tient le congrès.

Il faudrait savoir quel rôle les Suédois entendent jouer. Il y a un vieux proverbe qui dit qu'une juive est un pont touché. Les Suédois

veulent-ils rester à l'état de jete frustre ou jouer un rôle de pont véritable ? », a demandé M. Pérès, en affirmant par ailleurs que, bien que l'Internationale socialiste fasse preuve de bonne volonté, elle risque, au cas où elle intégrerait l'Olp dans ses rangs (mais il ne le croit pas), de se priver d'un membre important.

L'Olp, de son côté, représentée par une délégation de cinq personnes, n'aura pas la possibilité de s'exprimer devant le congrès. « La coutume veut que les observateurs ne parlent pas », a expliqué M. Gunnar Stenarv, secrétaire international du Parti social-démocrate suédois. Tout en boycottant les sessions auxquel les participe l'Olp, le Parti travailliste israélien s'est cependant rangé derrière la proposition d'une conférence de paix pré-sentée par le comité du Proche-Orient de l'Internationale socialiste, qui stipule que toutes les parties devront être représentées à cette conférence, dont la supervision sera confiée aux Nations unies.

FRANÇOISE MÉTO.

## Afrique

### NAMIBIE : la marche vers l'indépendance

### L'armée sud-africaine plie bagage

Aux termes du plan des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie et avant les élections qui doivent avoir lieu en novembre, les soldats sud-africains évacuent ce territoire administré par Pretoria depuis la première guerre mondiale. Un porte-parole militaire a déclaré qu'il n'en restera plus que 1 500 — contingent autorisé par l'ONU — le vendredi 23 juin. D'autre part, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, mardi, qu'il avait déjà rapatrié 4 500 Namibiens en une semaine dans le cadre d'une opération internationale qui devrait être achevée fin juillet.

GROOTFONTEIN  
de notre envoyé spécial

L'armée sud-africaine plie bagage. Ses soldats emballent, expédient, s'affairent, pour le grand retour, le départ définitif vers la République. Il n'est pas facile de boucler les valises après soixante-quatre ans de présence sur le sol d'un territoire qui était considéré comme la cinquième province du pays. L'occupation tire pourtant à sa fin.

Dans les gares de Tsumeb et de Grootfontein, les militaires arriment des véhicules de toutes sortes sur les plates-formes des wagons. Engins blindés, camions, voitures, tous sont en route vers la mère-patrie. Les blindés, les camions, les voitures, tous sont en route vers la mère-patrie. Les blindés, les camions, les voitures, tous sont en route vers la mère-patrie.

Ce militant de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) fait partie d'un groupe de manifestants qui attend le retour des premiers réfugiés dans la ville. Un des plus loyaux, ce sont les rivaux de la DTA (Democratic Turnhalle Alliance) qui souhaitent saluer les exilés. Les uns partent, les autres reviennent, sous le regard des troupes des Nations unies, qui veillent au grain. Mais les deux camps s'ignorent.

Grootfontein, petite bourgade du Nord-Est, vit paisiblement le bouleversement en train de s'opérer. Des maisons se vident, d'autres, mobiles,

quittent le plancher namibien sur des camions, en des convois abnormes (exceptionnels). Les sociétés de déménagement et les transporteurs font des affaires et les commerçants font grise mine. Le comble pas le manque à gagner, et en plus ils paient avec beaucoup de retard. Il a été calculé que trente mille personnes vivaient indirectement de la guerre. Ce sont toujours les mêmes, ceux de l'armée sud-africaine, repeints en blanc avec le sigle UN (Nations unies) bien en évidence.

Les hommes comme le matériel changent de patron. Le contingent médical suisse a jugé préférable d'apporter ses bicyclettes, d'apporter ses machines à écrire, toujours munies de leur immatriculation. Elles trônent devant l'hôtel Meteor pendant que les propriétaires sont allés « s'en jeter un » pour tuer le temps. Ils ne sont pas contents, les Suisses, d'être logés dans l'enceinte de la base militaire. « Nous sommes des civils après tout », s'insurgent-ils.

### Nouveaux locaux

La base en question est le plus important centre logistique de Pretoria en Namibie. Les casques bleus l'ont littéralement investie. Ils occupent les baraques laissées vides. Une cohabitation qui paraissait impensable il n'y a pas si longtemps. « Tous se passe bien avec ces nouveaux locaux », commente le colonel sud-africain Hall. Le tri a été fait entre ce qui vaut la peine d'être importé ou pas. La ferraille, les vieilles voitures, du mobilier, les munitions, trop anciennes, sont détruites dans une vaste marmitte surmontée d'une cheminée, le cooking pot. L'a-t-on nommée.

Le reste, ou du moins tout ce qui est transportable, prend le chemin de la gare. Quatre à cinq trains par semaine pour expédier des montagnes de matériel amassé au cours des ans. La majeure partie a déjà pris le chemin de l'Afrique du Sud. Les hangars sont vides et les ateliers déserts. Quelques rangées d'engins blindés, bien alignés, attendent la grande démolition. Rien ne sera détruit, affirme le colonel Van Broekhuizen. Les administrations locales, la police, prendront par la suite possession des lieux. Adjoind au chef du redéploiement, comme a été appelée cette opération de rap-

triement, le colonel est satisfait. Il n'y a pas en de problèmes majeurs.

Reprise Merlyn, cette gigantesque entreprise n'a rien d'un départ à la sauvette. Commencée en août dernier juste après le désengagement d'Angola, le grand trek des militaires a été minutieusement préparé. En principe, cette marche arrière devait être achevée le 24 juin, soit avec une semaine d'avance sur le calendrier imposé par la résolution 435 des Nations unies. Tous les jours, les avions font la navette pour évacuer les derniers boys sud-africains encore au nombre de 4 000. « Nous sommes tous contents de rentrer », dit sans hésiter le lieutenant Erasmus, ne cachant pas que, si cela avait été fait plus tôt, bien des vies auraient été épargnées. Un peu plus de 800 morts depuis le début de la guerre, pour le colonel Hall, forces territoriales — aujourd'hui démobilitées — comprises. Il sait que 11 000 SWAPO et 8 000 FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola) et Cubains ont été tués. « Il s'agit de corps dénombrés », précise-t-il.

De son côté, le colonel Van Broekhuizen pense que les dix années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 435 en 1978 ont été nécessaires. « Aujourd'hui, affirmet-il, le pays est plus développé, une administration compétente est en place, la Namibie peut se gouverner elle-même. » Après huit ans passés « dans le Sud-Ouest », comme on a coutume d'appeler la Namibie en Afrique du Sud, ce n'est pas facile de partir de ce pays qui est devenu le sien, où ses enfants ont grandi. Philosophe, il ajoute : « Bien sûr, nous sommes désolés de partir, mais nous sommes venus ici pour accomplir une tâche, une mission. Notre devoir est maintenant de partir. » En bon militaire, le colonel obéit non sans se demander si l'adaptation à la vie à la caserne à Pretoria sera aisée.

### « Nous reviendrons »

L'aventure namibienne est terminée, la traque des maquisards de la SWAPO finie et les raids en Angola sont une épopée du passé. Le colonel Van Broekhuizen ne s'inquiète même pas du passage de la frontière par des réfugiés fuyant les combats entre le régime de Luanda et les rebelles de l'UNITA. « Ce n'est plus notre affaire, mais celle de l'ONU et de la SWAPO (la police namibienne) », remarque-t-il. A compter du 24 juin, il ne restera plus que 1 500 soldats de Pretoria sur le territoire. Ils seront consignés dans deux bases, celles d'Oshihelo et de Grootfontein jusqu'aux résultats des élections au début du mois de novembre. Contrairement à ce qu'affirme la SWAPO, s'insurge le colonel, les militaires ne reviendront pas de vêtements civils pour rester sur place au cas où. Il y en aura tout au plus deux cents chargés d'une assistance technique.

Après trois quarts de siècle de présence sur le sol namibien, les SADF (South African Defence Forces) laissent la place aux « casques bleus ». Elles se replient au sud de la rivière Orange avec le sentiment du devoir accompli, la certitude d'avoir contenu l'offensive communiste, personifiée par les combattants du mouvement de libération namibien. Et si tout cela n'avait été pour rien ? Le colonel Hall ne le pense pas. Il tient cependant à exprimer une opinion personnelle : la SWAPO ne gagnera pas les élections et reprendra donc les armes. Alors ? « Nous reviendrons. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

## A TRAVERS LE MONDE

### Egypte

### Manifestations contre l'épreuve de français au baccalauréat

Des milliers d'étudiants ont manifesté, lundi 19 juin, à travers toute l'Égypte pour protester contre la difficulté de l'épreuve de français au baccalauréat. Au Caire, les salles d'examen ont été le théâtre de scènes d'hystérie de la part de candidats incapables de répondre aux questions de français, seconde langue étrangère.

Le ministre de l'éducation, M. Fathi Sourour, a décidé d'ouvrir une enquête, au terme de laquelle la notation des questions les plus dures sera modifiée en fonction de cette difficulté excessive. Près de deux cents cinquante mille étudiants sont concernés par cet examen, qui a soulevé un tollé général. — (Corresp.)

### Nicaragua

### Les États-Unis refusent une proposition de dialogue

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a rejeté mardi 20 juin un appel au dialogue formulé la veille par le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, qui avait rencontré le cardinal Miguel Ovando y Bravo, archevêque de Managua, le président de la Commission nationale de réconciliation écopée aux termes d'un plan de paix Arce pour l'Amérique centrale et lui avait demandé de faire œuvre de médiation en direction de Washington, en vue de « susciter un échange sur la situation économique critique du pays » et d'organiser « un dialogue fluide ».

### Pérou

### L'affrontement d'Aguytia a fait trente-cinq morts

L'armée péruvienne a annoncé, mardi 20 juin, que l'affrontement survenu la veille à Aguytia, dans le piedmont amazonien, (Le Monde du 21 juin) avait fait 35 victimes — 20 guérilleros et 15 militaires. En outre, 15 policiers ont été blessés, précise l'Agence France Presse. Cet engagement, auquel ont participé 200 « subversifs », apparaît ainsi comme l'un des plus sérieux depuis le début de la guerre civile larvée lancée en 1980 par le Sentier lumineux. Les rebelles, dont l'appartenance exacte n'a pas été officiellement précisée, seraient attaqués une patrouille régulière escortant plusieurs véhicules transportant du matériel militaire à une base de lutte contre-insurrectionnelle.

Le Sentier lumineux a, par ailleurs, déclenché une nouvelle « grave armée » dans la région amazonienne de Tingo-Maria, capitale du Haut-Huallaga, la « vallée de la coca ». Bien que l'état d'urgence soit en vigueur depuis le début de l'année dans cette zone, le mouvement est largement suivi par une population apeurée. Le maire de la ville de

Tingo, Manuel Espinoza, a été assassiné le 15 juin par le Sentier, nous indique notre correspondante à Lima. La province aura ainsi vu la totalité de ses maires être tués pour neuf d'entre eux ou contraints de quitter leur poste en raison des menaces reçues.

● CHILI : le général Pinochet ne sera pas candidat à l'élection présidentielle. Le chef de l'État chilien, le général Augusto Pinochet, a annoncé le mardi 20 juin qu'il ne se présentera pas à l'élection présidentielle du 14 décembre, contrairement à des rumeurs qu'il avait lui-même contribué à répandre. Le dirigeant conservateur Sergio Jarpa pour la droite et le démocrate-chrétien Patricio Aylwin pour l'opposition au régime seront probablement les principaux candidats. — (AFP.)

## COUP DE PATTE DE FRED

Parure griffes de panthère en or et émail

Bague : 9400 F  
Pendentif : 9600 F  
Clips d'oreilles : 15500 F

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> 42.60.30.65  
Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.  
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette" Paris.  
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Deauville.  
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Colonna, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

مكتبة الامم المتحدة



## Europe

URSS : la visite du président du Parlement iranien

### Moscou souligne l'« identité de positions » entre MM. Gorbatchev et Rafsandjani

MOSCOU  
de notre correspondant

Reçu, par anticipation, avec tous les honneurs dus au chef d'Etat qu'il ne devrait devenir que dans un mois, le président du Parlement iranien, M. Rafsandjani, s'est également fait décerner par le Kremlin un brevet de respectabilité internationale.

Dès les premières heures, mardi 20 juin, de sa visite officielle en URSS, l'homme fort de Téhéran a, en effet, eu un long entretien avec M. Gorbatchev qui a fait, écrit l'agence Tass, ressortir une « proximité ou même identité de positions (...) sur nombre de problèmes-clés ». Exhaustive, l'agence cite en particulier, « la sécurité et le désarmement universels, la présence militaire dans l'Océan Indien, le droit inconditionnel de chaque nation à décider par elle-même de son destin, la vision de l'Afghanistan comme un pays indépendant, neutre, non aligné et amical à l'égard de tous ses voisins, le processus de négociation irano-irakien (...) et la nécessité de strictement adhérer aux règles et standards internationaux ».

L'avenir dira si M. Rafsandjani a réellement la volonté de faire abandonner à son pays le terrorisme et autres appels au meurtre d'écrit-

vains, mais pour l'heure cette « identité » de vues signifie surtout que l'URSS a besoin de l'Iran et l'Iran de l'URSS. Pour les dirigeants iraniens la normalisation et le développement des relations avec l'Union soviétique donnent en effet la possibilité d'amorcer la rupture de leur isolement international sans entièrement dépendre de puissances occidentales.

Téhéran pourra ainsi poser et rejeter des conditions et peut, pour se gagner cet avantage, offrir à M. Gorbatchev son aide sur deux problèmes brûlants : le règlement de la question afghane et la montée de l'islam en URSS. Si le communiqué ne fait aucune allusion, même voilée, aux dizaines de millions de musulmans d'Asie centrale, M. Rafsandjani avait en conséquence mis, dès avant son départ pour Moscou, les choses au clair en déclarant que la présence de plus de cinquante millions de musulmans en URSS constituait « un bon stimulant au rapprochement entre les deux pays » et que leurs conditions de vie s'en trouveraient améliorées.

#### L'Afghanistan

A l'heure où de sanglantes émeutes gagnent une République d'Asie centrale après l'autre,

M. Rafsandjani n'aurait pu présenter le marché plus crûment, mais le moins qu'on puisse dire est qu'il montre dans le même temps à M. Gorbatchev d'excellentes dispositions sur l'Afghanistan. La formulation sur laquelle les deux hommes sont tombés d'accord à ce propos donne, en effet, toute satisfaction aux dirigeants soviétiques puisqu'elle répond à leur volonté d'assurer, à Kaboul, une transition par étapes leur permettant de conserver de bonnes relations avec un pays frontalier qu'ils ont renoncé à absorber.

Rien d'étonnant donc à ce que les deux hommes aient tenu à prolonger en petit comité leurs discussions sur ce dossier et celui du Proche-Orient et nient d'écarter autour à ce que M. Rafsandjani ait en droit aux honneurs militaires sur la piste d'atterrissage. Non seulement le ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, était là pour l'accueillir, mais aussi le vice-président, M. Loukianov, qui a notamment pour tâche de représenter le chef de l'Etat. Puis ce fut le cortège avec motards jusqu'au Kremlin, le chef du protocole faisant monter à l'Étude iranien le grand escalier où s'était déployée la garde, et la somptueuse salle Saint-George, enfin, brillant de tout l'éclat d'un empire plus jeune que la Perse, mais beaucoup plus vieux que le communisme.

« Un événement qui fera date », a d'emblée déclaré M. Gorbatchev en soulignant qu'il avait « entendu dire que cette visite répondait à la volonté de l'islam d'être une incontestable confirmation de la volonté des intentions » de M. Rafsandjani. « L'effort amical et sincère » par lequel l'URSS répond à ces dispositions iraniennes, a ajouté le chef de l'Etat soviétique, « correspond à l'intérêt de nos deux pays ».

#### Les troubles d'Asie centrale

En langage diplomatique, cela s'appelle « réalisme », et tout indique, parallèlement, que cinq jours après avoir éclaté, les troubles du Kazakhstan (3 morts et 53 blessés, selon le premier bilan officiel) se poursuivent. Malgré l'imposition d'un couvre-feu de 9 heures du soir à 6 heures du matin et l'interdiction des meetings et manifestations, les « tentatives de stabilisation de la situation sont gâchées par les extrémistes », écrit ainsi, mardi soir, l'agence Tass en indiquant que les heurts continuaient dans les rues de Novi-Ouzen.

TURQUIE : cinquante mille réfugiés de Bulgarie

### Ankara pourrait demander une aide aux « pays amis »

ISTANBUL  
de notre correspondant

Cinquante mille. Le nombre de réfugiés turcs de Bulgarie arrivés en Turquie a doublé depuis vendredi dernier. Malgré les manifestations de solidarité matérielle de la population, spontanées ou organisées par la presse, les nouveaux arrivants ne rencontrent pas toujours dans leurs familles installées avant eux en Turquie, de milieux souvent modestes, l'accueil qu'ils espèrent : nombreuses sont les familles de vingt personnes qui n'ont pu se caser dans les trois-pièces des cousins et qui se replient aujourd'hui sur les camps ouverts par le gouvernement, et qui sont déjà pleins. On s'apprête à en installer d'autres pour faire face aux cent mille arrivées attendues.

An cours d'une conférence de presse, le premier ministre, M. Turgut Ozal, qui s'est rendu dernièrement à la frontière bulgare, a pour la première fois évoqué la possibilité d'une demande d'aide matérielle « aux pays amis ». Tout en renouvelant son intention d'accueillir tous les réfugiés qui le désirent, il a demandé un soutien politique à la demande turque d'un accord bilatéral organisant l'exode : c'est uniquement pour la conclusion d'un tel accord, avec la participation du Haut Commissariat aux réfugiés, qu'Ankara accepterait des négociations avec Sofia. M. Ozal a, par ailleurs, décliné l'offre embarrassante de la République turque de Chypre-Nord, reconnue uniquement par la Turquie, d'accueillir des réfugiés.

En attendant le grand rassemblement du 24 juin organisé conjointement par les trois principaux partis politiques, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes. A Istanbul dans le quartier de Gazi Osman Pacha, peuplé à 80 % d'émigrants

vingt-neuf magasins ont été détruits, de nombreux appartements et bureaux administratifs endommagés, des voitures brûlées et les articles de la presse centrale dont, petit à petit, une image à peu près cohérente des faits. Si les émeutes d'Ouzbékistan avaient commencé par un pugilat sur un marché, celles du Kazakhstan ont éclaté lors d'un bal en plein air ou Kazakhs et Caucasiens (plus du tiers de la population) en sont venus aux mains. Autochtones, les premiers reprochent aux seconds (Arméniens, Géorgiens et Azéris) non seulement d'être des immigrants mais de recevoir de meilleurs salaires qu'eux pour venir travailler dans cette région pétrolière aride et dépourvue de tout.

Ensuite, il y eut un enchaînement classique de violences à rebonds, assez sérieuses pour que les autorités décident d'évacuer provisoirement sur une gare routière les familles caucasiennes et qu'il ait fallu laisser les troupes anti-émeutes recourir aux tirs d'avertissement. Face aux affrontements, les Caucasiens ont ouvert dans la ville des magasins qu'eux pour venir travailler dans cette région pétrolière aride et dépourvue de tout.

Ces violences forment, en bref, un parfait cocktail des multiples sujets de conflit en Union soviétique — des antagonismes ethniques et religieux à la misère en passant par les différenciations sociales qu'implique forcément tout effort conséquent de réforme économique. Samedi, sur la Grande-Place de Novi-Ouzen, on scandait : « Caucasiens, hors du Kazakhstan ! » et « Fermez les coopératives caucasiennes ! ».

D'autres slogans du même type retentiront à n'en pas douter dans bien d'autres villes et il n'est pas exclu du tout que des secteurs organisés de l'appareil jouent de ces tensions et les attisent. Après que la presse ait, tous ces derniers jours, insisté sur l'aspect organisé et prémédité des violences d'Ouzbékistan, le bureau politique, réuni mardi pour la première fois depuis la fin du Congrès des députés, a demandé que « les membres du parti qui ont souillé [dans les massacres de Fergana] le titre glorieux de communiste » soient poursuivis avec toute la vigueur de la loi et que soient « dénoncés les forces qui ont préparé et suscité » ces violences.

Cela peut n'être qu'un avertissement. Cela peut aussi annoncer un grand débâcle.

BERNARD GUETTA.

TURQUIE : cinquante mille réfugiés de Bulgarie

### Ankara pourrait demander une aide aux « pays amis »

ISTANBUL  
de notre correspondant

Cinquante mille. Le nombre de réfugiés turcs de Bulgarie arrivés en Turquie a doublé depuis vendredi dernier. Malgré les manifestations de solidarité matérielle de la population, spontanées ou organisées par la presse, les nouveaux arrivants ne rencontrent pas toujours dans leurs familles installées avant eux en Turquie, de milieux souvent modestes, l'accueil qu'ils espèrent : nombreuses sont les familles de vingt personnes qui n'ont pu se caser dans les trois-pièces des cousins et qui se replient aujourd'hui sur les camps ouverts par le gouvernement, et qui sont déjà pleins. On s'apprête à en installer d'autres pour faire face aux cent mille arrivées attendues.

An cours d'une conférence de presse, le premier ministre, M. Turgut Ozal, qui s'est rendu dernièrement à la frontière bulgare, a pour la première fois évoqué la possibilité d'une demande d'aide matérielle « aux pays amis ». Tout en renouvelant son intention d'accueillir tous les réfugiés qui le désirent, il a demandé un soutien politique à la demande turque d'un accord bilatéral organisant l'exode : c'est uniquement pour la conclusion d'un tel accord, avec la participation du Haut Commissariat aux réfugiés, qu'Ankara accepterait des négociations avec Sofia. M. Ozal a, par ailleurs, décliné l'offre embarrassante de la République turque de Chypre-Nord, reconnue uniquement par la Turquie, d'accueillir des réfugiés.

En attendant le grand rassemblement du 24 juin organisé conjointement par les trois principaux partis politiques, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes. A Istanbul dans le quartier de Gazi Osman Pacha, peuplé à 80 % d'émigrants

venus de Bulgarie à la suite des accords d'émigration de 1951 et 1968, trois mille personnes réunies à l'appel de la principale organisation d'émigrés ont demandé la traduction de M. Todor Jivkov « devant le tribunal de Nuremberg ».

Plusieurs dirigeants de la Ligue démocratique pour la protection des droits de l'homme, fondée en novembre 1988 par des dirigeants de la minorité turque pendant leur condamnation à l'exil intérieur en Bulgarie, se retrouvent dans le bâtiment de l'Association d'aide aux émigrés : le poète et caricaturiste Burhanettin Falkoglu, le contremaître Sabri İskenderoglu, racontent la répression depuis la campagne de changement de noms forcés en 1985, ainsi que l'organisation grandissante de la minorité à laquelle ils appartiennent qui est « turque d'abord, musulmane ensuite », contrairement à ce qu'affirme Sofia.

Ce jugement est confirmé par le spectacle des foules de réfugiés, peu compatibles avec la rigueur qui serait celle de l'islam : des odeurs d'alcool s'échappent d'une bonbonne cassée et des jeunes femmes, les cheveux découverts, mènent souvent les discussions.

Les drapeaux turcs tatoués sur la poitrine qui auraient valu des mois d'internement à certains, l'usage fait par les réfugiés du terme « mère patrie » pour désigner la Turquie, l'article 9 de la charte de la Ligue démocratique pour la défense des droits de l'homme, qui demande la liberté d'émigrer en Turquie, témoignent de la nature nationale des aspirations des réfugiés et du rôle dévolu à la Turquie. On aurait souhaité à Ankara et chez les réfugiés que la position des gouvernements occidentaux en tiennent davantage compte.

MICHEL FARRÈRE.

De passage à Londres

### Andreï Sakharov suggère de transformer l'« empire » soviétique en un Commonwealth

LONDRES  
de notre correspondant

Andreï Sakharov est pour la première fois de sa vie en Angleterre. Le plus célèbre militant soviétique des droits de l'homme a été fait lundi 19 juin docteur honoris causa de l'université du Sussex. Il doit rentrer vendredi 23 juin M<sup>me</sup> Thatcher au 10 Downing Street. Il était invité mardi à parler de son pays devant l'Institut royal des affaires internationales.

Le tableau qu'il dresse de la situation en URSS n'est guère conforme à la « gorbmanie » qui déferle à l'Ouest comme une lame de fond. « L'Occident est très satisfait de l'actualité direction soviétique, mais sous-estime l'ampleur des problèmes et l'impopularité de cette direction elle-même », dit-il. Il cite « la détérioration du niveau de vie de la population depuis plusieurs années », l'absence de souci écologique des autorités, et surtout la difficulté à trouver une solution face à la montée des nationalismes.

« L'URSS est le dernier empire colonial, et si la question des nationalités n'est pas résolue de façon constitutionnelle, cela peut signifier la chute et même la destruction de notre pays », affirme-t-il. Décidément anticongressiste, il propose à ses concitoyens de suivre l'exemple des Britanniques qui ont su transformer leur empire en un Commonwealth. Pendant des années, on a parlé de l'amitié entre les divers peuples de l'URSS, alors qu'en réalité il n'y en avait guère.

Il cite l'exemple de l'Ouzbékistan, où a été imposée par le pouvoir central la moscoulture du coton. « On fait travailler des enfants dans les champs, en plein soleil, dans des

conditions épouvantables. Nombreux sont ceux qui sont empoisonnés par les pesticides employés sans contrôle en doses excessives », explique-t-il. La cause écologique rejoint ainsi celle des nationalités.

#### « De l'eau sur du sable »

Que doit faire l'Occident ? S'il n'y a pas de réformes économiques, qui rompent le monopole d'Etat de la production et du commerce, toute aide équivaut à « verser de l'eau sur du sable ». Andreï Sakharov admire certes M. Gorbatchev, mais il n'approuve pas en bloc tout ce qu'a fait ce dernier, et surtout il rappelle que le président soviétique n'a pas été élu démocratiquement par la population et qu'il appartient au système responsable de tant de maux dans le passé. Mais il n'y a personne pour le remplacer, ce qui incite évidemment à le soutenir.

Il rappelle que tout est loin d'être joué, qu'un retour en arrière est toujours possible, et qu'il faut d'abord permettre à une opposition démocratique, comme celle qui s'esquissait lors des élections du Congrès des députés du peuple, de s'organiser librement, ouvrant la voie à véritable pluralisme politique.

Plus que jamais militant des droits de l'homme, Andreï Sakharov se dit « bouleversé » par le massacre de la place Tiananmen. Il a envoyé un télégramme identique à MM. Bush, Gorbatchev, Kohl, Mitterrand et à M<sup>me</sup> Thatcher pour leur demander de « faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de sauver de la mort ceux qui ont participé au mouvement démocratique en Chine ».

DOMINIQUE D'HOMBRES.

#### ROUMANIE

### Le rideau de fer de M. Ceausescu

Alors que les Hongrois ont démantelé le mois dernier, sous l'œil des caméras de télévision occidentales, la barrière de barbelés qui les séparait de leurs voisins austro-hongrois depuis la fin de la guerre, la Roumanie, elle, est en train d'ériger un nouveau rideau de fer le long de sa frontière avec la Hongrie. Cette ligne de démarcation est sans doute censée symboliser des relations bilatérales de plus en plus conflictuelles. Le régime de Bucarest n'apprécie guère les réformes économiques et politiques mises en œuvre par le gouvernement magyar. Budapest, de son côté, dénonce la campagne d'assimilation forcée de la minorité hongroise de Transylvanie et le plan de « systématisation » du territoire qui prévoit la démolition de milliers de petits villages roumains. Environ trente mille personnes appartenant à cette minorité ont fui, ces dernières années, le régime de M. Ceausescu et se sont réfugiées en Hongrie.

Selon l'agence de presse MTI, à Budapest, les Roumains construisent donc une clôture métallique d'une hauteur de 2,50 mètres le long des 440 kilomètres de frontière commune. L'ouvrage est achevé à 90 % et l'on pense qu'il ne sera pas électrifié. « Il s'agit d'un grillage ordinaire entrelacé de barbelés », déclare un garde-frontière, qui précise que ce barrage « ne devrait pas constituer un obstacle insurmontable » pour les vingt à trente ressortissants roumains qui viennent quotidiennement chercher une terre d'asile en Hongrie.

Si l'existence de ce nouveau rideau de fer est bien confirmée de source officielle, le ministère hongrois de la défense a toutefois démenti, mardi 20 juin, les informations selon lesquelles les Roumains construisent un mur de briques le long de la frontière. — (Reuters, AP.)

● Bougies de solidarité avec le peuple roumain. — Plusieurs associations et personnalités du monde culturel et politique français appellent les citoyens français et européens à allumer, mercredi 21 juin à 23 heures, une « bougie de solidarité avec le peuple roumain » pour protester contre le « génocide culturel subi par les villes et villages roumains ».

#### IRLANDE

### M. Charles Haughey a huit jours pour former un nouveau gouvernement

Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, qui a subi un revers aux élections législatives anticipées du 15 juin (le Monde date 18-19 juin), ne dispose plus que de huit jours pour former un gouvernement, ce qui lui permettrait de se maintenir au pouvoir.

Avec 77 députés sur 166, le Fianna Fail (nationaliste), au pouvoir, reste le plus important parti irlandais, mais il lui faut l'appui d'au moins sept députés supplémentaires pour diriger le pays. M. Haughey, qui doit trouver un soutien avant le 29 juin, date de la prochaine réunion du Dail (Parlement), a courté d'embûches dimanche la formation d'un gouvernement de coalition. Les observateurs s'attendaient que le premier ministre approche rapidement le Fine Gael (55 sièges) ou les Démocrates progressistes (6 sièges) pour négocier leur soutien.

Ideologiquement très proches, ces deux partis et le Fianna Fail sont toutefois divisés par des rivalités historiques et personnelles. M. Haughey, qui gouvernait jusqu'à présent avec l'appui de quelques indépendants et bénéficiait du soutien tacite du Fine Gael à sa politique d'austérité, va sans doute devoir payer à l'opposition son erreur d'avoir convoqué des élections anticipées. Au pire, son échec pourrait déboucher sur une crise, s'il ne parvenait pas à s'entendre avec elle et à faire mûrir une minorité dès le 21 juin. — (AFP.)

### Résultats définitifs des élections européennes

Formations	1989	
	%	Sièges
Fianna Fail .....	31,5	6
Fine Gael .....	21,7	4
Indépendants .....	11,9	2
Démocrates progress. ..	11,9	1
Parti travailliste .....	9,5	1
Parti ouvrier .....	7,6	1

Formations	1984	
	%	Sièges
Fianna Fail .....	39,2	8
Fine Gael .....	32,2	6
Independants .....	16,1	1
Parti travailliste .....	8,4	
Shin Féil .....	4,9	
Parti ouvrier .....	4,3	

## Partez en vacances avec Le Monde



### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.  
VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (votre normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	260 F
2 mois	280 F	480 F
3 mois	360 F	700 F

\* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_  
du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :  
NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO



# Europe

## POLOGNE

### Les résultats des élections secouent le PC et ses partis satellites

La publication, mardi 20 juin, par la commission nationale électorale des résultats du scrutin pour les élections législatives polonaises confirme la double victoire de Solidarnosc. Non seulement l'organisation syndicale indépendante a emporté 99 des 100 sièges du Sénat et les 161 sièges octroyés aux indépendants à la Diète, mais, avec son appui, les réformateurs l'ont largement emporté dans le collège électoral réservé au Parti communiste et à ses partis satellites, tentés du coup de reprendre une certaine autonomie.

Les appels extensibles de M. Lech Wałęsa à aller voter pour les candidats réformateurs du parti n'ont que partiellement convaincu l'électorat de se déplacer : 25,3 % des électeurs inscrits seulement ont allé voter. Ceux qui l'ont fait ont, en tout cas, largement suivi les consignes de Solidarnosc. A Gdansk, par exemple, l'ancien premier secrétaire du comité régional du parti et co-signataire des accords de Gdansk en 1980, M. Tadeusz Fiszbach, a formé son rival, M. Jan Labicki, secrétaire du parti aux chantiers navals pendant l'état de siège. M. Fiszbach, qui n'avait pas eu l'aval du POUF pour se présenter, doit largement à Solidarnosc d'avoir pu obtenir les 3 000 signatures nécessaires. Les apparatchiks ont eu, en revanche, toutes les peines du monde à se faire élire. Les premiers secrétaires à Varsovie et à Katowice, le général Zbigniew Pudyż, vice-ministre de l'Intérieur, ont perdu la poussière. Sur les dix-sept membres du bureau politique, seuls deux ont finalement été élus. La plupart des autres, dont le premier ministre, M. Rakowski, qui n'avait pu se faire élire au premier tour sur la liste nationale réservée à trois-cinq députés du régime fâché d'obtenir les 50 % de voix nécessaires, ne s'étaient pas représentés.

Ces résultats ont soulevé la contestation dans le parti dont le comité central se réunit le 22 juin en plénum. Il est question de faire entrer de jeunes « réformateurs » au bureau politique, et certains réclament la réunion d'un congrès extraordinaire pour

adopter le parti à la nouvelle situation.

Le POUF doit également choisir ses candidats pour l'élection du président de la Diète et surtout pour celle du président de la République. Celui-ci doit être élu par les deux chambres du Parlement soixante jours au plus tard après le second tour de l'élection. Le général Jaruzelski semble n'avoir plus aujourd'hui, après la défaite des deux, aucun rival potentiel pour lui disputer la place. Du côté de l'opposition, M. Lech Wałęsa a réaffirmé dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* qu'il ne serait pas candidat, justifiant sa décision par le fait qu'il ne connaît aucun des dirigeants des autres pays du pacte de Varsovie. Dans cette interview, Lech Wałęsa laisse entendre qu'il n'est pas question de brusquer les choses et que les quatre années jusqu'aux prochaines élections seront nécessaires pour préparer la suite.

Cette prudence rend cependant mal compte de la vitesse avec laquelle la situation risque d'évoluer. Déjà deux des partis satellites du Parti communiste, auquel ils sont associés dans une coalition qui était jusqu'ici de pure forme, montrent des velléités d'indépendance. C'est notamment vrai du plus important d'entre eux, le Parti des paysans (UPP), qui fait part de son intention de rompre plus clairement son soutien au POUF et dont certains responsables ont des contacts étroits avec le syndicat Solidarnosc. Cinq de ses députés ont également des responsabilités au sein de ce dernier. Si 65 % des sièges à la Diète revenaient d'office au pouvoir, ils sont cependant répartis entre le POUF et ses alliés. Avec 16 % des sièges à la Diète — contre 28 % au Parti communiste — l'UPP est un partenaire indispensable de ce dernier. Sa direction vient de faire publier un questionnaire demandant à ses membres s'ils voulaient devenir entièrement indépendants ou s'ils se contenteraient d'une révision des rapports de forces au sein de la coalition.

H. de B.

## GRÈCE

### La gauche refuse de soutenir un gouvernement « provisoire » dirigé par M. Mitsotakis

Le comité politique du Rassemblement des forces de gauche et de progrès a décidé, mardi 20 juin, de ne pas soutenir un éventuel gouvernement de droite dirigé par M. Constantinos Mitsotakis, président de la Nouvelle Démocratie. Vainqueur des élections législatives de dimanche dernier, mais sans majorité absolue au Parlement, M. Mitsotakis a été chargé par le chef de l'Etat, M. Christos Sartzetakis, d'une « mission exploratoire » pour tenter de former un nouveau cabinet. Il a proposé aux dirigeants du Rassemblement ainsi qu'aux députés socialistes « honnêtes » de constituer un gouvernement « provisoire » dans le seul objectif sembler de « punir » les personnalités qui ont touché des pots-de-vin dans les scandales politico-financiers de ces dernières années et de fixer la date de nouvelles élections. Cette offre a donc été rejetée.

Le gouvernement socialiste démissionnaire de M. Andreas Papandréou reste en place pour expédier les affaires courantes. M. Mitsotakis a demandé au chef de l'Etat que, durant cette phase de transition, les socialistes ne prennent

aucune décision de politique étrangère, concernant, par exemple, la question chypriote, qui se trouve, selon lui, « à un moment critique », ou celle de Thrace occidentale (région du nord-ouest de la Grèce habitée par une importante minorité d'origine turque), qui « connaît une évolution dramatique » et empêche les relations avec Ankara. Le leader de la Nouvelle Démocratie estime que le président de la République, M. Sartzetakis — et non M. Papandréou — devrait représenter la Grèce au prochain sommet européen, à Madrid, les 25 et 26 juin.

M. Mitsotakis a également demandé au chef de l'Etat de charger les préfets « partisans du PASOK », les directeurs des organismes publics, des chaînes de radio et de télévision et des services de renseignement. S'il ne parvient pas à former un gouvernement majoritaire d'ici à vendredi, M. Papandréou sera chargé à son tour d'une mission exploratoire. Il a réaffirmé, mardi 20 juin, qu'il existait au Parlement « une majorité démocratique et progressiste » contre « le retour de la droite au pouvoir ». — (AFP.)

## ESPAGNE : recherché par la justice depuis plus d'un mois

### Le député européen José Ruiz Mateos refait surface

MADRID  
de notre correspondant

Moins de quarante-huit heures après la proclamation officielle de son élection au Parlement européen, M. José María Ruiz Mateos est réapparu au grand jour. Il s'est présenté, le mardi 20 juin, dans la matinée devant le juge qui le recherchait depuis un mois et demi et qui n'a pu que le laisser en liberté. M. Ruiz Mateos jouissait désormais de l'immunité parlementaire. Il était, cette fois, recherché par la justice pour un délit d'agression : il avait gité dans l'immeuble même du tribunal l'ancien ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, qui avait nationalisé son holding Rumasa pour malversations en février 1983 (*le Monde* du 20 juin).

Le ministère public a, par ailleurs, ordonné la suspension de toute action judiciaire contre l'ancien président de Rumasa et le transfert du dossier à la seule instance désormais habilitée à traiter le cas, le Tribunal suprême. Celui-ci demandera au Parlement de Strasbourg, comme le veut la loi, l'autorisation de traduire

en justice le nouveau député européen. Les autorités espagnoles espèrent que la réponse sera positive car les malversations comptables et l'agression qui lui sont reprochées sont antérieures à son élection et sans rapport avec l'exercice de sa charge politique.

A peine confirmée sa mise en liberté, M. Ruiz Mateos, plus en verve que jamais, a fait sa première apparition triomphale devant la presse. Se définissant comme « providentiel », il a souligné que la « justice divine » avait réparé les iniquités commises à son égard par la « justice humaine ». Il a attribué à l'intercession de la Vierge Marie, à laquelle il voue un culte tout particulier, un rôle fondamental dans son succès électoral.

Affirmant être resté caché durant ce mois et demi de clandestinité dans une ambassade (il n'a pas précisé laquelle), il a finalement annoncé que le temps des déguisements et des frasques était terminé et qu'il se comporterait désormais strictement comme l'exige sa nouvelle dignité de parlementaire.

THERRY MALINAK.

## EN BREF

● **IRAN** : nouvelles exécutions. — L'agence officielle IRNA et la radio ont annoncé, mardi 20 juin, la pendaison de dix-neuf personnes présentées comme des trafiquants de drogue ainsi que l'exécution d'un laïen condamné pour espionnage. Trois femmes figurent parmi les « trafiquants » pendus. La ressource-ment iranien a été jugé et exécuté, samedi, après avoir été reconnu coupable de « rébellion contre la République islamique » et d'« espionnage au profit de l'Irak ». — (AFP, Reuters.)

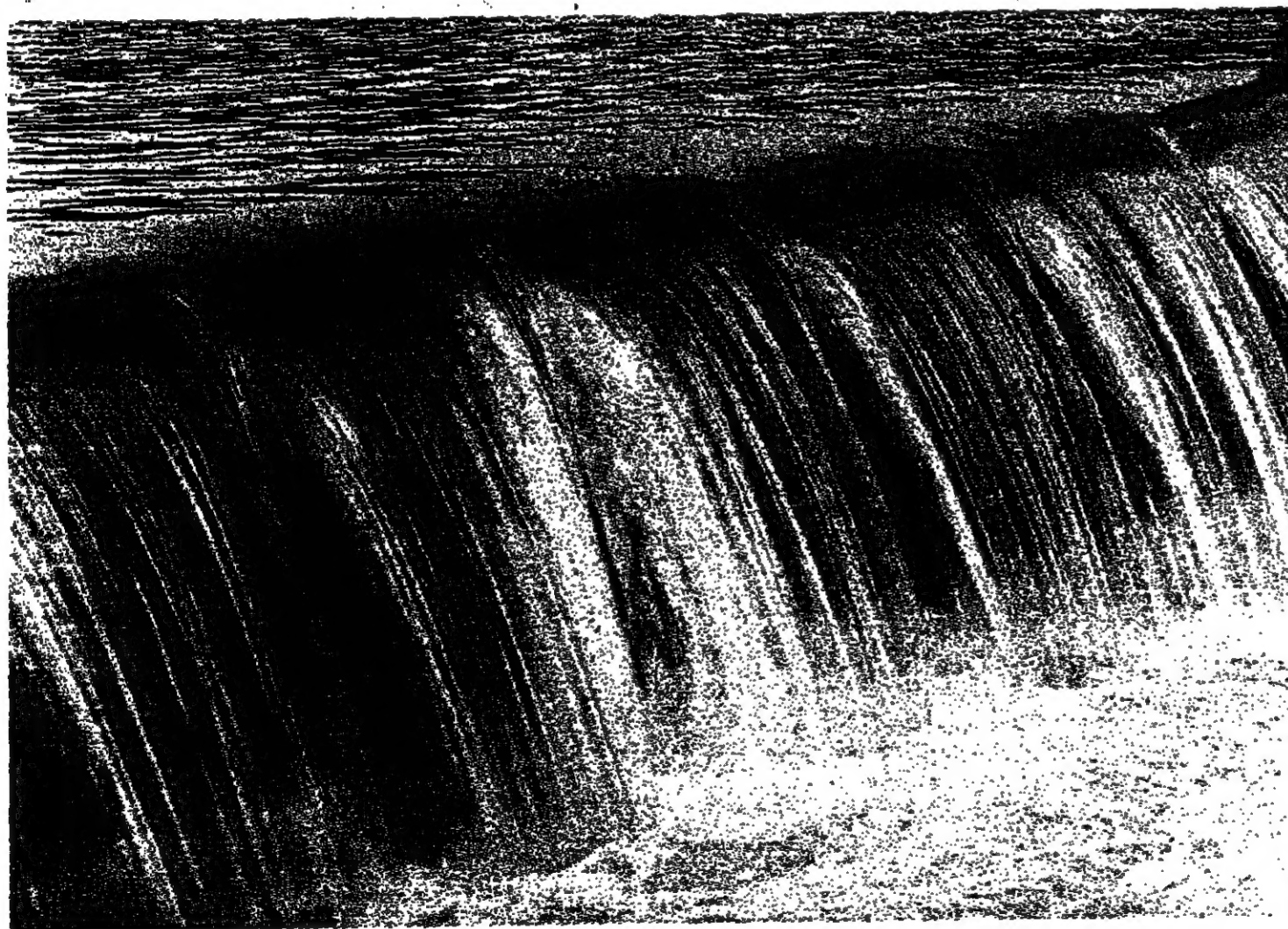
● **HONGRIE** : le ministre de la justice à une conférence du Conseil de l'Europe. — Le ministre hongrois de la justice, M. Kálmán Kulcsár, s'est exprimé mardi 20 juin devant la conférence annuelle des ministres de la justice du Conseil de l'Europe, où pour la première fois un

paye de l'Est était représenté en tant qu'observateur. Il a déclaré que les réformes en cours en Hongrie visent à « détruire le système politique autoritaire et bureaucratique et à créer une société pluraliste et démocratique ». Le Rotary International a annoncé, mardi 20 juin, l'ouverture d'un club à Budapest, le premier dans un pays d'Europe de l'Est depuis la seconde guerre mondiale. — (AFP.)

● **ITALIE** : Umberto Ortolani s'est constitué prisonnier. — Le bras droit de Licio Gelli au sommet de la loge maçonnique P2 est rentré en Italie, mardi 20 juin, pour se rendre à la police italienne. Le financier, dernier maître de la chaîne de responsables de la loge P2, était recherché depuis six ans pour la faillite du Banco Ambrosiano. — (AFP.)

● **URSS** : mort du maréchal Toloubka. — Le maréchal principal de l'artillerie, Vladimir Toloubka, est mort samedi 17 juin à l'âge de soixante-cinq ans, annonce l'agence Tass. Officier d'état-major dans les blindés pendant la guerre, il avait commandé de 1972 à 1985 le corps des fusées stratégiques de l'URSS.

● **Tous les passagers du « Maxime-Gorki » évacués.** — L'accident du paquebot *Maxime-Gorki*, qui avait heurté, dans la nuit du 18 au 20 juin, un iceberg au large du Spitzberg, n'a pas fait de victimes parmi les 377 membres de l'équipage et les 575 passagers. Ces derniers, qui ont pu être évacués, devaient regagner, mercredi, la RFA, a déclaré un porte-parole de l'organisateur de la croisière.



AU-DELA D'UNE CERTAINE FREQUENCE D'ECHANGES,  
LE PROBLEME N'EST PLUS DE LES DEVELOPPER  
MAIS DE LES GERER.

Transpac, architecte de l'EDI,  
Echanges de Documents Informatisés.

Plus une entreprise se développe, et plus nombreux deviennent ses échanges avec son environnement économique et social.

Comment les rationaliser et les optimiser pour gagner en productivité ? L'EDI met en œuvre une procédure à la fois plus rapide, plus économique et plus fiable. Il libère l'entreprise de la lourdeur bureaucratique et des dépenses qu'elle entraîne. Il lui procure un gain à tous les niveaux de son activité : production plus efficace, rotation des stocks accélérée, livraisons et paiements plus rapides, gestion de trésorerie améliorée...

L'EDI concerne toutes les entreprises et organisations industrielles et tertiaires. Fédérateur et plaque tournante de la communication inter-entreprises, partenaire central des acteurs de l'EDI, TRANSPAC se devait d'en être aussi l'architecte. C'est déjà une réalité dans l'automobile, le négoce, la presse, avec les programmes GALIA, EDONI, TAM.

Ce le sera bientôt dans l'électronique, l'aéronautique, la banque, l'agro-alimentaire, l'assurance, l'administration. La compétitivité des entreprises françaises passe désormais par l'EDI. TRANSPAC leur en assure les moyens.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.  
Tél : (1) 45.38.88.88.

**TRANSPAC**

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

مكتبة الامم المتحدة



## Enquête

Montée du populisme

# Valse-hésitation

(Suite de la première page.)

Mais on n'entend pas si facilement les fantômes. La classe politique, assise, médusée, à l'ascension médiatique au firmament politique d'un jeune premier au populisme sulfureux, M. Jörg Haider. Avec 29 % des voix lors des élections régionales de Carinthie, son fief électoral, le leader du petit parti libéral autrichien (FPÖ) s'est offert le luxe, le 12 mars dernier, de battre le parti populaire (ÖVP - Österreichische Volkspartei), le grand parti traditionnel de la droite, et de briser le monopole du pouvoir que le parti socialiste (SPÖ - Sozialistische Partei Österreich) détenait depuis quarante-quatre ans à Klagenfurt. Du coup, voilà Jörg Haider, trente-neuf ans, gouverneur de Carinthie, à la tête d'une coalition « bourgeoise » à laquelle il ne s'est trouvé au sein du parti populaire local qu'une toute petite minorité pour s'y opposer.

Haider, chancelier d'Autriche ? La boutade, qui court tous les milieux de presse, fait rire jaune dans les deux grands partis, l'ÖVP et le SPÖ, unis depuis 1987 dans une grande coalition au niveau fédéral et tous deux paralysés par des difficultés internes.

### Le phénomène Haider

Qui est ce Haider, dont les allures de playboy ne démentent pas un *«Duldas»* à l'autrichienne ? A en croire les portraits souvent imprécis qui en sont tracés par ses adversaires, sa personnalité ne se laisse pas facilement cerner, ce qui est sans doute l'une des raisons de son talent. Elevé dans une famille de tradition nationale-allemande, il avait éliminé en 1986 l'aile libérale du FPÖ en s'appuyant sur sa frange d'extrême droite. On serait tenté de voir en lui un Le Pen autrichien, jeune et sédui-

sant. Il sait sans conteste s'y prendre à merveille dans les réunions d'associations patriotiques qui pullulent dans les provinces et spécialement la sienne. Cachera-t-il derrière ses apparences de yuppie bon teint un vieux fond néonazi qui ne demande qu'à surgir au grand jour à la première occasion, comme l'insinue l'hebdomadaire libéral *Profil* ?

Lors du congrès du parti populaire régional de Carinthie, tenu le dimanche 21 mai à Klagenfurt pour tirer la leçon de la défaite, le président de l'Union régionale de la jeunesse du parti a provoqué une réaction quasi hystérique d'une partie de la salle en annonçant publiquement sa démission pour protester contre l'alliance avec Haider. Un vieux délégué est lui aussi monté à la tribune pour avertir que l'ascension du jeune leader libéral tenait un peu trop les arrières-salles de l'assemblée pour ne pas rappeler quelques tristes souvenirs. Un ancien maire, qui connaît bien son parti libéral pour l'avoir en de tout temps en face de lui, affirme qu'on ne peut pas prendre la chose à la légère. Il connaît d'ailleurs plusieurs de ses membres, qui, dans sa ville, ont fêté le centième anniversaire de la naissance d'Hitler. Région «frontière», la Carinthie, où les nazis ont trouvé en leur temps un terrain particulièrement fertile, tient à sa germanité... pour l'avoir défendue en 1919 contre les Slovénes. Entre la minorité slovéne restée du côté allemand et le reste de la population, les relations sont demeures, jusqu'à aujourd'hui, problématiques.

Pour la grande majorité des délégués présents à ce congrès de Klagenfurt, dont un grand nombre d'hommes en costume traditionnel, Haider n'est pourtant manifestement pas si méchant que cela. D'ailleurs, si certains sont venus régler leurs comptes et vider leur sac à la tribune, dans l'ensemble on ne peut

pas dire que la salle ait l'air vraiment préoccupée de sa défaite. On a bien changé le chef régional du parti, qui se serait pourtant bien vu lui-même gouverner avec Haider. Son successeur, un jeune homme d'affaires local, porte-parole du parti à Vienne pour les questions de santé, M. Zernatto, a bien été obligé d'accepter la situation. Pour la plupart, affirme-t-il, l'essentiel était de mettre fin à quarante-quatre ans de domination du parti socialiste, accusé d'avoir géré la Carinthie comme son officine et d'avoir trahi pour les siens tous les postes et tous les honneurs. La haine des rouges a été trop forte.

Pour le reste, M. Zernatto souligne qu'il connaît Haider depuis 14 ans, que sa femme et lui ont partagé les mêmes bancs d'université, et qu'il n'a pas d'états d'âme à son égard. Cette tranquillité d'esprit tranche singulièrement sur le scepticisme des journalistes locaux, qui prêtent le lambeau à long terme des conservateurs, et constatent la survie des appareils politiques à Vienne. La difficulté pour le parti populaire, aussi bien au plan régional que national, est de se démarquer d'un homme qui tient sur le plan économique, sur la libération de la société du «carcan social-démocrate», le même langage que lui... mais avec beaucoup plus d'éloquence. «Haider est suffisamment intelligent pour ne pas se laisser épier par de grandes déclarations raillées. Il sait faire sentir aux gens qu'il est de leur bord, sans prendre aucun engagement clair», reconnaissent, admiratifs, ses adversaires, qui l'accusent d'avoir un langage pour tous les publics, d'être capable le même soir d'être un Européen convaincu et contre l'Europe. Cela marche. Et pas seulement en Carinthie. Le 12 mars dernier, les conservateurs ont également perdu 15 % de leurs électeurs au Tyrol et 6 % dans la province de Salzbourg.



Jörg Haider lors des législatives de 1986. Aujourd'hui, le FPÖ recueille 29 % des voix en Carinthie.

«Haider sait sentir le vent, ce que les gens veulent, au moment où ils le veulent. Il sait capter les mouvements d'opinion», fait observer un dirigeant social-démocrate. Beaucoup de responsables politiques, y compris parmi ses adversaires, refusent pourtant d'y voir un simple phénomène à la Le Pen, à la Schönhuber en RFA. Manifestement agacés après l'affaire Waldheim et crai-

gnant que l'Autriche fasse à nouveau parler d'elle de cette manière, ils n'ignorent pas non plus que la montée du phénomène Haider tient aussi pour beaucoup à leur incapacité à lui donner actuellement la réplique, à apporter à l'Autriche la bouffée d'air qu'elle attend manifestement.

L'ancien président du parti conservateur, M. Alois Mock, qui

avait résisté aux assauts de l'aile libérale du parti pendant l'affaire Waldheim, n'a pas survécu, après dix ans à la tête de l'ÖVP, à ses derniers échecs électoraux dans les provinces. Il laisse derrière lui un parti qui n'a su profiter ni de son passage dans l'opposition ni, aujourd'hui, de sa participation à la coalition gouvernementale avec les socialistes, pour se refaire une santé.

## La candidature à la CEE : deux pas en avant, un pas en arrière...

VIENNE  
de notre envoyé spécial

L'Autriche s'apprête à présenter officiellement sa candidature à la Communauté. C'est un débat parlementaire dont l'issue ne fait aucun doute, le gouvernement adressera une lettre dans ce sens à Bruxelles. Les trois principaux partis, populaire, socialiste et libéral, soutiennent l'adhésion, laquelle, en revanche, d'après les sondages, suscite une réserve croissante dans l'opinion. Un long débat va ainsi s'engager aussi bien en Autriche même qu'entre celle-ci et les Douze de la CEE.

Accaparée par la mise en œuvre de l'Acte unique, la Commission n'envisage pas l'ouverture de négociations avant 1993. D'ici là, l'issue de l'exercice est d'autant plus incertaine que les demandes du problème évoluent constamment. La Communauté hésite à faire le saut du marché unique à l'union politique. La situation à l'Est bouge sans cesse. Si Moscou n'a pas mis de veto à une adhésion à la CEE, c'est autour du problème de la neutralité de l'Autriche, décrétée en 1955, et de la liberté de manœuvre qu'elle laisse aux uns et aux autres que se cristallisent les discussions.

Les patrons comme les syndicats plaident en faveur de l'entrée dans la Communauté. «L'adhésion est le seul moyen de participer pleinement à l'intégration en cours ainsi qu'au processus de décision», lit-on dans un memorandum publié par les partenaires sociaux. L'économie autrichienne, jadis à la traîne, est aujourd'hui prospère : plus de 4 % de croissance en 1988 et un résultat voisin prévu pour 1989, le chômage inférieur à 5 % de la population active, le commerce extérieur et les investissements en plein essor, l'inflation sous contrôle (2 % en 1988), la restructuration et la privatisation des entreprises nationales (la principale préoccupation de 1986-1987) en bonne voie. Une aisance que les chefs d'entreprise comme les représentants des salariés ne veulent pas voir remise en question parce que le pays aurait manqué le coche de l'adhésion.

L'Autriche est très dépendante de la CEE pour son commerce. Ses achats en provenance pour 68 % ; elle y destine 64 % de ses exportations. La RFA est de loin le premier partenaire (44 % de ses importations, 35 % de ses exportations) suivie par l'Italie. La structure de l'industrie accentue cette dépendance. Le pays, contrairement à la Suisse ou à la Suède, ne possède pas

de groupes multinationaux capables de conduire une stratégie de développement autonome, quels que soient les avatars de la réglementation communautaire. Il compte au contraire de nombreuses entreprises qui jouent un rôle de sous-traitants à l'égard de l'industrie allemande. «Nous autres, Autrichiens, nous sommes plus dépendants de la CEE que certains de ses Etats membres, commercer avec elle constitue pour nous un besoin vital», souligne M. Werner Mumm, un des dirigeants de la Confédération des syndicats autrichiens. Et il ajoute : «L'instauration du marché intérieur conduira inéluctablement à des discriminations à l'égard des pays tiers, même si l'intention des Douze, comme nous en sommes persuadés, n'est pas de bâtir une forteresse Europe. Les entreprises des pays tiers, contrairement à leurs concurrents du Marché commun, auront toujours une frontière à franchir. En outre, les concurrents va s'accroître au sein de la CEE et la compétitivité des entreprises des Douze s'en trouvera renforcée ; les investissements se déplaceront vers la CEE.»

Même écho au siège de la Fédération des industriels. La discrimination a déjà commencé, explique son secrétaire général, M. Gerbert Krejci : «Le nouveau concept de reconnaissance mutuelle des normes, décrété dans la CEE, ne joue pas avec les pays tiers. Les Français, par exemple, exportent désormais sans problème leur bière vers l'Allemagne mais les Autrichiens sont toujours contraints d'y respecter la loi sur la pureté.»

### L'obstacle de la neutralité

Les agriculteurs, les représentants de quelques branches industrielles particulièrement exposées à la concurrence, certains commerçants manifestent des réserves. C'est vrai souvent aussi de la part des services — banques, assurances — encore très centrés sur le marché national. Cependant, à entendre M. Friedrich Gleissner, à la Chambre économique fédérale, la vague de fond est tout à fait en faveur de l'adhésion. Il en voit la preuve dans les résultats du dernier sondage effectué par son organisation : aucune des cent soixante-dix fédérations professionnelles interrogées ne s'est prononcée de manière négative.

L'Autriche se prépare donc en posant ses conditions. La plateforme approuvée par le gouvernement indique que l'entrée dans la

Communauté devra s'accomplir sans affaiblissement de la protection sociale ni des dispositions touchant à la défense de l'environnement. Les Tyroliens veulent ainsi une réglementation du transit des poids lourds européens (voir ci-contre). Surtout, Vienne pose comme principe intouchable le maintien de la neutralité autrichienne. «Nous savons que cela complique les choses. Certains, dans la Communauté, estiment que la neutralité est incompatible avec l'adhésion, d'autres considèrent, comme nous, que c'est là une difficulté surmontable. Gardons-nous d'une vision systématique des choses. L'élimination progressive de la confrontation Est-Ouest fera que, dans quelques années, la coopération en Europe se pensera dans des termes différents d'aujourd'hui», commente le chancelier Vranitzky. Le chancelier est un homme pratique : il suggère de lancer le processus, d'engager la négociation lorsque ce sera possible, sans s'encombrer l'esprit, à ce stade, de problèmes purement politiques.

### Le rêve de la «Mittteleuropa»

Le traité d'Etat de 1955 qui a permis le départ des troupes d'occupation n'avait pu être signé que parce que Vienne s'engageait à ne participer à aucun bloc militaire. «La neutralité résulte de la guerre ; ce fut une donnée imposée, mais c'est un sentiment qui a pris de l'importance. Le chancelier Kreisky l'a utilisée de manière positive pour agir au niveau international. Chacun pense ici qu'elle est liée à l'existence de notre pays, à notre identité. La neutralité, c'est quelque chose de très agréable», explique Georg Hoffmann Osterhof, éditeur de l'*Arbeiter Zeitung*. Le sentiment est largement partagé. L'Autriche se considère comme une démocratie occidentale mais éprouve de la nostalgie pour ses liens passés. La neutralité aide au syncrétisme. «Il existe ici un mouvement pour l'Europe centrale. Nous croyons à un épanouissement de l'Europe des régions. Les régions des provinces danubiennes doivent retrouver leurs racines communes et les votes d'un dialogue normal. Ainsi, les Hongrois voudraient bien qu'on les entraîne ! Ces pays sont proches du chaos et n'ont pas d'autre solution que de se rapprocher de nous ; l'émotionnel entre ainsi dans la politique. Nous avons l'espoir que la Communauté honorerait ce passé», raconte avec talent Georg Sabsteyn, le président du Pen Club autrichien.

L'Autriche sourit à la Hongrie. Les ouvriers passent leurs vacances sur les Balcans ou en Yougoslavie. En 1988, les Hongrois, profitant de l'ouverture de la frontière, sont venus massivement acheter des appareils ménagers et autres produits de consommation de ce côté-ci, y laissant, nous dit-on, 6 milliards de schillings en six mois. «Notre neutralité ne peut que faciliter les transformations à l'Est. Nous avons une fonction de passerelle entre l'Est et l'Ouest», observe M. Alois Mock. «La Communauté devrait comprendre l'intérêt que la neutralité autrichienne représente pour l'Europe», renchérit le député libéral Richard Ruchensacker — droite nationale, — qui néanmoins s'insurge contre les tropismes orientaux de certains de ses compatriotes. «C'est l'illusion, le fantasme de la double minorité. Le rêve d'une Mitteleuropa marquée par la persécution».

Les responsables n'ignorent pas que le processus de démocratisation en Hongrie et ailleurs est dans le court terme plus porteur de difficultés que d'euphorie. Les échanges avec l'Est reculent, ils ne représentent plus aujourd'hui que 8 % du commerce extérieur. «Nous sommes assurément bien placés pour développer des relations avec l'Est ; en raison de la langue, des liens historiques, les gens s'entendent vite mais ça ne se concrétise pas en affaires. Il n'y a pas d'alternative à l'adhésion à la Communauté», résume, à Graz, M. Karlheinz Angerer, dirigeant de la chambre de commerce de Styrie. Cette affaire de la neutralité et celle des relations avec l'Est ajoutent à la confusion d'une chose mal jugée. L'opinion publique trouve que les partis politiques, et surtout les amis de M. Mock, lui ont présenté une image trop idyllique, trop euphorique de l'adhésion. L'effet de bouillotte se fait aujourd'hui sentir. Le camp des réfractaires rassemble ceux qui ressentent une menace économique mais aussi les écologistes, des intellectuels, la gauche du Parti socialiste, beaucoup de jeunes qui regardent l'adhésion à la Communauté comme un simple avant de l'OTAN. La moitié des «sondés» se déclarent désormais hostiles à l'adhésion. Certains y voient un reflet du rejet des partis politiques combiné à une réaction nationaliste plutôt qu'une opposition réfléchie à l'intégration européenne. «L'Autriche connaît encore une atmosphère provinciale antisémite et chauvine. C'est le problème de l'orientation historique du pays qui est posé», conclut Georg Hoffmann Osterhof.

PHILIPPE LEMAITRE.

### SECTEURS DE POINTE

**INGÉNIEURS !  
INFORMATIENS !  
DEUX RENDEZ-VOUS  
EMPLOI  
EXCEPTIONNELS**

Dans le Monde du :  
LUNDI 26 JUIN daté mardi 27  
MARDI 27 JUIN daté mercredi 27

### Le Monde DE L'EDUCATION

#### ENQUETE TELEVISION : L'ATTRAPE-MOMES

La télévision a une recette magique pour tenir les enfants rivés devant l'écran : les dessins animés. Un marché lucratif pour les chaînes grâce aux produits dérivés, à la publicité et aux sponsors. Une enquête pour aider parents et éducateurs à se montrer vigilants face à l'engouement des «mômes» pour ce loisir «captivant».

#### LE PALMARES DES ECOLES D'INFIRMIERES ET DU PARA-MEDICAL

Comment accéder aux métiers de la santé. Les filières pour se présenter aux concours sans baccalauréat. Région par région, le taux de réussite des établissements. Des professions aux débouchés assurés.

#### SOCIETE

**LES HEROS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS**  
Ouvert à tous, sans condition de diplômes, presque gratuit, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) est une institution irremplaçable. Mais l'effort pour décrocher un diplôme est lourd. Des «étudiants du soir» témoignent.

NUMERO DE JUIN. 116 PAGES - 17 F.  
En vente chez votre marchand de journaux



## Enquête

et incertitudes européennes

### à l'autrichienne

Face à l'activisme d'un Haider, M. Josef Riegler, fin mai pour succéder à M. Mock à la tête du parti, devenant du même coup vice-chancelier. Son élection, avec près de 90 % des voix du congrès fédéral de l'ÖVP, n'a pas tranché le conflit entre les libéraux du parti et les caquies, qui dominent encore souvent dans les provinces. Elle ne laisse en tout cas pas prévoir de grandes révolutions.

Ces immobilismes de la droite traditionnelle est d'autant plus remarquable que le parti socialiste, au pouvoir depuis 1970, se débat depuis des mois dans une série de scandales qui a révélé à quel point le parti avait confondu pendant ses années de pouvoir les affaires de l'État et les siennes. Le président du Parlement et l'ancien ministre de l'Intérieur ont dû démissionner pour avoir aidé un de leurs anciens amis, Udo Prokisch, propriétaire d'une des plus célèbres pâtisseries de Vienne, à camoufler une invraisemblable histoire d'escroquerie à l'assurance, qui a fait une quinzaine de morts : le naufrage du cargo *Isacma*, coulé avec à son bord une frappe cargaison de matériaux pour une centrale nucléaire. Le parti socialiste est également sur la sel-

lette pour une grave affaire de ventes d'armes à l'Iran par une filiale du groupe nationaliste Voest, la firme Noricum. Non seulement les ventes se sont effectuées en violation de la neutralité autrichienne, de la législation sur l'exportation et à l'insu des circuits officiels, mais les responsables socialistes ont ensuite tout fait pour camoufler l'affaire.

#### Les grands partis paralysés

L'affaire Noricum met pour la première fois en cause des dirigeants qui étaient jusque-là épargnés par les affaires et sur lesquels le SPÖ comptait pour se relever. La principale cible de l'opposition est le ministre des finances, M. Lacina, qui était au moment des faits, au début des années 80, chargé de

superviser les firmes nationalisées. Le chancelier Vranitzki lui-même était à l'époque ministre des finances. Les Verts et le parti libéral de M. Haider ont demandé une commission d'enquête parlementaire, soupçonnant les deux hommes d'avoir au moins été au courant de la tentative pour étouffer l'affaire.

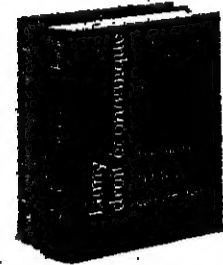
Fort de sa réputation de réformateur du parti socialiste, de gestionnaire avisé, mais aussi d'intégrité, M. Vranitzki avait réussi ces dernières années, grâce à sa popularité, à maintenir sur ses épaules le parti socialiste. En refusant avec brutalité, le 1<sup>er</sup> mai dernier, une commission d'enquête, il a laissé percer une nervosité qu'on ne lui connaissait pas.

Les prochaines élections législatives auront lieu en 1990. On peut faire confiance aux libéraux pour tenter d'exploiter la situation et

relancer de plus belle leur campagne contre ce qu'ils appellent la mainmise indue des deux grands partis sur la vie publique, leur grand thème de bataille actuel. Le succès de Haider reflète d'une certaine manière l'échec d'un système peu trop verrouillé, où l'appartenance politique a longtemps été essentielle pour une réussite dans la vie. La carte d'un des deux grands partis a longtemps été le seul moyen d'obtenir un poste dans la fonction publique ou dans le secteur nationalisé, qui représente toujours une part dominante de l'économie nationale. Les efforts méritoires du gouvernement de coalition pour apporter plus de souplesse dans le jeu se heurtent encore à trop d'habitudes établies, heurtant les uns sans donner aux autres le sentiment d'un grand changement.

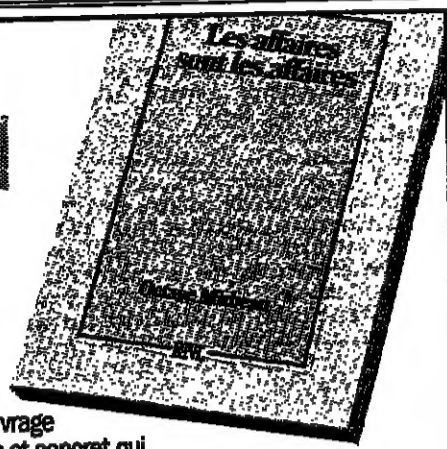
HENRI DE BRESSON.

**A défaut du Lamy Droit Économique, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...**



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois précis et concret qui vous permettra de tirer le meilleur parti des récentes dispositions sur la concurrence, la distribution et la consommation, c'est plutôt le Lamy Droit Économique qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Économique téléphonez au plus vite au 01-83-03-02.



Pour agir en connaissance de cause.

### La croisade des Tyroliens contre le transit des poids lourds

VIENNE  
de notre envoyé spécial

A compter du 1<sup>er</sup> décembre 1989, les camions ne seront plus autorisés à circuler la nuit sur les trois autoroutes qui traversent les Alpes autrichiennes à moins de répondre à des normes anti-bruit très strictes. L'interdiction (*nachtfahrtsverbot*) vient d'être décrétée, début juin, par le gouvernement de Vienne, au grand dam des autorités de la Communauté, dont un millier de poids lourds, dépourvus des équipements anti-bruit exigés, transitent ainsi chaque nuit par les routes autrichiennes. La colère monte chez les routiers allemands et italiens, les plus directement affectés, qui ont déjà été évacués des routes suisses, les autorités helvétiques ne tolérant pas les camions de plus de 28 tonnes (au lieu de 38 tonnes en Autriche). Le 16 juin, une réunion entre MM. Streicher, le ministre autrichien des transports, et Van Miert, le commissaire européen compétent, n'a rien donné. La crise risque d'aller s'aggravant.

La gouvernance du Tyrol, à l'origine de la mesure, était initialement peu favorable à l'interdiction. Après sa défaite sévère aux élections régionales du 12 mars, le Parti populaire (ÖVP) n'a pas osé résister à la pression de l'opinion. « La population, qui supporte les inconvénients d'un trafic intense, dans des vallées souvent sonores, ne se contente plus de promesses. Les gens exigent des mesures », entend-on de toutes parts. La ministre socialiste des transports, lui aussi réticent, a compris le message et emboîté le pas aux dirigeants tyroliens. L'intervention fédérale vaut pour les autoroutes ; tout porte à croire qu'elle sera étendue par les auto-

rités du Tyrol, du Salzbourg, de la Haute-Autriche aux routes régionales.

A moyen terme, la guerre du transit paraît sans issue. L'objectif des Autrichiens est d'alléger le transport routier en le reportant sur le rail. Ils affirment qu'ils pourraient dès aujourd'hui faire circuler trente trains supplémentaires sur la ligne du Brenner. Mais le développement du transport combiné (les camions sur les trains) se heurte au retard pris par les Allemands et les Italiens pour moderniser leur infrastructure ferroviaire. Vienne presse la Commission d'intervenir pour qu'elle fasse diligence.

La Commission est d'accord, même si la solution ferroviaire pose une série de problèmes, notamment de tarifs, qui sont loin d'être résolus. De même, elle est ouverte à l'idée de faciliter la production des équipements anti-bruit, dont environ 100 000 véhicules communautaires devraient être dotés. Mais il lui faut du temps, des délais, que le parti autrichien ne semble pas disposé à lui accorder. L'interdiction de rouler la nuit fait figure de première mesure. A Bruxelles, on craint que, en l'absence d'un programme concret visant à désengorger les routes alpines, le Tyrol n'impose d'autres mesures plus draconiennes, telles une limitation du nombre des camions autorisés (contingentement) ou encore, à l'instar de ce qu'ont fait les Suisses, l'interdiction de circuler pour les véhicules de plus de 28 tonnes. Sombre perspective pour la France : la vallée du Rhône, seule solution de rechange, serait alors envahie. A moins que la crainte de voir les routes de vacances bloquées par des routiers en colère n'incite à plus de mesure les dirigeants d'Innsbruck.

Ph. L.

IL SUFFIT DE JETER UN COUP D'ŒIL SUR LA COMPOSITION DE NOTRE CONSEIL DE SURVEILLANCE POUR SE RENDRE COMPTE QU'IL EST DIFFICILE D'ÊTRE PLUS PROCHE QUE NOUS DES ÉLUS LOCAUX.

C'est bien simple, au Crédit Local de France, un tiers des membres du Conseil de Surveillance sont des élus locaux. On

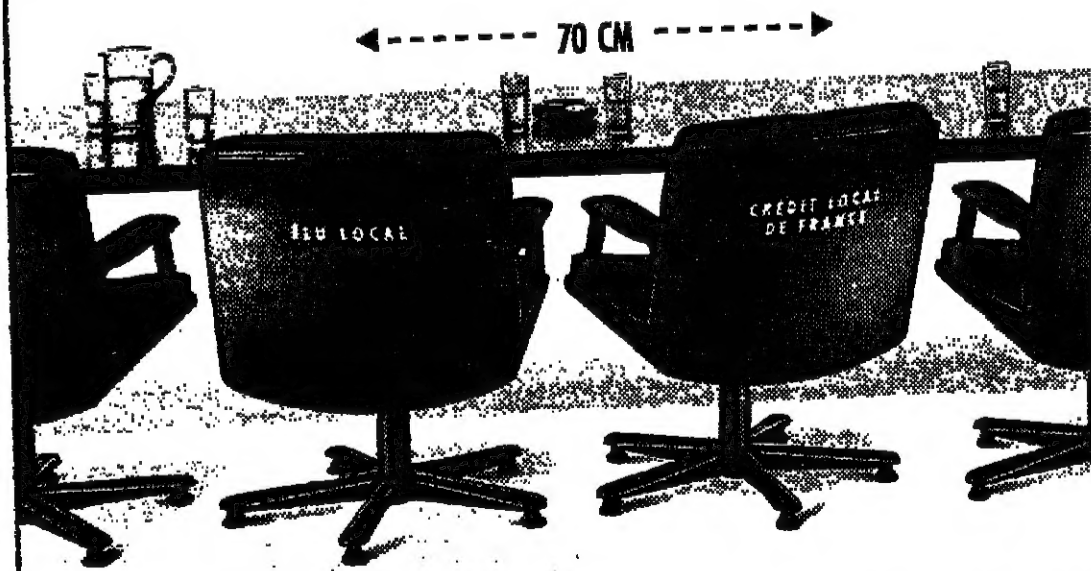
nes sont au cœur des orientations du Crédit Local de France. Qui, mieux qu'un élu, pourrait garantir la prise en compte des

expérience et de sa spécialisation, malgré une concurrence très vive, le Crédit Local de France est le premier banquier des collectivités locales. Il couvre près de la moitié de leurs besoins d'emprunts à long et moyen terme. Deuxième émetteur sur le marché obligataire français après l'État et intervenant majeur sur l'Euro-marché, le Crédit Local de France est une signature reconnue au plan international. Représenté sur le terrain par ses directions régionales qui sont aussi cel-

les de la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit Local de France, seule institution au service exclusif du développement local, est le partenaire fidèle de milliers de communes. C'est aujourd'hui en France l'établissement de référence du secteur local. Il le sera demain au-delà des frontières de l'hexagone.



Le Banquier des Ambitions Locales.



comprend donc pourquoi les besoins spécifiques des commu-

préoccupations financières des collectivités locales ? Fort de son

مكتبة الامم المتحدة



# Politique

## Le projet de loi sur le financement

Le conseil des ministres a adopté, mardi 20 juin, deux projets de loi, l'un ordinaire, l'autre organique, établissant de nouvelles règles pour le financement public et privé des partis politiques et des campagnes électorales. Le premier de ces textes comporte un article amnistiant les « infractions » commises avant le 15 juin en rapport « direct ou indirect » avec les ressources de l'activité politique. Le calendrier de l'examen de ces textes n'a pas été précisé. Selon M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, celui-ci

devait procéder à des consultations auprès des « groupes politiques » afin de décider s'il convient d'attendre la session d'automne ou bien de programmer cet examen au cours de la présente session ordinaire, qui s'achève le 30 juin, et de la session extraordinaire qui doit la suivre au début du mois de juillet.

La conférence des présidents, qui devait se réunir mercredi en fin de matinée à l'Assemblée nationale, devait être saisie d'un ordre du jour prioritaire, fixé par le gouvernement, arrêté au 1<sup>er</sup> juillet et

ne comprenant pas les textes sur le financement de la vie politique. La tactique du gouvernement consiste à laisser les groupes de l'opposition exprimer éventuellement le souhait de voir ceux-ci inscrits à l'ordre du jour d'ici la fin du mois.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, leur a déjà tenu la perche en suggérant, mardi, que l'Assemblée pourrait examiner le projet de loi ordinaire les 27, 28 et 29 juin. Les contacts devaient continuer avec les groupes de l'opposition, parait-il.

## Le gouvernement veut amener l'opposition à partager la responsabilité de l'amnistie

Le dispositif adopté par le gouvernement, mardi 20 juin, pour réglementer le financement des partis politiques et amnistier les fautes commises dans le passé a été mis au point au cours d'une réunion qui a eu lieu en milieu de journée, avant le conseil des ministres, à l'hôtel Matignon. Y participaient notamment MM. Michel Rocard, Pierre Joxe, Jean Poperen et Louis Mermaz. Les déclarations faites après le conseil des ministres par le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Pen, reflètent la tactique arrêtée au cours de cette réunion.

« Le souci du gouvernement était d'avoir un texte prêt à la discussion », a déclaré M. Le Pen. « A présent, le gouvernement va voir avec les groupes politiques la date possible des débats. » M. Le Pen a précisé pour que le calendrier des travaux parlementaires laisse « peu de chances » que l'examen du texte puisse être programmé au cours de la présente session ordinaire et qu'il serait « difficile de trouver une date utile en juillet », au cours de la session extraordinaire.

« L'importance du texte, a-t-il ajouté, conduit à penser à un examen à l'automne. » Le gouvernement entend donc s'en remettre aux parlementaires. Les dispositions relatives au financement des partis politiques et des campagnes électorales n'ayant aucun caractère d'urgence, c'est, bien évidemment, l'article 17 du projet de loi ordinaire, portant amnistie, qui est ici en cause. M. Rocard ne veut pas donner l'impression que le gouvernement serait lui-même impatient de voir effacées des fautes commises par ses amis. Il compte donc sur la sagesse des partis pour qu'ils décident eux-mêmes de l'opportunité de ladite amnistie. Les développements potentiels de l'affaire de la SORMAE sont de nature à inciter les formations de l'opposition à souhaiter que le flot des menaces judiciaires pesant sur de nombreux élus soit rapidement endigué.

M. Mermaz a avancé, mardi, les dates des 27, 28 et 29 juin pour l'examen du projet de loi ordinaire sur le financement des partis (le projet de loi organique ne peut venir en discussion que quinze jours après son dépôt, soit, au mieux, le 5 juillet). La confé-

rence des présidents de groupe de l'Assemblée nationale, qui devait se réunir mercredi en fin de matinée, devait permettre de connaître la position des groupes de l'opposition et du groupe communiste. Les contacts avec ces derniers devaient être pris au niveau du gouvernement.

### « Fraude tous azimuts »

Le premier ministre a justifié, mardi soir, au cours du journal de TF1, l'amnistie, qui, selon lui, « s'impose », dès lors que la situation actuelle est considérée comme pernicieuse et rendant nécessaire une réforme. « La fraude a été très générale et tous azimuts », a précisé M. Rocard. Il y a beaucoup d'affaires qui dorment. Il y en a, vraiment, pour tout le monde. La date d'examen du texte dépend, a-t-il indiqué, de « la manière dont il est reçu », sachant que le « calendrier parlementaire peut s'accommoder de la faire passer relativement vite ».

Sur le fond, M. Rocard a souligné que la loi serait « dure, brutale ». « Ça va faire mal, a-t-il dit, car le candidat élu qui ne pourra pas prouver que ses comptes sont en ordre sera invalidé. » Afin de sortir de ce que le premier ministre a présenté comme l'alternative actuelle entre « la fraude et la mendicité », le projet de loi prévoit un financement public accru des partis politiques et un financement privé plafonné et assorti d'une déduction fiscale. Pour les campagnes électorales, les dépenses seraient, là aussi, limitées, et leur financement serait contrôlé. Les infractions seraient passibles de sanctions financières et, en outre, d'une inéligibilité d'un an au mandant en cause.

### Une difficulté pour les partis

Les dispositions relatives au financement des campagnes électorales ne devraient guère soulever de difficultés, dans la mesure où elles étendent et améliorent celles des lois de mars 1988. En revanche, le financement des partis politiques pose le problème de son usage interne. On peut craindre, en effet, que ne s'instaure une disparité entre des tré-

soreries nationales florissantes et des fédérations réduites à la portion congrue. Pour y pallier, le texte prévoit que les instances locales pourraient créer leur propre association de financement privé. En outre, les partis seraient habilités à détenir des participations dans des sociétés commerciales, à condition qu'ils y soient majoritaires et que les bénéfices qu'ils en retireraient figurent dans leurs comptes. Cette disposition pourrait être mise en œuvre au niveau local.

M. Le Pen a précisé que les crédits budgétaires affectés au financement des partis seraient divisés en deux parts, l'une répartie en fonction de leur représentation à l'Assemblée nationale, l'autre en fonction du nombre de voix obtenues aux élections législatives les plus récentes. Cette dernière disposition, qui permettrait aux formations non représentées à l'Assemblée de bénéficier d'un financement public, n'entrerait en vigueur qu'après les prochaines élections législatives. D'autre part, ministre des DOM-TOM, M. Le Pen a précisé que des dispositions spéciales seraient proposées, par amendement au gouvernement, pour les formations de ces départements et territoires, dont la participation aux élections est limitée à leur propre espace géographique. Le FNKS de Nouvelle-Calédonie devrait, ainsi, accéder à l'aide publique.

Le texte adopté par le conseil des ministres comporte, ainsi, des mesures concernant les marchés publics locaux, sources de fraudes liées au financement des partis ou à l'enrichissement personnel des élus. Les conditions des appels d'offre pourraient être revues, et les marchés publics être soumis préalablement aux chambres régionales des comptes.

Le souci du gouvernement d'établir la transparence dans les ressources de la vie politique s'appuie sur un texte dont M. Rocard a souligné qu'il avait été rédigé « très, très vite », mais qui procède de réflexions engagées depuis un certain temps déjà et allant au fond des choses. Cela ne suffit pas, cependant, à éclipser la préoccupation, manifestement pressante, d'interrompre le cours des enquêtes et procédures judiciaires menaçant élus et responsables de parti.

PATRICK JARREAU.

(Suite de la première page.)

Il s'agit de l'affaire de la SORMAE (Société auxiliaire d'entreprise Rhône-Alpes-Méditerranée), dont l'ammistie fort large qui accompagne le projet de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques efface très probablement l'arborescence. Au risque d'un fort mauvais effet dans l'opinion. Ce que ne conçoit pas le conseiller du gouvernement, très au fait du dossier, avant d'ajouter : « C'est ça ou cinq à dix mille inculpations ! »

Voici, par exemple, un document. A en-tête de la SORMAE-Nord, daté de février 1987 et classé « confidentiel », il s'intitule « Relations avec les élus », pour les régions « Rhône-Alpes, Auvergne, Bourgogne ». Ne sont recensées là que les villes « les plus importantes de chaque département ou supérieures à trente mille habitants ». Suivent des tableaux, composés de cinq colonnes : noms et prénoms des élus ; « fonctions et capacités de décisions » ; « utilisation commune » ; « à connaître utilement par » ; « définitions des actions et observations ». L'ensemble est jalonné de : « Tableau d'analyse du relationnel politique ».

Dans celui de l'Isère, on trouve, entre autres, rangés par ordre alphabétique, MM. Gilbert Biesy, conseiller général communiste, Jean Boyer, sénateur UDF-CDS, conseiller général, Alain Carignon, alors ministre de l'environnement, maire RPR de Grenoble, Jean Cupillard, conseiller général, trésorier RPR de l'Isère, maire de l'Alpe d'Huez, Michel Hannouin, député et conseiller général RPR et Louis Mermaz, député et aujourd'hui président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Chaque nom est accompagné de précisions sur ses responsabilités au sein d'organismes divers, syndicats communaux ou sociétés de transports urbains. Seuls deux noms ont droit à la mention de « contacts » particuliers.

Tous ces dossiers systématiques concernant ces élus sont coordonnés par M. Barral, chargé au sein de la SORMAE de les connaître « utilement » sans que

l'on sache le résultat de ces « contacts ». C'est donc, très logiquement, M. Barral qui, le 6 février 1989, reçoit une lettre de la mairie de Saint-Martin-de-Belleville, commune de Savoie comportant trois stations de ski. « Vous avez bien voulu accepter d'aider l'organisation des épreuves de Coupe du Monde qui ont eu lieu aux Menuires-Val-Thorens, fin novembre 1988, et nous vous en remercions vivement », écrit un maire-adjoint. Cependant, la trésorerie du Comité d'organisation connaît actuellement quelques difficultés. Je serais particulièrement sensible au fait que vous puissiez régler la facture dont la copie est jointe (...). Je vous en remercie et je suis persuadé de voir votre société effectuer fièlement des travaux et chantiers dans notre vallée. » Sous la catégorie, plutôt floue, « Vente d'espaces et de services lors de la Coupe du Monde », ladite facture est modeste : 67 440 F, toutes taxes comprises.

### « Montages » à la demande

Entre-temps, le 11 mars 1988, à quelques mois de l'élection présidentielle, il y avait eu cet autre document toujours « confidentiel ». C'est une note adressée aux dirigeants de toutes les filiales du groupe — dont la SORMAE — par M. Pierre Bentata, directeur général de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), discret numéro un français du bâtiment. « La période pré-électorale actuelle (...) renforce considérablement, pour une courte période, le poids et l'influence des élus-majors nationaux des partis sur leurs élus locaux », écrit M. Bentata. Nous avons de bons rapports avec tous ces élus-majors, et nous pouvons leur demander d'intervenir dans telle ou telle affaire auprès de tel ou tel député, maire, président de conseil général ou régional, etc. Vous pouvez vous adresser à M. Peybernet qui, en parlant si nécessaire à M.M. Jamnes, Demunier ou moi-même, peut faire les démarches nécessaires. » Voici encore ce document, toujours à l'en-tête de la SAE. Daté

## Plusieurs milliers d'élus

du 7 octobre 1987, il a pour objet les « financements privés pour collectivités locales ». L'un des responsables du groupe, M. Benhamou, écrit aux directeurs de filiales : « Lors de notre dernier Comité bâtiment, nous avons évoqué la nécessité de pouvoir répondre (ou susciter) aux demandes des collectivités locales à l'étranger dans leurs possibilités d'investissement et qui souhaitent qu'on leur « trouve des formules ». Nous avons demandé à M. Gallet, directeur adjoint de SORMAE-Nord, qui vit quotidiennement sur le terrain ces demandes, d'y réfléchir et d'y apporter des réponses. Pour ce faire, il fera avec vous le recensement des montages qui ont pu être réalisés ou qui n'ont pu aboutir, des besoins en cours... »

De tels documents, aussi clairs, aussi limpides, aussi imprudents, police et justice en ont saisis des centaines, sinon des milliers. C'est comme si un énorme château de cartes s'effondrait : le dossier judiciaire démontre la généralisation dans tout le pays, notamment avec la décentralisation, toutes familles politiques confondues, de « cadavres » camouflés sous de fausses factures aux partis et aux élus, en échange de l'obtention de marchés de construction. On ne sait plus qui a commencé, mais, à coup sûr, tout le monde s'y est mis : très professionnelle, la SAE a « systématiquement organisé le démarchage des élus, tandis que ceux-ci lui rappelaient le prix de leur bon vouloir. Un pot aux roses découvrait au bout d'une enquête commencée en 1986 à Marseille. »

Il y a, trois ans donc, un juge d'instruction de la cité phocéenne inculpe un petit entrepreneur de maçonnerie, M. Paul Bernard, de faux, usage de faux, escroquerie et complicité. Modestement installé dans un club de tennis, sa société servait en fait d'intermédiaire pour la réalisation de fausses factures quand une grande entreprise avait besoin de justifier la traditionnelle « commission politique ». Les enquêteurs de la section économique et financière du SRPJ de Marseille remonteront ainsi à trois des bénéficiaires. Les Travaux du Midi, la Société lyonnaise Groupe de recherches et de construction (GRC) et, enfin, la SORMAE.

## « Ça va faire mal »

« Ça va faire mal », promet M. Rocard pour assurer les Français de la venue sur le financement de la vie publique. L'ami est que dès maintenant « ça blesse » et pas là où le très moral premier ministre pourrait le rêver. Les projets sont solides et laissent augurer de progrès réels. Mais ils contiennent un corollaire apparemment aussi nécessaire qu'ambigu : l'amnistie telle qu'elle est conçue, telle qu'elle risque d'être comprise.

Qui peut jurer aujourd'hui que l'exercice de la justice sortira indemne du compromis délicatement proposé à une classe politique où tout un chacun se sent peu ou prou gêné et rive d'un soulagement aussi indolore ?

Un procureur de la République s'écrit laborieusement à expliquer que l'affaire Luchaire a basculé dans l'inexistence parce qu'elle n'était rien, à démontrer que par hasard raison et obésité se sont conjuguées pour cet artarnement.

Le gercé des escrocs, normalement zélé, en même temps qu'érangement oublieux de son ancienne passion pour l'indépendance, allume les signaux d'alarme, expliquant à ses pairs que cette fois la marmite va sauter. Il fait rédiger sur mesure les termes d'une amnistie dont le contenu est — il le sait — ample, un peu trop.

Affrontés à la vraie difficulté technique née de la qualification de « crime » des infractions liées aux fautes en écritures publiques, et obsédés par l'idée de faire table rase de tout le passé — pour quoi ? — le gouvernement résiste aux alarmes du Conseil

d'Etat, renouvelées en fin de semaine dernière après son assemblée, et dans un tardif souci exorcisant mais un peu court exclut finalement de l'amnistie les crimes de sang pour cause de financement de campagne électorale.

Au total, l'équivoque qui taraude l'économie générale du projet demeure. Le Syndicat de la magistrature s'en alarme sur un ton maximaliste : « Ce projet, s'il était adopté, constituerait une entrave inadmissible au fonctionnement normal de la justice, ainsi qu'une rupture de l'égalité des citoyens devant la loi, et ce, à des fins politiques. (...) Le monde politique montre, une fois de plus, le mépris dans lequel il tient la justice. »

Et de fait, en admettant même le souci du gouvernement, en oubliant un instant le poids des craintes dans son comportement, comment les pratiques — réputées rares — d'enrichissement personnel de quelques hommes politiques seront-elles recherchées et sanctionnées ? Il faudrait pour cela que le zèle des juges, le ser sultane, à demeure intact, nulle part ne se voie opposer les fruits d'une nonchalance ou d'une cécité que rendraient nécessaires les lende-mains qui chantent de la vie publique.

Mais comment convaincre que l'on veut cette justice saine, zélée, sûre d'elle-même et de son indépendance, au moment où on lui fournit sur un plateau législatif la bélien qui peut la rendre muette, les liens qui peuvent l'immobiliser ?

MICHEL KAJMAN.

## A la suite d'un audit

## Le nouveau maire d'Angoulême accuse ses prédécesseurs socialistes d'avoir mis la ville « en faillite »

ANGOULÊME  
de notre correspondant

M. Georges Chavanes, maire (UDF-CDS) d'Angoulême (Charente), a lancé, mardi 20 juin, une bombe politique en présentant publiquement les résultats de l'audit sur les comptes de sa municipalité. Cet audit, réalisé par le cabinet Calan Ramelino et associé, est accablant pour l'ancien maire socialiste d'Angoulême, M. Jean-Michel Boucheron, battu dès le premier tour en mars dernier.

Deux chiffres : la dette et les garanties d'emprunt représentent, selon ce rapport, 1,6 milliard de francs, soit deux ans et demi du budget annuel de la ville (580 millions de francs en 1989). Pour la seule année 1989, le déficit est de 71 millions de francs avant tout investissement et emprunt nouveau et ce déséquilibre ne peut que s'aggraver dans les années 1990 et 1991.

Première accusation portée par le rapport d'audit : « Le compte administratif de 1988 est faux. » L'excédent global de clôture qu'il présentait (25,5 millions de francs) était en réalité un déficit de 12,5 millions

de francs, en raison de dépenses toutes reportées depuis 1985.

« Le budget 1989 a été établi de mauvaise foi, en infraction avec les dispositions du code des communes », poursuit le rapport d'audit. Tandis que des recettes étaient artificiellement gonflées, des dépenses concernant les traitements des personnels embauchés quelques semaines avant les élections municipales ont été sciemment omises.

Les frais de personnel sont excessifs : entre 1978 et 1988, les effectifs sont passés de six cent cinquante à mille trois cent trente personnes pour une population stable. En outre, les subventions aux associations ont été considérablement majorées : de 376 % pour le Salon de la bande dessinée ; de 260 % pour le Centre national de la bande dessinée, un mois avant les élections municipales.

« Les services proches du maire », cabinet politique de quarante-deux personnes, représentaient une charge de l'ordre de 10 millions de francs. Sans compter les dépenses « mal justifiées », les « charges comptables engagées en dépit d'une situation financière déséquilibrée », et « les opérations

dont la logique économique a échappé » aux experts. Parallèlement, la municipalité a utilisé « des montages juridiques-financiers pour masquer une situation en déroute ».

Face à ce constat de « faillite » dressé par le cabinet d'audit, M. Chavanes a indiqué qu'il demandait la saisine de la Chambre régionale des comptes pour obtenir du ministre de l'Intérieur une subvention d'équilibre exceptionnelle. Sinon, le maire d'Angoulême se verrait obligé d'augmenter de 35 % les impôts locaux, une solution dont il ne veut pas entendre parler.

M. Boucheron a rejeté les accusations portées dans ce rapport et y a déjà relevé « d'énormes erreurs » qui permettent de dire qu'il a été commandité pour des raisons politiques. Toutefois, il se donne « une dizaine de jours pour analyser en détail ce texte biaisé et démontrer tout ce qu'il a d'erroné ». L'objectif recherché par la publication de ce rapport est, selon l'ancien maire d'Angoulême, « d'obtenir une subvention d'équilibre pour ne pas augmenter la pression fiscale sur la clientèle du maire et d'annuler les effets de douze ans de gestion socialiste au profit de la vérité libérale de la nouvelle municipalité ».

JEAN-PIERRE DUFFRENE.

## De Nice à Périgueux

Le montant des fausses factures tournait le plus souvent entre 300 000 et 400 000 francs. Expliquant le mécanisme, M. Patrick Emin, directeur général de GRC, déclara, le 29 septembre 1988, aux enquêteurs : « J'ai été sollicité par M. Léo Gouin, des Travaux du Midi, pour renouer des relations commerciales. M. Léo Gouin m'a fait comprendre que, dans le cadre de nos activités futures dans la région du Midi, et notamment pour la troisième tranche de l'aménagement de Vitrolles, il était nécessaire de penser aux décideurs locaux. Nous sommes donc convenus du montant à verser aux décideurs, soit 312 000 francs environ. Pour justifier en comptabilité la sortie de cette somme, il a été convenu de passer une commande de travaux à Paul Bernard. » Travaux dont l'enquête établit, évidemment, qu'ils n'ont jamais eu lieu.

Les policiers iront de surprise en surprise, car tous les interpellés parlent clair, trop clair. Comme s'ils dévoilaient ce qui n'était qu'un secret de Polichinelle pour la classe politique et qu'ils étaient convaincus que celle-ci, forcément complice, saurait les tirer de ce mauvais pas.

Le plus bavard dans ce registre sera M. Paul Peitier, directeur général de la SORMAE, interpellé le 4 février dernier. Mettant en cause vingt-trois hommes poli-



# Politique

## des partis

Lesquels l'UDF avait paru, il y a quelques jours, favorablement disposée, tandis que l'UDC s'était montrée réservée, et le RPR hostile. L'évolution de l'enquête menée à Marseille sur l'affaire de la SORMAE pourrait être de nature à modifier la position de l'un ou l'autre de ces groupes. A défaut d'être examinée dès maintenant, les textes pourraient servir de caution à une amnistie intégrée dans le projet relatif aux indépendantistes gascognais, en navette entre l'Assemblée et le Sénat.

## devraient être « blanchis »

tiques, il donnera, preuves à l'appui, des détails sur les sommes versées. Marseille et Lyon, à l'origine, l'enquête s'envolera alors tous azimuts, visant aussi bien Nice, Périgueux, Nogent-sur-Marne, etc.

Les carnets de M. Peltier sont très à jour : 50 000 francs pour M. Charles Scaglia, maire UDF de La Seyne-sur-Mer, 100 000 francs pour M. José Mauté, collaborateur du socialiste Michel Pizat à Marseille, 150 000 francs pour M. Jean-Victor Cordoumier, premier adjoint (PS) au maire de Marseille, à l'occasion du chantier Pardo-Perrier, 150 000 francs à M. Roland Nungesser, maire RPR de Nogent-sur-Marne, pour les travaux de sa villa de Ramatuelle (Var), etc.

Pour respecter la procédure pénale, s'agissant d'élus, et donc d'officiers de police judiciaire, le dossier sera repris à Paris par la chambre d'accusation. Sept hommes politiques seront inculpés, qui, pour certains, multiplieront les démentis, plus ou moins convaincants.

Entre temps, les dirigeants nationaux de la SAE, notamment M. Benata, — un temps inculpé, — et M. Jean-Claude Jammes, dynamique président du directoire, seront inculpés. La société, soutenue par toute la profession, fera alors parvenir un message explicite aux responsables politiques : dans un communiqué, le 2 mars, la SAE précisait que « dans l'hypothèse où les faits reprochés concerneraient le financement occulte des partis politiques et des campagnes électorales, se révélerait exacts », elle « prendrait l'initiative, en accord avec la profession d'une intervention auprès des pouvoirs publics pour que ces problèmes de financement soient traités au fond et réglés de façon réaliste ».

Trois mois plus tard, et après une petite phrase du président de la République lors de sa traditionnelle ascension de la roche de Solotr à la Pentecôte, le gouvernement s'essaye donc à régler « au fond » le problème posé par les corporations du bâtiment. Le gouvernement entendit d'autant plus facilement ce langage qu'entre-temps, les 17 et 20 avril, deux perquisitions marseillaises avaient plongé dans l'embarras le parti dont il est, pour l'essentiel, issu : le Parti socialiste. Toutes deux eurent lieu au siège de la délégation régionale de l'agence Urbatech. Celle-ci, ainsi que Gracco, coiffées par GSR, un groupement d'intérêt économique (GIE), ont été créées en 1972, un an après le congrès d'Epiny. Leur mission : alimenter les caisses du parti.

Ménée avec le dossier de la SORMAE, la première perquisition permit aux policiers d'entrevoir d'autres documents, de portée nationale, qui dépassaient leur « saisine ». Ils revinrent trois jours plus tard, avec pour cadre juridique une enquête préliminaire ordonnée par le parquet de Marseille. C'est ainsi, qu'ils mettront la main sur les notes de M. Joseph Delcroix, ancien directeur administratif d'Urbatech, prises lors de réunions étalées entre 1981 et 1988. Révélées par le Canard enchaîné du 7 juin, elles sont accablantes pour le PS.

### « Sans le parti... »

Quelques échantillons : « 2 mars 1984 : but d'Urbatech : apporter de l'argent au PS, les cotisations ne suffisent plus. Pas d'aide directe espérée du patronat (...). 20 septembre 1984 : les ressources du PS proviennent : un tiers des élus, un tiers des adhérents (s'annule), un tiers du GIE. Gérard (il s'agit de Gérard Monate, ancien syndicaliste policier, patron du bureau d'études depuis le milieu des

années 80) s'est engagé auprès du trésorier (du PS) et du contact Ellysé. (...) 20 juin 1986 : nous sommes mandatés par le parti qui a pris des risques politiques pour couvrir nos sociétés. Sans le parti, nous ne serions plus rien. (...) 3 octobre 1986 : Gérard Monate : le parti nous protège, nous assiste, exemple : contrôle fiscal (...) 4 juin 1987 : les premières prévisions de la campagne présidentielle se situent à 100 000 000 de francs. 25 000 000 seront pris en charge par le GIE. »

Depuis, l'enquête policière est en attente. Aucune information judiciaire n'a été ouverte à Marseille sur ces faits nouveaux. Suspectés par certains socialistes d'avoir cherché dans une seule direction politique alors que « quarante perquisitions similaires » auraient pu être faites, les enquêteurs ont pourtant aussi perquisitionné au siège de Sun-communication, une société proche de l'UDF Jean-Claude Gaudin, où ils auraient saisi quelques quatre-vingts pièces tout aussi embarrassantes. Quant à M. Monate, il fait les questions des journalistes.

Le paradoxe, c'est que, selon ses amis, il pense avoir contribué à « moraliser » un jeu qui s'emballait. Le système Urbatech, en effet, fort simple : agissant comme courtier, le GIE démarchait à la fois élus et entreprises. Une fois un marché conclu entre les uns et les autres, il prenait, en toute clarté, une commission, de l'ordre de 0,5 % du marché, pour avoir servi d'intermédiaire.

Ainsi, les entreprises sont certaines que l'argent va dans les caisses du PS et non pas dans les poches d'un élu avide. Le jeu est si clair que des maires de droite — MM. Dominique Bandis et Alain Carignon par exemple — ont parfois eu recours aux services d'Urbatech. Tous les partenaires s'accordent d'ailleurs à souligner la probité de M. Monate, qui, agissant en militant, n'a jamais profité pour lui-même du système.

L'Hôtel Matignon le certifie : il n'y aurait là qu'un système pervers entraîné par la débâche d'argent des campagnes électorales ; en aucun cas, les élus concernés ne pourraient être suspectés d'enrichissement personnel. A quelques exceptions près sans doute... Quelques exceptions dont la large amnistie, visant aussi bien les crimes et délits — et donc, au passage, les faux en écriture publique de l'affaire du Carrefour du développement — risque d'empêcher la mise au jour.

GEORGES MARION,  
EDWY FLENEL  
et DANIELLE ROUARD.

## Au Sénat

### M. Pasqua donne des précisions à M. Joxe sur l'affaire Naccache

Avant que s'intervienne M. Charles Pasqua, dans le cadre de la discussion générale sur le projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France, mercredi matin 21 juin, au Sénat, M. Pierre Joxe a interrogé son successeur et prédécesseur place Beauvau sur les accords passés entre le gouvernement (de Jacques Chirac) et ses interlocuteurs iraniens.

M. Pasqua « rendrait service au pays en éclairant l'opinion, s'il l'acceptait, ou en informant le gouvernement s'il le préfère, sur la portée exacte des accords passés en ce qui concerne certains condamnés essentiels détenus en France », a-t-il déclaré. Le président du groupe RPR du Sénat lui a alors répondu que « la lutte contre le terrorisme et les efforts constants pour obtenir la libération des otages français retenus en Liban supposent la discrétion et le secret ». En conséquence, l'ancien ministre estime qu'il n'a eu « de comptes à rendre qu'à son premier ministre », mais que l'opinion publique, elle, a pu constater le résultat de « l'action menée ». Il a poursuivi : « Quant au chef de l'Etat, il a été informé des conditions dans lesquelles ces libérations ont pu intervenir. Vous devez vous souvenir dans quelles conditions à l'époque — je regrette d'avoir à le rappeler publiquement, mais vous n'y contrainquez pas — le gouvernement auquel vous appartenez avait, par la voix de M. Dumas, ministre des affaires étrangères, donné son accord au gouvernement algérien, qui était notre intermédiaire avec les ravisseurs libanais pour libérer M. Naccache en contrepartie de la libération de M. Gilles Perrault. Cela se passe en 1985 et il est vrai qu'actuellement, comme par la suite, les services du ministère de l'Intérieur et notamment de la DST, ont indiqué qu'il (M. Naccache) était hautement suspect, au moins de complicité dans l'attentat commis contre M. Chagour Boulker. Ce sont probablement les raisons pour lesquelles le gouvernement auquel vous appartenez et le président de la République n'ont pas tenu les engagements qu'ils avaient pris, et c'est ce

fait qui a causé à Paris un certain nombre d'attentats (...). C'est à cette situation que nous avons dû faire face. Le combat politique était mis de côté, je ne vous suspecte pas, moi, de ne pas avoir une haute idée de votre mission et de votre rôle. J'ai été formé au sein d'un mouvement politique que vous combattez, mais dont vous connaissez très bien l'inspiration. Ayez donc à notre égard au moins les mêmes sentiments que l'accord au vote. Aucun accord, de quelque sorte que ce soit, n'a jamais été pris concernant une libération éventuelle de M. Naccache, pour la simple raison — et vous le savez — que nous n'avons jamais eu de contacts directs avec les ravisseurs. Les discussions que nous avons pu avoir ont été des discussions d'Etat à Etat, c'est-à-dire entre les représentants de notre gouvernement et ceux du gouvernement iranien. Que les Iraniens, à la suite du rétablissement des relations diplomatiques, aient profité du voyage de M. Dumas pour, en quelque sorte, lui « offrir » la personne, c'était de leur ressort. Mais cela ne nous concerne en rien. »

Un peu plus tard, M. Joxe a « remercié vivement » M. Pasqua et observé que l'ancien ministre de l'Intérieur avait commencé à éclairer l'opinion et à informer le gouvernement, mais, a-t-il ajouté : « Il m'obligerait en poursuivant dans cette voie. Il ne peut ignorer ni les origines, ni la signification, ni les conséquences des déclarations récentes de M. Jacques Chirac. » Selon le ministre de l'Intérieur, le sénateur des Hauts-de-Seine rendrait service au pays en informant complètement le gouvernement « sur ce qui a conduit au sur ce qui a poussé M. Chirac à s'exprimer comme il l'a fait et comment il l'a fait ».

Le débat sur le projet de loi sur les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France devrait prendre fin mercredi avec l'adoption d'une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération, ce qui équivaut à un rejet du texte.

A. Ch.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mardi après-midi 20 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### FINANCEMENT DES PARTIS ET DES CAMPAGNES (Lire page 8.)

#### RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le ministre de l'Intérieur a présenté au conseil des ministres une communication relative aux résultats des élections européennes.

Ce scrutin, caractérisé par une forte et regrettable abstention et une très grande dispersion des suffrages, a d'abord donné lieu à une nette progression du vote écologiste et, plus généralement, du vote en faveur des listes affichant pour principale préoccupation les rapports entre l'homme et son environnement.

Par rapport aux élections de 1984, les autres enseignements de ces élections sont le maintien à son niveau antérieur de la mouvance socialiste, la stabilisation du vote favorable au Front national, le tassement confirmé du Parti communiste et une baisse sensible des suffrages obtenus par les formations se réclamant de l'opposition parlementaire.

#### SÉCURITÉ ROUTIÈRE (Lire page 14.)

## A l'Assemblée nationale

### L'opposition ne censure pas le gouvernement sur l'audiovisuel

L'opposition a renoncé à déposer une motion de censure sur le projet de loi relatif à la présidence commune à l'automne 2 et à l'FR 3, qui a été adopté, lundi 19 juin, suivant la procédure de l'article 49-3 de la Constitution. M. Michel Rocard avait été contraint, pour la deuxième fois, sur un texte relatif à l'audiovisuel, et pour la troisième fois depuis le début de cette législature, à recourir à l'engagement de la responsabilité de son gouvernement, face à une conjonction des oppositions RPR-UDF-UDC et communiste (le Monde du 21 juin).

L'initiative d'une motion de censure aurait cette fois dû revenir au groupe RPR (UDF ayant été à l'origine de celle déposée sur le texte relatif à l'immigration), mais celui-ci a fait savoir, mardi, à l'issue de la réunion de son bureau, que les députés RPR « s'étaient déjà exprimés sur l'opportunité » de la réforme de l'audiovisuel, en défendant lors du débat une exception, d'irrecevabilité. En l'absence du dépôt d'une motion de censure, vingt-quatre heures après le recours à l'article 49-3, le texte a donc été considéré comme adopté en première lecture.

## Les élections européennes

### Les résultats définitifs publiés par le ministère de l'Intérieur

Inscrits : 38 348 191. Votants : 18 686 419. Abstentions : 51,27 %. Suffrages exprimés : 18 145 588.			
	VOIX	%	SIÈGES
UDF-RPR (M. Giscard d'Estaing) ...	5 241 354	28,88	26
PS (M. Fabius) ...	4 284 734	23,61	22
FN (M. Le Pen) ...	2 128 589	11,73	10
Verts (M. Waechler) ...	1 922 353	10,59	9
Centre (M. Veil) ...	1 528 931	8,42	7
PC (M. Herzog) ...	1 399 939	7,71	7
Chasse (M. Goustat) ...	749 614	4,13	
LO (M. Laignier) ...	258 511	1,42	
Prot. anim. (M. Alessandri) ...	188 537	1,03	
Alliance (M. Joyeux) ...	136 312	0,75	
MPPT (M. Gauquelin) ...	109 476	0,60	
Ren. (M. Liabres) ...	74 503	0,41	
Gén. Europ. (M. Touati) ...	58 882	0,32	
RFL (M. Cheminade) ...	32 311	0,17	
IDE (M. Blanchet) ...	31 542	0,17	

● Michel Rocard et la « bonne campagne » de Laurent Fabius. — Au lendemain des élections européennes, le premier ministre, M. Michel Rocard, s'est déclaré satisfait de la « bonne campagne » de M. Laurent Fabius. « Les socialistes espéraient mieux », a-t-il répété, mardi 20 juin sur TF 1, sans pour autant manquer de souligner le progrès réalisé par les socialistes par rapport aux élections de 1984 (deux sièges de plus). M. Rocard a regretté l'absence de mobilisation des Français, notamment celle de l'électorat socialiste. « Ce résultat est une bonne occasion de travail pour tous », a-t-il estimé.

● PRÉCISION. — M. Laurent Fabius, dans Paris, a dépassé le niveau de son score national (23,61 % dans cinq arrondissements : les III<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>, cités dans le Monde du mercredi 20 juin, mais également le XII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup>).

C'est dans le XII<sup>e</sup> arrondissement où M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, est élu député, que la liste socialiste réalise son meilleur résultat avec 25,95 % des voix suivi par la XX<sup>e</sup> dont le député socialiste est M. Michel Charzat, suivi par le XI<sup>e</sup> où a été élu M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports.

## Le contentieux électoral

### M. Médecin n'était pas inéligible

M. Jacques Médecin, reconduit dans ses fonctions de maire de Nice, après son succès aux dernières élections municipales au mois de mars dernier, n'était pas inéligible. Ainsi en a décidé, dans un jugement rendu mercredi 21 juin, le tribunal administratif de Nice. M. Médecin faisait l'objet d'un recours de M. Jean-Hugues Colonna, ancien député socialiste, battu par le maire de Nice lors de ces élections municipales.

Le jugement du tribunal administratif de Nice est contraire à la partie des conclusions du commissaire du gouvernement, M. Norbert Caldeirão, qui soutenait la thèse de l'inéligibilité. Dans une première partie de ces conclusions, M. Caldeirão avait (contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du 15 juin) estimé que M. Médecin ne pouvait être considéré comme inéligible à raison de ses fonctions de président d'associations paramunicipales.

En revanche, M. Caldeirão avait ensuite considéré que M. Médecin, principal actionnaire de la SEGAT, société éditrice d'une revue mensuelle, l'Action, était en tant que tel, entrepreneur des services municipaux pour deux raisons : l'insertion dans cette revue de publicités commerciales relatives à des services

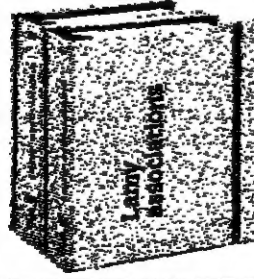
communaux gérés par ces associations et le caractère de brochure d'informations municipales de l'Action. Une telle situation, en contradiction avec les exigences du code électoral, entrait dans l'inéligibilité de M. Médecin.

Le tribunal administratif de Nice a suivi le commissaire du gouvernement sur ses premières conclusions et rejeté les autres. Le jugement rendu définitif l'Action comme étant essentiellement un « instrument de propagande de l'équipe animée par M. Médecin ».

« Dans ces conditions, a jugé le tribunal administratif, même si des annonces publicitaires dans certaines émanations d'entreprises ou d'entités entretenues des liens privilégiés avec la ville de Nice sont insérées dans l'organe de presse en cause, la société SEGAT, en l'absence de tout but d'intérêt général (...) ne peut être regardée comme une entreprise investie d'une mission de service public dont le ou les dirigeants, et en particulier M. Médecin, propriétaire de la quasi-totalité du capital social, seraient inéligibles au conseil municipal. »

M. K.

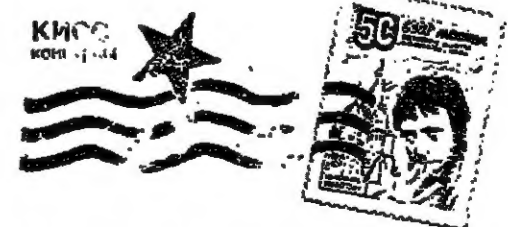
A défaut du  
Lamy Associations,  
vous pouvez  
éventuellement  
consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence pluridisciplinaire qui couvre la totalité des sujets de préoccupation d'une association, tant pour les administrateurs que pour les salariés et les partenaires, c'est plutôt le Lamy Associations qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Associations téléphonez au plus vite au 01 38 03 03 03.

Lamy Pour agir en connaissance de cause.



En première mondiale, du 12 au 24 juin 1989, KISS FM + diffuse, en direct de Moscou, ses programmes à l'intention des soviétiques. 40 millions d'auditeurs chaque jour seront à l'écoute d'une radio occidentale. KISS FM +, la radio française à Moscou. Code 3615 KISS.



'BONS BAISERS DE RUSSIE

Avec Le Monde

SCARLETT







# Bicentenaire

Le discours du président de la République à Versailles

## « Je vois dans le refus des exclusions le vrai chantier qui nous attend »

Célébrant, mardi 20 juin, le deux centième anniversaire du serment du Jeu de paume, dans la salle du même nom à Versailles, le président de la République a notamment déclaré :

Lorsqu'il convoque pour le mois de mai 1789 les états généraux qui n'avaient plus été réunis depuis cent soixante-quinze ans, le roi entend les limiter à ce qu'ils furent jadis : un moyen d'ordonner, pour les finances malades du royaume, des ressources supplémentaires. Le cérémonial, calqué sur celui de 1614, encadrait la délibération en commun des trois ordres : noblesse, clergé, tiers état, et n'accordait à ce dernier, qui pour la population, qu'une place subalterne. Mais les députés du tiers état n'acceptent plus de se soumettre à la prépondérance des deux autres. Ils veulent ce que veulent les Français : être entendus. Les cahiers de doléances, rédigés dans les villes et villages en vue des états généraux, l'ont abondamment exprimé. On y a consigné tout ce dont le pays se veut plus et tout ce à quoi il aspire : le refus de l'arbitraire et des privilèges, la demande de terre et de travail, l'abolition de la torture et de la peine de mort, la soif de liberté et d'institutions nouvelles, les droits de l'homme et une constitution, bref, plus de justice et plus d'égalité.

Traînés en arriéré quand ils se voient citoyens, les représentants du peuple refusent de s'être que les figures d'une pièce qui se jouent ailleurs. De mai à juin, ils tiennent bon, réclament une assemblée commune où l'on vote par tête et non par ordre, invitent les autres à les rejoindre, et soudain l'histoire s'emballe.

Le 17 juin, sur la proposition de Sieyès, ils se proclament Assemblée nationale. Le 18, ils attribuent le vote de l'impôt. Le 19, ils acceptent les quelques membres du clergé. Le 20, ils prêtent le serment que nous célébrons aujourd'hui. Le 23, après une décevante séance royale, ils refusent de se séparer, s'écrit : « par la force des baïonnettes », et décrètent leur assemblée inviolable. Le 24 et le 25, ils repoussent le ralliement de la majorité du clergé et de quarante-cinq députés de la noblesse. Bref, la loi doit obéir.

Vous connaissez le reste. Il se joue en moins de deux mois. Sur fond de révolte des campagnes et de mobilisation des villes, c'est la prise de la Bastille, l'abolition des privilèges, la

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la fin de l'absolutisme. C'est la Révolution.

De cette révolution, le serment du Jeu de paume demeure un acte fondateur. Il est le geste inaugural qui — contre l'autorité des siècles, les acquis de la naissance et la fatalité de l'arbitraire — proclame un ordre nouveau.

Quelques semaines passeront et les constituants de 1789 s'attacheront à définir les droits de l'homme et du citoyen. Faut-il, à force de lui faire référence et révérence, perdre parfois de vue la signification historique de la déclaration du 26 août ?

Une révolution commence et voilà une assemblée qui décide que rien n'est plus urgent que de tirer au clair les principes au nom desquels elle agit. À cette tâche, les députés consacrent deux jours, n'oubliant pas moins d'une cinquantaine de projets.

### Sans indulgence pour les crimes

Le texte adopté retient comme un cri pour la liberté des hommes, l'égalité des droits, le règne de la loi, la souveraineté du peuple, le bien-fondé de la révolte contre l'oppression. Il exprime une parole, lourde de la souffrance et de l'humiliation de générations pour lesquelles l'injustice, du père au fils, passait avec le sang. Il lance pour les siècles à venir un acte de foi en la libération de l'homme. Mais rien n'est fini, on plait tout commence. (...)

Certes, ce n'est pas sans douleur que la France s'arrache à l'ordre séculaire, et elle n'y parvient qu'au terme d'un combat déchirant. Le sang coule, de part et d'autre. Pourrait-il en être autrement ? Les hommes forment l'histoire tels qu'ils sont, avec leurs passions et leurs peurs qu'exacerbent les tensions et les menaces de l'époque. Alors que la Terreur régnait, Saint-Just dans ses Carnets de l'An II notait : « Tous les principes sont affaiblis, il ne reste que des bonnets rouges portés par l'intrigue, l'exercice de la terreur a blâsé le crime comme les liqueurs fortes blâsent le palais. La Révolution est glacée. »

Je ne puis me défendre de ce jugement porté par l'un de ceux qui symbolisent précisément la violence froide d'un pouvoir qui ne connaît qu'une peine, la mort, pour qui lui manquait, ou plutôt qui man-

quait à l'idée qu'il avait de lui-même. Et défilait dans nos esprits les images atroces de Nantes, de Lyon, des Carmes, des prisons de septembre, la liste est longue.

Ne faisons pas cependant, aux accents de la Révolution, l'erreur de croire qu'ils s'affrontèrent pour peu de chose ou pour de dérisoires motifs. N'oublions pas la guerre à l'intérieur, la guerre à l'extérieur, les périls encourus par le pays, la nation en danger. Sans indulgence pour les fautes, les excès ou les crimes, choisis de comprendre pourquoi, dans le mouvement complexe de la Révolution, à courage égal, à conviction égale, tous les choix ne se valaient pas.

Assurément, avec la Révolution, bien des idéologies furent vaincues. L'abolition de l'esclavage ne fut acquise qu'un demi-siècle plus tard. La résistance armée à l'Europe coalisée prit après la victoire le visage de la conquête. La persécution religieuse ignore la liberté de conscience qui venait d'être proclamée. Rien ne vint corriger la discrimination dont les femmes étaient victimes. Et on vit par la suite à quel point la cruelle condition ouvrière de la révolution industrielle devait nier, ruiner en fait, la liberté et l'égalité érigées en principe par la révolution politique.

Mais la Révolution a fait la République. Celle-ci ne peut sans se rendre caduque ce qu'elle est, s'éloigner de la République, de la démocratie, de la Constitution et de la liberté, alors qu'il y a deux siècles se bousculaient chaque jour des événements que l'avenir allait rendre historiques. Ce fut donc le 14 juillet.

Mais 1989 est aussi le bicentenaire de l'institution parlementaire avec la constitution, le 17 juin, l'Assemblée nationale des députés des trois ordres, à l'initiative du Tiers-Etat. Et le 20 juin, ces élus prêtent dans une sorte de gymnase, à Versailles — on dirait aujourd'hui un tennis couvert ou un squash, — le fameux serment du Jeu de paume, inscrit dans la mémoire française par la trouvaille en forme de slogan ou de défi lancée par Mirabeau : « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. »

### Gloire aux pays où l'on parle

« La démocratie, disait Jaurès, nous en parlons quelquefois avec un dédain qui s'explique par la constatation de certaines misères, de certaines vulgarités. Mais si vous allez au fond des choses, c'est une idée admirable que d'avoir proclamé que, dans l'ordre politique et social d'aujourd'hui, il n'y a pas d'excommuniés, pas de répréhensibles, que toute personne humaine a son droit. »

Et à ceux qui reprochaient au Parlement ses « bavardages », Clemenceau répondait : « Gloire aux pays où l'on parle, honte aux pays où l'on se tait ! Ces discussions qui vous étonnent, c'est notre honneur à tous. » (...)

Quelle leçon tirer, s'il en est une, de ce tourbillon d'événements, sinon que rien n'est acquis, que rien ne s'achève jamais. Que le combat change de forme mais pas de sens. Que de nouveaux orages surgissent du plus clair horizon, d'autres dominations se substituent à celles que l'on avait détruites, qu'apparaissent d'incessantes ruptures entre l'idéal et le réel.

« Il y a », écrivait Victor Hugo, dans ce que la Révolution nous a apporté encore plus de terre promise que de terrain gagné. Et d'ajouter : « Ayons une si fibre façon de nous en souvenir qu'il en sorte la liberté du monde. Célébrer les grands anniversaires, c'est préparer les grands événements. » Voilà pourquoi nous commémorons en ce jour, et continuerons de le faire au cours des semaines prochaines, le Bicentenaire de 1789.

Nous sommes dans cette salle du Jeu de Paume pour nous interroger en commun, devant le pays, sur ce qui nous lie à ce passé et pour mieux concevoir notre tâche à venir.

Un peuple sans mémoire n'est pas un peuple libre. Les dictatures commencent par effacer de l'histoire les faits qui les encombreraient, par barrer l'accès au passé et, se croyant maîtres des voies de l'avenir, musellent toute pensée, toute parole rebelle. Souvenez-vous, chaque fois que l'on a cherché à brouiller la trace de la Révolution, les libertés ont été menacées. (...)

De l'aventure collective de 1789, nous n'avons pas à gommer les aspirations, à retrancher ce qui pourrait nous décevoir, à ne retenir que ce qui nous convient. Nous n'aurions rien à y gagner.

Qu'on en débattenne vivement, tant mieux ; c'est un signe de vitalité de notre démocratie. La preuve que la révolution n'est pas un objet inertie, que les questions posées n'ont rien perdu de leur modernité. Mais s'il y a débat, et il y a débat — et sur quel ton, comme si à distance les adversaires de la Révolution avaient repris espoir, — occupons la place qui nous revient, celle d'héritiers fidèles et fiers, déployons le drapeau et donnons à la République l'élan auquel aspire notre peuple.

A grands traits, je vois dans le refus des exclusions le vrai chantier qui nous attend. La République a besoin de compter son monde : les exclus du travail, les exclus du savoir, les exclus du bien-être, les exclus de la dignité, les exclus de la santé, les exclus du logement, les exclus de la culture, doivent disposer de tous leurs droits. L'égalité passe par là, la liberté aussi. Il n'est pas de République sans espoir.

Quant à la pauvreté, au racisme et à l'ignorance, ils sont les pires ennemis de la démocratie.

Mais d'autres rendez-vous nous attendent. Il est possible désormais de maîtriser la Terre, notre Terre. Il est possible de la détruire. Il est pos-

sible de comprendre notre corps, de le guérir. Il est possible aussi de le manipuler, d'en modifier les caractéristiques. On pense aussitôt aux contraintes qui seront ainsi levées. Mais comment ne pas penser de la même façon aux menaces qui pèsent aussi sur nous, et plus encore sur les générations futures ? Les intérêts et les droits des hommes d'aujourd'hui ne peuvent prévaloir sur les intérêts et les droits des hommes de demain.

Mesdames et Messieurs, si les Français doutent parfois d'eux-mêmes, qu'ils écoutent la rumeur qui monte des quatre coins de la planète. Partout où l'on se bat pour l'indépendance nationale, pour le droit d'un peuple à disposer de lui-même, pour l'avènement des pays pauvres au partage des richesses, pour la liberté de penser, pour l'égalité des droits, c'est le message de la Révolution française qu'on entend, et chacun dans le monde le sait.

C'est au nom de ces idéaux que l'on rêve et que l'on se bat. La présence en grand nombre à Paris, dans trois semaines, de chefs d'Etat et de gouvernements des plus anciennes démocraties et de pays en lutte pour leur vie, pour leur développement, témoignera pour l'œuvre accomplie depuis le jour où, à Versailles, « les

députés errant dans les rues ne cherchaient qu'à se rencontrer pour se réunir, où le peuple consterné demandait : mais où est l'Assemblée nationale ? et on ne la trouvait plus, où le despotisme qui croyait triompher aspirait sous les coups qu'il venait de se porter à lui-même, où quelques hommes à l'approche d'une horrible tempête et dans un lieu sans défense qui pouvait devenir leur tombeau sauvèrent une grande nation ». Ainsi parlait Mirabeau.

Observons, pour conclure, le mouvement de l'histoire, telle qu'elle se déroule sous nos yeux : notre Europe démocratique qui se forme et grandit. Et l'autre Europe qui s'en inspire ou qui cherche à s'en inspirer, qui s'en rapproche ou qui cherche à s'en rapprocher. Observons le mouvement du monde : partout lève la même espérance. Et cela nous ramène à Pékin, place Tiananmen. Trois images : une statue de la Liberté, quatre chiffres : 1989, et ce jeune homme seul debout devant les chars. Avez-vous entendu ce que criait la foule ? On me l'a rapporté : « Nous avons du pain, nous voulons des lois. » La vraie révolution est en marche.

## L'Assemblée du peuple

Il fallait bien, naturellement, rendre une date symbolique pour la célébration tout à la fois de la République, de la démocratie, de la Constitution et de la liberté, alors qu'il y a deux siècles se bousculaient chaque jour des événements que l'avenir allait rendre historiques. Ce fut donc le 14 juillet.

Mais 1989 est aussi le bicentenaire de l'institution parlementaire avec la constitution, le 17 juin, l'Assemblée nationale des députés des trois ordres, à l'initiative du Tiers-Etat. Et le 20 juin, ces élus prêtent dans une sorte de gymnase, à Versailles — on dirait aujourd'hui un tennis couvert ou un squash, — le fameux serment du Jeu de paume, inscrit dans la mémoire française par la trouvaille en forme de slogan ou de défi lancée par Mirabeau : « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. »

L'Assemblée nationale était née ce jour-là. Et c'est en ces derniers jours torrides du printemps 1889 — alors qu'il y a deux siècles il pleuvait très fort sur Versailles — que M. Fabius a commémoré la fondation de l'institution qu'il préside.

Dans la salle étouffante d'une petite rue de l'ancienne capitale royale, le président de la République est, lui, venu non pas devant quelques six cents députés comme il se pressaient jadis, mais face à un public de jeunes lycéens, avec, inscrite en ce lieu descendant des rois — Henri, le fils aîné de l'actuel comte de Paris. Tous ont pris un magistral cours d'histoire, de politique et de morale. Car M. Mitterrand n'a rien voulu cacher, ni de la grandeur de l'ordre nouveau né ici ni de la « révolution glorieuse » de Saint-Just, celle de la Terreur et des massacres qui ont suivi. Mais, s'il est vrai qu'il y a un peuple sans mémoire n'est pas un peuple libre », le chef de l'Etat ne pourra que se féliciter de la manière dont

le président de l'Assemblée nationale a décidé de célébrer l'événement bicentenaire de celle-ci.

Par rapport aux autres, cette commémoration aura au moins deux avantages : elle ne perturbera pas la vie quotidienne des Parisiens puisqu'elle se déroulera dans l'enceinte du Palais-Bourbon ; elle apprendra aussi à tous ceux qui visiteront l'exposition qui y est consacrée beaucoup de choses, et sans doute d'abord aux parlementaires eux-mêmes. L'inauguration, mardi 20 juin, en compagnie des présidents des assemblées nationales des onze pays de la Communauté européenne, de M. Pöhl et de M. Jacques Delors, M. Fabius a pu montrer à ses hôtes un Palais-Bourbon transformé en musée vivant.

### Rapprocher le Parlement de la société

Poursuivant son action destinée à mieux faire connaître les travaux des députés et à développer la transparence de la vie parlementaire, M. Fabius a décidé d'ouvrir gratuitement au public cette exposition, du 4 au 30 juillet, puis du 2 au 24 septembre. Le visiteur y découvrira tout d'abord le cadre dans lequel ses élus font la loi. Les « Quatre colonnes », les « Pas perdus », les « Couloirs », « l'Hémicycle » ne seront plus pour les lecteurs de journaux ces lieux mythiques où les parlementaires vivent entre eux et que n'approchent que des journalistes initiés. Dans des vitrines, des documents rares, naïfs ou émouvants sont exposés, rappelant les grandes heures de l'époque révolutionnaire.

L'Assemblée, qui possède une des bibliothèques les plus riches de France dans un splendide décor peint par Delacroix, a pu ainsi acquiescer tout récemment une Constitution de 1791 annotée de

la main de Robespierre. Des tableaux, prêts ou sortis des réserves, montrant ce qu'étaient les débats de jadis, avec les députés debout et le public exécutant directement son contrôle et sa pression. Chacun pourra consulter une sorte de « trombinoscope » pour retrouver quel était l'élu de son « bailliage » ou de sa « sénatuschaussée », et même emporter sa notice photographique. Il saura que — déjà ! — on parlait du « dur métier de journaliste parlementaire » pour plaindre et admirer « ceux qui écrivirent aussi vite que la parole ». Une animation lumineuse et sonore rendra vie au monumental bronze de Deloü illustrant la fameuse apostrophe de Mirabeau. Ce visiteur pourra aussi s'attabler à un café dit « révolutionnaire », s'attarder dans un « kiosque » qui sera désormais ouvert au public toute l'année, rue Aristide Briand, pour acquiescer aussi bien des gogues que des souvenirs, ou des documents parlementaires. Un bel ouvrage soigneusement illustré et écrit par Hachette raconte même pour la première fois la vie quotidienne au Parlement, les arcanes de la procédure législative et les richesses artistiques de ce monument historique.

La célébration du bicentenaire de la naissance de l'Assemblée nationale, par l'aspect didactique, pédagogique et civique que M. Fabius lui a donné, arrive à point nommé pour contrecarrer la tendance à l'indifférence politique, à l'abstention électorale et à la désaffection idéologique qui semble — pour le moment — saisir les Français. Il s'agit, comme l'a dit à ses hôtes européens le président de l'Assemblée nationale, de rapprocher le Parlement de la société, de fortifier le lien entre les citoyens et leurs représentants, sans pour autant faire de ce palais de l'Ancien Régime une maison du peuple.

ANDRÉ PASSERON.

### A Notre-Dame de Paris

## Une célébration en demi-teinte

Ni Te Deum, ni Requiem. La cérémonie du mardi 20 juin à Notre-Dame de Paris en l'honneur de la Révolution fut fort dépouillée et discrète, exactement conforme au registre voulu par la hiérarchie catholique française, qui n'eut ni célébrer l'événement ni le passer sous silence.

Si quarante-cinq évêques étaient présents (la plupart étaient en réunion à Paris depuis deux jours), la grande foule ne s'était pas déplacée. Il y avait moins de deux mille personnes dans une cathédrale qui peut en contenir deux fois plus. La publicité limitée et le message un peu confus de cette manifestation religieuse (messe pour « la France », pour « la justice et la paix », pour « faire mémoire de deux siècles de notre histoire »), expliquaient sans doute ce relatif désintérêt.

D'énormes, au pied du tout nouveau maître-autel de la basilique parisienne (une pièce de bronze de 1,2 mètre de haut, œuvre des sculpteurs Jean et Sébastien Tournet), René Rémond était venu apporter sa caution d'historien. Répondant à l'embarras des catholiques devant cette commémoration, il avait fait la part du feu et expliqué que la Révolution de 1789 n'a été « ni révolutionnaire, ni révolutionnaire ». « Aucune conception n'a été émise quant à la construction catholique. Aucune n'a eu à souffrir. Aucune n'a payé un tel prix à une telle transformation de la société », ajoutait René Rémond, pour qui « l'héritage de la Révolution doit être accepté dans sa totalité ».

Le choix du 20 juin — anniversaire du serment du Jeu de paume — pour cette cérémonie à Notre-Dame de Paris n'avait pas été fait au hasard. A l'ouverture des Etats généraux, le 5 mai 1789, une grande procession du Saint-Sacrement avait traversé les rues de la capitale, et

c'est juste après le Jeu de paume que le clergé avait rejoint, à Versailles, les rangs du tiers-état pour former l'Assemblée nationale. « Rien ne laissait alors prévoir, dit le cardinal Decourtray dans son homélie, l'abolition violente de la monarchie, les persécutions, les excommunications, le culte de la déesse Raison et les horreurs qui devaient assombrir l'avenir. »

Tout son discours fut une longue méditation sur la place des chrétiens dans la vie publique, appelés à être de bons citoyens, aimant leur patrie, mais « à ne jamais se laisser asservir par le pouvoir en place ou conduire par les idéologies en vogue ».

Au cours de cette cérémonie, on a beaucoup évoqué la mémoire des martyrs et des prêtres qui avaient refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé, un peu moins le souvenir des autres acteurs, à qui René Rémond avait pourtant demandé qu'ils soient aussi rendus justice. Puis on a lu, en litanie, les noms des quarante saints et bienheureux français des deux derniers siècles.

Il n'en fallait pas plus pour combler un public venu « se réconcilier avec la Révolution et le passé, à la fois, bon et mauvais », ou prier « pour le pardon de ceux qui ont commis des crimes ». « Il faut parler de la Terreur, mais aussi des compromissions de l'Eglise catholique avec l'Ancien Régime », ajoutait pour sa part un autre fidèle, représentant la timidité de l'épiscopat dans ce Bicentenaire. Les intégristes eux-mêmes s'étaient pas vus en foule venir aux portes de la cathédrale leur journal *Aut-89* annonçant une manifestation contre-révolutionnaire pour le 15 août, place de la Concorde. Ils attendent cinq cent mille personnes !

H. T.

**A défaut du Lamy Transport, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...**

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui recense toutes les modifications intervenues sur la réglementation des transports et leurs conséquences pratiques sur vos responsabilités et vos privilèges, c'est plutôt le Lamy Transport qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Transport téléphonez au plus vite au **40 38 03 03**

**Lamy Pour agir en connaissance de cause.**

Le tour du monde en 80 jours

Jules Verne

1971



# Société

Revendications salariales et statutaires

## Les turbulences de la Météo

La Météorologie nationale est en grève depuis le mercredi 7 juin. Le grand public ne s'en aperçoit guère : des bulletins (de « probabilités » plutôt que de « prévisions ») continuent à être diffusés. Ces probabilités sont d'autant plus facilement établies que la situation météorologique actuelle avec son grand soleil, sa chaleur, sa sécheresse et son anticyclone obéissant, est extrêmement stable. La grève, elle aussi, est stable puisque aucune discussion n'a commencé entre les trois syndicats (CGT, CFDT, FO), d'une part, la direction et le ministère des transports, d'autre part.

Les salaires, il est vrai, ne sont pas très hauts pour les trois corps techniques de la Météorologie nationale. Les techniciens (baccalauréat, souvent, en plus, deux années d'études scientifiques, et deux ans à l'Ecole de la météorologie) commencent leur carrière à 5 500 F et la finissent à 10 900 F au maximum. Les ingénieurs des travaux (baccalauréat, mathématiques spéciales, trois ans à l'Ecole de la météorologie) commencent à 8 500 F, et arrivent au maximum à 15 100 F. Ceux des ingénieurs de la météorologie (Polytechnique, Ecole nationale supérieure d'agronomie, Ecole normale supérieure ou concours interne et deux ans à l'Ecole de la météorologie) débutent à 9 700 F et terminent au maximum à 19 000 F. Sauf les quinze ingénieurs généraux dont le salaire mensuel est de 25 000 F. Les chiffres précédents sont nets et comprennent les primes qui représentent de 22 à 23 % du salaire (20 % avant février 1989).

Une grève de huit jours s'était déjà produite à la Météorologie nationale en février. Les revendications portaient en premier lieu sur les statuts du personnel et aussi sur les primes et sur les effectifs. Le doublement des primes, qui venaient d'une partie des taxes d'aéroport, était demandé. Selon les syndicats, il manque 450 personnes.

Ces revendications avaient déjà été évoquées au cours de tables rondes qui avaient réuni en janvier 1989 les trois syndicats et l'administration.

Tables rondes et grève de février aidant, diverses mesures ont été rapidement adoptées : l'augmentation de 15 % des primes, s'ajoute la création de vingt emplois. Ce chiffre peut sembler modeste mais il fait que la Météorologie nationale, avec la recherche et l'éducation nationale, est la seule administration publique où le nombre d'emplois ne diminue plus et même augmente. Sont venues aussi des promotions surannées qui compensent un peu le blocage des carrières dû à une pyramide des âges regrettable.

Pour les statuts, difficiles à modifier parce qu'ils s'insèrent dans les grilles de la fonction publique, et pour d'autres problèmes, M. Michel Delebarre, ministre des transports, a demandé à M. André Lebeau, directeur de la Météorologie nationale, de préparer un rapport à lui remettre à la fin de mai 1989. C'est ce

rapport qui a déclenché la grève actuelle sans que, s'étonne M. Lebeau, les syndicats aient cherché une discussion quelconque préalablement au dépôt du préavis.

Pour les statuts, le rapport ne propose pas d'augmentation pour les débuts et fins de carrière. Mais il prévoit une progression plus rapide des débuts de carrière compensée par une progression plus lente des fins de carrière. Le rapport propose aussi de créer un « service de sécurité » (appelé par les syndicats « service minimum »). Dans l'esprit de M. Lebeau, le « service de sécurité » est destiné à « préserver les personnes et les biens » et il ne concernerait qu'une très faible partie du personnel.

L'interprétation des syndicats est fondamentalement différente. Pour eux, le « service minimum » suppose le maintien permanent des moyens de veille, d'alerte, d'observations, de transmissions, de calcul, de prévisions, si bien que 80 % des capacités de la Météorologie nationale devraient être maintenues.

### Le « budget annexe »

Vient enfin la question du « budget annexe ». Au lieu des 5 % que les fonds propres représentent actuellement dans le budget annuel de 800 millions de francs de la Météorologie nationale, la direction voudrait arriver à une part de 20 % à 30 %. Ce qui équivaut à l'Etat, selon les syndicats, d'augmenter la dotation.

Pour M. Lebeau, la question se présente tout à fait différemment. La Météorologie nationale va être soumise de plus en plus à la compétition internationale, à celle, notamment, des services météorologiques

britanniques qui s'autofinancent à 40 %. Le « budget annexe » devrait donc permettre de faire face à cette compétition d'autant mieux qu'il sera en accroissement. La création d'un « budget annexe », fait remarquer M. Lebeau, assouplirait la gestion et permettrait à la Météorologie nationale d'encadrer, comme le fait la direction générale des télécommunications, les produits de ses activités qui, elles, sont en croissance constante.

Les personnels de la Météorologie nationale souffrent aussi du fait que leur travail, de plus en plus technique, de plus en plus lourd (ce que la direction ne conteste pas), n'est pas apprécié, pour ne pas dire totalement méconnu, du grand public. Les Français, dans leur ensemble, ignorent effectivement tout de la complexité de la dynamique de l'atmosphère. Chacun d'entre eux considère que les prévisions ne concernent que lui, alors qu'elles intéressent des régions plus ou moins grandes.

Peut-être la Météorologie nationale ne fait-elle pas assez savoir ce qu'elle fait, avec les moyens techniques et les ailes inhérents aux bizarreries imprévisibles de la dynamique de l'atmosphère. Elle ne fait pas non plus savoir que d'importants progrès dans la compréhension de l'atmosphère et dans les prévisions ont été réalisés grâce aux satellites et aux gros ordinateurs. Mais elle n'est pas aidée. D'une part, les chaînes de télévision ne diffusent pratiquement jamais d'émissions scientifiques ou de genre de publicisme pourrait être expliqué. D'autre part, les programmes scolaires ne préparent guère à comprendre les lois et les caprices de la météorologie.

YVONNE REBEYROL.

La grève dans les crèches parisiennes

## Les grands-parents sur le pont

Les personnels des crèches parisiennes (puéricultrices, auxiliaires de puériculture, éducatrices, agents de services et quelques directrices) ont reconquis leur grève pour la journée de mercredi 21 juin. Selon l'intersyndicale (CFDT, FO, CGT, CFTE et autonomes), le mouvement touche plus de la moitié des trois mille employés des crèches, haltes-garderies, et jardins d'enfants de la capitale. Selon la mairie de Paris, la grève ne concerne que 47 % des effectifs : cinquante-cinq crèches et douze haltes-garderies sont complètement fermées, quatre-vingt-une crèches sont partiellement affectées et soixante-quatorze crèches et dix-huit haltes-garderies fonctionnent normalement.

Qu'en ne s'étonne pas si le taux de réussite des étudiantes étrangères s'abaisse légèrement dans les universités parisiennes : les filles au pair sont très sollicitées en cette période d'examen... par la grève dans les crèches municipales. « J'ai dû garder les enfants, je n'ai pu aller en cours », déclare cette belle brune au français hésitant, qui se contente habituellement de veiller sur deux petits garçons à leur retour de la crèche. « L'une de mes amies est dans le même cas », poursuit-elle. Et une autre de ses camarades a dû « sauter un cours ». C'est sans graves conséquences jusqu'ici, mais si la grève continue, « cela deviendra embêtant ».

Engager une baby-sitter, c'est l'une des principales solutions choisies par les parents qui travaillent et qui ont déjà recours à leur services en soirée ou pendant les vacances.

Certains cherchent à mettre sur pied des formules collectives. « Si le mouvement se durcit, on pourra s'arranger avec plusieurs mamans pour prendre une garde d'enfants en commun, puisque la directrice nous prévient de la grève deux jours à l'avance. Cela se fait déjà dans certains quartiers ». La crèche pirate, pourquoi pas ?

### Congés forcés

De nombreux parents font appel à une voisine accueillante. « Ma concierge est très sympa. C'est souvent une nourrice qui le prend d'habitude », pendant les vacances notamment.

Si la « nounou » n'est pas disponible en permanence, il faut faire appel à la famille. Cousines, belles-sœurs, grands-parents sont embourbés. « Je prends la petite sur un coup de fil, raconte une grand-mère encore jeune, puisque j'habite dans le même quartier que mes enfants ».

Mais le soulagement des parents risque d'être de courte durée quand les grands-parents, trop âgés, « ne sont pas très bien » ou... ont trop de petits-enfants. « Ma belle-sœur a aussi un bébé dans une crèche en grève, explique une jeune femme. Le grand-père partage donc son temps entre nos enfants ». C'est pourquoi la jeune mère est obligée de prendre des congés. « Mais quand on aura épuisé les jours dont on dispose pour s'occuper des enfants, explique son mari, il faudra prendre sur nos vacances », comme le font déjà de nombreux parents qui travaillent dans des entreprises moins souples.

C'est dit sans aigreur par des parents qui comprennent bien les

revendications des grévistes — s'ils ne les appuient pas. « Elles s'occupent très bien des enfants ». « Leur mouvement paraît logique », disent-ils — avec quelques réserves parfois. « Je ne veux pas casser leur mouvement, car elles ont raison. Mais elles pourraient prévenir de sa durée afin qu'on puisse prendre nos dispositions », estime une mère, d'accord comme les autres pour décaler les jours de grève sur le prochain congé qu'elle signera à la crèche.

Pour faire face au conflit, les familles devront faire preuve d'imagination. « Je suis enseignante et j'ai emmené une fois ma fille en cours. Son père a pris des congés, son grand-père l'a gardée, témoigne une maman. Si cela continue, je demande un congé maladie à un médecin complaisant et je fais une action à la mairie pour soutenir le personnel des crèches ».

C. L. C.

## RELIGIONS

● VATICAN : la succession de Mgr Marchisiani. — Pour succéder à Mgr Paul Marchisiani, ancien président de l'Institut pour les cultures de la religion (IOR), touché par le scandale du Banco Ambrosiano, le Vatican a annoncé, mardi 20 juin, la nomination de son ancien adjoint, Mgr Donato Di Stefano, italien de cinquante-neuf ans. Mais les voix de ce nouveau secrétaire d'Etat de l'IOR ont été réduites, au profit d'une commission de cinq cardinaux et d'un conseil d'administration comprenant cinq spécialistes catholiques de la finance : Mgr. Philippe de Vico, vice-président de Nestlé, Thomas Macleod, industriel américain, Theodor Fritzsche, avocat allemand, Angelo Calisto et José Sanchez Aslan, banquiers italien et basque.

## DÉFENSE

## A Metz, l'état-major du 1<sup>er</sup> corps d'armée sera dissous

Devant les membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé, mardi soir 20 juin, son intention d'organiser, désormais, l'armée de terre française autour de deux corps d'armée, au lieu des trois corps d'armée actuels, comme le Monde l'avait annoncé dans ses éditions du 21 avril.

Ainsi disparaît l'état-major du 1<sup>er</sup> corps d'armée installé à Metz. En revanche, le PC de la 1<sup>re</sup> armée qui avait autorisé en temps de guerre sur les trois corps, est déplacé de Strasbourg à Metz pour devenir, aux côtés de l'état-major de la force aérienne tactique (FATAC) avec lequel il devra opérer en collaboration, « la poignée de commandement » qui aura pleine responsabilité opérationnelle sur les forces de manœuvre en temps de paix.

M. Chevènement a donné toutes ces précisions sur ce qu'il a appelé le concept d'armée 2000 au cours d'une séance de la commission de la défense partiellement et exceptionnellement ouverte à la presse. Lorsque les députés ont posé des ques-

tions après l'exposé ministériel, la presse a été exclue. De cette deuxième partie de la séance il ressort principalement que cette réorganisation devrait permettre de réduire les effectifs de 7 000 postes, compte tenu de la création des emplois liés à la division de missiles Hadès.

### Trois zones de défense

A ce jour, l'armée française compte trois corps d'armée d'inégale importance, outre la Force d'action rapide (FAR) dont le commandement est installé en région parisienne. Avec le 2<sup>e</sup> corps d'armée (42 000 hommes en Allemagne fédérale) et le 3<sup>e</sup> corps d'armée (30 000 hommes dans le Nord, avec un PC transféré en 1984 à Lille), le 1<sup>er</sup> corps d'armée à Metz comprend 33 000 hommes répartis en deux divisions blindées, une division d'infanterie et d'une division composée à partir de l'école d'infanterie de Montpellier.

« L'existence de trois corps d'armée », a expliqué M. Chevènement

aux députés, n'est une bonne chose pour la manœuvre qu'autant qu'il est possible de disposer d'un volume de forces adapté à cette organisation. Or la dimensionnement de notre corps de manœuvre et sa finalité dans notre stratégie de défense n'impliquent pas nécessairement, aujourd'hui, un tel dispositif ».

Cette considération justifie la décision du ministre de la défense de dissoudre le corps d'armée de Metz, avec certains de ses éléments organiques. « L'essentiel de ses moyens », a ajouté M. Chevènement, sera réparti à l'intérieur du corps de manœuvre, restant, de façon que « deux corps d'armée plus complets seront davantage prêts à agir en cas de crise en Europe sur les deux directions stratégiques Est et Nord-Est », ou sur une seule.

Dans un souci d'efficacité opérationnelle, il a paru opportun, par ailleurs, de rapprocher l'état-major de la 1<sup>re</sup> armée de celui de la FATAC, qui réunit les escadrons d'avions d'attaque Mirage-III, Jaguar et Mirage-2000, y compris dans leurs versions nucléaires préstratégiques.

« En conséquence », a dit M. Chevènement, l'état-major de la 1<sup>re</sup> armée sera transféré de Strasbourg à Metz, près de celui de la FATAC et à proximité de son PC du temps de guerre, qu'elle rejoindra en temps de crise », à Rocheville (Moselle).

Le ministre de la défense a, en outre, décidé d'harmoniser le découpage territorial des trois armées (six régions militaires pour l'armée de terre, six régions de gendarmerie, trois régions maritimes et quatre régions aériennes) autour de trois grandes zones de défense, dont les PC n'ont pas encore été déterminés.

La première zone couvrira le Nord-Nord-Est et sera orientée vers la manœuvre interarmées en Centre-Europe. La seconde zone couvrira l'ensemble de la façade méditerranéenne et le sillon rhodanien, pour s'occuper en priorité de risques de déstabilisation au sud de l'Europe. La troisième zone de défense, qui couvrira la façade atlantique et la région parisienne, devrait être principalement tournée vers la préservation de la liberté des approvisionnements océaniques, de la sûreté des mouvements des sous-marins nucléaires lance-missiles.

## Des retards et des réductions dans les programmes nucléaires

Devant les députés de la commission de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement a évoqué les conséquences de la nouvelle programmation militaire 1990-1993 sur l'état des forces et, en particulier, sur les systèmes d'armes nucléaires.

Le ministre de la défense a admis que le calendrier précis de mise en service du premier sous-marin nucléaire lance-engins de nouvelle génération (SNLE-NG), de la classe du Triomphant, devra être ajusté par rapport aux prévisions initiales et pour tenir compte des contraintes industrielles de l'arsenal de Cherbourg, à savoir un retard possible de six mois par rapport à la date annoncée de 1994.

De même, M. Chevènement a confirmé que le nombre des escadrons de Mirage-2000-N (susceptibles de tirer un missile air-sol à moyenne portée et à tête thermonucléaire) diminuera, pour revenir de cinq actuellement (soit, au total, soixante-quatre avions) à trois (quarante-cinq appareils).

Enfin, le ministre de la défense a annoncé que « des aménagements seront opérés » dans les forces sous-marines. « Un décalage dans la construction des septième et huitième sous-marins nucléaires d'attaque est actuellement étudié. » Il s'agit de sous-marins lance-torpilles et lance-missiles à changement de milieu, de la classe de l'Améthyste.

● M. Pierre Dabiez nouveau président de la Fondation pour les études de défense nationale.

Succédant à l'amiral Pierre Lacoste, parvenu à la fin de son mandat de trois ans, M. Pierre Dabiez a été élu, lundi soir 19 juin, à la présidence de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), un institut chargé d'animer et de promouvoir la recherche en matière stratégique.

[Agé de soixante-quatre ans et ancien officier de carrière, notamment en Indochine et en Algérie, puis au cabinet de M. Pierre Messmer, ministre des armées, où il est chargé de la lutte contre l'organisation armée secrète (OAS) qui s'oppose à la politique du général de Gaulle, M. Pierre Dabiez est agrégé de droit public. Il enseigne à la Sorbonne avant d'être nommé ambassadeur au Gabon de 1982 à 1986. Au début de cette année, il a été chargé d'une réflexion sur la réorganisation des études dans les écoles militaires, notamment à Saint-Cyr.]

## ESPACE

● Un satellite indien endommagé. — Un satellite indien de télécommunications Indusat-1D a été endommagé sur le pas de tir de Cap Canaveral, par le crochet de la grue qui venait de le déposer au sommet d'une fusée Delta. Cet accident, annoncé mardi 20 juin par des responsables de McDonnell-Douglas Space System Co, constructeur et exploitant de la fusée, retarde de plusieurs mois au moins le premier lancement commercial que devait effectuer cette société privée. L'un des trois concurrents américains potentiels de la compagnie européenne ArianeSpace.

Renseignements publicités  
Le Monde  
AFFAIRES  
Tél. : 46-55-81-82  
poste 4160 ou 4107

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !



POUR VOS CORRIGÉS  
TAPEZ  
36.15 LMBAC  
36.15 EDUC

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT ⇒ BREVET

- Philosophie
- Français (élèves en 1<sup>re</sup>)
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes
- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le Monde

Le service des corrigés vous est proposé par :





## Société

### JUSTICE

Après l'agression commise contre un surveillant-chef de la centrale de Clairvaux

## Une enquête de l'administration pénitentiaire sur des représailles exercées à l'encontre des détenus

Une mission d'inspection de l'administration pénitentiaire a été envoyée par le ministère de la justice à la centrale de Clairvaux (Aube) à la suite de vifs incidents qui se seraient produits entre surveillants et détenus. Après l'agression, le 12 juin, à l'arme blanche et à la barre de fer, dont fut victime un surveillant-chef, huit détenus auraient été « passés à tabac » par une trentaine de surveillants. L'administration reconnaît la réalité des « débordements » de certains surveillants.

Il peut faire chaud un dimanche de juin dans une maison centrale où sont incarcérés les détenus condamnés à de longues peines. Aussi les prisonniers ont-ils pour échoir leur soif, le droit d'utiliser des bouteilles thermos. Le tort de Stéphane Métyer, vingt-trois ans, détenu à l'âge de dix-sept ans, a été, contrairement au règlement intérieur, d'y mettre de la bière. Dimanche 11 juin, lorsque des surveillants s'en aperçurent, celui que certains prisonniers appellent « le petit » est envoyé au militaire, le quartier disciplinaire. « Il ne voulait pas y aller, il s'est défendu, on l'a entendu crier », raconte la femme d'un détenu.

Le lendemain, les prisonniers pensant à tort ou à raison qu'on avait frappé leur compagnon, ripostent. C'est l'heure de la promenade et de la séance de sport. Plus de quatre-vingts détenus se trouvent dans la cour qui jouxte la salle de muscu-

lation lorsque au cours d'une ronde de routine, le surveillant-chef Decaux entre sur le terrain de sport. C'est immédiatement l'agression : un détenu sort une barre de fer dissimulée dans sa manche, vraisemblablement dérobée parmi le matériel de musculation, et un autre une « lame » bricolée. Visé au cœur, le surveillant s'écroule. Il a malgré tout la chance qu'une côte bloque le passage de l'arme.

L'alerte est donnée, alors que deux autres surveillants protègent leur collègue à terre. Pendant quelques heures, les détenus refusent de regagner leurs cellules. Dès l'arrivée des forces de l'ordre, ils finissent, sans heurt, par y céder, en deux vagues successives. Qu'en pense-t-il alors ? Huit détenus, considérés comme des meneurs, sont aussitôt condamnés à quarante-cinq jours de « cachot ». Selon les familles de plusieurs détenus, ces huit prisonniers sont acheminés au quartier disciplinaire, passant entre une « haie d'hommes » composée d'une trentaine de surveillants qui auraient fait pleuvoir coups de poings et de matraques sur les huit hommes, vêtements déchirés, bientôt nus, fouillés à corps. L'un des punis, mains derrière le dos, aurait été jeté du haut d'un escalier, après qu'on aurait pris la précaution de lui retirer ses lunettes, un autre aurait eu droit à une fouille rectale au moyen d'une clef. Le passage à tabac collectif se serait poursuivi à l'intérieur des cellules individuelles du quartier disciplinaire.

Comment faire la part de l'exagération, de la rumeur, de l'iniquité

des familles de ces détenus pas tout à fait comme les autres que sont les « longues peines » de Clairvaux, une prison considérée comme dure, et où le souvenir de l'affaire Buffet-Bontemps, deux détenus condamnés à mort et exécutés en 1972, pour avoir tué en 1971 une infirmière et un surveillant au cours d'une prise d'otages, est toujours vivace ? M<sup>me</sup> Lucienne Mutterer, à l'origine présidente de l'Association des parents des détenus des Baumettes, a pu voir son fils, Jean Pitalague, détenu actuellement à Clairvaux, quelques jours après ces « incidents ». Il lui a montré les trois points de suture qu'il porte près de l'aine. Conséquence de la chute dans l'escalier ? Coups de pieds ? Elle n'en sait rien. D'autres détenus auraient des traces de coups très visibles.

### Des débordements

Déjà, au mois de mars dernier, M<sup>me</sup> Mutterer était intervenue auprès du ministre de la justice pour dénoncer les mauvais traitements dont les détenus seraient l'objet au militaire. Un premier rapport d'inspection concluait qu'il n'y avait rien d'anormal, que les placements étaient réglementaires. Une deuxième mission d'inspection a été diligentée après les incidents du 12 juin. Ses conclusions ne sont pas encore connues.

Mais l'administration reconnaît qu'il y a eu des « débordements » : jusqu'où sont-ils allés, et quelles sanctions entraîneront-ils ? L'administration, selon un responsable syndical, qui ne parle lui que de « bas-

tonnades », est prise « entre le fer et le feu ». Les surveillants, alors que l'un des leurs a été violemment agressé, prendraient très mal d'éventuelles sanctions. « Ce n'est pas de l'intérêt de personne de déclencher un coup de colère en ce moment, alors que le cap du 14 juillet, chacun le sait, sera très difficile à passer. » Mais il faudra bien déterminer ce qui s'est exactement passé et en tirer les conséquences, faute de quoi c'est du côté des détenus que la réaction risque d'être vive.

Il n'est pas exclu qu'une enquête judiciaire prenne le relais de l'enquête administrative. Les réactions des familles des détenus, qualifiées de « fluctuations » ou de « folies », dans certains milieux pénitentiaires, ont forcément une part de réalité. Certaines familles estiment que les prisonniers sont « en danger » à Clairvaux et ont demandé leur transfert dans d'autres établissements pénitentiaires. « Le directeur m'a donné sa parole qu'on ne frapperait plus, dit M<sup>me</sup> Mutterer, ce qui veut bien dire qu'il reconnaît qu'on a frappé. »

Le directeur de Clairvaux, M. Bruno Haunon, qui doit prochainement être nommé à Nanterre, et que nous avons joint au téléphone, confirme que des détenus portent des ecchymoses. A quel moment ont-ils été frappés ? « Les détenus ont été escortés par les forces de l'ordre. Les coups ont aussi pu être portés dans la cour, pendant la bagarre. » La responsabilité directe des surveillants ? Le directeur de Clairvaux préfère ne pas en parler.

AGATHE LOGEART.

Les graves incidents de La Motte-du-Caire

## La protestation du barreau de Paris

Les protestations contre le comportement des personnes qui agressèrent, le 16 juin, les défenseurs des inculpés du meurtre de la petite Céline Jordan lors de la tentative de reconstruction de ce crime se multiplient. Le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, le barreau de Lyon ont joint leurs voix à celle du bâtonnier du barreau de Marseille pour demander une fois encore que soient respectés les droits de la défense.

De leur côté, cent cinquante avocats du barreau de Paris conduits par M<sup>re</sup> Philippe Lafarge, bâtonnier en exercice, ont reçu le soutien de M<sup>re</sup> le premier président de la cour de Paris et du procureur général près cette juridiction.

Faut-il des incidents comme celui du 16 juin à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence), où deux avocats ont été molestés, pour que la justice en arrive, enfin, à s'interroger sur sa crédibilité ?

Pour soutenir M<sup>re</sup> Henri Leclerc, sa collaboratrice Muriel Brouquet et M<sup>re</sup> Henri Juramy, agressés lors de la reconstruction du meurtre de Céline Jordan à La Motte-du-Caire, uniquement parce qu'ils sont les défenseurs de deux hommes inculpés de ce meurtre (le Monde daté 18-19 juin), près de deux cents avocats se sont réunis, mardi 20 juin, dans la salle de la première chambre de la cour d'appel de Paris.

La protestation, qui se voulait solennelle, s'est donc déroulée au cours d'une audience où le box des accusés était occupé par... la justice elle-même. Elle conservera, pour la circonstance, sa raideur habituelle, et c'est dans une forme protocolaire que le bâtonnier Philippe Lafarge prononcera le réquisitoire : « L'acte qui courait l'avocat est, en fait, le symptôme d'une défaillance de l'institution judiciaire tout entière », a soutenu le bâtonnier, avant d'ajouter : « L'absence de respect, que l'on constate à certaines occasions, comme celle de La Motte-du-Caire, est malheureusement dépendante d'un problème

général. Il faut que l'Etat prenne conscience du rôle préminent de la justice et assure les moyens de son exercice. »

Le procureur général Pierre Truche s'est surtout attaché à défendre le rôle de l'avocat, en déclarant : « Il est indispensable qu'un juge d'instruction puisse effectuer tous les actes qu'il estime nécessaires à la manifestation de la vérité, sous le contrôle et en présence de l'avocat, même lorsqu'il est implétable. »

M<sup>re</sup> Myriam Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris, a fait part aux avocats de l'émotion de la cour, avant de leur dire : « Si la justice doit passer, elle doit s'exercer selon les voies légales, sinon, c'est la porte ouverte à tous les arbitraires ; je dirais même entourez-la à la barbarie. »

A force de se draper dans un certain archaïsme, la justice rend parfois des décisions qui étonnent les uns, révoltent les autres et plongent chacun dans l'incompréhension. Aussi, M<sup>re</sup> Ezratty a-t-elle rejoint les préoccupations du barreau pour estimer que cet incident devait devenir « un objet de réflexion sur les explications qu'il faut donner sur le fonctionnement de notre système judiciaire. »

MAURICE PEYROT.

### ÉDUCATION

Une course de vitesse entre la technologie et le règlement

## Les calculatrices aux examens

Elle est révoquée. Candidats au concours d'entrée de Polytechnique, elle s'estime lésée. « Cette année, les calculatrices n'ont pas été contrôlées au début de l'épreuve, dit-elle. Or des candidats avaient enregistré toutes les formes de maths et de physique. » Lui est scandalisé. Pour la raison inverse. Candidat à l'ESLSCA, une école de gestion privée dont le diplôme est reconnu par l'Etat, il raconte qu'un surveillant d'épreuve a voulu contrôler sa calculatrice et l'a obligé à vider sa mémoire.

A Polytechnique, la réponse est nette : « Nos règles sont claires. Toutes les calculatrices sont admises au concours, sauf celles qui peuvent recevoir des données supplémentaires comme des logiciels enfichables ou des imprimantes », explique M. Maurice Bernard, directeur de l'enseignement. Au contraire, les responsables de l'ESLSCA avaient donné comme instruction aux surveillants de « vérifier et vider » les mémoires, qu'ils considéraient — contrairement au règlement officiel — comme des annexes.

Apparemment, l'utilisation des calculatrices électroniques pendant les épreuves des examens et concours demeure un sujet de controverse, bien que, depuis trois ans, une circulaire ministérielle (numéro 86-228 du 28 juillet 1986) autorise l'usage de « toutes les calculatrices de poche, y compris les calculatrices programmables et alpha-numériques ». « Les surveillants ne sont pas autorisés à vider les mémoires des calculatrices », confirme M<sup>re</sup> Gargan, du service de la réglementation du baccalauréat au ministère, en soulignant la difficulté qu'il y aurait à le faire, la plupart des programmes pouvant être codés.

### Dix pages en mémoire

Les candidats au baccalauréat affronteront donc les épreuves de mathématiques et de physique munis de ce précieux accessoire. « Venez sans sa calculatrice, c'est comme se présenter sans son stylo », dit M. Jean-Louis Ouaert, inspecteur général de mathématiques.

Le texte de 1986 demande toutefois aux auteurs de sujets de « décider, pour chacune des épreuves, si l'usage de l'ensemble des instruments de calcul est autorisé ou non. Ce point doit être précisé en tête des sujets. »

Certes, plus d'un candidat a souri, la semaine dernière, en découvrant que l'usage de la cal-

culatrice était interdit pour l'épreuve de philosophie. Mais il en sera de même pour l'histoire-géographie, car une calculatrice n'a pas seulement la mémoire des chiffres ; elle peut stocker tout un discours de citations et d'événements. Pour les matières scientifiques, les calculatrices sont généralement admises. Cependant, le texte officiel ne règle pas tout.

La « course aux armements » est en effet permanente entre la technologie, les candidats et les auteurs des sujets. Et la réglementation, bien que des libéraux prend du retard. L'une des rares restrictions porte sur la dimension des matériels : 21 cm sur 15 cm au maximum. Or on trouve aujourd'hui sur le marché de véritables micro-ordinateurs de taille inférieure. Ces calculatrices, dites « super-programmables », peuvent garder en mémoire jusqu'à l'équivalent de dix pages dactylographiées. Elles coûtent entre 800 et 1 000 F, alors que les programmables normalement conçues en terminale valent de 200 à 300 F.

« Il est hors de question de revenir à la plume d'oie, mais si le règlement reste trop flou, il y a un risque de discrimination sociale et un effet de triche », reconnaît M. Ouaert. Il faut évoluer vers des sujets de réflexion. L'évolution a déjà lieu, par la force des choses. Il y a quelques années, par exemple, la représentation graphique d'une fonction était une épreuve classique du bac. Désormais, les calculatrices graphiques mises sur le marché entre 900 et 1 200 F s'en chargent toutes seules. Un tracé de courbe ne vaut plus que quelques points ; il peut même être fourni dans l'énoncé et ne servir que de base de travail. De même, des « solveurs d'équation » viennent de faire leur apparition : sur ces calculatrices d'un nouveau type, disponibles entre 1 300 et 1 600 F, les équations sont déjà programmées. Il ne reste plus au candidat qu'à introduire la valeur des variables. En toute légalité.

En attendant une éventuelle actualisation des textes réglementaires, l'imagination est au pouvoir chez les auteurs de sujets. Les connaissances de base doivent être considérées comme acquises, et éventuellement fournies avec les énoncés, pour ne pas pénaliser ceux qui n'auraient pas pu investir dans du matériel sophistiqué.

J.-J. BOZONNET.



dés mamman c'était quoi les champs-élysées?

Les Champs-Élysées sont la plus belle avenue du monde. De tout le monde. Il dépend de chacun de nous qu'ils le restent.

ASSOCIATION REMONTONS LES CHAMPS-ÉLYSÉES pour la sauvegarde Culturelle de Paris

مكتبة الأمل



## Culture

## Rénovations à Paris

## Le grand nettoyage d'été

Avant l'arrivée des chefs des principaux Etats industrialisés à Paris et des foules venues fêter le Bicentenaire, on en profite pour faire un nettoyage général, souvent spectaculaire, de quelques grands monuments de la capitale ou d'œuvres non moins considérables, comme les Noces de Cana, de Paul Veronese, au Louvre.

C'est Fantomas qui a dérobé l'or du dôme des Invalides. C'est du moins ce qu'affirment Alain Souvret et Robert Demos. Il y a dix mois encore, la couverture du chef-d'œuvre de Jules Kluksin-Marmat n'aurait pas été l'œuvre d'un peintre, mais d'un gris et du gris sale. Sa métamorphose est aujourd'hui complète. Ses ornements brillent sous le soleil, avec un éclat un peu vif que le temps ternira vite. Il n'a fallu qu'une dizaine de mois et 12 kilos d'or fin — le butin de Fantomas est décidément maigre — pour que le dôme retrouve sa fraîcheur. C'est sa cinquième opération de dorure depuis celle de l'année 1915. La dernière, entreprise en 1937, n'a tenu que quelques années. Et Fantomas n'est pour rien dans l'affaire : des vers appliqués sur les feuilles d'or auraient causé la dégradation accélérée de la couverture.

Ce programme de restauration a été financé grâce à des crédits exceptionnels. On a profité de cette manne pour remplacer les quatre statues en plomb qui ornaient la lanterne de l'église. La Foi, l'Espérance, la Charité et la Religion, œuvres de Flamen, Coustou, Garnier et Bourdy, qui menaçaient ruine à la veille de la Révolution, avaient été abattues en 1793. Pour les remplacer, les sculpteurs Fancelli et Bover ont pris comme modèles leurs homologues qui couronnaient la sacristie de la chapelle royale de Versailles. Une grue géante les a mises en place en présence de deux ministres, Jack Lang et Jean-Pierre Chevènement, et d'un secrétaire d'Etat, Emile Biassini. La culture, les armées et les grands travaux ayant chacun participé au financement de cette réhabilitation qui comprend, en outre, la restauration de l'angle nord-est de l'hôtel des Invalides. La totalité des travaux — coût 50 millions de francs — sera achevée pour le 14 juillet.

A l'approche de la date fatidique, Paris veut endosser des habits neufs.

● **Semaine de la liberté à Toulouse.** — Le conseil général de Haute-Garonne (un département particulièrement actif dans la célébration du Bicentenaire) organise, du 22 au 27 juin à Toulouse une Semaine de la liberté. Au menu : reconstitutions historiques, expositions prospectives sur les conditions de vie de l'homme à l'horizon 2089, représentations théâtrales et films. Le Monde sera présent sur un stand où l'on pourra se procurer notamment tous les numéros parus du Monde de la Révolution française.

## Mort du facteur de clavecins Hubert Bédard

Le facteur de clavecins Hubert Bédard est mort le 16 juin, à son domicile de Brignoles (Var), d'une hémorragie interne. Il était âgé de cinquante-cinq ans. Son confrère et ami Reinhard von Nagel dit ici l'importance de son œuvre.

L'action de ce Canadien, qui s'était fixé en France en 1967, fut déterminante pour le renouveau de la facture dans notre pays. Son atelier, à Boulogne d'abord, au château de Maintenon plus tard, accueillit d'innombrables chercheurs, artisans et simples curieux, qui y abordèrent leur soit de savoir. Plus d'une vocation naquit chez lui.

Ami et confident d'un grand nombre de clavecinistes, ses recherches intéressèrent toute la jeune génération, et Scott Ross, qui vient de mourir, trouva refuge, travail et instruments auprès de Bédard. En plus de ses propres clavecins de facture historique, il en restaura plus de soixante, appartenant à des collections prestigieuses.

REINHARD VON NAGEL

[Hubert Bédard était né à Ottawa le 28 décembre 1933 ; musicien dès

Le Génie de la Bastille est redoré, de l'aile au talon. Le salon des maréchaux du ministère de la culture a retrouvé ses volumes et sa somptueuse décoration. L'Arc de triomphe de l'Étoile, lavé de frais, sera présenté au président de la République, le mercredi 21, dans la soirée, tandis que six portes, nouvelles autant qu'éphémères, lui répondront dans le jardin des Tuileries. Un double feu d'artifice sera tiré pour l'occasion. L'austère Conciergerie a voulu, elle aussi, profiter de la commémoration, qui tourne rapidement à l'air. La Caisse nationale des monuments historiques désirait améliorer la présentation de la vieille prison, Bicentenaire oblige. Celle-ci accueillit toutes les personnes appelées à comparaître devant le tribunal révolutionnaire qui siégeait au Palais de justice voisin.

## Le cachot de la reine

Près de 3 000 condamnés y passèrent leur dernière nuit, et parmi eux, les girondins, M<sup>rs</sup> Roland, Charlotte Corday, Danton, Marie-Antoinette, Lavoisier, André Chénier et sans doute Robespierre. Celui-ci, venant de l'hôtel de Ville, la mâchoire fracassée d'un coup de pistolet, aurait occupé quelques heures un appartement à proximité de l'ancienne cellule de Marie-Antoinette, avant d'être supplicié, place de la Nation. Aucun document ne prouve ce rapide passage. Rien ne permet de localiser le lieu exact de sa courte détention. Qui suffit à mettre le feu aux poudres.

En restaurant le cachot de Marie-Antoinette, les Monuments historiques auraient fait disparaître (volontairement ?) la cellule attenant, celle où l'Incorruptible passa ses derniers moments. L'Association pour Robespierre et les Etudes robespierristes réagissent vivement. Les travaux furent interrompus. Un jury d'honneur, présidé par Michel Vovelle fut nommé. Les passions s'apaisèrent après beaucoup de palabres, la pose d'une plaque rappelant le séjour du conventionnel et l'installation de son buste.

Le plus curieux de l'affaire c'est que l'authentique cachot de la reine n'existe pas lui non plus. Sous la Restauration, à la demande de son beau-frère, Louis XVIII, il disparut, transformé en chapelle expiatoire. Le décor d'origine a été remplacé par des parements de faux marbre noir et blanc, deux murs ont été percés, la fenêtre agrandie et un vitrail posé. Le mobilier a été changé et de touchants tableaux, peints vers 1820, racontent ses derniers moments. Seul le sol de brique est d'origine. Pour l'administration des Monuments historiques, il n'était pas question de toucher à cette chapelle. Sa doctrine en la matière est fixée depuis longtemps : « un monument doit être maintenu ou restauré dans son dernier état historiquement significatif ».

Le dernier état, c'est ici celui de la Restauration.

Néanmoins pour sacrifier à la sacro-sainte tradition, un « cachot de Marie-Antoinette », tel qu'on peut l'imaginer d'après les documents, il avait fait trois années de médecine avant d'étudier l'orgue et le clavecin avec Bernard Lagacé et Kenneth Gilbert à Montréal, puis Anton Heiller et Eta Harich-Schneider à Vienne, enfin Gustav Leonhardt à Amsterdam. Il travailla la facture dans l'atelier de Frank Hubbard à Boston (dans le tradit et mit à jour l'ouvrage monumental, *Trois siècles de facture*) et fut appelé par M<sup>rs</sup> de Chambure, en 1967, à prendre la direction de l'atelier de restauration du musée instrumental au Conservatoire de Paris.]

● **Mort du chef d'orchestre Johannes Winkler.** — Le chef d'orchestre Johannes Winkler, directeur musical de l'Opéra de Leipzig, qui avait également travaillé à Berlin, Est, Dresde, Francfort, Düsseldorf, a été tué dans un accident de voiture. Il était âgé de quarante-cinq ans.

● **L'opération Galerie céleste annulée.** — Le vernissage de la Galerie céleste qui devait avoir lieu mercredi 21 juin en-dessous de Paris a été annulé pour des raisons techniques. Le ballon dirigeable ne survolera donc pas Paris avec deux gigantesques toiles d'Erik Boulatov et de Keith Haring sur ses flancs (lire le Monde du 21 juin). L'opération a été reportée sine die.

ments de l'époque, a été aménagé dans une cellule voisine.

Mais la rénovation va plus loin que la reconstitution de telle ou telle « relique ». A parcourir la Conciergerie rénovée, les visiteurs auront une idée des conditions de détention des prisonniers pendant la période révolutionnaire. Depuis le grêle où les détenus dormaient leurs noms jusqu'à la chapelle où les Girondins passèrent leur dernière nuit (encore une légende ?) en passant par les cellules aujourd'hui peuplées de mannequins. Les visiteurs n'auront là qu'un aperçu de la vieille prison : celle-ci, qui fonctionna sans interruption du quatorzième siècle à la veille de la première guerre mondiale, était plus vaste. Elle est aujourd'hui occupée par l'identité judiciaire et diffère de l'actuel Palais de justice. Un aménagement futur permettra aux visiteurs de passer directement de ces cellules-basses-fosse aux luminaires vitraux de la Sainte-Chapelle.

Rénovation spectacle, encore. Mais au Musée du Louvre. Les Noces de Cana, l'œuvre monumentale de Paul Veronese, a beau, elle aussi, de sa taille (6,60 x 9,90 m) ne faciliter guère ses déplacements — et en public. Cette restauration en direct, qui durera trente mois et qui est entièrement financée par une société privée (ICI France versera 3 millions de francs), permettra aux visiteurs de comprendre les exigences techniques et scientifiques d'une telle intervention. A voir entre deux célébrations du Bicentenaire.

ENMANUEL DE ROUX.

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Le gouvernement et les constructeurs lancent une campagne de sensibilisation des conducteurs

Le gouvernement ne relâche pas son effort en matière de sécurité routière. Le premier ministre l'a dit, le 20 juin, au journal télévisé de TF1 : « Il faut arrêter le massacre et aller vers une conduite paisible. » M. Michel Delebarre, ministre de l'Équipement, l'a rappelé : « L'amélioration de la sécurité sur nos routes passe par la transformation d'un certain nombre de comportements. » M. Joxe, ministre de l'Intérieur, a confirmé que les mesures éditoriales s'ajoutent à un accent légèrement répressif. Enfin, M. Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, en a appelé à la responsabilité de chacun : « Ce que nous voudrions, c'est que moins solitaire et plus solidaire, chaque conducteur redécouvre le sens du mot fraternité ».

Pour faire advenir cette conduite « apaisée », le gouvernement ne se contente pas de plaquer, cet été, ses préfectures, ses policiers et ses gendarmes sur le bord des routes avec mission de sévir contre les automobilistes dangereux. Il lance, avec le

concours de Renault, Peugeot-Citroën, Elf, Amara et l'UAF, une campagne de sensibilisation. « Faites la route ensemble » sera l'occasion de faire signer aux conducteurs de bonne volonté un « pacte de la route » en dix points qui commence par « je ne bois pas d'alcool avant de conduire » et qui se conclut sur cette promesse : « Je respecte les autres conducteurs et je suis courtois avec eux ».

Un concours, doté par Renault et Peugeot-Citroën, de dix voitures approuvées ce « pacte ». Au-delà de cette campagne, traditionnelle en cette période de départ en vacances, on remarquera qu'elle est désormais appuyée par les constructeurs et, notamment, par M. Jacques Calvet, PDG de PSA, qui avait longtemps marqué sa réticence à l'égard des mesures de limitation de vitesse et à l'égard d'une réglementation de la publicité automobile. L'adhésion de M. Calvet aux objectifs du gouvernement prive le lobby automobile d'un allié de poids.

Le patron de Peugeot-Citroën ne pourra plus plaider pour la vitesse. Car c'est celle-ci qui continue d'inquiéter les spécialistes de la sécurité routière : certes, de janvier à avril 1989, le nombre des accidents corporels a reculé sur les routes de 5,5 % et ceux des tués de 4,5 %, mais la gravité des accidents ne cesse de croître : 5,4 tués pour cent accidents en 1984, 5,5 en 1987 et 5,8 en 1988 et 1989. Les véhicules offrant une sécurité passive (solidité, déformation) améliorée selon les constructeurs, cette aggravation traduit la montée des excès de vitesse. Dans ce domaine, les deux armées du gouvernement restent la contrainte et la persuasion, puisque la limitation de la vitesse de pointe des véhicules à la construction reste du domaine de l'utopie.

ALAIN FAUJAS.

## SPORTS

● **BASKET-BALL :** championnat d'Europe. — L'équipe de France masculine a marqué son entrée dans le championnat d'Europe des nations à Zagreb (Yougoslavie), mardi 20 juin, par une victoire, dans le match d'ouverture qui l'opposait à la Bulgarie (109-78).

● **RUGBY :** tournée du XV de France en Nouvelle-Zélande. — L'équipe de France a battu, mercredi 21 juin, à Blenheim, la modeste sélection de Seddon Shield (39-13) lors du cinquième match de sa tournée en Nouvelle-Zélande. Sept essais, dont un triplé du Biarrot Pierre Hontas, ont illustré la domination française.

## Le Carnet du Monde

## Décès

— M<sup>rs</sup> André Boingond, fait part du décès de

M. A.-F. BOISGOND,

survécu le 11 juin, à Remilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **Pierre BOURDONCLE**, secrétaire national de l'Association de l'enseignement public de 1980 à 1983, est décédé le 17 juin 1989.

Tous ceux qui l'ont connu et apprécié ont été invités à se retrouver pour une eucharistie à sa mémoire, le mardi 27 juin, à 19 heures, à l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup> (métro Luxembourg).

Secrétariat national AEP, 7, rue Vanquelin, 75005 Paris.

— Membouge.

— M<sup>rs</sup> Bouty de Lesdain-Carion, ses époux,

M<sup>rs</sup> Anais Carlier-Bouty de Lesdain, M. et M<sup>rs</sup> Jean-Claude Hollande-Bouty de Lesdain,

M. et M<sup>rs</sup> Patrick Bouty de Lesdain de Sainte-Marie, M. et M<sup>rs</sup> Philippe Ducasville-Bouty de Lesdain, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès de

M<sup>rs</sup> Jacques BOULY de LESDAIN, maître honoraire,

survécu le 19 juin 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses funérailles auront lieu le jeudi 22 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Membouge.

25, résidence Danemark, 59005 Membouge.

— Denise, sa femme, Louis, son fils, Olivier, Véronique, Eric et Roman, ses petits-enfants et arrière-petit-enfant, La famille, font part du décès dans sa quatre-vingt-quatrième année de

M. Louis CADET,

survécu le 18 juin 1989.

Les obsèques auront lieu le 23 juin, à 14 h 45, à l'église du Saint-Cœur-d'Am, 19, rue du Professeur-Bergonié, Le Kremlin-Bicêtre.

Information au cimetière communal du Kremlin-Bicêtre.

Ni fleurs ni couronnes.

7, rue du Professeur-Bergonié, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

24, rue Paul-Duméril, 94520 Marolles-les-Roses.

« J'avance dans l'été à force de printemps »

Charles-Joseph de Ligne.

— M<sup>rs</sup> Monique Laveque, née Loriot, ses enfants, petits-enfants, parents et amis, ont le douleur de faire part du décès de

M. Pierre LEVEQUE, chef de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite,

survécu le 15 juin 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe de requiem sera célébrée le samedi 24 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, de Fontenay-aux-Roses.

7, rue A.-Ermont, 92260 Fontenay-aux-Roses.

— M. Alexandre Marc, son épouse, ses enfants et petits-enfants, Les familles Armand Flammarion, Jacques Durand et Albert Médica, M<sup>rs</sup> Jacqueline Turcan, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>rs</sup> Suzanne MARC-LIPANSKY, née Joss,

survécue le 13 juin 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité en la cathédrale de Vence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Chênes verts, B. 3, 327, avenue du Général-Leclecq, 06140 Vence.

— Alger, Vichy.

M<sup>rs</sup> André Villeneuve

Et sa famille

ont le douleur de faire part du décès de

M. André VILLENEUVE, administrateur civil du ministère de l'Intérieur, sous-secrétaire de la Haute Administration du gouvernement central de l'Algérie, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite agricole,

du Mérite civil de l'Intérieur, officier d'académie, officier de l'Ordre du Nichan Iftikhar,

survécue à Vichy le 16 juin 1989, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 19 juin, en l'église Saint-Blaise de Vichy.

26, rue Maréchal-Lyautey, 03200 Vichy.

Anniversaires

— Nésier CHESNEY

nous a quittés le 22 juin 1989.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent.

— Les familles Deyan et Bénichou dépendent à tout ceux qui ont connu et aimé

Simone DAYAN,

née Bénichou,

d'évoquer son souvenir pour ce vingt-cinquième anniversaire de sa mort.

MURIEL, 23 ans diplômée scripte C.L.C.F., anglaise

souhaiterait effectuer stages :

SCRIPTURE PRODUCTION MONTAGE (Séjour USA dix-huit mois à Boston)

Eur. DANIELE, carnet du Monde 7, rue des Italiens, PARIS-8<sup>e</sup>

## Soutenances de thèses

— Université Paris-X-Nanterre, le jeudi 22 juin, à 14 heures, salle C 24, M<sup>rs</sup> Anne-Marie Guimier, née Sorbets : « La monnaie dans le monde grec : des origines jusqu'à la fin de l'époque hellénistique. Construction d'une banque de données. Recherches sur les banques de données en archéologie classique ».

— Université Paris-VI, le 23 juin, à 15 heures, à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris, 11, rue P.-et-M.-Curie, Catherine Dobienne-Mécherie : « Etude des solutions alcalines saturées en silex (II), structure et cinétique de décomposition ».

— Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le samedi 24 juin, à 9 h 30, salle 45, Institut d'études bibliques, M<sup>rs</sup> Dominique Sabourdin-Perrin : « Perce Galdos et la presse ».

— Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le samedi 24 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Georges Labrousse : « La dégradation de la langue française dans l'administration ».

— Université Paris-V, Paris-Sorbonne, le samedi 24 juin, à 14 heures, amphithéâtre 3, rue-de-champanne, Paris, 12, place du Panthéon, M. Charles Lancy : « Espèces biologiques de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle ».

— Université Paris-I, le lundi 26 juin, à 9 h 30, salle C 2204, Centre F. Mendès France, M. Bruno Carlier : « Vers une modification des catégories d'investissement institutionnel ».

— Université Paris-IV, le lundi 26 juin, à 9 h 30, salle des Actes, M<sup>rs</sup> Nadine Monchy : « Les formes de conscience politique et communautaire au Liban et en Syrie à l'époque du mandat français (1920-1959) ».

— Université Paris-V, René-Descartes, sciences humaines Sorbonne, le lundi 26 juin, à 14 heures, salle des Actes, contre administratif, M. Louis Bédard : « Montmartrien narrateur ou l'effacement : contribution à l'étude du récit dans l'œuvre d'Henry Montmartrien ».

— Université Paris-V, René-Descartes, sciences humaines Sorbonne, le lundi 26 juin, à 14 h 30, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier F, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue V.-Cousin, M<sup>rs</sup> Gilberte Staudacher (née Vallée) : « Phonologie du créole réunionnais. Unité et diversité ».

— Université Paris-IV, le lundi 26 juin, à 14 h 30, salle 308, entrée : 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier I (Sorbonne), M. Olivier Paux : « Les pratiques funéraires étrusques (approche archéologique et ethnologique) ».

— Université Paris-V, René-Descartes, sciences humaines Sorbonne, le lundi 26 juin, à 14 h 30, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier F, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue V.-Cousin, M<sup>rs</sup> Claude Assaba : « Pouvoir Yoruba : dimensions sociales et cognitives ».

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-06-03.

Les avis peuvent être brefs

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 10 h

un jour sur deux

7, r. des Italiens, 75002 Paris Cedex 06.

Tél. 01 42 47 06 03

Téléfax : 45-23-06-81

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F

Abonnés et actionnaires ..... 73 F

Communications diverses ..... 86 F

Les lignes en capitales grasses sont

insérées sur la base de cinq lignes.

Les lignes en italique sont rubrications

et factures. Minimum 10 lignes.

Mort du psychanalyste

anglais Masud Khan

On apprend la mort du psychanalyste britannique d'origine pakistanaise, Masud Khan, survenue à Londres le 8 juin.

Après des études universitaires au Pakistan et à Oxford, il s'initia à la psychanalyse avec Winnicott, qu'il assista ensuite pour l'édition de ses livres. Homme de grande culture, Masud Khan ne concevait pas l'expérience analytique hors de l'espace intellectuel occidental et se référait volontiers à Rousseau ou à Montaigne. Quant à son travail théorique et clinique, il devait autant à Melanie Klein et à Heinz Hartmann qu'à Jacques Lacan.

Trois livres de Masud Khan ont été traduits en français, chez Gallimard : *Figures de la perversion* (1981), *Passion, solitude et folie* (1985), écrit à partir de sa propre expérience de la maladie, un cancer dont il devait finalement mourir, et enfin *Le Sol caché* (1987). Il collaborait régulièrement à la *Nouvelle revue de psychanalyse*.

P. Ko

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 21 juin 1989 :

UN DÉCRET

— N<sup>o</sup> 89-399 du 20 juin 1989 modifiant le décret n<sup>o</sup> 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat aux conditions d'accès aux fonctions de notaire.

UN ARRÊTÉ

— Du 13 juin 1989 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.



# Le Monde

## CAMPUS

### La carte de France du bac

**On a plus de chances de devenir bachelier à Toulouse ou à Grenoble qu'à Lille ou à Amiens. La France garde encore les traces des déséquilibres entre le Nord et le Sud.**

**S**TRASBOURG, prix d'excellence ; Paris, bonnet d'âne. Tel est le surprenant constat qui s'impose, depuis quelques années, au moment de la publication des résultats du baccalauréat. L'an dernier, 81,5 % des élèves de terminales d'enseignement général (séries A, B, C, D, E) ont été reçus au bac en Alsace ; 68,2 % seulement à Paris, soit le taux de succès le plus faible des vingt-six académies métropolitaines.

Mais cet écart entre Paris et l'Alsace est loin d'être un phénomène isolé : plus de 80 % de succès au bac généraux à Grenoble contre 69 % à Lille ; plus de 78 % à Toulouse contre 70 % à Créteil. Si l'on analyse les résultats pour chaque série, les différences sont encore plus impressionnantes. Pour le bac C, près de 90 % de réussite dans l'académie de Toulouse contre 75 % à Amiens ; et pour le bac B, dix-sept points d'écart entre l'académie la plus brillante (Grenoble, 76 %) et la queue du peloton (Lille, 59 %). Même constat pour les baccalauréats technologiques (séries F, G, H) : trois académies placent à 62 % de reçus (Amiens, Lille et Limoges), tandis que trois autres voient environ 75 % de leurs candidats passer l'obstacle (Besançon, Grenoble et Strasbourg).

Étonnantes disparités. Les Alsaciens sont-ils meilleurs élèves que les Parisiens ? Les sujets sont-ils plus difficiles à Lille qu'à Grenoble ? Et les lycéens astucieux n'auraient-ils pas intérêt à aller s'installer sur les bords du Rhin ou de l'Isère pour multiplier leurs chances de réussite ?

Le mythe égalitaire et jacobin du baccalauréat, examen national ouvert le même jour, à la même heure, à tous les lycéens de France et de Navarre, a depuis longtemps été mis à mal. Les travaux du sociologue Pierre Bourdieu, en particulier, ont montré l'importance des inégalités sociales. Aujourd'hui encore, les enfants d'enseignants, de cadres supérieurs ou de professions libérales ont plus de 80 % de chances d'atteindre la classe terminale et de présenter le bac, contre 25 % pour les enfants des personnels de service, 30 % pour les enfants

d'ouvriers et 40 % pour les enfants d'employés.

Mais à ces inégalités sociales bien connues, et qui n'ont pas été réduites depuis dix ans, s'ajoutent des disparités géographiques non négligeables. En confiant aux collectivités territoriales la responsabilité des écoles, des collèges et des lycées, la décentralisation a incité les régions à examiner beaucoup plus attentivement les niveaux de scolarisation et les performances scolaires des élèves de leur académie.

Le taux de succès au baccalauréat est évidemment l'indicateur le plus spectaculaire : l'an dernier, deux académies ont dépassé 80 % de réussite (Strasbourg et Grenoble), tandis que trois autres ne parvenaient pas à passer la barre des 70 % (Paris, Créteil et Lille). Il s'agit cependant d'un indicateur très rudimentaire, qui ne

mesure que le pourcentage de reçus par rapport au nombre de candidats inscrits. Et qui fait donc l'impasse sur la sélection qui a préalablement écarté du lycée et des classes terminales une proportion plus ou moins importante d'élèves. Beaucoup plus significative du niveau réel de scolarisation et de l'inégalité des chances face au baccalauréat est la part d'une génération qui décroche le bac.

#### Deux sur trois

##### à Paris

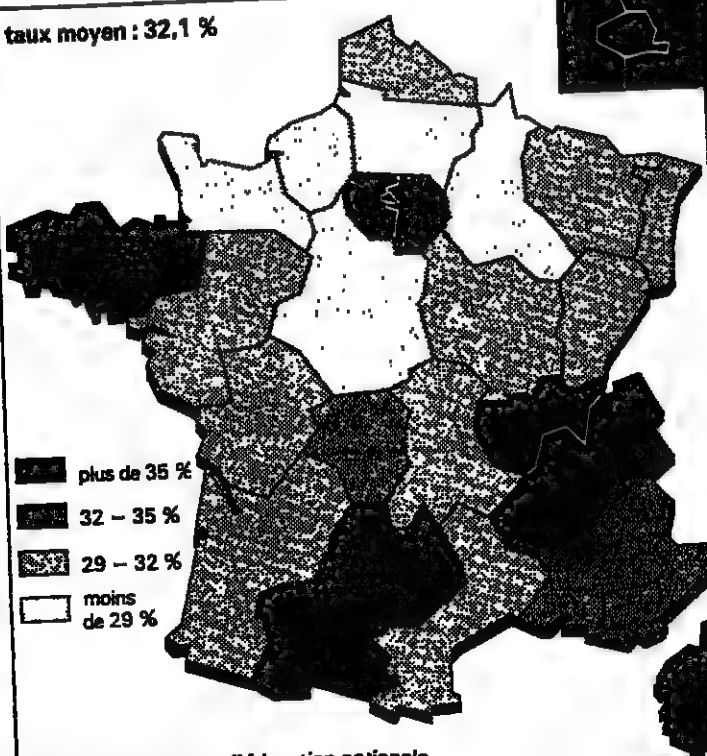
De ce point de vue, la hiérarchie des académies est très différente. Ainsi Paris, qui obtient le taux de succès le plus médiocre de France, est, en réalité, l'académie où les chances d'être bachelier sont les plus grandes : près de deux jeunes sur trois, de 17, 18 et

19 ans, y sont parvenus en 1987, alors que la moyenne nationale était, cette année-là, de 33 %, soit deux fois moindre. Spécificité parisienne, dira-t-on. Il est vrai que la capitale cumule bien des avantages : une forte proportion de cadres, un nombre important de classes préparatoires aux grandes écoles, enfin une densité de lycées largement supérieure à la moyenne, qui attire bon nombre de banlieusards, voire de provinciaux. En effet, on estime qu'au moins 25 % des élèves parisiens n'habitent pas la capitale.

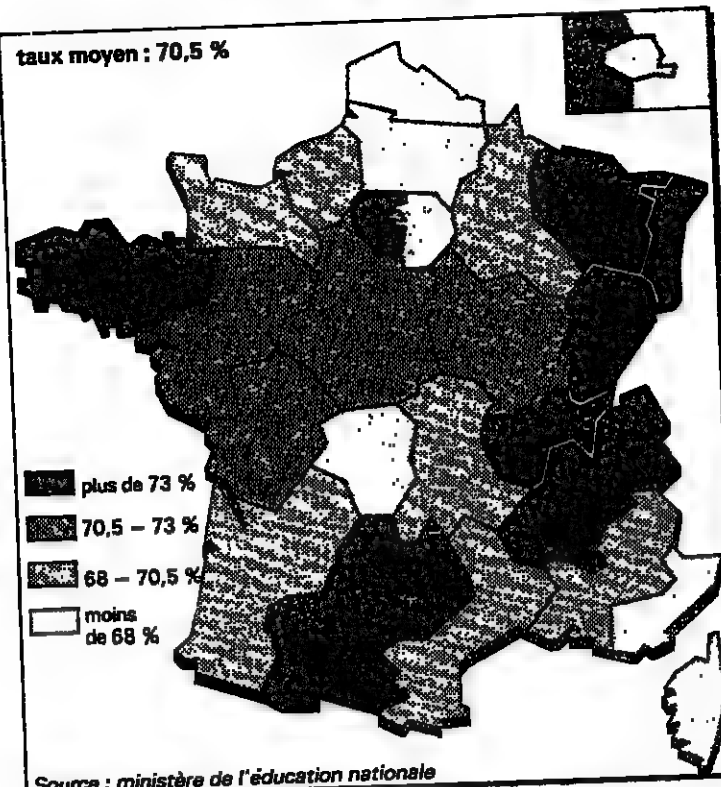
Il reste que, au-delà de ce cas particulier, de sérieuses inégalités existent entre régions. La part d'une génération qui a obtenu le baccalauréat a été, en 1987, de plus de 39 % dans l'académie de Toulouse, contre 27 à 28 % dans celles d'Amiens, Caen, Orléans, Reims, Rouen et Créteil, qui

#### Pourcentages des bacheliers dans une classe d'âge (1986 et 1987)

taux moyen : 32,1 %



#### Pourcentages d'admis au bac (sessions 1986 et 1987)



ferme la marche avec à peine plus d'un bachelier sur quatre jeunes. Quant à Strasbourg, qui affiche de si brillants résultats à l'examen, elle se situe nettement en dessous de la moyenne nationale pour la part d'une génération qui obtient le bac (voir page 16). Ainsi se dessine une France du Nord, relativement sous-scolarisée, à l'exception des académies de Paris, Versailles et Rennes, et une France du Sud où les chances de parvenir jusqu'au baccalauréat sont sensiblement plus importantes.

preuve d'un dynamisme remarquable, « ce qui suggère que la marge d'extension de l'accès au baccalauréat demeure considérable, y compris pour les régions les mieux situées au niveau de la couverture scolaire », estime M<sup>me</sup> Jeanne Lamoure qui a longtemps analysé ces évolutions à la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation.

#### La Bretagne

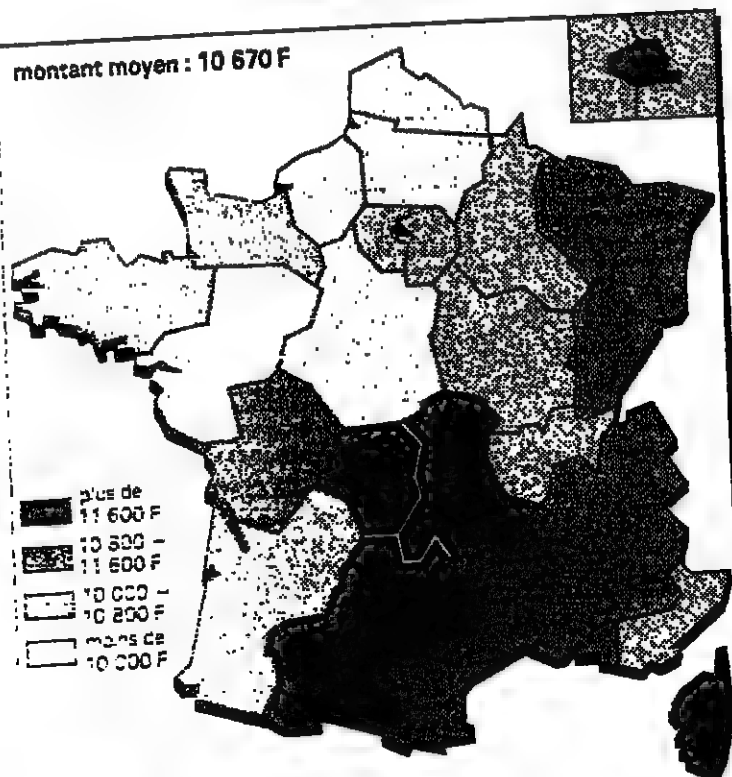
##### et le diplôme

Cette stabilité d'ensemble et la persistance de fortes inégalités régionales pour l'accès au baccalauréat témoignent bien du « poids des héritages » qu'évoque Paul Esquieu, de la direction de l'évaluation et de la prospective. « Le paysage de la scolarisation, estime-t-il, n'est pas le reflet de traditions culturelles séculaires puisque différentes cartes d'alphabétisation et d'illettrisme montrent une avance relative du nord et de l'est de la France au milieu du dix-neuvième siècle. Sa physiologie actuelle n'apparaît qu'avec la première révolution industrielle et la concurrence qu'elle a créée entre emploi et école. » Dans le Nord et l'Est industriels, recrutements très précoces, formation sur le tas et explosion démographique ont aggravé le sous-équipement scolaire. « À l'inverse, dans le Midi et l'Ouest, écartés des mutations économiques, la rareté des créations d'emplois faisait prendre conscience des possibilités d'ascension sociale par le diplôme ; le jeu d'initiatives

GÉRARD COURTOIS.  
(Lire la suite page 16.)

#### Dépenses publiques par élève (budget 1986)

montant moyen : 10 670 F



#### INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.E.R.I.)

Établissement d'enseignement supérieur libre

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS  
Tél. : 42-96-51-48

Fondé en 1948, l'institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

#### CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les cours se répartissent sur quatre années. Le diplôme permet l'obtention d'équivalences avec des titres universitaires de 2<sup>e</sup> cycle, ainsi que l'accès aux études de 3<sup>e</sup> cycle dans les universités françaises et étrangères.

Baccalauréat exigé. Recrutement sur dossier et après entretien.  
Statut étudiant.

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et 14 h à 18 h

مكتبة الامم المتحدة



## 80 %, est-ce possible ?

**L'objectif de mener 80 % de jeunes au bac est-il réalisable ? Le statisticien Philippe Cibois pense que non.**

LANCÉ par M. Chevènement, le thème des 80 % de bacheliers en l'an 2000 avait survécu à l'alternance puisque M. Monory l'avait plus ou moins repris à son compte. Ce thème est visiblement populaire, car il traduit au plan collectif le désir individuel de voir ses enfants acquiescer plus d'éducation que l'on en a soi-même reçu.

La question qui se pose est de savoir si cet objectif est raisonnable ou s'il faut le prendre comme la traduction d'un simple désir d'accroissement du niveau scolaire des Français.

En lançant en décembre 1987 son « plan pour l'avenir de l'éducation nationale », René Monory a voulu rendre opérationnel ce qui n'était jusqu'alors qu'un slogan. Pour ce faire, les experts du ministère se sont demandés comment on pourrait, en un peu plus d'une dizaine d'années, passer d'une situation en 1987 caractérisée par un tiers de bacheliers dans une classe d'âge à huit sur dix en l'an 2000.

Cet objectif a dû être abandonné, car de tels scénarios « entraînent, sur un délai aussi court, des ruptures majeures aux différents niveaux de l'enseignement secondaire » : en d'autres termes, parce qu'ils étaient complètement irréalistes (1). Pour rendre la chose possible, la projection du ministère « se présente comme un scénario « médian », dans la mesure où il conduit 74 % d'une génération au niveau du baccalauréat en l'an 2000, grâce à un développement particulier du bac professionnel ».

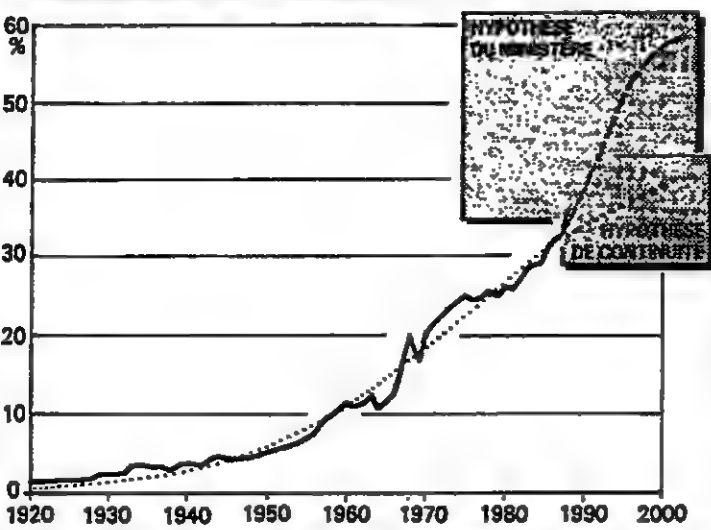
Evidemment, la part de ceux qui obtiennent le baccalauréat est inférieure à la part de ceux qui arrivent au niveau : la projection du ministère, calculée année par année, conduit à ce que « la part d'une génération obtenant le diplôme passe de 31 % en 1986 et 33 % en 1987 à environ 58 % en l'an 2000, date à laquelle elle sera pratiquement stabilisée ».

Donc, de 80 % de bacheliers, on passe à l'objectif plus réaliste de 58 % en l'an 2000, dont on peut faire l'hypothèse qu'il sera possible de l'atteindre si on en prend les moyens.

Cependant, même cet objectif de 58 % de bacheliers pose encore quelques problèmes. En effet, si l'on exa-

mine la croissance des bacheliers depuis les années 20, on voit une croissance régulière, avec bien sûr quelques accidents comme le pic de 1968 et le déficit de 1969 (puisqu'il n'y a pas eu de redoublants cette année-là). On peut résumer cette croissance sous la forme d'une courbe régulière qui suit un modèle mathématique propre à tous les phénomènes de diffusion (loi dite « logistique »). Or, si l'on fait l'hypothèse de la continuité de cette

## CROISSANCE DU POURCENTAGE DES BACHELIERS



courbe, on constate que l'on tend à peu près vers une proportion de 40 % de bacheliers en l'an 2000.

A cette hypothèse de continuité, on pourra opposer le fait qu'il y a aujourd'hui une rupture, puisque c'est par le développement d'une nouvelle catégorie de bacheliers, avec les bacs professionnels, que l'on veut provoquer un accroissement de leur nombre. Mais la courbe régulière de croissance, elle aussi, a été obtenue par une ouverture régulière de nouvelles séries de baccalauréats : sciences expérimentales en 1946, mathématiques et technique en 1947, économique en 1954 et de technique en 1969. C'est même l'essoufflement de la progression de cette dernière série qui incite, semble-t-il, à créer le bac professionnel. Quoi qu'il en soit, cette dernière

création de série ne diffère pas fondamentalement des précédentes et n'est pas suffisante, à elle seule, à entraîner un abandon de l'hypothèse de continuité.

Mais, dira-t-on, le cru 1988 du bac manifeste que l'on va dans la bonne direction, puisque le nombre observé de bacheliers se situe à plusieurs points au-dessus de l'hypothèse de continuité et même de l'hypothèse du ministère. On notera cependant que les résultats de 1988 ont paru à tous assez exceptionnels, à ce point que certains s'en sont alarmés et ont cru y voir l'effet d'une consigne laxiste émanant du ministère, ce qui a été démenti.

La progression de 1988 est analogue à la croissance de 1968 on a à

1) en fin de sixième et de cinquième, on supprime les filières d'échec que sont les CIPP (classes préparatoires de niveau) et les CPA (classes préparatoires à l'apprentissage), afin qu'un maximum d'élèves accèdent à la quatrième ;

2) que l'exclusion des filières nobles au niveau de la quatrième, qui conduit maintenant à ce qu'on appelle les quatrièmes et troisièmes préparatoires et technologiques, ne soit pas définitive en ce qui concerne l'obtention d'un baccalauréat, mais qu'en fin de troisième préparatoire une forte proportion accède au BEP.

Pour résumer la situation, on voit qu'en fin de deuxième année de CAP les élèves peuvent accéder au BEP, et ainsi à la filière bac professionnel. Le passage est actuellement de 12 % et l'on veut le faire progresser en sept ans à 63 %, ce qui est considérable, pour ne pas dire irréaliste. Connaissant le niveau du CAP et du BEP, vouloir raccrocher pour la majorité des élèves les deux filières l'une à l'autre conduit à les modifier profondément, et cela ne pourra pas se faire sans difficultés.

En conclusion, on peut, sans grand risque de se tromper, affirmer que :

1) le nombre des bacheliers sera au moins égal à ce que prévoit l'hypothèse de continuité, c'est-à-dire environ 40 %, puisque cette hypothèse est au moins assurée par la création d'une nouvelle filière ;

2) le nombre des bacheliers sera au plus égal à ce que prévoit l'hypothèse du ministère, c'est-à-dire environ 60 %, puisque cette hypothèse suppose un accroissement bien difficile à réaliser des passages des CAP vers les BEP.

Cette fourchette, dont les extrêmes sont 40 % et 60 %, a pour milieu 50 % : la part des bacheliers dans une classe d'âge devrait être proche de la moitié en l'an 2000 (2).

PHILIPPE CIBOIS,  
chercheur au CIRS.

(1) P. Esquieu, « Les projections d'effectifs scolaires d'ici à l'an 2000. Caractéristiques et résultats de l'hypothèse PRO 74 », dans le « Plan pour l'avenir de l'éducation nationale », Éducation et formations, numéro spécial, avril-juin 1988, 41-55.

(2) Il est fréquent de constater que, à partir de projections inadéquates, Baudet et Esquieu reconstituent également en question comme irréaliste l'objectif de 80 % de bacheliers. Cf. Le niveau monte, p. 114, et Le Monde de l'éducation de janvier 1989, p. 44.

## La carte de France du bac

(Suite de la page 15.)

municipales ou le développement de l'enseignement privé en Bretagne mettaient alors en place les équipements nécessaires, et en quelques années, ces régions devenaient le vivier de recrutement principal de la fonction publique.

Ces dynamiques scolaires divergentes ont eu, au fil des décennies, des effets cumulatifs qui restent aujourd'hui encore très sensibles et sont souvent surprenants dans un système aussi centralisé que l'éducation nationale. Elles ont tout d'abord accéléré ou freiné la construction de lycées et le développement des capacités d'accueil. Paramètre essentiel, tant l'offre d'enseignement pèse sur les chances

d'entrer en seconde, puis de passer le bac : là où les places en lycée sont les plus nombreuses, comme dans les Alpes-Maritimes, les Hautes-Alpes ou l'Ardèche, la sélection est moins sévère. Au contraire, dans le Pas-de-Calais, l'Oise ou l'Eure, les places en lycée sont comptées et les chances d'accéder aux classes terminales moins grandes. « A résultats scolaires identiques », notait Antoine Prost dans son rapport sur les lycées, il est plus difficile d'entrer en seconde à Vesoul ou à Verdun qu'à Tarbes ou à Toulouse. Où sont donc la justice et l'égalité des chances ? »

Ces déséquilibres de la carte scolaire ont favorisé des comportements différenciés en matière

d'orientation des élèves. C'est vrai à l'entrée en seconde, qui détermine très largement les chances d'accéder au niveau du baccalauréat : en 1988, plus de 55 % d'élèves d'une génération sont entrés au lycée dans l'académie de Nice, alors qu'ils n'étaient que 43 % dans l'académie de Strasbourg. Mais c'est également vrai dès le collège, où le jeu des orientations et des redoublements apparaît très diversifié d'une région à l'autre. Or il s'avère que les académies les plus sélectives au stade du collège (Rouen, Créteil, Strasbourg, Caen ou Besançon) le sont le plus souvent aussi, au lycée. Enfin, ces disparités et ces habitudes régionales semblent déterminer la politique de l'Etat : il suffit pour s'en convaincre de constater

que toutes les académies du Nord de la Loire ont un taux d'essais-garants non titulaires systématiquement supérieur à celles du Midi.

Deux facteurs devraient cependant contribuer à réduire de plus en plus les disparités régionales. Tout d'abord, la volonté réaffirmée solennellement dans la loi d'orientation de M. Jospin d'atteindre rapidement un taux de 80 % de jeunes au niveau du bac. Comme le souligne Paul Esquieu, « tout le système éducatif a intégré cet objectif, et les hiérarchies anciennes sont en train de craquer ». D'autant que — et c'est le deuxième facteur — la décentralisation va commencer à jouer à plein.

GÉRARD COURTOIS.

## Le miracle alsacien

A l'heure du baccalauréat, les élèves de terminale ont abordé sans appréhension excessive la saison du baccalauréat. Ils ont, il est vrai, les statistiques pour eux. Bon en mai, 80 % à 90 % d'entre eux réussissent l'examen. La situation est identique pour les privilégiés du lycée international des Pontonniers. Entrer au gymnase Jean-Sturm revient même à contracter une assurance contre l'échec, puisque l'établissement protestant du centre-ville filtre chaque année avec les 100 % de réussite. Comme la plupart des villes, Strasbourg a ses lycées vedettes. Mais ici, ils ne dépassent que d'une courte tête le peloton des autres établissements secondaires. Qu'ils soient privés comme le lycée Saint-Etienne, publics comme l'Institut de Cochin ou Louis-Pasteur, voire techniques comme Jean-Rostand et Schoch, la plupart dépassent les 80 % de réussite.

L'académie de Strasbourg caracole de longue date en tête des régions françaises pour la réussite au baccalauréat : 81,38 % pour le bac d'enseignement général l'an dernier, 74,50 % au bac technologique et 62,47 % au bac professionnel. Comme esquisses d'explication, les Alsaciens proposent une image d'épave : « La tradition de sérieux de notre province ». En effet, on y redouble moins qu'ailleurs, et le taux de succès aux examens autres que le bac y est supérieur. Venu de la région Rhône-Alpes, Claude Legris, chef du Service académique d'information et d'orientation (SAIO), confirme qu'il a trouvé « des élèves au comportement différent ». Mais il ajoute une hypothèse plus technique au taux de réussite des Alsaciens au bac : « L'inspection pédagogique régionale, en concertation avec les enseignants, a fait des efforts pour que le bac soit un véritable contrôle de connaissances et non pas une épreuve-piège, en particulier dans les matières scientifiques ».

## La tradition

## de l'apprentissage

Après avoir évoqué « la relative qualité du tissu scolaire » pour expliquer les meilleurs résultats de son académie, Pierre Deyon, recteur de Strasbourg depuis 1981, n'écrit pas « une sélection inconsciemment plus sévère en fin de troisième ». Le bac serait-il réservé à une élite ? Les statistiques semblent confirmer l'hypothèse : en 1987, seulement 36,5 % des jeunes Alsaciens d'une même génération ont atteint le baccalauréat. C'est moins que la moyenne nationale (40 %) ; très loin de la région Midi-Pyrénées, qui enregistre 45,4 % d'une génération au bac. Pour les passages de troisième en seconde, Strasbourg est au-dessous de la moyenne nationale (54,4 % contre 57,7 % à la fin de 1988-1989).

S'en tenir à ces chiffres serait accablant, selon M. Deyon, « la légende noire de la sous-qualification de l'Alsace ». Noire et fautive. Car la population active alsacienne a un niveau de formation supérieur à la moyenne nationale. Mais la grande masse des diplômés se situe au niveau des CAP et du BEP. Cette vieille région industrielle a « sa » forme de scolarisation, héritée d'une longue tradition d'apprentissage. « L'enseignement professionnel a un statut plus valorisé qu'ailleurs », estime M. Legris après avoir constaté « une forte demande des parents pour une orientation, en fin de collège, vers des formations professionnelles courtes ».

16 % des jeunes de dix-sept ans sont en apprentissage, contre moins de 10 % pour

l'ensemble de la France, et à peine 5 % à Lille par exemple. L'an dernier, près d'un jeune sur trois a été orienté en fin de troisième vers l'apprentissage (5 %) ou vers un BEP (29 %). En d'autres termes, une famille ne considère pas que son enfant est en échec si on lui indique que la voie BEP est la meilleure », explique Claude Legris. Dans une région qui ignore les taux élevés de chômage, les professionnels qualifiés sont courtisés par l'industrie, voire attirés de l'autre côté des frontières par des salaires en marks et en francs suisses.

## Une sélection

## bien vécue

Ainsi, la « sélection inconsciente » que suggère Pierre Deyon est plutôt bien vécue. Claude Legris parle de « consensus », car, dit-il, « les conseils de classe ne subissent pas de pression sociale forte pour l'enseignement général long ». En fin de troisième, la barre est restée haute placée ces dernières années en Alsace, alors que le reste de la France se prépare au mot d'ordre des 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac. Par contrepoint, la proportion d'élèves en second cycle recule. L'académie strasbourgeoise se trouve depuis deux ans au dernier rang pour le nombre de jeunes d'une même génération accédant en seconde : 43,2 % contre 50 % en moyenne. « Le troisième reste un palier problématique », admet le responsable du SAIO.

Démographe de formation, le président de l'université Strasbourg II, Claude Reigner, a longtemps décrié les problèmes de scolarisation en Alsace. Il perçoit une nette évolution ces dernières années. « De 1985 à 1989, le nombre des bacheliers a augmenté de plus de 35 %, c'est-à-dire davantage que la progression nationale, dit-il. On sent une volonté plus marquée des parents pour faire entrer leurs enfants dans l'enseignement long ». Selon lui, l'Alsace pourrait bientôt rattraper et dépasser le niveau de la France pour le nombre de bacheliers, grâce au développement des baccalauréats professionnels. « De 1985 à 1989, le nombre des bacheliers a augmenté de plus de 35 %, c'est-à-dire davantage que la progression nationale, dit-il. On sent une volonté plus marquée des parents pour faire entrer leurs enfants dans l'enseignement long ». Selon lui, l'Alsace pourrait bientôt rattraper et dépasser le niveau de la France pour le nombre de bacheliers, grâce au développement des baccalauréats professionnels.

Les « bacs pro » ont doublé entre 1988 et 1989 (de 287 à 500). Les projections académiques prévoient leur triplement d'ici à 1993 (1350). Ils représentent une possibilité de poursuite d'études dont, apparemment, les Alsaciens n'ont rien dit. Un tiers des titulaires de BEP préparent un bac technologique et un autre tiers, un bac professionnel. Une proportion bien supérieure aux autres régions. « Des jeunes issus de milieux défavorisés s'ouvrent ainsi des perspectives de carrière de technicien et de cadre », explique Pierre Deyon, bien décidé à favoriser ce type de passerelle.

Sans doute optimiste pour le baccalauréat d'enseignement général, l'académie de Strasbourg présente un bilan différent si l'on prend en compte l'ensemble des filières de formation. Elle est au-dessus de la moyenne nationale pour les titulaires de brevets de techniciens, de niveau bac mais non intégrés dans les statistiques officielles. Elle est aussi championne de France pour les brevets professionnels préparés en formation continue et bien placée pour le nombre des diplômés à bac + 2. Ici, le vote de la réussite est multiple », conclut Pierre Deyon.

J.-J. BOZONNET.

UNIVERSITÉ PARIS  
DAUPHINE

INRIA  
EDF (Direction des Etudes  
et recherches)  
C.G.E. (Laboratoire  
de Mercois)

La recherche fondamentale  
en vision et intelligence artificielle  
soutenue par l'industrie  
dans le cadre du DEA mathématiques  
et automatique de Dauphine.

Formation ouverte aux élèves ingénieurs, normaux  
et titulaires de maîtrises scientifiques.

RENSSEIGNEMENTS :

Sylvie Goujard, les mardis et jeudis. 47-27-75-70.

ebs

Pour une grande carrière internationale

ENTRÉE DIRECTE EN 2<sup>e</sup> ANNÉE DE L'EBS

Pour les titulaires d'un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle :  
BTS, DUT, DEUG, etc.

CONCOURS LES 6 ET 7 SEPTEMBRE 1989

EUROPEAN BUSINESS SCHOOL

(Ecole européenne de gestion)

Paris, Londres, Bruxelles, Madrid, Munich

8, rue de la Paix - 75002 Paris - Tél. : (42) 61-03-36

Minitel : 3614 code « ECOLE EBS »

## COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure  
« LA CHARRIERAIE » à CEMEX (NICE)  
Professeurs hautement qualifiés - Effectifs réduits  
Internat - Externat - Demi-pension

ANNÉE SCOLAIRE

des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES

3 au 30 août

50 h de Maths 23 août au 2 septembre

100 rue Villeneuve-Marcel - NICE - Tél. 939.12.32

LE CONSERVATOIRE  
LIBRE DU  
CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

CLCF 18, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94

Depuis 1983, l'enseignement d'enseignement technique supérieur

est organisé par le Ministère de l'Éducation Nationale

100 rue Villeneuve-Marcel - NICE - Tél. 939.12.32

## EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE

De la Terminale à la 2<sup>e</sup> année

10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES

Régional - Encadrement - Révisions

12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

Cours de vacances par correspondance

du CP aux Terminales

CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance

43, rue Boudard - 75014 PARIS

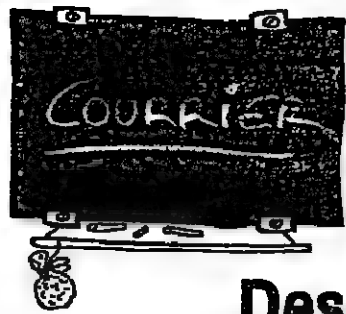
45.39.37.00







CAMPUS  
UNIVERSITÉ



# « SIMPLIFIER » L'AGRÉGATION ?...

Plusieurs lecteurs nous ont écrit à propos du projet de M. Jospin de « simplifier » l'agrégation (le Monde du 25 mai). Voici trois avis contrastés sur cette question qui soulève les passions.

## Des raisons dérisoires

**N**ous avons pris connaissance avec plaisir de l'article de Philippe Bernard sur la « simplification » de l'agrégation, et nous sommes heureux que les projets ministériels qui inquiètent une part importante des membres de l'enseignement supérieur ainsi que les quelques professeurs de l'enseignement secondaire qui ont pu en avoir des échos, puissent être connus d'un large public. Nous avons aussi été heureux de noter que les principales raisons évoquées à l'appui de cette simplification sont dérisoires : économies mal venues et carences des services ministériels dans l'organisation des concours. On voit mal pourquoi il serait tellement plus difficile d'organiser les concours d'agrégation que les très nombreux grands concours scientifiques pour lesquels aucune économie n'est envisagée.

Nous regrettons toutefois que l'auteur de l'article, en faisant un amalgame de UNI, du conseil d'administration de Paris-IV et de la Société des agrégés, tende à laisser croire que cette protestation n'émane que des milieux conservateurs, tandis que l'émotion suscitée ignore largement les habitudes clivages. Cette émotion a pour origine autant la procédure d'abord envisagée que le contenu des réformes préconisées.

On a voulu placer le corps enseignant devant le fait accompli en demandant, dans un délai de trois semaines, au doyen de l'inspection

générale un rapport discret, qui devait aboutir à des décisions définitives le 15 juin. C'est seulement parce que l'information a... « transpiré » qu'une réforme hâtive et décidée bureaucratiquement a pu être suspendue.

Le modèle proposé pour une réforme de l'agrégation est le concours interne très récemment créé : la première session aura lieu en août 1989, et l'on ne dispose d'aucun recul pour en déterminer la valeur probante. Elle se caractérise par un allègement qui la vide presque de tout contenu et par l'introduction d'une épreuve dite « de didactique », dont personne aujourd'hui ne saurait dire clairement ce qu'elle peut donner.

La diminution du nombre d'épreuves rend plus aléatoire — jusqu'à la caricature — un concours : nous connaissons en tant qu'examineurs la marge d'erreur de nos jugements et le poids de la subjectivité qui peut les entacher. La multiplicité des épreuves et des matières permet de répartir les risques. Par-delà les problèmes de docimologie, il y a ceux de l'évaluation d'un savoir et d'une méthode. Peut-on faire fi de toute une tradition qui impose l'étude de disciplines complémentaires ? Il est impensable qu'on ne continue pas à requérir un niveau de formation rigoureux que l'agrégation, sous sa forme actuelle, est la seule à garantir, dans une certaine mesure. Nous

constatons que même les étudiants qui n'ont pas réussi ce concours ont acquis, en le préparant, une formation plus solide et une meilleure maîtrise de leur savoir.

Est-il bien raisonnable, au moment où l'Europe va mettre nos enseignants en concurrence avec leurs collègues étrangers, de les placer en état d'infériorité quand, sous une autre forme, les exigences allemandes ou italiennes, au moins, sont si élevées ? Est-il bien raisonnable de restreindre le champ de nos connaissances aussi bien dans l'ordre du temps (par exemple, en amenuisant encore la part des langues classiques) que dans celui de l'espace (en ne faisant plus de place aux littératures ou même aux langues étrangères) ? Est-il bien raisonnable, enfin, au moment où l'on prétend revaloriser la fonction enseignante, de commencer par dévaluer ce qui, en raison des exigences du concours, constituait au moins un élément de prestige, et, au moment où l'on prétend rendre l'enseignement plus efficace, d'abaisser le niveau de formation théorique, comme si l'on pouvait enseigner mieux ce que l'on connaît moins bien ?

**MONIQUE GOSSELIN**  
professeur à l'université Lille-III  
et **JEAN CHRISTIAN DUMONT**  
professeur à l'université Lille-III  
membre du jury de l'agrégation des lettres classiques

## Une nécessaire harmonisation

**A**U-DELA des propositions de simplification du ministre de l'éducation nationale, justifiées par des considérations matérielles d'organisation et de coût, il convient d'ajouter au moins trois arguments :

— La nécessité d'une harmonisation avec les formations universitaires européennes.

— Une meilleure adéquation avec le cursus des formations doctorales pour les lauréats qui entament une carrière de chercheur.

— La réalisation des objectifs apparemment contradictoires que sont la spécialisation de plus en plus pointue liée à l'évolution des techniques et des connaissances et la maîtrise d'une formation de base suffisamment large et générale.

L'agrégation des lycées n'a pas d'équivalent dans les autres pays de la Communauté européenne, ni dans le monde d'ailleurs, et il ne faut pas espérer l'« exporter » sous sa forme actuelle. Les débats récents sur la thèse unique devraient éclairer notre réflexion à ce sujet. Un concours comportant un nombre réduit d'épreuves écrites portant sur un programme de base minimum et des épreuves orales permettant au candidat de présenter des travaux personnels (du type de ceux réalisés en master) concilierait mieux avec les cursus en vigueur chez nos voisins européens.

En matière de préparation à la recherche, s'il est indéniable que l'agrégation sous sa forme actuelle est garante d'un niveau de connaissances théoriques, il faut remarquer que, pour un étudiant, l'année de prépa-

tion à l'agrégation est en marge de la trajectoire directe maîtrise, DEA, thèse. Une structure de concours d'agrégation qui permettrait de valoriser un travail personnel, de type mémoire, serait aussi une forme de préparation au métier de chercheur, sachant qu'un enseignant doit aussi quotidiennement, d'une certaine manière, faire de la recherche. Le concours, sous sa forme actuelle, par des épreuves relativement « scolaires » ne permet pas de tester les capacités des candidats dans ce domaine. Cela reviendrait peut-être à rapprocher les DEA et les préparations aux agrégations, ce qui, dans le secteur des sciences pour l'ingénieur, conduirait à une harmonisation avec les scolarités des écoles d'ingénieurs, où le DEA octroie souvent avec la troisième année d'étude. Dans la structure actuelle, les normaliens ne peuvent généralement pas préparer simultanément l'agrégation et le DEA. Une telle évolution devrait, en outre, faciliter l'accès des ingénieurs aux concours pour résoudre en partie la crise du recrutement.

L'évolution inside des connaissances conduit inéluctablement, dans la forme actuelle du concours, à l'augmentation du nombre d'options, voire de sous-options. Pour éviter une divergence qui, à un moment deviendrait inacceptable, économiquement mais aussi intellectuellement, il faut mettre en place une structure qui permette d'apprécier simultanément les connaissances de base jugées indispensables et les compétences affi-

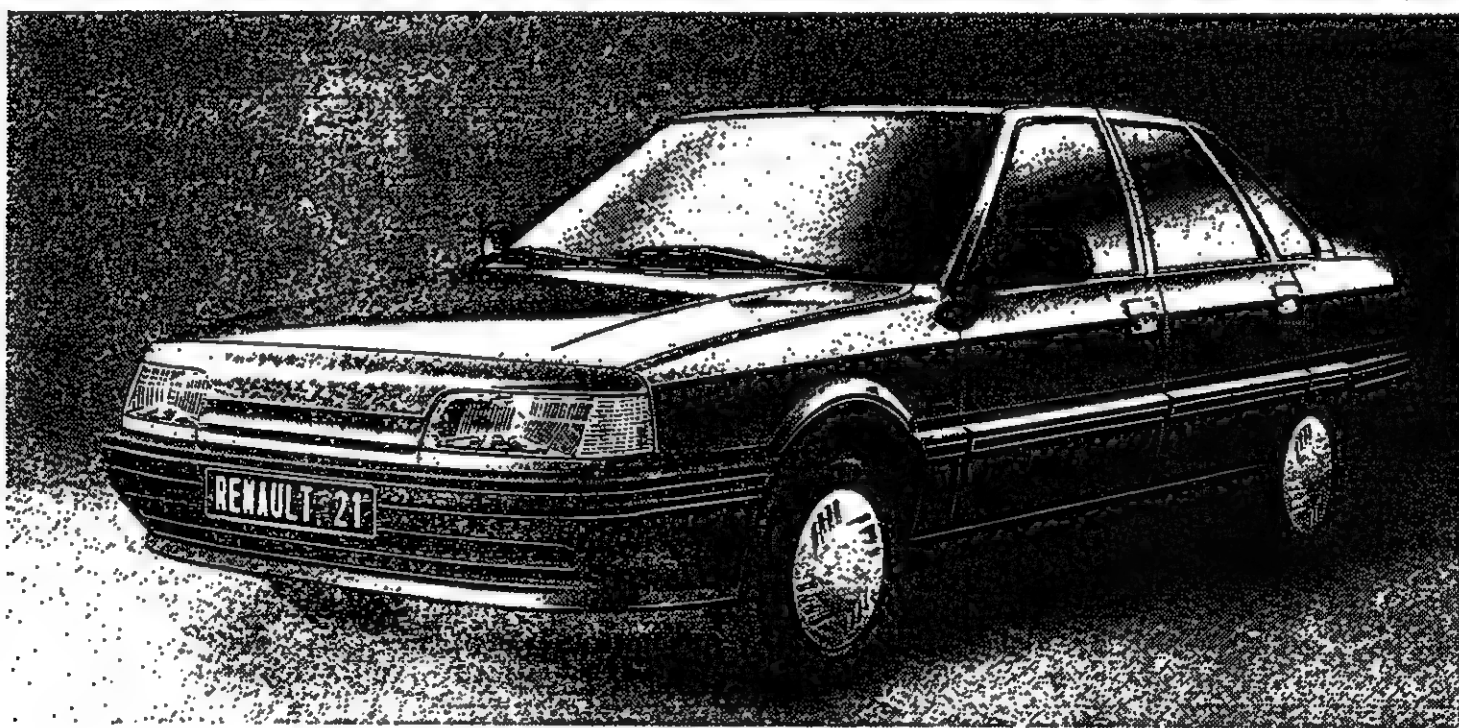
mées dans un secteur déterminé pour l'enseignement dans les sections de techniciens supérieurs et les instituts universitaires de technologie post-secondaire. La soumission d'un travail personnel devant un jury national peut répondre à cette dernière exigence. Ce type d'épreuve est également adapté aux contrôles des capacités à utiliser les outils informatiques, alors que la forme actuelle des épreuves ne permet pas un jugement pertinent.

Ainsi, il ne paraît qu'une structure de concours comprenant deux épreuves écrites portant sur un programme suffisamment large, regroupant éventuellement des options actuellement différentes, et deux épreuves orales — une leçon telle qu'elle est pratiquée actuellement et une soutenance de travail personnel — répondrait aux diverses exigences exposées. Il conviendrait, bien sûr, de conserver un jury national indépendant des centres de préparation et l'anonymat absolu lors des épreuves écrites.

Une telle structure aurait aussi l'avantage de permettre le regroupement des agrégations (internes et externes avec des épreuves écrites communes, ce qui serait une garantie de niveau, la différence intervenant au moment de la soutenance), dans le cas du concours interne, le mémoire pourrait porter sur un travail à caractère pédagogique.

**A. COLSON**  
agrégé de mathématiques,  
professeur à l'école normale  
supérieure de Cochin.

Voici une nouvelle qui vous transportera de bonheur.



La nouvelle Renault 21 TL  
526<sup>F</sup> par mois la première année.

La nouvelle Renault 21 est née. Et pour qu'un bonheur n'arrive jamais seul, moi, Monsieur Financement, je vous la propose en location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 30080F (dont 18800F de premier loyer majoré et 11280F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 526F, 12 loyers de 865F et 36 loyers de 1421F. Coût total en cas d'acquisition 97402F. Nouvelle Renault 21 TL, prix TTC au 01/06/89 : 75200F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F. 321490700 27-33 quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B702002221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO VERI 05.25.25.25

DIAC 35-11

Disc Financement Renault



MR. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.



## Pas de précipitation

**E**VIDEMMENT, cette simplification est en soi une très bonne chose. Je ne prends pas en compte l'argent qui pourrait être, de ce fait, épargné. Toute économie qui risquerait de porter en quoi que ce soit atteinte à la qualité des maîtres chargés d'enseigner les futures générations serait un fiasco gaspillage. Mais il est vrai que ce concours pèse trop lourdement sur les membres du jury, écartés trop longtemps de leurs tâches spécifiques, comme sur les bibliothécaires universitaires parisiennes, paralysées tout au long d'interminables épreuves orales. Il faut réduire, alléger, raisonnablement.

Mon inquiétude naît d'un détail. Les réformateurs sont appelés à prendre pour modèle l'organisation du concours d'agrégation interne créé récemment, chose étonnante très heureuse, pour permettre à certains professeurs certifiés qui ont déjà du métier et qui, dans ce métier, ont fait la preuve de leur valeur intellectuelle et pédagogique, de pousser plus avant leur carrière, d'obtenir un traitement, une considération supérieurs, créant ainsi un appel d'air dans ce corps, stimulant ses membres, les incitant à se surpasser. Mais, d'abord, ce concours n'a jamais fonctionné, et nul ne sait encore s'il le fera convenablement. D'autre part, les procédures de sélection s'y limitent à quelques épreuves. Ceci est peut-être satisfaisant pour choisir parmi des professionnels déjà en place et rodés, mais trop peu lorsqu'il s'agit d'évaluer de jeunes recrues appelées à démontrer l'étendue de leurs connaissances et leur capacité d'expression.

Une telle réduction compromettrait l'équilibre, et même l'équité, du concours. Elle en abaisserait certainement le niveau scientifique. Or, de l'agrégation, le système éducatif français a une raison de s'enorgueillir. Parmi les agrégés se recrutent en effet, au terme d'une rigoureuse sélection, non seulement des maîtres des grandes classes de lycée qui nous ont éblouis, enthousiasmés et dont la culture et le brio ont décidé de notre vocation, mais les professeurs de ces lycées où se sont en partie formés, durant des générations, les élites de notre pays, ainsi que la plupart des professeurs de l'enseignement supérieur.

Je sais que beaucoup ne veulent plus entendre prononcer les mots que je viens d'employer, élite et sélection. Les hiérarchies, lorsqu'elles ne sont pas instituées par l'arbitraire, l'hérédité, l'avancement à l'ancienneté ou la débrouillardise, mais par des choix minutieux et réfléchis, sont, cependant, l'un des piliers nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme social. J'appelle donc à ne pas précipiter la réforme du concours. Il me semble serait d'un coup simplifiée s'ils n'avaient pas à se battre les flancs pour opérer un tri parmi les candidats trop peu nombreux et trop médiocres. Le plus urgent n'est-il donc pas d'orienter les meilleurs vers une profession dont dépend pour une large part l'avenir de la nation, c'est-à-dire de rendre cette profession plus alléchante, en rehaussant par tous les moyens son prestige ?

**GEORGES DUBY**  
professeur au Collège de France.





# Tous les talents du monde à deux pas de chez vous.

Savez-vous qu'à Lyon, à Marseille, à Rennes et à Strasbourg, vous pouvez utiliser l'expérience et les talents publicitaires de Londres, de New York ou de Hambourg ?

Savez-vous qu'à Annecy, à Metz et à Clermont-Ferrand, on connaît déjà tout de l'Europe et de ses marchés ?

Cette association de talents uniques, c'est Transversales, le premier réseau national d'agences de publicité indépendantes.

Associée au réseau DMB&B, chacune des agences Transversales peut mettre à votre service tous les talents, toutes les connaissances et toute l'expérience du huitième groupe mondial de communication.

Pour parler efficacement aux Lyonnais ou aux Anglais, aux Rennais ou aux Hollandais, pour imposer votre marque en France et en Europe, appelez une agence Transversales, et vous trouverez tous les talents du monde à deux pas de chez vous.



Le premier réseau national d'agences de publicité indépendantes.

مكتبة الامم المتحدة



# Communication

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à ériter ■ Ou peut voir ■■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre en closture.

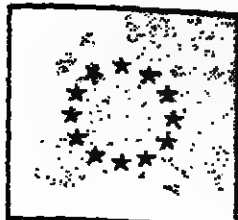
## Antenne 2 doit assumer sa dimension internationale

Propos recueillis par  
**MICHEL COLONNA D'ISTRIA**  
et **JEAN-FRANÇOIS LACAN.**

**GUY BROUZY**



REPRODUCTION INTERDITE



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## Sales and Marketing Director

... speciality vehicle sales in Europe  
BASED YORKSHIRE, ENGLAND To £50,000. bonus. 2 cars

Our client, part of a dynamic and highly successful plc, is a major UK force in the high value speciality vehicles sector - and is also committed to becoming a leading player in continental Europe. Reporting to the Managing Director you will plan and implement the creation and development of the necessary sales networks in Western Europe, as well as coordinating sales strategy and establishing marketing policy for all UK and overseas business. You will be closely involved in all areas of strategic and operational management.

In your 30's, degree qualified and with a second major European language, you will have an established track record of achievement in capital goods sales and Europe-wide marketing. Experience of setting up dealer or distributor networks would be particularly valuable. Highly motivated and pro-active, you will possess strong leadership qualities and positive communication skills.

Please write - in confidence - with full details. Neil McLaughlin, Ref. 65034. MSL International (UK) Limited, Ebor Court, Westgate, Leeds, LS1 4ND. Telephone (0532) 454757.

**MSL International**

## Un Anglo-saxon pour la Vallée du Rhône

Au cœur d'une région particulièrement dynamique, notre "organisme" (200 personnes - 140 MF) a su se créer une forte notoriété dans le développement d'infrastructures et de services aux entreprises. Décidé à jouer la carte européenne, nous cherchons aujourd'hui à renforcer notre potentiel de compétences en intégrant notre

## Responsable administratif et financier.

**D**oté de larges responsabilités, vous superviserez le fonctionnement des services comptable, financier, informatique, ainsi que la politique des ressources humaines. Vous prendrez personnellement en charge tout particulièrement le contrôle de gestion et le montage financier et budgétaire de nos grands projets.

De formation financière supérieure, vous avez une expérience réussie de "contrôler" ou d'audit en cabinet anglo-saxon. Sept ans d'expérience minimum vous auront permis d'harmoniser rigueur professionnelle et aisance relationnelle. D'origine anglo-saxonne, de préférence, vous maîtrisez parfaitement la langue française et avez, si possible, de solides connaissances de la comptabilité française.

Merci de nous convaincre de votre motivation en envoyant votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à notre Conseil, Dominique de Verneuil, sous réf. 836 AM. ADMA, 75 bis, rue de Séze, 69006 Lyon.

PARIS - LYON - GRENOBLE - BORDEAUX

**ADM**



**Arianespace**  
première société commerciale de transport spatial

Nous recherchons pour notre Direction Industrielle un

## Ingénieur d'affaires

Placé sous l'autorité du Chef de Département 3<sup>ème</sup> étage du lanceur ARIANE, vous aurez la responsabilité de la conduite technique et contractuelle des activités industrielles auprès des partenaires fournissant les différents éléments de la structure du 3<sup>ème</sup> étage d'ARIANE, de la mise en place et du suivi de la production, et de la préparation des dossiers techniques jusqu'à la campagne de lancement en Guyane.

Vous avez 30-35 ans; un diplôme d'une Université Technique à option Mécanique, Aéronautique ou Thermodynamique; une expérience de 5 ans minimum au sein d'un milieu industriel de haute technologie dans les domaines des Etudes Structures, Systèmes Mécaniques et Thermodynamique, Cryogénie.

Organisé, méthodique et rigoureux, vous êtes un habitué du travail en équipe. L'allemand est votre langue maternelle. La maîtrise de la langue française est indispensable et une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Ce poste implique des déplacements fréquents en Europe et en Guyane Française lors des lancements.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en indiquant la référence 9150 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion. Cette offre figure également dans le Süddeutsche Zeitung.

**Actiman**

## Consultants en Stratégie ! ...

## Ingénieurs-Conseils de Banques ! ...

Dotés d'une double formation (Ingénieur + MBA par exemple), trilingues (Anglais, Allemand), vous maniez habilement les approches qualitatives et quantitatives pour évaluer les stratégies d'entreprises. Ce faisant, vous procédez à des analyses fines et perspicaces de la

## CONCURRENCE

Pourtant, vous avez un sentiment d'incomplétude: vous préféreriez, "au coup par coup", la création, le montage et le développement d'un "observatoire" permettant de rassembler toutes les données pertinentes relatives à nos "honorables confrères". Vous appuyant sur notre réseau de filiales partout dans le monde et les informations (cf. produits, investissements industriels, données financières) que vous saurez réunir, vos synthèses favoriseront et enrichiront la réflexion stratégique de notre Directeur du Marketing auquel vous serez directement rattaché. Un rôle éminent pour le futur de notre groupe (5 Milliards de F). A bientôt, pour une vision "planétaire" de nos marchés ! ...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. N/ES/LM.

Cette annonce est couplée avec LE SOIR et DE STANDAARD



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## INTERNATIONAL

**DOW** est une entreprise aux dimensions internationales: 7<sup>ème</sup> groupe de chimie aux U.S.A., 6<sup>ème</sup> dans le monde. Dans chaque pays, sa structure est souple et adaptée aux réalités du terrain - ce qui permet de créer et d'entretenir un cadre aux dimensions humaines dans lequel chacun doit s'épanouir.

La philosophie d'entreprise de DOW est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et exigeants avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence dans le cadre d'une grande disponibilité et d'une mobilité géographique compatibles avec une carrière internationale.

DOW exerce les activités suivantes: Chimie de base et chimie fine. Produits d'isolation. Produits pharmaceutiques. Produits physiologiques. Recherche. Fabrication.

La Société DOW CHEMICAL possède en R.F.A. divers sites de production et de recherche ainsi qu'une force de vente importante.

## Ingénieur Chimiste/Ingénieur Plasticien

Vous avez un diplôme en génie chimique ou transformation des plastiques, et vous justifiez d'une expérience en matière de polymères, mise en œuvre des plastiques ou technologie des mousses/films.

Dans le cadre de vos fonctions, vous travaillerez en collaboration tant avec nos départements Ventes, Production, Marketing qu'avec nos clients.

Vous pratiquez l'anglais couramment; la connaissance d'une autre langue européenne serait un atout supplémentaire.

Ce poste requiert en outre des aptitudes commerciales et les déplacements que vous aurez à effectuer représenteront environ 40% de votre temps.

Nous vous offrons:

- des opportunités de carrière adaptées à vos performances
- des conditions d'emploi particulièrement intéressantes
- un poste dans un environnement international stimulant
- la possibilité de voyager

Si vous n'avez pas plus de 32 ans et si vous êtes à la recherche d'un emploi stimulant, d'une excellente opportunité de carrière et d'un salaire attractif, appelez ou écrivez à M. Jan Cees Marijt afin qu'il vous fasse parvenir un dossier de candidature.

**DOW RHEINMÜNSTER GMBH**

Industriestrasse 1, P.O. Box 20, D-7587 Rheinmünster 2, Tel. 19 49 772 21/51 20 63

• Trademark of The Dow Chemical Company

The other way to work

**DOW**

## DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE DU NORD

Contrat d'un an

Amnesty International recherche pour son secrétariat international à Londres un CHERCHEUR qui sera chargé de faire des recherches sur les droits de l'homme dans plusieurs pays d'Afrique du Nord. Il (elle) rassemblera des informations, préparera des rapports et proposera des actions à entreprendre par Amnesty International, notamment au sujet des prisonniers d'opinion, des procès et du traitement des détenus. Ce poste est à pourvoir dès que possible, après entrevue, pour une durée d'un an.

Les candidat(e)s doivent avoir une excellente connaissance des méthodes de recherche, être doté(e)s d'un bon jugement politique et capables de travailler en équipe et sous pression, et avoir une connaissance spécialisée de l'Afrique du Nord. Ils (elles) doivent pouvoir s'exprimer parfaitement en anglais et en arabe, tant oralement que par écrit. La connaissance du français est hautement souhaitable.

Traitement annuel: £14 687 livres sterling.

Date limite de réception des candidatures: 10 juillet 1989.

Pour obtenir des renseignements complémentaires et une formule de candidature, écrire à: Amnesty International, 1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne) ou téléphoner au 837-3805 (24 h/24 h). (Citer la réf. RD-9).



AN INTERNATIONAL LEADER  
IN THE CONTACT LENS  
AND LENS CARE FIELD

CIBA Vision - a member of Switzerland's CIBA-GEIGY group - has, in seven years, grown to become an acknowledged leader in the vision care field. With abundant resources in R & D, manufacturing and finance and a firm commitment to innovation, CIBA Vision is one of the fastest-growing eye care companies in the world.

In order to achieve its ambitious growth objectives, CIBA Vision seeks:

## International Marketing Analyst

Based in our worldwide headquarters near Zurich, the successful candidate will develop, analyze and maintain marketing information, research and models in order to facilitate the formulation of worldwide marketing strategies and to keep Group Management informed of key trends and developments.

To fill this position, we seek a university-educated individual with five years marketing experience, preferably in consumer goods, vision care or OTC pharmaceuticals, and with excellent analytical and interpersonal skills, as well as fluency in English. Experience in an international marketing environment would also be highly desirable. If you felt challenged by these positions and want to join a dynamic team in a growing company, please send your application to:

Ciba Vision Management Ltd., Personnel officer, Postfach, 8180 BULACH, SWITZERLAND.

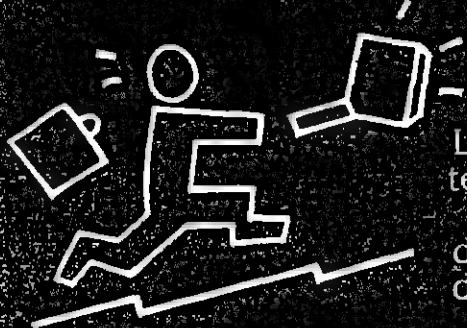
مكتبة جامعة القاهرة



**Le Monde  
INTERNATIONAL**

**36 15  
IM**

**Maintenant vous pouvez  
savoir si votre profil  
est très demandé.**



Le système  
télématique  
expert  
de l'emploi  
des cadres.

**World-Class  
Management  
Consulting**

**Excellent Compensation package**

World-class companies need world-class consultants. The challenges our consultants face in working with International Fortune 500 clients require leading-edge skills and technologies. We are seeking ambitious professionals experienced in the management of consulting services in the following industries:

- Aerospace and Defence
- Financial Services
- General Manufacturing
- Retail Management

We are a firm of professional consultants from a broad range of academic and work backgrounds. We work in collaborative teams with our clients to achieve significant improvements in organisational performance.

Critical to our success are outstanding written and oral communication skills, excellent interpersonal relations and the ability to work well on a team.

We are seeking individuals for account management positions who have:

- Five or more years of practical consulting experience in blue chip companies.
- Successfully implemented cultural change programmes in EEC based multi-nationals.
- Account management responsibility leading to extraordinary client satisfaction, and improving bottom line results.

OR

- Five or more years of general management responsibility in the areas of manufacturing, engineering, product development, organisation development, information technologies or market/business analysis.

You should be fluent in at least two European languages including English and hold a first degree. An advanced degree is desirable, but practical work experience is weighed equally. We offer challenging work, opportunity for substantial professional growth and an excellent compensation package including a high basic salary and performance related bonus.

Relocation is typically not necessary. We work at client sites during the week, returning home each weekend. You should be free to work across Europe, including the UK.

Please send a copy of your CV, in English, including compensation history, in complete confidence quoting ref: LM/6/89 to:

**United Research**  
11-14 Grafton Street, London W1X 3LA

**Management Horizons**

**SENIOR DESIGNER**

Management Horizons is the leading management consultancy specialising in all sectors of retailing and consumer distribution in Europe.

Its Design Division is now looking for an enthusiastic and talented senior interior designer to join a fast expanding team in UK.

You will have 4/5 years' experience in retail design, be self-motivated and creative with good visualising skills.

You will have the ability to take projects from conception to implementation and communicate with clients.

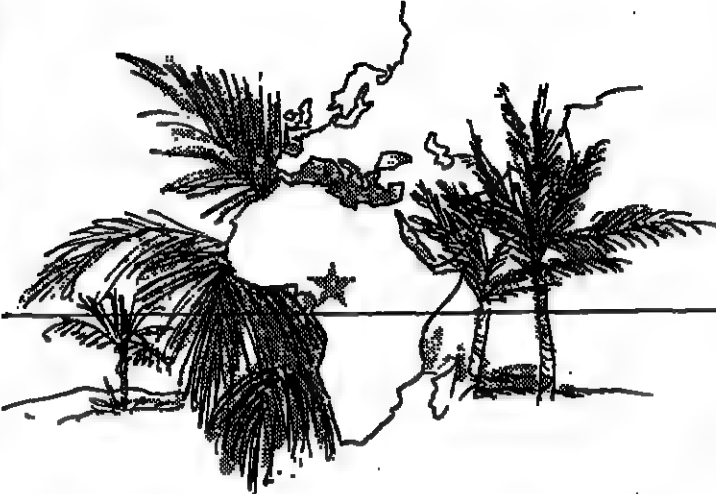
Attractive salary package offered with excellent career.

Please reply in writing enclosing your C.V. to:  
**J-C Panighetti, Management Horizons Ltd,**  
Ryde House, 391 Richmond Road,  
Twickenham, London TW1 2EF.

**AFRIQUE CENTRALE**

**Directeur commercial et marketing**

PRODUITS GRANDE CONSOMMATION



Nous sommes la filiale africaine d'un des premiers Groupes d'Affaires Européen et recherchons un Directeur commercial et marketing.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 40 ans minimum, de formation ESC, ESSEC ou équivalent, anglais courant, pouvant justifier:

- d'une part:
- d'une expérience du Management (mise en place, organisation et Direction) d'un réseau commercial de plusieurs centaines de personnes, d'autre part:
- d'une parfaite maîtrise du Marketing (et des outils marketing) du secteur concerné.

Le fait d'avoir une bonne connaissance de l'Afrique Centrale où d'y avoir travaillé quelques années sera un atout supplémentaire.

Nous lui confierons la mission d'élaborer une politique commerciale adaptée à nos nouveaux objectifs, ex. relayé par son Directeur Marketing, son Directeur des Ventes et les Directeurs régionaux, de mettre en place les moyens nécessaires pour la faire vivre.

Il s'attachera tout particulièrement au développement de notre CA et de nos marges, ainsi qu'à la valorisation de notre image de marque. Outre les nombreux avantages liés au poste (basé en Afrique Centrale), la rémunération sera négociée en fonction de l'expérience et des compétences du candidat retenu.

Si vous recherchez aujourd'hui des responsabilités et une situation plus large, dans un groupe dont la politique de conquête de marchés et la dimension internationale, vous offrez, à terme, de réelles opportunités de carrière.

Alors, adressez rapidement votre CV + photo + rémunération actuelle sous la référence LM1113 à Bernard G. ALLEN au

**CABINET BOTH**

Département Sélection Recrutement  
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

**DOF DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALBERATER**

En une trentaine d'années nous nous sommes imposés en Europe comme un des spécialistes incontestés dans le domaine de la pompe industrielle. Avec un souci aigu de qualité, notre objectif est d'assurer à une clientèle aux besoins diversifiés, une gamme variée, dotée d'un bon niveau technologique. Depuis quelques années déjà, nous avons associé l'Allemagne Fédérale à notre fort développement international, mais intensifions actuellement nos efforts, à l'horizon 92, pour accélérer notre pénétration sur ce marché à très fort potentiel pour nous. Pour piloter ce défi nous souhaitons rencontrer un véritable

**MANAGER FRANCO-ALLEMAND**

qui grâce à ses talents relationnels et à sa personnalité saura être l'interface crédible entre nos clients allemands, notre structure allemande située à Mayence et notre siège français.

De formation technique à fort potentiel commercial ou négociateur chevronné doté d'une bonne logique technique notre futur collaborateur nous apportera ses connaissances du milieu industriel concerné, à savoir: alimentaire, chimie, pharmacie, cosmétique, papiers, bois, céramique, traitement de surface.

Votre potentiel et vos résultats vous permettront en effet d'évoluer rapidement vers la direction de notre filiale, que nous sommes prêts à vous confier. Pour réussir à ce poste vous maîtrisez bien sûr parfaitement les deux langues.

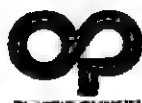
De nationalité française vous avez pris la décision de vous installer en R.F.A.; de nationalité allemande vous souhaitez peut-être regagner votre pays.

Quel que soit votre cas, faites-nous part de votre intérêt en adressant votre dossier complet (C.V. + photo + lettre manuscrite) à notre Conseil sous réf. F/LM/21.06. qui vous garantit une totale discrétion.

**MOOG CONSULT. S.A.**  
INTERNATIONAL MANAGEMENT

67000 STRASBOURG - 24, PLACE KLEBER

**Le Monde  
CADRES**



PLASTIC OMNIUM

Parmi les leaders en technologies de transformation des matières plastiques, notre groupe dépassera les 2,5 milliards de Francs en 1989 et regroupera plus de 3.500 personnes en France et à l'étranger. Nous créons le poste de

**Responsable du Contrôle Financier**

Chargé de mettre en application les procédures de contrôle interne auprès de nos filiales françaises et étrangères (plans analytiques et comptables du groupe, trésorerie, budget, investissements), de suivre les performances des filiales (analyse, conseil, appui aux directions générales des filiales) et de participer aux missions de consolidation.

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESCP, ESSEC...), vous souhaitez valoriser une expérience de 3 à 5 ans en cabinet et/ou milieu industriel, et mettre au point votre sens de l'analyse, de la méthode et de la rigueur.

Ce poste implique une bonne connaissance de l'anglais, et nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo de présentation) sous référence à PLASTIC OMNIUM, Direction des Ressources Humaines, 1 rue du Parc 92300 LEVALLOIS-PERRET.

L'INNOVATION DANS LES MATIÈRES PLASTIQUES

**DEUX DIRECTEURS DE RECHERCHE EN  
SCIENCES SOCIALES**

Ingénieur grande école + formation complémentaire ou doctorat.  
Expérience de plusieurs années avec utilisation de méthodes quantitatives.

Postes à pourvoir sur les thèmes: « aspirations des individus » et « évaluation des politiques publiques ».

Chaque poste consiste à diriger 5 chargés d'étude, à gérer un portefeuille de contrats et à participer à la prospection de nouveaux contrats.

Envoyez un dossier complet au Directeur du CREDOC, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris. Confidentialité assurée.



Agence de publicité Neully  
forte expansion - budgets multinationales

**JEUNE COLLABORATEUR  
COMMERCIAL**

Partenaire de grands groupes internationaux, notre agence suit une forte croissance.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un jeune cadre (H/F) apte à participer au développement commercial et au suivi des relations clientèles. Sa mission

débouchera à terme sur la responsabilité de budgets. Ce poste conviendrait à un jeune cadre, 25/30 ans, grande école ou équivalent, enthousiaste, ouvert, avec

d'excellentes qualités relationnelles. Il est motivé par les responsabilités au sein d'une petite équipe et les contacts à haut niveau. Anglais courant.

Lettre manuscrite, CV et photo à Diane Boyer-Georgel, E.D.P., 99, avenue du Route, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Tél. 47.47.20.80.

**UN DÉPARTEMENT  
de l'industrie de la défense  
RECHERCHE**

**INFORMATIENS**

DUT/STS Informatique

mil. nationalité française

Système SULL DPE/7

Brut: 110 000 F

Lieu de travail: Paris-19

30 DUMAS, 46-52-56-58

**DEMANDES D'EMPLOIS**

Agence d'emploi sérieux

20 ans, partant couramment

anglais, recherche emploi

dans l'industrie touristique,

antenne balnéaire ou hôtel-

ière, pour 6 mois.

Lien de suite.

Consultant Pierre Moore

19-44-523 742086

OBJECTIF 1989

J.F. 20 ans, DES COCOTIER EXT.

angl., esp., ital., esp. règle

commerciale Europe. Ligne

imm. 42-40-58-52 (sp.)











## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>								
<b>3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
2 pièces, park. 53 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	+ 5.558 + 515	<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
			2 pièces 52 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	10, rue de Belleville AGF 42-44-00-44	+ 3.480 + 670	3 pièces + park. 90 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Levallois 148-150, rue du Pt-Wilson AXA 40-75-59-28	4.500 + 1.150
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
2 pièces 60 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	18, rue Oudinot SAGEL 47-42-44-44	+ 5.700 + 884	Studio 57 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	28, allée G. Racine SGI-CNP 42-02-16-17	+ 3.000 + 843	3 pièces + park. 85 m <sup>2</sup> + balc. 5e ét.	Neuilly-sur-Seine 223, av. C. de Gaulle CIGMO 48-24-50-00	8.000 + 1.300
4 pièces 57 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	18, rue Oudinot SAGEL 47-42-44-44	+ 7.760 + 1.350	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces + park. 95 m <sup>2</sup> , balc., 4 <sup>e</sup> ét.	52-56, rue des Haies CIGMO 48-24-50-00	+ 4.800 + 1.200	4 pièces + box 160 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Neuilly-sur-Seine 74, rue de Châteaufort GCI 40-18-28-83	7.650 + 1.350
7 p. + balc. 14 m <sup>2</sup> 234 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	184, rue de l'Université SGI-CNP 47-05-50-11	+ 25.800 + 3.611	2 pièces + park. 55 m <sup>2</sup> , balcon	52-56, rue des Haies CIGMO 48-24-50-00	+ 3.500 + 700	Studio 40 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly-sur-Seine 223, av. C. de Gaulle CIGMO 48-24-50-00	19.200 + 2.980
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces 66 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	7, rue Saint-Blaise AGF 42-44-00-44	+ 4.090 + 910	3 pièces 74 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Neuilly-sur-Seine 33, rue Permonier AGF 42-44-00-44	3.800 + 680
4-5 pièces + balc. 150 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	32, rue Georges-V CIGMO 48-24-50-00	+ 22.000 + 3.500	3 pièces + balcon 79 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	19, rue des Belkams SGI-CNP 43-67-05-38	+ 4.908 + 887	<b>PUTEAUX</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			15, av. G. Pompidou AGF 42-44-00-44		4.850 + 740
3-4 pièces 100 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	74, rue d'Amsterdam SAGEL 47-42-44-44	+ 8.800 + 895	Pavillon 6 pièces 112 m <sup>2</sup>	Guyancourt 15, allée des Genets SAGEL 46-08-80-38	+ 5.770 + 178	2 pièces 50 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Saint-Cloud 2-6, square Ste-Clothilde AGF 42-44-00-44	4.055 + 350
3 pièces 75 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	74, rue d'Amsterdam SAGEL 47-42-44-44	+ 7.500 + 525	4 pièces + loggia 94 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	Montigny-le Bretonneux 3, allée des Grilles SGI-CNP 30-44-01-13	+ 3.268 + 1.082	<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces 47 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 42 bis, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	+ 3.780 + 270	5 pièces + park. 97 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	NOISY-LE-GRAND 21, allée du Clos Gagnier LOC INTER 47-45-19-97	3.534 + 1.278
2 pièces meublées 45 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	74, rue Amiel HOME PLAZZA 40-21-20-00	+ 6.300 CC/SEM	2 pièces 54 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 42, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	+ 4.100 + 300	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
Studio meublé 28 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	74, rue Amiel HOME PLAZZA 40-21-20-00	+ 3.150 CC/SEM	2 pièces 52 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Versailles 96, avenue de Paris SAGEL 46-08-80-38	+ 3.900 + 531	4 pièces + park. 87 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Charenton 150, rue de Paris LOC INTER 47-45-19-97	5.550 + 1.055
Studio meublé 35 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	74, rue Amiel HOME PLAZZA 40-21-20-00	+ 3.575 CC/SEM	4 pièces, 2 park. 105 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Versailles 1 à 13, av. du Gal-Pershing COFIMEG 69-28-15-32	+ 6.461 + 1.409	2 pièces + park. 49 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Charenton 158, rue de Paris LOC INTER 47-45-19-97	4.400 + 601
2 pièces 50 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	4, avenue de Tallevbourg SAGEL 47-42-44-44	+ 632 + 7.415	3 pièces, park. Neuf	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGMO 48-24-50-00	+ 3.460 + 780	3 pièces + park. 89 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Saint-Mandé 5, rue Fays LOC INTER 47-45-19-97	5.545 + 676
5 pièces + park. 95 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	4, rue Nicolle LOC INTER 47-45-19-97	+ 831	<b>91 - ESSONNE</b>			3 pièces + park. 74 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Saint-Mandé 31-33, av. Joffre LOC INTER 47-45-19-97	5.100 + 773
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			6 pièces + jardin 230 m <sup>2</sup>	Gif-sur-Yvette Avenue du Gal-Leclerc COFIMEG 69-28-15-32	+ 8.500 + 400	<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
4 pièces 85 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	20 bis, bd de la Bastille AGF 42-44-00-44	+ 7.750 + 950	5 pièces 105 m <sup>2</sup>	Massy Avenue Nationale COFIMEG 69-20-48-91	+ 4.008 + 1.232	Maison 5 pièces 115 m <sup>2</sup> , Jardin 332 m <sup>2</sup> , R.C.	Montmorency 5, allée des Grilles	5.700 + 587
2 pièces 55 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	107, av. M. Stoltz CIGMO 48-24-50-00	+ 4.000 + 590	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			4 pièces + park. 82 m <sup>2</sup> + balc.	Enghien 103, rue du Gl-de-Gaulle GFF 49-02-36-66	6.200 + 684
4 pièces 74 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	7-15, rue St-Basile LOC INTER 47-45-19-97	+ 6.229 + 784	Studio 55 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Boulogne 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF 42-44-00-44	+ 4.500 + 1.050	3 pièces + park. 69 m <sup>2</sup> + ter. 2 <sup>e</sup> ét.	Enghien 103, rue du Gl-de-Gaulle GFF 49-02-36-66	5.000 + 552
Studio 35 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	104, rue de Charenton SAGEL 47-42-44-44	+ 2.600 + 317	2 pièces 48 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Boulogne 48-48, rue de Bellevue SAGEL 46-08-80-38	+ 4.200 + 529	2 pièces + park. 54 m <sup>2</sup> + balcon	Enghien 103, rue du Gl-de-Gaulle GFF 49-02-36-66	3.600 + 432
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 pièces 103 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Courbevoie 3, Place Champs AXA 40-75-59-28	+ 6.800 + 846	<b>33 - GIRONDE</b>		
5 pièces Duplex 105 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	12, r. du Moulin-de-la-Pointe SAGEL 47-42-44-44	+ 8.000 + 1.367	2 pièces 54 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Courbevoie 2, av. du Parc/Pl. Champs AGF 42-44-00-44	+ 3.800 + 310	Studio Park. 350/mois 33 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. 16/56-90-11-33	2.000 + 180
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces 72 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Courbevoie 2, av. du Parc/Pl. Champs AGF 42-44-00-44	+ 4.700 + 420	3 pièces Park. 350/mois 76 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. 16/56-90-11-33	3.750 + 445
3 pièces 85 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	47, rue Froidevaux AGF 42-44-00-44	+ 4.800 + 730	4 pièces 77 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Courbevoie 9, pl. Champs/3, av. du Parc AGF 42-44-00-44	+ 5.700 + 520	4 pièces Park. 350/mois 102 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. 16/56-90-11-33	4.540 + 595
Studio 40 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	8, rue Jules-Guadet SAGEL 47-42-44-44	+ 3.700 + 452	<b>SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b>					
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>HOME PLAZZA, ENTRE L'HOTELLERIE ET LA LOCATION</b>					
Stud. (1 <sup>er</sup> sept.) 30 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	25, r. de la Croix-Nivert AXA 40-75-59-28	+ 2.800 + 440	<b>OU</b>					
Studio 32 m <sup>2</sup>	85-89, bd Pasteur COFIMEG 69-28-15-32	+ 3.081 + 522	<b>HOME PLAZZA, UN NOUVEAU CONCEPT D'HOTELLERIE</b>					
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>OU</b>					
3-4 pièces 88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	8, rue Fernand-Latour SAGEL 47-42-44-44	+ 6.750 + 1.130	<b>HOME PLAZZA, UNE RÉSIDENCE HOTELIÈRE A DÉCOUVRIR</b>					
Studio 50 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	94, rue Raymond SAGEL 42-86-61-06	+ 4.440 + 1.004	Que ce soit pour faire du tourisme, du shopping ou des affaires, séjourner quelques jours dans la capitale relève de la sagesse : d'un côté, des hôtels luxueux ou étagés du centre, de l'autre, des locations meublées au mois, rares et peu adaptées aux séjours de courte durée... L'ouverture de la première résidence hôtelière à Paris, Home Plaza, vient combler cette lacune. Non loin de la Bastille, au 74, rue Amiel, 100 studios et appartements (270 d'ici à fin 1990) ont été aménagés à l'intérieur de deux styles de bâtiments anciens : de part et d'autre d'une cour parée à l'ancienne, se profilent des immeubles Eiffel, rénovés et égayés par d'immenses baies vitrées en aluminium bien carrelé, et des immeubles du XVIII <sup>e</sup> siècle aux lignes pures et sobres, renaissances en chaux à l'ancienne.					
3 pièces + park. 77 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	10, rue Auguste-Mequet LOC INTER 47-45-19-97	+ 7.815 + 868	« Un site architectural unique à Paris », explique Albert Cohen. Le directeur général de Home Plaza est avant tout un spécialiste de la rénovation de bâtiments anciens. En collaboration avec les architectes des Bâtiments de France et des Monuments historiques, il a travaillé trois ans pour remettre en état l'ensemble et aboutir à ce mariage - réussi - de deux architectures.					
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			L'aspect historique et esthétique du site n'est pas le seul attrait de Home Plaza, loin s'en faut. Derrière ses façades chargées d'histoire, se dessine une conception nouvelle de l'hôtellerie, ou plutôt de la location.					
Studio 34 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	120, avenue Wagram AXA 40-75-59-28	+ 2.700 + 555	Studios ou appartements sont à louer pour une à cinq personnes à la nuit, à la semaine, au mois. Une innovation d'autant plus intéressante que les tarifs sont modulables suivant la période (bleue, blanche ou rouge) et la durée du séjour (-15 % pour une semaine, -25 % pour un mois, etc.). A titre d'exemple, un studio pour deux personnes se loue 400 F, en période bleue, 600 F, en période rouge. Au service de base (studio avec kitchenette, linge de maison, lit préparé, TV, téléphone direct, ménage hebdomadaire), peuvent s'ajouter de multiples services à la carte : secrétariat multilingue, télépressing, baby-sitting... Dans un site qui marie le confort d'une hôtellerie 3 étoiles aux avantages d'un appartement « à soi », rien ne semble avoir été oublié : centre de remise en forme, service traiteur, salle de jeux pour enfants, 1 000 m <sup>2</sup> de salles de réunions, etc. : un lieu de vie qui convient aussi bien aux hommes d'affaires qu'aux touristes et aux familles ! Deux troupes d'artistes de passage à Paris y auraient déjà élu domicile peu après l'ouverture.					
2 pièces 55 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	4, rue de Puteaux CIGMO 48-24-50-00	+ 4.400 + 600	Il est vrai que ce système a le mérite d'être moins onéreux que l'hôtellerie traditionnelle, tout en offrant davantage de liberté et de services, au cœur même de la capitale. Comment ce pari financier peut-il être retenu ? Les investisseurs de Home Plaza misent sur la faiblesse des charges fixes et le fort coefficient d'occupation (90 %) pour obtenir une rentabilité élevée au mètre carré. Une stratégie économique qui sera développée dans l'Est parisien, près de la Nation (fin 1990), puis en Europe : à Madrid, Londres, Bruxelles, d'ici à fin 1992. Gageons que les visiteurs des capitales européennes apprécieront ce nouveau concept : il mérite en tout cas d'être essayé.					
Studio 25 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	9, rue des Dardanelles CIGMO 48-24-50-00	+ 560 + 75						
3 pièces 63 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	9, rue des Dardanelles CIGMO 48-24-50-00	+ 8.134 + 1.185						

### SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



#### RÉSIDENCE DES URSULINES

40, rue des Ursulines

à 6 minutes à pied du RER

Dans un parc de verdure

il reste à louer quelques appartements.

AGF Location - 27, rue Laffitte, 75009 PARIS.

### HOME PLAZZA, ENTRE L'HOTELLERIE ET LA LOCATION OU HOME PLAZZA, UN NOUVEAU CONCEPT D'HOTELLERIE OU HOME PLAZZA, UNE RÉSIDENCE HOTELIÈRE A DÉCOUVRIR

Que ce soit pour faire du tourisme, du shopping ou des affaires, séjourner quelques jours dans la capitale relève de la sagesse : d'un côté, des hôtels luxueux ou étagés du centre, de l'autre, des locations meublées au mois, rares et peu adaptées aux séjours de courte durée... L'ouverture de la première résidence hôtelière à Paris, Home Plaza, vient combler cette lacune. Non loin de la Bastille, au 74, rue Amiel, 100 studios et appartements (270 d'ici à fin 1990) ont été aménagés à l'intérieur de deux styles de bâtiments anciens : de part et d'autre d'une cour parée à l'ancienne, se profilent des immeubles Eiffel, rénovés et égayés par d'immenses baies vitrées en aluminium bien carrelé, et des immeubles du XVIII<sup>e</sup> siècle aux lignes pures et sobres, renaissances en chaux à l'ancienne.

« Un site architectural unique à Paris », explique Albert Cohen. Le directeur général de Home Plaza est avant tout un spécialiste de la rénovation de bâtiments anciens. En collaboration avec les architectes des Bâtiments de France et des Monuments historiques, il a travaillé trois ans pour remettre en état l'ensemble et aboutir à ce mariage - réussi - de deux architectures.

L'aspect historique et esthétique du site n'est pas le seul attrait de Home Plaza, loin s'en faut. Derrière ses façades chargées d'histoire, se dessine une conception nouvelle de l'hôtellerie, ou plutôt de la location.

Studios ou appartements sont à louer pour une à cinq personnes à la nuit, à la semaine, au mois. Une innovation d'autant plus intéressante que les tarifs sont modulables suivant la

période (bleue, blanche ou rouge) et la durée du séjour (-15 % pour une semaine, -25 % pour un mois, etc.). A titre d'exemple, un studio pour deux personnes se loue 400 F, en période bleue, 600 F, en période rouge. Au service de base (studio avec kitchenette, linge de maison, lit préparé, TV, téléphone direct, ménage hebdomadaire), peuvent s'ajouter de multiples services à la carte : secrétariat multilingue, télépressing, baby-sitting... Dans un site qui marie le confort d'une hôtellerie 3 étoiles aux avantages d'un appartement « à soi », rien ne semble avoir été oublié : centre de remise en forme, service traiteur, salle de jeux pour enfants, 1 000 m<sup>2</sup> de salles de réunions, etc. : un lieu de vie qui convient aussi bien aux hommes d'affaires qu'aux touristes et aux familles ! Deux troupes d'artistes de passage à Paris y auraient déjà élu domicile peu après l'ouverture.

Il est vrai que ce système a le mérite d'être moins onéreux que l'hôtellerie traditionnelle, tout en offrant davantage de liberté et de services, au cœur même de la capitale. Comment ce pari financier peut-il être retenu ? Les investisseurs de Home Plaza misent sur la faiblesse des charges fixes et le fort coefficient d'occupation (90 %) pour obtenir une rentabilité élevée au mètre carré. Une stratégie économique qui sera développée dans l'Est parisien, près de la Nation (fin 1990), puis en Europe : à Madrid, Londres, Bruxelles, d'ici à fin 1992. Gageons que les visiteurs des capitales européennes apprécieront ce nouveau concept : il mérite en tout cas d'être essayé.

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة الامم المتحدة"



# PARIS

## ILE-DE-FRANCE

Deux projets pour rééquilibrer la capitale

### A l'Est du nouveau

Tout le monde est d'accord, en particulier le gouvernement et la mairie de Paris : il faut rééquilibrer la capitale vers l'Est, faire en sorte que l'Ouest ne soit pas le seul à se moderniser, à s'équiper, à attirer les investissements de l'an 2000. Un grand mouvement se

dessine donc, avec des points forts qui s'appellent Opéra Bastille, Palais omnisports de Bercy, nouveau ministère des finances, future « Très Grande Bibliothèque »... Parmi les différents projets qui illustrent cette nouvelle orientation : la création, à Bercy, d'un

grand centre international de l'agro-alimentaire — le dossier est bouclé — et, à plus long terme, le déménagement de la cité financière qui quitterait les abords du Palais Brongniart pour s'installer sur la rive gauche de la Seine.

## A Bercy, une cité du vin et de l'alimentation

Le dossier Bercy est bouclé. Les dernières demandes de permis de construire seront déposées à la fin de cette année. Et, en 1993, la rénovation des vieux entrepôts sera achevée. Au total, plus de 33 hectares aménagés par la Ville, propriétaire des terrains, par le biais de la SEMAEST (Société d'économie mixte de l'est de Paris). Les ultimes arbitrages ont été rendus à propos des 13 hectares qui « ferment » le site à l'est.

Après le vote du Conseil de Paris, la mairie a retenu le projet présenté par la société ZEUS (zone d'évolution urbaine de la Seine). Il s'agit d'un puissant consortium financier qui regroupe le Crédit national, la compagnie La Hénin, le groupe Dumez, la compagnie foncière de construction (une filiale du Crédit foncier), la société Euro-développement et la banque américaine Citibank. Enfin, pour mettre toutes les chances de son côté, la société ZEUS s'est assurée le concours, à titre de conseiller, du grand groupe américain Trammell Crow, spécialiste mondial des centres d'affaires permanents.

Directeur général de la société, Jean-Pierre Hennequet arpente les rues et les venelles des entrepôts, où le long des gros pavés se dressent les vieux chais ombragés par des érables et des marronniers centenaires. « *Livrer un tel site aux bulldozers sans discernement aurait été un beau gâchis pour Paris* », affirme-t-il. Opinion partagée par les architectes Michel Macary (associé à Pei pour la pyramide du Louvre) et Henri Lafont qui ont dessiné, entre la cour Chamond et la gare de la Rapée, ce nouveau Bercy fidèle à la tradition du vin et de la table. Coût de l'opération : 3 milliards de francs.

Ainsi, les vieux chais de la cour Saint-Emilion seront réhabilités. S'installeront à l'intérieur des bars à vin, des brasseries, des restaurants gastronomiques et régionaux (mais pas de « restauration rapide ») et des boutiques réservées à la vente de vins et spiritueux, français et étrangers, mais aussi à l'art de la table. Ce sera « Bercy village », ouvert sur le parc de 12 hectares créé par la Ville entre le Palais omnisports et ce haut lieu des auberges retrouvées.

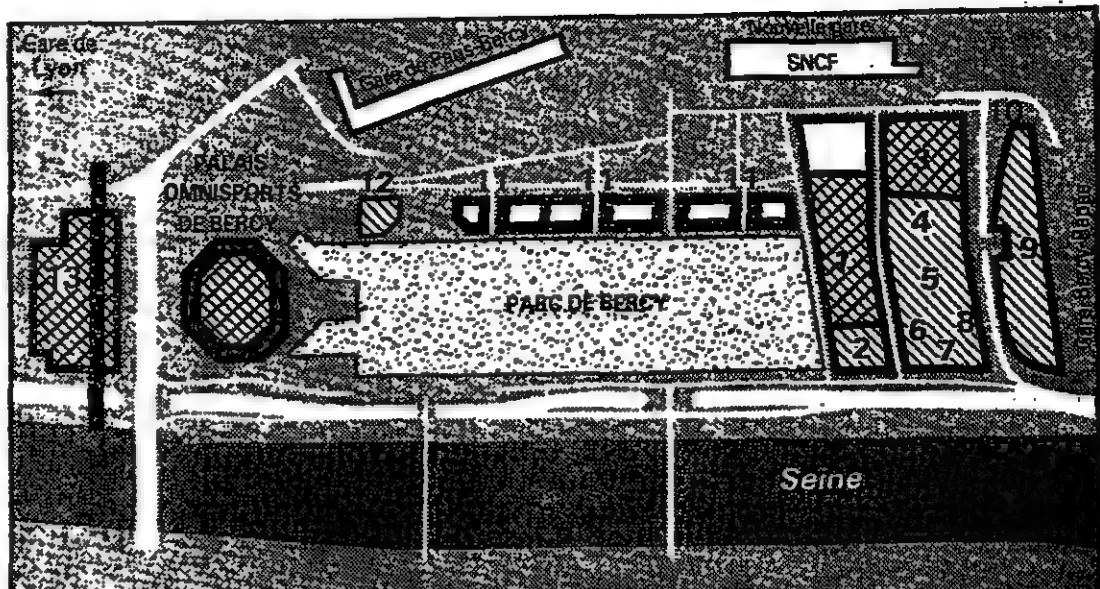
Les célèbres entrepôts Lheureux, inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, seront, eux, restaurés. Sur 12 000 mètres carrés, les « pavillons de Bercy » accueilleront foires, salons, quinzièmes commerciales et expositions : Salon du foie gras, Salon des vins d'appellation contrôlée, par exemple.

800 à 1 000 entreprises en 1993

Il est également prévu d'édifier à cet endroit une Maison internationale des vins et spiritueux avec un musée des vins et de la gastronomie, une salle des ventes spécialisée, qui fait actuellement défaut à Paris, le siège d'organisations professionnelles et la Compagnie des courtiers-jurés-piqueurs de vin (reconnue depuis 1322) qui animera des salles de dégustation. Enfin, un centre de formation préparera aux métiers du vin, de la boulangerie, de la cuisine. Dans le même secteur seront construits deux hôtels d'une capacité totale de 750 chambres de (deux et trois étoiles), ainsi qu'un centre de conférences. Différents services du ministère de l'Agriculture devraient trouver place dans ce nouveau quartier. Enfin, pour reloger dans de bonnes conditions les négociants qui le désirent et qui sont installés, pour certains, depuis des dizaines d'années à Bercy, une cité vit-vinicole sera bâtie.

Toutes ces activités se répartiront autour d'une grande place piétonne qui conduira — d'ouest en est — de la cour Saint-Emilion à « Bercy-Expo », le cœur de la rénovation, où le projet ZEUS prévoit de créer « le premier centre mondial du vin et de l'agro-alimentaire ». Il s'agira d'un centre d'affaires permanent qui regroupera à long terme d'anciens entrepreneurs français et étrangers, spécialisés dans les métiers de l'alimentation. Sur une surface de 120 000 mètres carrés, répartie sur huit niveaux, Bercy-Expo sera équipée de tous les services modernes destinés à faciliter les transactions commerciales des entreprises ainsi que leurs relations avec l'ensemble des professionnels.

On y trouvera donc des salles de réunion, des salons de réception, des cuisines de démonstra-



- |  |  |
|--|--|
| 1 - Bercy-village                                      | 7 - Centre de colloques                    |
| 2 - Bureaux de bord de Seine                           | 8 - Services du ministère de l'agriculture |
| 3 - Les pavillons de Bercy                             | 9 - Bercy-Expo                             |
| 4 - Maison internationale des vins centre de formation | 10 - Nouvelle cité vini-viticole           |
| 5 - Sièges sociaux                                     | 11 - Logements                             |
| 6 - Complexe hôtelier                                  | 12 - American Center                       |
|  | 13 - Ministère des finances                |

tion, des centres de dégustation, un service de traducteurs et d'interprètes, ainsi que des banques et des agences de voyages. 3 200 places de stationnement seront aménagées sous ce nouveau centre d'affaires. Les responsables de Bercy-Expo se sont fixé pour objectif de réunir, à partir de 1993, 800 à 1 000 entreprises.

#### La tradition du négoce

Plus de 300 sociétés — dont un tiers d'étrangères — ont déjà décidé d'ouvrir un bureau dans les murs de cette immense vitrine de l'alimentaire. Depuis une quinzaine d'années existe à Bruxelles un centre comparable, réservé aux secteurs du meuble et du prêt-à-porter, qui abrite en permanence 1 400 entreprises et a reçu, en 1987, 600 000 visiteurs professionnels. Sa surface sera portée en 1989 à 175 000 mètres carrés. De quoi donner le moral aux promoteurs de Bercy-Expo.

Si, avec le projet ZEUS, Bercy reste fidèle à la tradition du négoce, vieille de quatre cents ans, l'élément principal de cette opération d'urbanisme sera le parc. D'où des salles de dégustation, 12 hectares étirés le long de la Seine respectant la trame des voies anciennes, les arbres centenaires et les bâtiments du siècle dernier. Une grande pelouse sera agrémentée de canaux, de passerelles, de bassins, de rochers et, bien sûr, de treilles et de vignes. A l'image des Tuileries, une terrasse plantée protégera le jardin de la voie express.

Ce belvédère dominera la Seine, dont les berges auront été aménagés. Enfin, la Ville a décidé de construire 1 200 logements (dont 40 % « aidés ») et des équipements de quartier en bordure de ce parc, le long de la rue Pomard.

Le négoce, la détente mais aussi la culture. Le centre culturel américain, l'American Center, qui a quitté son fief du boulevard

Raspail, va, lui aussi, s'installer à Bercy, dans des locaux mieux adaptés à ses activités et ouverts à tous les Parisiens. La première pierre du bâtiment, qui abritera le plus vaste espace européen de la culture d'outre-Atlantique, sera posée à la mi-juillet.

Reste la desserte de ce secteur, carte maîtresse du rééquilibrage de la capitale vers l'Est. La voie express rive droite sera réaménagée et des accès directs à ce nouveau quartier sont programmés. Le pont de Bercy sera doublé. Les itinéraires de deux lignes d'autobus seront modifiés.

Enfin, la RATP étudie la création d'une nouvelle ligne de métro (METEOR) pour desservir à partir des gares SNCF les quartiers sud-est de la capitale, c'est-à-dire Bercy et Tolbiac. Enfin, une passerelle reliera le parc tracé sur les anciens entrepôts à l'autre rive de la Seine où s'élèvera la Très Grande Bibliothèque... Qui a dit que l'Est parisien était le bout du monde ?

JEAN PERRIN

## A Tolbiac, une nouvelle cité financière

Le déménagement des quelque six mille fonctionnaires de la rue de Rivoli vers la fournaise de Bercy a conduit Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, à demander un rapport sur la création d'une cité financière plus près de son nouveau bureau. C'est Georges Dumas, l'ancien président du CIC, qui a été chargé de réfléchir aux modalités de désenclavement du quartier des affaires, le « Triangle d'or » Opéra-Bourse-Poissonnière. Il vient de se prononcer en faveur d'une concentration près de Bercy. Ne manque plus que le feu vert officiel du ministère.

Pour ce vaste chantier, gouvernement et mairie de Paris sont cette fois à l'unisson. La Ville souhaite en effet voir naître, en face de Bercy, sur l'autre rive de la Seine, dans le quartier Tolbiac et ses environs — c'est à cet endroit que devrait être construite aussi la très grande bibliothèque — une cité financière ultra-moderne où seraient réunies les sociétés de Bourse, les sièges des grandes banques et compagnies d'assurances, et surtout les salles de crises des marchés boursiers.

Le projet, ficelé depuis plusieurs mois, prévoit l'édification sur 50 hectares d'immeubles de bureaux. Les terrains sont actuelle-

ment sillonnés par des lignes de chemin de fer et par quelques entrepôts industriels à l'abandon. Ce no man's land n'a jamais été construit, destiné successivement à plusieurs projets grandioses mort-nés. Il devait accueillir l'Exposition universelle de 1989, devenir le village olympique des Jeux de 1992.

Les voies ferrées sont vouées à disparaître : les trains qui passaient là avant d'atteindre la gare d'Antennité seront bientôt déviés vers la gare Montparnasse, promise centre névralgique du réseau vers le Sud-Ouest et point départ du TGV-Atlantique. Résultat : 50 hectares disponibles, dont la mairie a soigné la majeure partie et commencé le désenclavement.

Quarante-cinq sociétés six mille employés

Prochaine étape : convaincre les partenaires financiers de quitter le Triangle d'or. Le quartier pourrait alors retrouver une vocation de logements, comme le souhaite la Ville. Mais les professionnels de l'argent, installés dans ce périmètre depuis Napoléon, qui a fait construire le palais Brongniart, n'ont pas un enthousiasme débordant. L'Est pari-

sien ? Un exil insupportable à leurs yeux ! Leur principal argument : il est absurde de vouloir déménager en même temps autant de monde. Des milliers de personnes sont en effet concernées par le projet, les quarante-cinq sociétés de Bourse, représentant plus de six mille employés, les banques, les assurances et leur environnement, jusqu'aux libraires spécialisés dans les ouvrages financiers. Toute une vie grouillante qui éclate dans des locaux exigus, de plus en plus exigus puisque les envolées de la Bourse ont entraîné une forte augmentation du personnel. La seule charge Tuffier, l'une des plus importantes, est ainsi passée de soixante-dix salariés en 1982 à près de trois cent quatre-vingts aujourd'hui. En six ans, les effectifs des agents ont pratiquement doublé. La mairie, bien sûr, n'a rien fait pour arranger la situation : elle a bloqué toute extension, en interdisant la construction de nouveaux bureaux.

L'évacuation progressive du palais Brongniart sera facilitée par la modernisation des activités boursières. Paris a opté résolument pour la mise sur ordinateur et l'élimination des criées. Le marché des valeurs (actions et obligations) va d'ici à la fin de l'année s'intégrer entièrement au système CAC (ota-

tion en continu sur ordinateur), estime la Société des Bourses françaises. La SBF, actuelle locataire du palais Brongniart, qui appartient à la Ville. Les dernières criées classiques pour les valeurs étrangères et les valeurs-supports du marché des options vont disparaître dans quelques mois. Seuls le marché à terme international de France (MATIF) et le marché des options négociables (MONEP) resteront équipés des traditionnelles salles de criées.

Le vaste bâtiment néoclassique n'est pas adapté à cette modernisation. Déjà, il a fallu renforcer le parterre et l'abondance des piliers gêne l'installation des câbles pour les écrans. A l'heure où la Bourse de Paris entend rivaliser avec celle de Londres, le palais Brongniart a beaucoup vieilli.

Les boursiers, s'ils peuvent admettre de ne plus se rendre au « château », le palais, s'accrochent désespérément à « leur » quartier. En 1988, le MATIF a essayé d'aménager un ancien cinéma de la rue des Italiens. Un vaste projet de 8 000 mètres carrés de bureaux et de salles de criées en sous-sol ! A deux pas de l'Opéra, l'emplacement était jugé excellent par les opérateurs, même si les difficultés architecturales ne manquaient pas. La

mairie a mis son veto : officiellement, le permis de construire déposé ne correspondait pas au plan d'occupation des sols. Excepté les espoirs du MATIF !

Déjà, dans le quartier, flotte une atmosphère de fin de règne. Les restaurants de la place de la Bourse constatent avec inquiétude l'effritement du Triangle d'or. « Gallipoli », autrefois réservé aux agents de change, tente de conquérir de nouveaux clients en ouvrant le soir. C'est décidément la fin d'une époque.

Un ultime argument devrait faciliter le départ : le loyer du palais Brongniart, 30 millions de francs par an. La SBF pouvait se permettre ce luxe. Maintenant qu'elle n'a plus besoin de ces locaux, le seul MATIF ne pourrait acquiescer une telle somme. Le bail expire cette année, et la SBF ne devrait pas demander son renouvellement.

Dans moins de cinq ans, le palais Brongniart ressemblera à une coquille vide. Que faire du « château » ? On a évoqué la possibilité d'y créer un musée de l'argent. Pas assez rentable, selon la mairie. Celle-ci affirme simplement qu'il sera loué au plus offrant.

PATRICIA LAURENCE

### La région annexée ?

Les soixante-cinq conseillers régionaux PS et MRG d'Ile-de-France considèrent que la proposition de Paul Violette, vice-président (RPR) de cette assemblée et adjoint au maire de Paris, visant à baptiser « Paris-Ile-de-France » la région-capitale « est une nouvelle illustration de l'impérialisme du RPR parisien » (Le Monde du 15 juin). Cette initiative tend « à faire des habitants de l'Ile-de-France 10 millions de Parisiens », a déclaré Yannick Bodin, président du groupe PS-MRG au conseil régional. « Il n'y a pas que des Parisiens en Ile-de-France et l'Ile-de-France n'est pas la propriété de M. Chirac », souligne-t-il dans un communiqué, en accusant le maire de Paris de vouloir « annexer l'Ile-de-France à son seul profit ».

### Fouquet's à la Défense

Comme Paris et ses Champs-Élysées, la Défense aura son Fouquet's. Au dernier étage du nouveau CNIT, sous l'immense voûte de béton, le Fouquet's Europe accueillera, à partir de septembre prochain, les membres du Cercle Europe, de même que le Fouquet's Club international des Champs-Élysées est réservé à des clients français et étrangers privilégiés.

Tout près de la Grande Arche et, tout près du restaurant de deux cents places, le bar panoramique et les salons privés auront vue sur le perron de la Défense. Ainsi, un an après avoir frôlé la démolition, le Fouquet's, non content d'avoir été sauvé, se multiplie.

C.V.

### Concorde contre le cancer

Le comité du Val-de-Marne de la Ligue nationale française contre le cancer a une façon bien à lui de collecter des fonds. Depuis trois ans, il organise des voyages en Concorde, que, le temps d'un week-end, ont emmenés les participants à Nice, Toulouse et Marrakech. La prochaine destination, les 24 et 25 juin, sera Montpellier, avec une réception au conseil général et les visites d'un nouveau centre de prévention contre le cancer (le premier et le seul en Europe), d'une part, et celle de la ville et de la Camargue, d'autre part.

Il en coûte 4 850 F pour participer à cette escapade méditerranéenne. Le comité, qui a déjà l'avantage d'un prix fort (pour l'équipage est bénévole), escompte, s'il arrive à vendre les quatre-vingt-dix-neuf places de l'appareil, un bénéfice situé entre 90 000 F et 120 000 F. Le voyage suivant conduira les participants, les 23, 24 et 25 décembre, à Tel-Aviv. Il sera organisé avec la collaboration de l'Institut Weizmann, à l'occasion du dixième anniversaire de la coopération entre cet institut et la Ligue française contre le cancer.

F.G.

\* Comité du Val-de-Marne de la Ligue nationale française contre le cancer, 40, avenue de Verdun, 94000 Créteil. Tél. : 48-99-48-97.

### Les élus au travail

« Ce qui nous guette tous, nous les maires, c'est la coupure avec la population ». Fort de ce constat, l'ancien ministre UDF Jean-Pierre Fourcade, qui vient d'être réélu pour la troisième fois consécutive maire de Saint-Cloud, a mis tous ses collègues au travail. La tentation est grande en effet pour les conseillers municipaux élus avec la majorité de se reposer sur leurs lauriers et de se contenter de quelques brèves apparitions à la mairie pendant leurs six années de mandat.

« Pour que les gens aient envie de s'investir en politique comme ailleurs, il faut leur donner des responsabilités », explique Jean-Pierre Fourcade, qui a donc trouvé un emploi pour la plupart de ses vingt-neuf collègues. Dix ont des postes d'adjoints, trois sont conseillers délégués, cinq sont délégués de quartier et percent, à ce titre, des réunions par an dans chaque quartier de la ville, six, enfin, sont rapporteurs des commissions extra-municipales, où siègent côte à côte les personnalités de la ville et les représentants du monde associatif et même les élus de l'opposition municipale, des commissions qui se réunissent quatre fois l'an pour travailler dans leur domaine respectif et rédiger des propositions.

« Cette répartition des tâches me permet de rester très concrètement à l'écoute de mes administrés », se félicite Jean-Pierre Fourcade, qui ne craint nullement de voir ses pouvoirs entamés par trop de délégations. « Au contraire, explique-t-il, des collaborateurs motivés et responsables sont la meilleure garantie de mon autorité dans les moments décisifs ».

F.R.



## SOMMAIRE

■ Les agriculteurs commencent à s'inquiéter des effets de la sécheresse que connaît actuellement la France (lire ci-dessous). ■ Le gouvernement prépare une réforme du mode de calcul des cotisations

sociales agricoles (lire ci-dessous). ■ Le directeur général de la Caisse des dépôts préconise un relèvement du plafond des dépôts sur le livret A pour faire face à la fa-

blesse de la collecte (lire page 29). ■ A la demande du gouvernement, M. Brana a élaboré une série de propositions destinées à relancer la politique d'économies d'énergie (lire page 28).

## BILLET

### Coups de chaud agricoles

L'hiver a été sec, le printemps sans pluie, et l'été s'annonce précoce. La chaleur paraît entée, il va faire chaud dans les campagnes. Les organisations agricoles signalent déjà une baisse importante des rendements sur les céréales d'hiver et les pois, desséchés avant l'heure. La bête de printemps, dont la récolte arrive à maturité, pourrait connaître le même sort si le soleil, comme le calendrier l'y autorise cette fois, continue de briller haut et fort. La récolte de maïs pourrait diminuer de 20 % en 1989, en raison de la sécheresse qui sévit dans les régions du Sud, sauf si la pluie se décide à tomber généralement avant le 14 juillet, date du début de la fenaison.

Cette poussée de chaleur, quasi ininterrompue depuis janvier, apporte de l'eau, si l'on peut dire, au moulin des écologistes et autres climatologues préoccupés par l'abolition des saisons et le réchauffement de la planète, fruits amers de nos pollutions diffuses. L'inquiétude gagne bien sûr le monde agricole, qui voit les lacs collinaires croquer aux premières déshydratations. Outre le Midi et la Midi-Pyrénées, le mal gagne la Charente et la Vienne, le Tarn et la Haute-Garonne, mais aussi la Bretagne, la Normandie et l'Alsace. Des cultures sèchent, des arbres ont été mis en place dans ces départements ; les prévisions réunissent le samedi prochain pour dresser un premier bilan, et une mission interministérielle crociera aux premières évaluations, jeudi 22 juin, au secrétariat d'Etat à l'environnement. Les interdictions faites d'arroser les jardins et les cultures avant 6 heures du soir dans certains départements du Sud montrent que la situation est prise très au sérieux. Mais les organisations agricoles, à commencer par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agri-

coles), redoutent surtout l'échauffement des esprits que pourrait faire naître celui du sol. En un mot, ils ne veulent pas qu'on leur réserve les critiques vieilles de trente ans, qui avaient accompagné la vogue de la loi sur l'impôt sécheresse de 1976, impôt qu'ils affirment n'avoir jamais réclamé. « Avant même d'évoquer l'éventualité d'un impôt sécheresse, les contribuables doivent savoir qu'il existe un fonds de calamité agricole. Si la sécheresse s'installe, c'est d'abord la solidarité interne au monde paysan qui jouera », indiquait-on mardi 20 juin au siège de la FNSEA.

« Notre congrès promet d'être chaud », a lancé de son côté M. Henri de Benoist, le président des céréaliers, qui tiennent conclave - ouvert au ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, - les 21 et 22 juin à Saint-Malo. Il s'agit là d'une sécheresse de sentiments, déjà déclarée par la FNSEA lors de son dernier congrès d'avril, entre la profession agricole et son ministre. Si M. Nallet n'annonce rien sur la réforme des cotisations sociales (voir ci-dessous), la baisse des taxes céréalières ou l'augmentation de la prime au gel des terres, le sorcier va continuer à brûler. En déclarant mardi à Luxembourg qu'il défendrait l'idée d'une « jachère énergétique », visant à adapter le programme européen de gel des terres à la production d'éthanol (carburant à base de céréales ou de betteraves), le ministre a exhumé un dossier aussi cher au cœur des céréaliers qu'il est irréaliste (par son coût) aux yeux de Bruxelles. Une annonce peut être imprudente, mais qui rendra sans doute les relations entre le ministre et la profession plus... chaleureuses, en attendant la douche froide.

ERIC FOTTORINO.

## Le système actuel est complexe et dépassé

### La réforme des cotisations sociales agricoles ne suscite guère d'oppositions

Le Sénat devait examiner, mercredi 21 juin, le projet de loi complémentaire agricole présenté par le gouvernement qui transforme les cotisations sociales des agriculteurs. Celle-ci seront désormais calculées selon le revenu individuel (d'après le revenu imposable comme pour les autres salariés) et non plus sur la base collective (à partir du revenu cadastral).

« L'agriculteur doit passer à des cotisations sociales sur le revenu individuel. Le système actuel ne tient plus. » C'est ce que le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, mais un responsable d'une fédération départementale d'exploitants agricoles (FDSEA). Si le projet de réforme gouvernementale des cotisations sociales des agriculteurs a suscité des réactions prudentes mais n'a pas rencontré d'hostilité jusqu'à présent, c'est qu'il bénéficie d'un certain crédit du système actuel. Celui-ci est critiqué - mezza voce - par une partie du monde agricole.

« On n'a pas trouvé plus mauvais », confie un administrateur d'une caisse de mutualité sociale agricole. En tout cas, pas plus complexe et plus opaque pour les assurés. Au départ, une enveloppe globale fixée par la BAPSA (budget annexé des prestations sociales agricoles) et répartie ensuite entre les départements. A la base du système, une référence ancienne, le « revenu cadastral », fixé le plus souvent à la valeur des terres, les plus productives supportent le prélevement le plus élevé. Mais, fixé en 1961, ce revenu cadastral n'a pas été révisé depuis. Aussi a-t-il figé des situa-

tions anciennes qui ne correspondent plus à la prospérité actuelle ou à la pauvreté des régions. « Nous payons notre richesse d'antan », nous déclarait l'an dernier M. Canis, président de la Mutualité sociale agricole du département du Nord. « Celui qui paie 30 000 F dans le Nord verse 12 000 F dans le Centre et sans doute 3 500 F dans le Midi », complétait M. Schryve, président de la FDSEA du département.

Inégalité entre les régions mais aussi entre les productions. Ainsi, les herbages sont « surimposés » par rapport aux cultures spécialisées et, en particulier, la viticulture ou aux élevages « hors sol ».

Sans doute « on essaye de rééquilibrer depuis longtemps les prélèvements et de corriger les défauts du système, mais les opérations sont particulièrement délicates. La hausse des coûts de la protection sociale agricole a entraîné un relèvement sensible des cotisations au cours des dernières années et rendra d'autant plus difficiles les réajustements des départements et les productions : « Si on baisse les uns, les autres doivent payer plus. »

#### Conflits

Les coefficients correcteurs utilisés en fonction du revenu brut d'exploitation (RBE) et du revenu net (RNE) peuvent rendre le système plus opaque encore : on les a utilisés pour répartir les charges entre les départements, mais les cotisations individuelles restent calculées sur le revenu cadastral.

Cette opacité peut susciter des soupçons de « manœuvres » et provoquer de nouveaux conflits. Ainsi, en 1987, la hausse brutale des coti-

sations des céréaliers (plus 50 %) (« un réajustement sauvage », selon un responsable agricole) avait entraîné un mouvement de refus de paiement (Le Monde du 17 novembre 1987). Les céréaliers, qui, à leur tour, ont cessé d'être des privilégiés, supportent d'autant plus mal les hausses de cotisations qu'ils paient des taxes spécifiques au BAPSA. En mars dernier, une vingtaine de départements, notamment dans l'Ouest, ont été touchés par des mouvements de grève des cotisations, d'« autoréduction » ou de refus de prélèvement automatique qui ont sensiblement perturbé les opérations de recouvrement.

Il n'y a pas eu de mouvement aussi vif dans le Nord ou le Pas-de-Calais, mais, en 1987, il avait fallu diminuer sensiblement les coefficients attribués à certaines cultures comme l'endive : « Les endiviers nous ont dit : « Si vous nous augmentez, il y aura encore plus de gens qui ne paieront pas », raconte M. Schryve. En effet, le mode actuel de calcul, éloigné du revenu individuel et de ses variations, rend les cotisations encore moins supportables pour les agriculteurs en difficulté : « Comment puis-je avoir à payer des cotisations plus élevées, alors que mon revenu a baissé l'an dernier ? », nous demandait, en octobre 1987, un agriculteur de la Nièvre.

Feutré, confiné au monde des organisations agricoles (« Il y a une différence entre ce qui se dit localement et ce qui se discute au niveau national », note un syndicaliste), ces débats ont été cependant acceptés depuis plusieurs années par le nombre croissant d'agriculteurs en difficulté qui ne paient plus leurs cotisations (369 agriculteurs déchu-

de leurs droits en 1987 dans le Nord, 420 en 1988, 267 dans le Pas-de-Calais). Ils se doutent d'autres débats sur « l'effort contributif » des agriculteurs pour leur protection sociale. Contesté par les syndicats de salariés, et notamment par FO, cet effort s'est accru depuis les années 80 pour atteindre environ 90 % de celui des salariés en 1985, selon le ministère de l'Agriculture (100 % pour la maladie, mais 63 % pour les prestations familiales et 72 % pour la vieillesse), contre 71 % en 1981.

Novice de responsables agricoles souhaitent en tout cas que le mode de calcul des cotisations ne laisse pas de doute sur la participation des agriculteurs au financement de leur protection sociale : « Celui qui veut en bénéficier doit être heureux de la financer s'il le peut », estime M. Schryve.

La grande majorité des agriculteurs demeurent attachés à un régime propre, mais s'aligner sur le mode de financement des autres catégories sociales peut apparaître comme la meilleure garantie pour l'avenir : « L'agriculture ne doit pas rester enfermée dans un ghetto. Ne faut-il pas s'inspirer de ce qui se fait dans d'autres pays de la Communauté et se rapprocher des autres secteurs ? » s'interroge un des responsables de la FDSEA du Pas-de-Calais. En raison de la baisse du nombre des actifs, l'agriculture aura de plus en plus besoin de la solidarité nationale. Mais il faut que ceux qui gagnent bien leur vie paient davantage. Des préoccupations auxquelles le ministère de l'Agriculture affirme vouloir répondre aujourd'hui.

GUY HERZLICH.

## Le problème de la dette

### Du tiers-monde au tiers payant

(Suite de la première page.)

Certes, pour les banquiers - les prêteurs - la date de 1992, ce n'est pas seulement l'année de l'unification européenne, c'est surtout la date fatidique d'application du diabolique « petit Cooke ». Alors qu'aujourd'hui chaque banque fait un peu ce qu'elle veut en matière de fonds propres, le sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Cooke, a fait approuver une norme imposant un minimum de fonds propres égal à 8 % des engagements « pondérés ». Cette pondération exclut les créances sûres (sur les pays de l'OCDE) et retient toutes les autres, y compris celles sur les banques centrales des pays hors OCDE. Ce seuil de 8 % est déjà presque respecté par les banques françaises, mais les banques américaines en sont loin !

Oserai-je dire qu'en traitant le problème de la dette par le biais des aménagements de bilans bancaires, on prend le problème par le petit bout de la lorgnette ? Oubliez-nous que le vrai problème est de donner à manger à ceux qui ont faim et que l'apurement de la dette n'est qu'un des moyens pour permettre le développement du tiers-monde ?

Je rappellerai d'abord deux vérités trop souvent oubliées :

1) La dette du tiers-monde n'est rien d'autre que le miroir de la crise pétrolière passé par les pays riches aux pays pauvres. Le surplus pétrolier est aux deux chocs de 1973 et 1979 est évalué à 600 milliards de dollars et correspond très exactement au surplus de dette du tiers-monde. En jouant sur les termes de l'échange, les pays riches ont transféré peu à peu la facture de la crise aux pays pauvres.

C'est la première version du tiers payant : le tiers-monde paie la crise à la place des pays riches. Qui peut donc s'étonner aujourd'hui d'une seconde version du tiers payant où le tiers-monde demande aux pays riches de payer sa dette à sa place ?

2) La dette du tiers-monde ne s'éponge pas qu'avec l'argent gagné par les pays pauvres en exportant vers les pays riches. La meilleure aide, c'est d'ouvrir nos marchés aux produits mexicains, brésiliens, argentins, marocains, pour ne citer que les pays les plus atteints. Le tiers payant de la dette, ce sera le consommateur des pays riches et, par voie de conséquence, l'entreprise

qui devra accepter de céder une part de marchés aux produits du tiers-monde. Ce sont nos industriels qui rembourseront à nos banquiers la dette du tiers-monde.

A cet égard, sachons reconnaître que la France n'est pas dans la situation la plus exemplaire : à une époque où notre commerce extérieur est déficitaire sur les pays riches, nous conservons un excédent sur les pays pauvres, c'est-à-dire précisément là où nous devrions accepter, voire rechercher, un déficit !

#### Associer l'Etat et le marché

A partir de ces vérités, on peut mieux apprécier les « nouvelles stratégies » de la dette en cours de discussion internationale, et je me hasarderai à trois réflexions :

1) Le temps travaille pour nous, pour nous tous. Alors que de 1973 à 1983, les dix ans de crise pétrolière ont fait gonfler la dette, depuis 1983, la reprise de la croissance et la baisse de l'inflation ont, sinon dégonflé la dette, du moins atténué les tensions. Dès 1985, le plan Baker, à Seoul, montrait qu'une injection modérée d'argent frais, de « new money », offrirait une sortie aux pays endettés. De 1985 à 1989, aucune crise majeure n'a menacé le système bancaire international, et on a le sentiment que chaque année qui passe en élargissant le risque, alors que, en 1983, tout le monde se voyait courir à la catastrophe.

2) Le marché supplée aux carences des Etats. Si l'on s'éloigne de la catastrophe, le mérite n'en revient certainement pas aux Etats. Le plan Baker, intelligent, n'a jamais pu être appliqué. Les propositions françaises à Toronto sont jugées intéressantes. La nouvelle stratégie de réduction de la dette proposée par le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, est reçue favorablement, mais non encore mise en œuvre.

Par contre, le marché, lui, a sécrété des actions et réactions concrètes. Les banques ont profité des bonnes années depuis 1983 pour provisionner une partie des créances, surtout en France et en Allemagne. Le marché a créé de nouvelles transactions : on échange une créance en dollars sur le Brésil contre une créance en francs sur la Grèce. On échange une créance en dollars contre une créance en monnaie nationale ou contre des actifs du pays débiteur. A quel prix se font ces transactions ? Au prix du marché, bien sûr, donc au prix de l'offre et de la demande, c'est-à-dire avec une décote de 20 à 60 % de la valeur théorique de la créance ! Evidemment, cela se sent dans le bilan : la Manufacture Hanover verrait ses fonds propres fondre des deux tiers si elle évaluait au prix du marché ses créances sur l'Amérique latine !

3) La dette est devenue un bien international. Le vote du X<sup>e</sup> Plan m'a donné l'occasion d'entendre quelques envolées lyriques sur l'« étrennel débat entre le public et le privé ». Or il est des problèmes qui se posent au marché commun des Etats et du marché peut résoudre. La dette est un exemple parfait de ce qu'on appelle un « bien public », encore qu'il faudrait plutôt dans ce cas inventer le vocabulaire du « mal public », c'est-à-dire que la gestion de la dette se heurte aux deux obstacles bien connus pour les biens publics :

« l'obstacle du « chacun pour soi » : globalement, les banques ont intérêt à un apurement de la dette... mais chacune a intérêt à ce que ce soit l'autre qui commence, d'où une tendance au statu quo que seul un acteur central peut dépasser ;

« l'obstacle de la « prime au laxisme » : tout plan plus favorable aux Etats mal gérés par rapport à ceux qui ont accepté les disciplines du redressement, tout plan plus favorable aux banques qui ont prêté sans regarder et qui n'ont rien provisionné (USA, Angleterre) par rapport aux banques qui ont consenti des sacrifices (Allemagne et France), aurait pour conséquence de décourager les acteurs à se sortir d'affaire et créerait à nouveau l'attentisme et le statu quo.

A cet égard, on ne peut traiter de la même manière les pays qui ont une capacité de redressement et ceux qui, comme l'Afrique, n'en ont guère : la décision unilatérale de la France de renoncer à une part de ses créances sur trente-cinq pays pauvres d'Afrique montre la voie à suivre.

Enfin, les Etats et le marché doivent exercer une surveillance

conjointe contre la fuite des capitaux, pour éviter que le précieux argent frais consenti par les Etats et les banques privées aux pays endettés ne reparte vers la Suisse par des voies détournées, comme c'est le cas actuellement. Ni le marché ni les Etats ne sont capables de remplir le tonneau des Danaïdes.

Le plan Brady remplit assez bien l'ensemble de ces conditions : les Etats riches accroissent leur aide multilatérale, via le FMI et la Banque mondiale enfin coordonnés, les Etats débiteurs acceptent des disciplines de redressement économique, et le marché permet à l'offre et à la demande ainsi créées de s'équilibrer. Si l'un des maillons de la chaîne est défaillant, tout casse.

La France y a ajouté, à la réunion du FMI de Berlin, en septembre 1988, une proposition qui constitue un progrès majeur : créer un fonds international financé par apports de DTS (droits de tirage spéciaux) qui se porteraient caution ou garantie des opérations d'apurement de la dette. Ainsi voit-on se dessiner un dispositif de sortie de crise associant l'intervention publique et l'intervention privée au sein du marché international.

#### Notre sauveur nous-mêmes

Nous devons, en effet, faire la preuve dans le monde occidental que le choix du marché est celui de la liberté et du progrès. Mais encore devons-nous le prouver, notamment en Amérique latine : ce sont les dictatures qui se sont endettées, et, maintenant qu'elles se sont changées en démocraties, ce sont ces démocraties qui paient la dette. Lorsque le président Garcia déclarait au Pérou : « Entre la démocratie et l'endettement, il faut choisir », il posait un vrai défi à l'ensemble du monde occidental, et nous n'avons pas le droit de laisser l'endettement étouffer la démocratie.

Sans verser dans un optimisme béat, je ne saurais souscrire au discours des étonnables Dr. Knock qui expliquent tous les maux du monde par la mauvaise santé économique actuelle et s'arrêtent inlassablement et que la maladie nous guette. La vérité me paraît opposée : nous digérons peu à peu les dix ans de crise

pétrolière et ses séquelles, et le monde se réorganise pour une longue période de croissance « normale », c'est-à-dire de 2 à 3 % par an.

Quant au tiers-monde, les dix années de crise pétrolière ont fait littéralement de la dette la mode selon laquelle les pays pauvres ne peuvent rejoindre les pays riches que si ceux-ci s'arrêtent un moment pour leur donner le temps de les rattraper. L'expérience a prouvé le contraire : quand les pays riches s'arrêtent, les pays pauvres reculent.

La dette reste un handicap certain dans l'effort de développement du tiers-monde. Mais, elle aura eu au moins un effet positif : transformer le regard de charité des pays riches en une attitude de partenariat. En effet, la dette nous oblige à aider les pays endettés pour sauver nos banques, et donc notre propre économie.

La raison en est simple : à partir d'un montant suffisamment élevé d'endettement, le problème devient plus celui du créancier, menacé de faillite s'il ne rentre pas dans ses fonds, que celui du débiteur à qui, de toute façon, on ne fera pas payer ce qu'il n'a pas. Telle est bien la situation actuelle entre pays débiteurs et banques des pays riches.

Dès lors, pour les pays riches, sauver le tiers-monde, c'est nous sauver nous-mêmes. Ce regard nouveau est infiniment plus vrai et plus porteur d'avenir que le regard condescendant de naguère. Car, il est exact que la religion nous invite à aimer notre prochain comme nous-mêmes, il est encore plus vrai que cet amour est d'autant plus grand que l'est notre amour de nous-mêmes !

LOREL STOLÉRU.

● PRÉCISION. - Dans notre article du mercredi 21 juin intitulé « Eureka trouve quatre-vingt-neuf nouveaux projets de recherche », il fallait lire, à propos du projet Joint European Submicron Silicon (JESS) : « (...) ce vaste projet de coopération (...) englobera à lui seul pas moins de 27 milliards de francs ! Ce qui équivaut à plus des deux tiers de l'enveloppe (38 milliards de francs) consacrée aux projets Eureka depuis les débuts, en 1986. »

## REPÈRES

### Changes

#### Augmentation des avoirs officiels de la France, en mai

Les avoirs officiels de change de la France ont augmenté, en mai, de 4,519 milliards de francs, pour s'établir à 368,509 milliards de francs, contre 363,99 milliards de francs à la fin du mois précédent. Les avoirs en or sont demeurés inchangés (à 205,056 milliards de francs), tandis que ceux exprimés en Ecu ont diminué de 141 millions de francs. Les avoirs en devises ont pour leur part augmenté de 4,689 milliards de francs : cette variation correspond aux opérations auxquelles le Fonds de stabilisation des changes a procédé en mai.

### Etranger

#### Le premier ministre tchécoslovaque plaide en faveur de l'ouverture de l'économie

S'inquiétant à Prague, devant le parlement, du manque d'internationalisation de l'économie tchécoslovaque, le premier ministre, M. Ladislav Adamcuk, a déclaré, mardi 20 juin, que l'économie ne devait pas être isolée, mais ouverte. « Pour la transformation de l'économie, nous utiliserons des crédits étrangers en devises fortes, mais seulement pour rénover notre base technologique. Nous n'admettrons pas que nous endettions davantage un fardeau politique et économique », a-t-il ajouté. La Tchécoslovaquie est actuellement l'un des pays de l'Europe de l'Est les moins endettés vis-à-vis de l'Occident : et sa dette brute en devises fortes est estimée à 5,2 milliards de dollars. Cependant, les observateurs estiment que les crédits à l'étranger devraient s'accroître dans le cadre de la réforme économique du pays.

مكتبة الادب



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE NOUS VOUS PROPOSONS DE VALORISER VOTRE DIVIDENDE

DATE LIMITE : 6 JUILLET

Pour la deuxième année consécutive, nous vous proposons de percevoir votre dividende en actions Société Générale. Vous pouvez donc recevoir votre dividende 1988 (13 F par titre, hors avoir fiscal) en actions émises au prix attractif de 417 F. A titre de comparaison, les derniers cours cotés sont supérieurs d'environ 20 %.

Si vous souhaitez bénéficier de cet avantage, faites connaître votre choix à votre intermédiaire financier avant le 6 juillet 1989. Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces.

Pour tout complément d'information, consultez notre service "Relations Actionnaires" - Par téléphone au (1) 40.98.52.16 ou par Minitel 3614 code Générale.

\* Cours au 14 juin 1989

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
CONJUGUONS NOS TALENTS

### ELYSEES GESTION MAISON DE TITRES

L'assemblée générale annuelle s'est réunie le 31 mai 1989 sous la présidence de M. Philippe Dents. Elle a approuvé les comptes sociaux de l'exercice 1988 et a pris connaissance des résultats des filiales Elyses Fonds et Elyses.

Le portefeuille total géré s'élève à 5,5 milliards de francs au 31 décembre. Elyses, compagnie d'assurances sur la vie et de capitalisation, dans laquelle la société s'engage à une participation significative, a encaissé 964 MF de primes au cours de l'année.

Le bénéfice social d'Elyses Gestion est de 3,2 millions de francs, en progression de 38 % par rapport à 1987.

Le bénéfice consolidé Elyses Gestion/Elyses Fonds s'établit à 16,3 millions de francs, en progression de 57 %.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de 3,25 millions de francs, soit 11 F par action.

Elle a par ailleurs renouvelé le mandat d'administrateur de M. Jacques Perichet et nommé comme administrateur M. Pierre Jolani, pour une durée de six ans.

Depuis trois ans, la consommation d'énergie s'emballe à nouveau dangereusement : en France, elle a atteint l'an dernier 205 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), dépassant le précédent record de 1979 de 5 millions de TEP. Principaux responsables : les transports notamment automobiles, où l'on assiste depuis 1985 à une véritable « explosion » de la consommation (+ 4,4 % par an en moyenne).

Analysant les causes de cette reprise inquiétante à terme, le rapport de mission d'une intervention publique vigoureuse, montrant, au-delà du discours, que la maîtrise de l'énergie constitue bel et bien une priorité du gouvernement.

Cette relance venant du sommet devrait être provoquée par une mission interministérielle, rattachée directement au premier ministre et chargée « d'établir, de proposer aux pouvoirs publics et d'impulser une politique de maîtrise de l'énergie et de l'environnement ». Elle devrait s'accompagner, suggère le rapport, d'une série de mesures concrètes, notamment fiscales, qui ne nécessitent toutefois pas un budget important, les recettes prévues équilibrant grosso modo les dépenses.

Soulignant l'impact du secteur de l'énergie sur la balance commerciale française comme sur les revenus des ménages (une baisse de 10 % des dépenses énergétiques entraîne une hausse de 1 % du pouvoir d'achat), ainsi que sur la protection de l'environnement — puisque l'énergie est responsable de plus des trois quarts des problèmes de pollution — le rapport suggère avant tout la reprise

responsables : les transports notamment automobiles, où l'on assiste depuis 1985 à une véritable « explosion » de la consommation (+ 4,4 % par an en moyenne).

Analysant les causes de cette reprise inquiétante à terme, le rapport de mission

carburants. Calculés sur la base de sept cent cinquante mille ventes de véhicules (neufs ou d'occasion) par an, cette taxe de 600 francs en moyenne rapporterait environ 450 millions de francs au budget. S'y ajouteraient les recettes tirées d'une taxe sur les déchets de 1 à 10 francs par tonne, selon leur nature (ordures ménagères et déchets industriels) payée, par « les pollueurs », pour un total de 120 à 200 millions de francs. Enfin le rapport propose de taxer également les producteurs d'énergie sur la publicité qu'ils font auprès du public, cela afin d'alimenter un « fonds pour l'information et la formation ». Au total, les nouvelles recettes ainsi créées atteindraient environ 600 à 700 millions de francs par an.

C'est grosso modo ce que cotiseraient les dépenses supplémentaires proposées, au premier rang desquelles une réduction d'impôts sur les gros travaux d'économie d'énergie réalisés par des particuliers. Il paraît difficile dans le contexte budgétaire actuel, reconnaît M. Brana, de rétablir purement et simplement la déduction fiscale supprimée en 1986 par le gouvernement de M. Chirac, mais il paraît néanmoins « indispensable de faire apparaître clairement les préoccupations de maîtrise de l'énergie et de l'environnement des pouvoirs publics à l'occasion de la déclaration annuelle de revenus des ménages ». Le rapport suggère donc d'étendre de façon ciblée les réductions d'impôts liées aux « dépenses de grosse réparation de la résidence principale », aux travaux de maîtrise de l'énergie et de l'environnement.

remis au premier ministre la semaine dernière par M. Pierre Brana et présenté mercredi 21 juin à la presse, souligne les responsabilités des pouvoirs publics dans le « relâchement » général des efforts accomplis pendant dix ans jusqu'en 1985.

Il propose aussi la création d'un fonds de garantie public destiné à prémunir les investisseurs contre le risque de variation des prix du pétrole. Dans ce système, l'Etat prêterait la moitié de la somme nécessaire aux investisseurs, notamment ceux proposant un système de « tiers-financement », selon lequel l'opérateur s'engage à réaliser les travaux chez son client, à les financer et à en garantir les résultats financiers. Ce système fait courir un risque énorme à l'investisseur, puisqu'une baisse intempestive des prix de l'énergie risque de compromettre la rentabilité de l'opération.

L'Etat, propose M. Brana, pourrait assurer, pour partie, ce risque en allouant ou en réduisant les délais de remboursement en fonction de l'évolution des cours du brut. Dans le pire des cas, le coût de cette mesure pour le budget s'élèverait à 120 millions de francs par an.

Outre le renforcement des budgets de fonctionnement et de recherche des agences comme l'AFME et l'ANRED, M. Brana propose enfin d'harmoniser les taxes pesant sur le gaz et le fioul lourd, qui jusqu'ici plafonnaient ce dernier, ainsi que diverses mesures destinées à encourager les énergies renouvelables, les véhicules électriques, les systèmes d'éclairage performants, les réseaux de chaleur et le développement de l'énergie bois en zone rurale.

VÉRONIQUE MAURUS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire, réunie le 16 juin 1989 sous la présidence de M. Pierre Conso, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui se soldent par un bénéfice net consolidé de 334 millions de francs, en progression de 41,5 % sur 1987.

Le résultat net de la société ressort à 473 millions de francs (+ 42,6 %) et la capacité d'autofinancement à 722 millions de francs (+ 10 %).

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende net hors avoir fiscal de 25 F par action et a nommé comme administrateur M. Maurice Laure, dont le mandat d'administrateur arrivait à expiration. Elle a également nommé administrateurs M. Gilles Casson, directeur général adjoint de Paris, et M. Didier Finaud-Valemezieux, président de Schneider.

An cours de son allocution, le président Conso a confirmé que le niveau d'activité du groupe au cours du premier semestre 1989 était excellent. A périmètre constant, le chiffre d'affaires sera en augmentation de 9 % en France, de plus de 45 % dans les autres pays d'Europe et de près de 20 % en Amérique du Nord. Sur la base du périmètre réel à fin juin 1989, l'accroissement du chiffre d'affaires sera de l'ordre de 20 %.

1989 sera donc à la fois une nouvelle année de progression des résultats et la confirmation des ambitions du groupe pour se situer parmi les principaux groupes industriels internationaux spécialisés dans les matériaux de construction.

Le rapport de l'exercice 1988 peut être obtenu auprès du secrétariat général, Tour Générale, 5, place de la Pyramide, 92088 Paris la Défense. Téléphone : (1) 42-91-73-57. Ciments Français sur Minitel : 36-16 Cliffr.

## SOCIAL

### Renforcement de la lutte contre le travail clandestin

Le dispositif de lutte contre le travail clandestin va être complété par les mesures qui sont discutées, le 21 juin, à l'Assemblée nationale. M. Jean Pierre Solson, ministre du travail, présente en effet un texte qui prévoit de porter d'un à deux ans de prison, et à quatre ans en cas de récidive, les peines maximales à l'encontre d'employeurs recrutant

des étrangers sans titre de séjour. Pour punir le travail clandestin, l'amende passe de 20 000 à 200 000 francs, son montant d'étant relevé trop peu dissuasif. La notion en étant élargie, le délit pourra être reproché aux intermédiaires qui participent de la fraude, et notamment aux entreprises qui, par la sous-traitance en cascade, pratiquent indirectement jusqu'au marchandage de main-d'œuvre. Les « passeurs » de clandestins seront punis d'une amende relevée de 4 000 à 200 000 francs. Il est prévu également une amende de 20 000 francs pour l'employeur qui, ayant dû régler la redevance de l'OMI (Office des migrations internationales), et donc en conformité avec les dispositions en vigueur pour l'immigration officielle, n'en préleverait pas moins, sur le salaire de l'immigré le montant du coût de son introduction en France.

## EN BREF

● La Chambre des lords autorise une grève des dockers en Grande-Bretagne. — Les cinq juges de la Chambre des lords, l'instance judiciaire suprême de Grande-Bretagne, ont donné, le 20 juin, leur verdict à une grève nationale des dockers, contre la suppression gouvernementale du monopole d'embarcadere dans les ports britanniques. Les juges ont annulé à l'unanimité une décision de la cour d'appel qui avait interdit au début du mois une grève nationale des dockers. Le Syndicat national des transports (TSNU) a aussitôt annoncé son intention de consulter ses 8 400 adhérents par un nouveau vote sur un mouvement de grève. — (AFP.)

● Fermeture des Chantiers navals de l'Estrel à Cannes. — Le conseil d'administration des Chantiers navals de l'Estrel (CNE), installés à Cannes, vient d'annoncer la fermeture prochaine de l'entreprise à la suite de la détection d'un repreneur américain. Les cinquante employés de l'entreprise seront licenciés le 31 juillet après l'annulation de la commande par les Douanes d'une vedette en bois qui constituait la dernière commande des CNE. Face à un déficit cumulé sur les quatre dernières années de 27 millions de francs, la direction avait déjà annoncé en juin 1988 la fermeture probable des chantiers, dont 90 % du capital appartenait depuis 1979 à l'homme d'affaires saoudien Akhram Ojeh. Faute de trouver un autre repreneur et après l'annulation de la commande par les Douanes, le conseil d'administration a décidé la fermeture de l'entreprise à l'automne.



L'assemblée générale des actionnaires du 20 juin 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Elle a marqué son accord pour le paiement d'un dividende inchangé de BEF 115 net pour les parts de réserve ordinaires, de BEF 82,675 net pour les parts de réserve partiellement libérées et BEF 140,35 pour les parts de réserve APV.

Le résultat courant du groupe a évolué de BEF 3,7 milliards en 87 à BEF 18,6 milliards en 88. La quote-part de la Générale, après impôts, dans ce résultat courant est de BEF 11,2 milliards.

Cette nette amélioration des résultats courants a été affectée par des pertes exceptionnelles très importantes (BEF 18,5 milliards) dont l'essentiel (BEF 16,6 milliards) est imputable aux assainissements et restructurations décidés dans plusieurs sociétés et notamment dans FN, Gechem et Générale Trading Cy.

Dans ces conditions et après impôts, la perte nette consolidée totale est de BEF 2,5 milliards, alors que l'exercice 1987 s'était clôturé par un bénéfice de BEF 3,0 milliards. La quote-part de la Générale dans cette perte nette est de BEF 2,4 milliards

contre un bénéfice de BEF 3,6 milliards en 1987. La politique d'assainissement que la Générale a souhaité développer a pesé sur ces résultats; la quote-part de la Générale

Pour recevoir un exemplaire du rapport annuel 1988, il suffit de renvoyer le coupon-réponse ci-dessous à la Société Générale de Belgique Services Communication Rue Royale 30 B-1000 Bruxelles

Nom et prénom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Entreprise/Institution \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal/Localité \_\_\_\_\_

## RAPPORT 1988

dans les charges de restructurations non récurrentes est de BEF 11,9 milliards sur les BEF 18,6 milliards mentionnés ci-dessus. En l'absence de ces charges exceptionnelles, le résultat net consolidé quote-part de la Générale aurait en effet été de BEF 9,5 milliards.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue après l'assemblée générale ordinaire, a approuvé la scission des actions selon la proportion de trois actions nouvelles pour deux anciennes. Entre le 25 et le 30 juin 1989, 7 millions de parts de réserve (après scission) seront proposées au public par le biais d'une offre publique de vente. Cela représente environ 11 % du nombre total d'actions.

## CONFORAMA

### DIVIDENDES 1989 : + 15%

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 8 juin 1989 sous la présidence de Jean Moll a approuvé les comptes de l'exercice 1988 arrêtés par le Directoire présidé par Jean-Claude Taté.

Chiffres consolidés en millions de F	1988	1987	Progression %
Chiffre d'affaires H.T.	5.942	5.543	7
Bénéfice net courant	232	198	17
Bénéfice net	257	213	18
Dividendes	91	79	15

L'Assemblée Générale a adopté l'ensemble des résolutions qui lui étaient soumises, notamment :

- la distribution d'un dividende par action de 23 F (20 F en 1988), soit un revenu total de 34,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 23 août 1989 au siège social de Conforama.
- la nomination de Christophe Mujagic, de Philippe Vindry et de la société An Bon Marché, représentée par Bernard Arnaut, comme membres du Conseil de surveillance.

### ACTIVITE 1989

- chiffre d'affaires prévisionnel : + 8%
- rachat de la participation de Financière Agache dans le capital de Facet, société de crédit à la consommation.

### RAPPORT ANNUEL

Le rapport annuel est disponible sur demande au siège social.

### Demande d'envoi du Rapport Annuel 1988

Nom et prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Coupon à retourner à :  
Conforama - Direction Financière  
80, boulevard du Mandinet - LOGNES 77432 Marne-la-Vallée Cedex 2



# Économie

## AFFAIRES

### Ciba-Geigy va redistribuer ses usines entre la France, l'Espagne et l'Italie

Le numéro trois mondial du médicament, le groupe suisse Ciba-Geigy, a décidé de réorganiser ses fabrications entre la France, l'Italie et l'Espagne dans la perspective du marché unique de 1993.

Dans un plan auquel la dernière année doit toutefois encore être apportée avant sa mise en œuvre à la fin de cette année, la firme helvétique se propose de redistribuer ses usines de la façon suivante. Ainsi, les productions solides en grandes quantités seront concentrées près de Milan et l'unité installée à côté de Naples sera fermée.

Les productions solides en petites quantités seront regroupées sur le site de Barbera-del-Vallis (près de Barcelone). Les productions liquides, crémiques et poudres seront, elles, rassemblées à Hammig, dans le Haut-Rhin, où une certaine d'emplois seront créés. Les laboratoires pharmaceutiques de Lyon fermeront leurs portes d'ici à 1993.

Ce réaménagement, qui devrait être achevé en 1992 et dont le coût s'élèvera à 240 millions de francs suisses (960 millions de francs), entraînera, selon le porte-parole de Ciba-Geigy, aucune suppression d'emploi. La recherche et le marketing ne sont pas concernés par cette restructuration.

Enfin, se dote de structures financières. — Enimont, le nouveau groupe chimique italien, issu de la fusion d'Enichem (ENI) et d'une partie des actifs de la Montedison (Fertuzzi), prend forme. Le capital va être porté de 200 millions de lire (938 000 F) à 3 400 milliards de lire (15,91 milliards de francs). Une seconde opération financière sera faite pour permettre l'entrée d'investisseurs italiens et étrangers. Le capital sera porté de 3 400 milliards de lire à 4 250 milliards de lire (19,98 milliards de francs) par émission de 850 millions d'actions nouvelles de 10 000 lire dont le prix d'émission n'a pas encore été fixé.

### 1988 a été une très bonne année pour l'industrie française des plastiques

L'année 1988 a été une très bonne année pour l'industrie française des matières plastiques. Lors d'une récente conférence de presse, M. Philippe O'Neill, président du Syndicat des producteurs de matières plastiques (SPMP), a indiqué la double raison du « boom » enregistré : les restructurations réussies par les principaux entrepreneurs du secteur et la reprise de l'expansion sur des marchés comme le bâtiment, l'emballage ou l'électronique.

Selon les statistiques, la production française de matières plastiques s'est élevée à 4,07 millions de tonnes l'an dernier, soit à 5 % au-dessus de son niveau de 1987. Grâce aux plastiques, la France a dégagé, l'an dernier, un excédent commercial de 4,8 milliards de francs. En volume, les exportations (2,6 millions de tonnes) ont augmenté nettement plus vite (+ 10 %) que les importations (+ 6 % avec 1,9 million de tonnes). Le premier client de cette industrie reste l'emballage, qui absorbe 33 % de la production. Le bâtiment (20 %) arrive en deuxième position devant l'électronique (12 %) et les transports (8 %).

Si l'expansion reste soutenue avec une demande intérieure en hausse de 8 % à 3,5 millions de tonnes, le Français ne « consomme » encore que 64 kilos de plastique par an (101 kilos pour l'Américain et 82 kilos pour le Japonais). Au début de cette année, la France est devenue le premier producteur européen de polypropylène avec une capacité installée de 745 000 tonnes.

per leurs forces pour abaisser les coûts et maximiser les effets de réseau, tout en conservant leur autonomie, car une compagnie aérienne conserve, sur le Vieux Continent, son aura de service public, et son capital est le plus souvent détenu majoritairement par l'Etat. On s'attend qu'Air France et Lufthansa, pour leur part, accroissent encore leur coopération technique et commerciale, de façon institutionnelle ou non, pour rester dans le cours de ce mouvement d'alliances.

Le président de Sabena, M. Carlos Van Rafelghem, a commenté, le 20 juin, cette création dont l'objectif sera de développer l'activité de Sabena, de coordonner les efforts des trois transporteurs tout en respectant la législation européenne sur la concurrence et de participer au renforcement de l'aéroport de Bruxelles-Zaventem.

Cette société commune — qui exclut des prises de participations croisées entre les trois partenaires — s'inscrit dans la stratégie appliquée en Europe par les transporteurs aériens. Pour faire face à l'aggravation de la concurrence et à la suppression des frontières au sein de la CEE, ceux-ci tentent de poursuivre deux buts contradictoires : regrou-

per leurs forces pour abaisser les coûts et maximiser les effets de réseau, tout en conservant leur autonomie, car une compagnie aérienne conserve, sur le Vieux Continent, son aura de service public, et son capital est le plus souvent détenu majoritairement par l'Etat. On s'attend qu'Air France et Lufthansa, pour leur part, accroissent encore leur coopération technique et commerciale, de façon institutionnelle ou non, pour rester dans le cours de ce mouvement d'alliances.

per leurs forces pour abaisser les coûts et maximiser les effets de réseau, tout en conservant leur autonomie, car une compagnie aérienne conserve, sur le Vieux Continent, son aura de service public, et son capital est le plus souvent détenu majoritairement par l'Etat. On s'attend qu'Air France et Lufthansa, pour leur part, accroissent encore leur coopération technique et commerciale, de façon institutionnelle ou non, pour rester dans le cours de ce mouvement d'alliances.

### Sabena, KLM et British Airways créent une filiale commune

Les compagnies aériennes Sabena (Belgique), KLM (Pays-Bas) et British Airways (Royaume-Uni) ont décidé de créer une filiale commune, Sabena World Airlines. Celle-ci entrera en fonctionnement le 1<sup>er</sup> janvier 1990. La majorité de son capital de deux cent mille francs sera détenue par la compagnie belge avec 60 %, les deux autres transporteurs se partageant le reste.

Le président de Sabena, M. Carlos Van Rafelghem, a commenté, le 20 juin, cette création dont l'objectif sera de développer l'activité de Sabena, de coordonner les efforts des trois transporteurs tout en respectant la législation européenne sur la concurrence et de participer au renforcement de l'aéroport de Bruxelles-Zaventem.

Cette société commune — qui exclut des prises de participations croisées entre les trois partenaires — s'inscrit dans la stratégie appliquée en Europe par les transporteurs aériens. Pour faire face à l'aggravation de la concurrence et à la suppression des frontières au sein de la CEE, ceux-ci tentent de poursuivre deux buts contradictoires : regrou-

per leurs forces pour abaisser les coûts et maximiser les effets de réseau, tout en conservant leur autonomie, car une compagnie aérienne conserve, sur le Vieux Continent, son aura de service public, et son capital est le plus souvent détenu majoritairement par l'Etat. On s'attend qu'Air France et Lufthansa, pour leur part, accroissent encore leur coopération technique et commerciale, de façon institutionnelle ou non, pour rester dans le cours de ce mouvement d'alliances.

### Lutte sur le marché des micro-ordinateurs

#### Compaq dans la ligne de mire d'IBM

Le champion toutes catégories de l'informatique fait une nouvelle tentative pour assier son autorité sur le marché mondial des micro-ordinateurs : IBM a annoncé mardi 20 juin la mise au point d'un nouveau système qui, affirme-t-il, rendra un de ses modèles deux fois plus rapide que n'importe quel micro-ordinateur.

Il suffira pour cela aux utilisateurs de remplacer le micro-processeur équipant leur modèle 70-A21 par une nouvelle puce fournie par le fabricant américain Intel. Ce nouveau composant commencera d'être livré au dernier trimestre de cette année.

C'est bien évidemment Compaq qui est visé par « Big Blue » : cette petite firme connaît un succès foudroyant dans les micro-ordinateurs, marché sur lequel elle a su accroître sa présence en jouant la carte de la puissance et en introduisant des puces fabriquées par Intel. Au lieu de la suivre — pour reprendre l'image de la publicité de Compaq — IBM tente de la prendre de vitesse et de la devancer.

La direction de l'aviation civile réexamine. — La direction générale de l'aviation civile n'apprécie pas l'attaque dont elle a fait l'objet de la part du transporteur privé de courrier express, Jet Service, qui se plaint de ne pouvoir assurer son service dans des conditions satisfaisantes entre Paris et Bordeaux (le Monde du 20 juin). Rappelant que Jet Service bénéficie de plusieurs dérogations pour atterrir et décoller la nuit d'Orly à des heures où l'aéroport est fermé, elle explique qu'une nouvelle demande a été refusée au transporteur au regard des nuisances infligées aux riverains. En revanche, les autres autorisations exceptionnelles restent en vigueur.

## CONJONCTURE

### M. Michel Rocard sur TF 1

« Il n'est pas correct d'employer le mot inflation »

« Notre rythme de hausse des prix doit être stabilisé sur le plan interne. Il faut donc le tenir, ça va être un peu serré. » Evoquant la poussée récente de la hausse des prix en France, qui a atteint 3,7 % en glissement annuel au mois de mai, le premier ministre, M. Michel Rocard, s'est montré rassurant. Selon lui, « il n'est pas correct d'employer le mot inflation quand on est dans la tranche des 2,5 %-3 % ». « Quand la hausse des prix n'est pas supérieure à la croissance en volume, nous ne sommes pas en inflation », a-t-il déclaré.

M. Rocard a attribué à la hausse des cours du pétrole, à celle des taux d'intérêt et à la poussée du dollar, la « petite reprise » de la hausse des prix. Il a cependant estimé qu'il serait « difficile en France d'accuser

le coup, d'encaisser ces faits extérieurs et de maintenir notre économie en bon état ».

M. Rocard a également évoqué les hausses récentes des prix des voitures (après l'augmentation de 2,25 % des Peugeot, de 2,2 % des Citroën, Renault a annoncé à son tour une hausse de 1,8 % du prix de ses automobiles), en affirmant qu'elles avaient été inférieures aux intentions des constructeurs, qui ont « compris qu'il y avait une cause nationale à défendre ».

A propos de l'augmentation du SMIC, M. Rocard a affirmé que la décision de donner un coup de pouce au salaire minimum n'était pas encore prise, et que l'on verrait « à la fin de ce mois-ci ».

### Inquiète pour le financement du logement social

#### La Caisse des dépôts est favorable à un relèvement du plafond du livret A

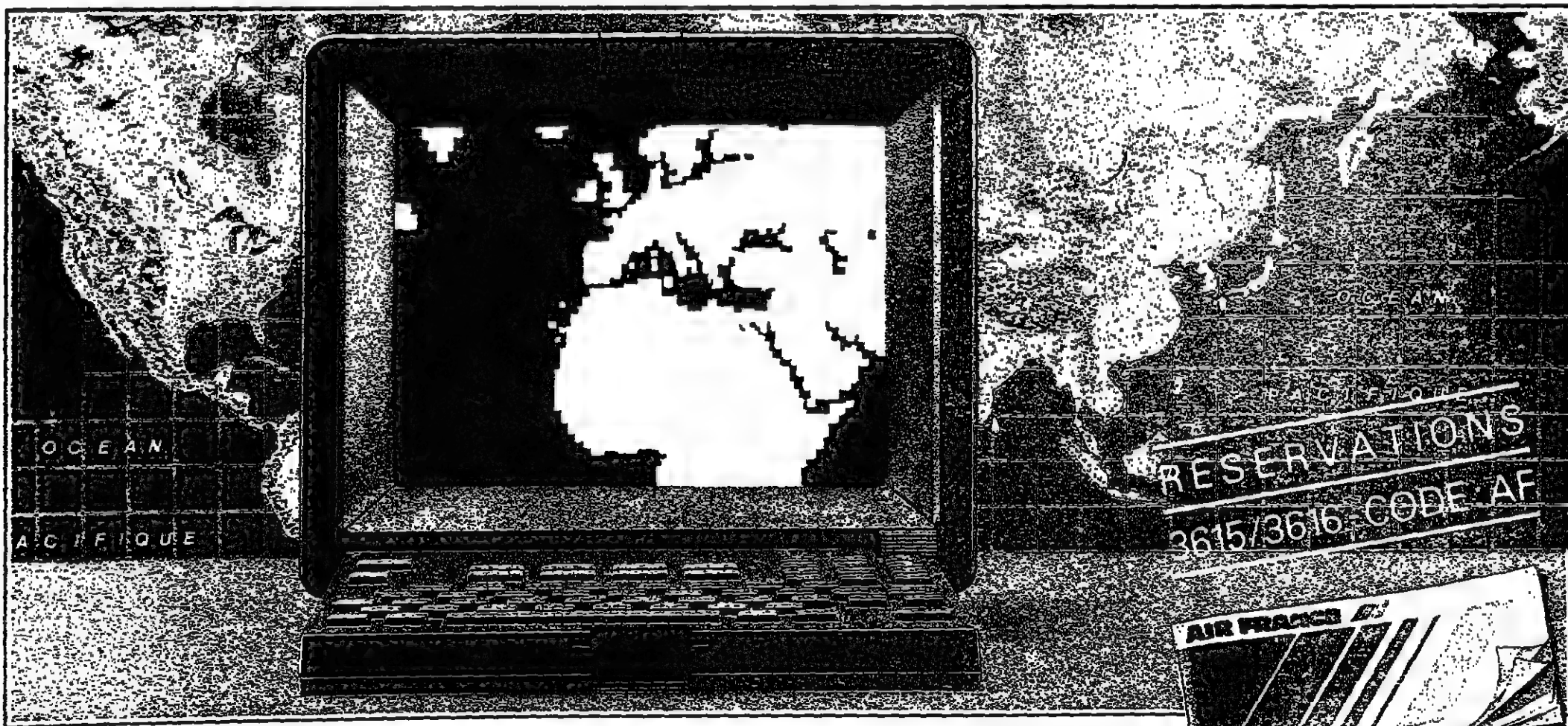
En présentant les comptes définitifs de 1988, le « meilleur cru de la décennie », M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), n'a pas caché ses inquiétudes sur l'avenir du livret A. Sur les cinq premiers mois de l'année, la collecte est négative (les retraits excédant les dépôts) de 18 milliards de francs, contre 16 milliards de « déficit » enregistrés en 1988. Sans attendre le reflux catastrophique connu fin 1986, qui avait conduit le gouvernement à relever le plafond du livret A de 68 000 F à 80 000 F, la tendance « prend un tour préoccupant », selon M. Lion, qui considère comme un « bon étage » le maintien des stocks (actuellement 726 milliards de francs), ce qui implique que les retraits n'excèdent pas la capitalisation des intérêts, soit une trentaine de milliards.

Si la tendance actuelle se poursuivait, ce principe ne serait pas respecté en 1989. C'est alors le finan-

ment du logement social, assuré par les fonds du livret A, qui poserait problème. Comme il paraît imaginable de faire prendre le relais par des financements de marché — qui obligeraient l'Etat, selon les calculs de la CDC, à quadrupler ses bonifications pour maintenir des prêts au taux actuel, — la Caisse se montre pour l'heure favorable à un nouveau relèvement du plafond, voire à l'institution d'une prime de fidélité. Remèdes momentanés, les solutions — « qui relèvent de décisions gouvernementales » — n'élimineront pas l'autre incertitude qui pèse sur le livret A avec l'ouverture du marché unique européen. Celui-ci entraînera le développement d'autres produits financiers plus rémunérateurs que le livret A, dont le principal avantage actuel est d'être défiscalisé, une spécificité destinée à disparaître avec la baisse de la fiscalité sur l'épargne qui devrait se généraliser.

C. B.

Une seule compagnie au monde vous ouvre la réservation par minitel.



Air France est la première compagnie aérienne au monde qui, pour faciliter vos déplacements, vous donne accès 24 h sur 24 à la réservation par minitel. Améliorer notre service, c'est aussi améliorer l'accès à nos différents services.

Depuis le 31 mai, en tapant 3615 ou 3616 code AF, vous pouvez réserver votre place sur tous vos vols directs (sans correspondance), votre réservation est immédiatement enregistrée et il vous suffit ensuite de retirer votre billet dans votre

Agence Air France, chez votre Agent de voyages ou à l'aéroport. Bien sûr, vous avez aussi accès à tous les renseignements utiles : informations sur les horaires des vols, les tarifs, les vols en cours ainsi que nos offres promotionnelles.

Vous rendre le monde de plus en plus facile est une façon de vous prouver que pour nous, vous êtes le centre du monde.

Pour nous, vous êtes le centre du monde.

مكتبة العالم







## Marchés financiers

## BOURSE DU 21 JUIN

[illegible]

**Comptant** (collection)

Obligations			VALEURS			VALEURS			Étrangères		
	% du com.	% de coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Emp. 5.00 % 77	126 10	9.086	C.I.C. (Roux & Co)	226 50	1288	VALEURS	1322				
5.00 % 78/79	127 85	9.238	C.I. (Wolff)	1620	130	VALEURS	137				
5.25 % 80/81	126 30	9.581	Chem. (N)	1281	133	VALEURS	120				
5.25 % 82/83	123 57	9.853	Chemin de fer	1220	137	VALEURS	120				
5.25 % 84/85	126 70	10.070	Chemin de fer	371 50	138	VALEURS	120				
5.25 % 86/87	126 30	10.238	Chemin de fer	300	138	VALEURS	120				
5.25 % 88/89	126 30	10.406	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 90/91	126 30	10.574	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 92/93	126 30	10.742	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 94/95	126 30	10.910	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 96/97	126 30	11.078	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 98/99	126 30	11.246	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 100/101	126 30	11.414	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 102/103	126 30	11.582	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 104/105	126 30	11.750	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 106/107	126 30	11.918	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 108/109	126 30	12.086	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 110/111	126 30	12.254	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 112/113	126 30	12.422	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 114/115	126 30	12.590	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 116/117	126 30	12.758	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 118/119	126 30	12.926	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 120/121	126 30	13.094	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 122/123	126 30	13.262	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 124/125	126 30	13.430	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 126/127	126 30	13.598	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 128/129	126 30	13.766	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 130/131	126 30	13.934	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 132/133	126 30	14.102	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 134/135	126 30	14.270	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 136/137	126 30	14.438	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 138/139	126 30	14.606	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 140/141	126 30	14.774	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				
5.25 % 142/143	126 30	14.942	Chemin de fer	410	138	VALEURS	120				

### Cote des changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

Gabriel	82 90	
Guy Dagenais	857	548
Hatch-Royce-Ten	210	
Hogwood	287	
Macin Immortier	240	
Mosier	850	870
Paré, Paré	351	365
Patis-Cadron	240 10	
Pomato N.V.	184 10	18
Sault-Mina	347 30	
Serv. Equip. Veh.	85 30	
S.P.R.L.	600	
Sti Laurents du Monde	515	61
Ulfon	390	
Union Bonnetier	144	12
Wooler	1820	

c : coupon détaché — c

**SICAV** (collection)

VALEURS	Emission Franc Ind.	Racket net	VALEURS	Emission Franc Ind.	Racket net	VALEURS	Emission Franc Ind.
A.A.A.	103 95	879 48	Franc.	474 94	461 11	Flam Insulm.	727 73
Acti	233 98	227 82	Franc. Alg.	104 62	101 57	Placem. A.	1 108 78
Acti	636 64	618 28	Franc. Alg.	1185 86	1181 03	Placem. C. et m.	7043 91
Acti	83 41	81 24	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	83 41	81 24	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1170 64	1142 08	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	62 05	60 80	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1051 47	1050 90	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	118 96	114 13	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	489 80	483 26	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	124 38	121 33	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1060 30	1060 30	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1050 87	1050 87	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	81 88	84 42	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	207 78	200 22	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	175 48	169 70	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	338 24	302 41	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	92 87	91 28	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	5462 86	5126 45	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	113 88	111 28	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1408 46	1357 43	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	110 48	107 23	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	122 18	121 36	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	133 47	127 42	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	126 92	120 21	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	2546 87	2538 36	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1877 05	1807 06	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	33 24	31 81	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1034 27	1018 90	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	5863 97	5823 94	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	138 96	136 78	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	340 17	329 73	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	540 17	528 44	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	565 82	519 37	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	93 85	87 26	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1154 84	1102 47	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	264 35	242 35	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	152 91	145 98	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1130 25	1113 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	5091 93	5091 93	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	3249 80	3249 80	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	395 34	394 80	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	2004 76	2014 44	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	210234	210234	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	223 97	223 97	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	4169 18	4169 18	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	249 93	249 93	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1458 58	1458 58	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	6481 72	6397 74	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	826 18	826 18	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1076 75	1030 80	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	85 59	85 59	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	839 81	823 28	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	5304 58	5304 58	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	187 68	182 68	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1435 06	1435 06	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1268 03	1268 03	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	105 19	105 19	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	365 85	365 85	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	769 73	730 58	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	435 48	441 35	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1189 47	1178 68	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1095 56	1095 56	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1244 82	1194 18	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	630 53	615 16	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	27 25	26 85	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1002 40	1002 40	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	289 102	287 66	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	1 10	1 04	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	8532 23	8432 08	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	254 13	263 60	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	106 14	103 03	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	429 71	410 22	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	453 21	448 72	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	64 88	64 88	Franc. Alg.	23 25	28 25	Placem. C. et m.	5450 93
Acti	6						

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — ° : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Etat d'urgence à Sri Lanka.	8-9 La loi sur le financement des partis.	12 Les turbulences de la Méditerranée.	14 Rénovations à Paris : grand nettoyage d'été pour le Bicentenaire.	27 La réforme des cotisations sociales agricoles.	Abonnements... 2	Les corrigés du bac
3 L'armée sud-africaine évacue la Namibie.	10 Les élections européennes : un sondage IFOP sur le comportement de l'électeur.	13 La grève dans les crèches parisiennes.	20 Communication : un entretien avec M. Thierry de Beaucourt.	28 Les propositions du rapport Brana sur l'énergie et l'environnement.	Cartes... 14	Les tapis LEBAC
4 La visite de M. Rafsanjani en URSS.	11 Bicentenaire : le discours de M. Mitterrand à Versailles.	13 Une enquête de l'administration pénitentiaire à Châteaubriant.	28 Paris-Ne de France : deux projets pour régénérer la capitale.	29 Boom dans l'industrie française des plastiques.	Météorologie... 16	Electrons européens : tous les résultats
5 Grèce : la gauche refuse de soutenir un « gouvernement provisoire ».				30-31 Marchés financiers.	Mots croisés... 20	3615 réponses
					Radio-Télévision... 20	

Dans des propos rapportés par « l'Est républicain »

## M. Pierre Bézard, procureur de la République à Paris, indique que l'affaire Luchaire a été « dégonflée politiquement »

« Cette affaire a été soulevée politiquement, elle n'est aujourd'hui dégonflée politiquement », telle est la conclusion que, dans un entretien, par M. Pierre Bézard, procureur de la République à Paris, à propos de l'affaire Luchaire. Il figurent sur l'acte d'accusation qu'en a fait le journaliste de l'Est républicain, Luc Samson.

Dans son édition de mercredi 21 juin, le quotidien régional reproduit l'entretien que lui a accordé, le 20 juin, le procureur de Paris après le non-lieu rendu en faveur des inculpés de l'affaire Luchaire (le Monde daté 18-19 juin). Selon l'Est républicain, M. Bézard reconnaît que M. Jean-Yves Mouton, premier substitut responsable, à la 6<sup>e</sup> section du parquet de Paris, du suivi du dossier, en désaccord avec la décision de sa hiérarchie de requérir le non-lieu, a demandé à quitter ses fonctions, mais, ajoute le procureur de Paris, « contrairement à ce qui a été dit, je ne lui ai jamais demandé de rédiger la réquisitoire de non-lieu. En tant que patron du parquet de Paris, j'ai pris la décision de le rédiger moi-même, après en avoir reçu l'ordre de la chancellerie, via le parquet général ».

« Il y avait de quoi renvoyer M. Devavrin devant un tribunal correctionnel pour les exportations d'armes », poursuit M. Bézard, qui affirme, en revanche, que l'inculpation pour corruption de fonctionnaires n'était pas fondée : « Du moins, le juge Legrand n'a pu le prouver, faute d'avoir pu bénéficier de la collaboration du ministère de la défense. La justice s'est trouvée prisonnière ».

« M. Cane-Boutouille reste détenu... M. Michel Beaufou juge d'instruction au tribunal de Rouen, a rejeté, mardi 20 juin, la demande de mise en liberté de M. Elisabeth Cane-Boutouille, inculpée de complicité d'assassinat et placée sous mandat de dépôt par ce magistrat depuis le 3 juin (le Monde du 21 juin). M. Cane-Boutouille a interjeté appel ».

Dans un communiqué rendu public avant même que l'Est républicain ne soit mis en vente, M. Bézard déclare : « J'ai requis dans l'affaire Luchaire des réquisitions de non-lieu conformément aux directives de ma hiérarchie. Ces réquisitions me paraissent pleinement justifiées par l'état de l'information judiciaire qui dure maintenant depuis plus de trois ans et qui n'a pas permis d'établir d'éléments décisifs à la charge de quiconque. En ce qui concerne les éléments de corruption et de trafic d'influences, très rapidement il est apparu que l'hypothèse avancée par le contrôleur général des armées Barba ne se confirmait pas (...). Par ailleurs, la comptabilité de la société Luchaire est apparue régulière, et aucun circuit financier dévié n'a été établi ».

Le procureur poursuit : « En ce qui concerne l'inculpation pour infraction à la législation sur le commerce des armes, M. Daniel Dewavrin ne conteste pas l'absence d'autorisation formelle pour l'exportation, mais, comme l'a souligné le juge d'instruction, il a pu légitimement estimer, à la suite de contacts avec les hauts responsables de la direction des affaires internationales de la défense que les autorisations qui avaient été accordées pour les pays tiers répondaient, sinon dans la lettre, du moins dans l'esprit, aux exigences de la loi (...). La position de la direction générale des douanes, qui m'a fait connaître que ses services n'avaient pas relevé, en consultant le dossier, d'infraction douanière et le silence gardé par le ministère de la défense à ma demande concernant la position qu'il entendait prendre dans cette affaire ont confirmé que l'information judiciaire ne pouvait pas utilement prospérer ».

Interrogé ce mercredi matin sur RTL, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a démenti que son département ait refusé de coopérer à l'information de l'affaire Luchaire. « Les informations qui nous ont été demandées, a précisé le ministre, ont été transmises (...). Aux demandes qui ont été faites par le colonel de gendarmerie chargé de la commission rogatoire, il a été répondu en effet par la production de photocopies. En effet, les documents qui intéressent ce genre d'affaire - l'exportation

d'armes - couvrent d'autres affaires dont la justice n'a pas à connaître ».

Il n'est nul besoin de lire entre les lignes pour constater que ce communiqué ne dément pas grand-chose de ce qu'a écrit l'Est républicain. Manifestement destiné à contraindre le redoublement des propositions des inculpés politiques à l'origine judiciaire du dossier Luchaire, la note au point de M. Bézard, en insistant, une fois encore, sur le caractère opposé au magistrat instructeur par le ministère de la défense et la direction générale des douanes, ne fait que souligner la constance politique de toute l'affaire. Au parquet de Paris, on ne fait d'ailleurs nul mystère des divergences qui ont opposé les différents protagonistes judiciaires. Ayant reçu l'ordre de requérir le non-lieu, M. Bézard, qui était personnellement - il le répète à l'Est républicain - parvenu de renvoyer partiellement pour infraction à la législation sur le commerce des armes, a soumis ses fonctions de procureur et obéi aux ordres du ministère de la justice. Quant à la production de copies photocopiées dont fait état M. Chevènement, elle confirme le rôle décisif des services de la direction de la défense : en matière de faux, données de l'affaire Luchaire ont été produites des faux certificats de destination finale, la loi impose expressément la production des documents originaux ou certifiés.]

G. M.

## Grande-Bretagne Grève dans les transports publics

AUCUN train ne circulait en Grande-Bretagne mercredi au début de la première grève de vingt-quatre heures des cheminots depuis 1982, tandis qu'à Londres la situation était critique par suite de la grève des 10 000 employés du métro et des 18 000 conducteurs de bus.

An-plus fort de l'heure de pointe matinale, plus de 60 kilomètres de bouchons étaient signalés autour de Londres. Le « chaos » souvent prédit ne semblait cependant pas s'être produit. Enducité par six récentes grèves sauvages du métro, qui transportent 2,5 millions de personnes par jour, les Londoniens ont pris leurs dispositions. Les ventes de bicyclettes ont fait un bond de 25 % ces derniers jours. Beaucoup de banlieusards ont passé la nuit dans des hôtels proches de leur bureau ou ont profité de la grève pour prendre un jour de congé.

La grève des cheminots de fer a été votée par les adhérents du syndicat des cheminots (NUR) pour protester contre une augmentation jugée insuffisante (7 %) par British Rail et contre la décentralisation des négociations salariales. De leur côté, les employés du métro refusent de nouvelles conditions de travail et l'introduction de la promotion au mérite. Les chauffeurs de bus revendiquent une augmentation de 14 %, double de celle qui leur est proposée. — (AFP.)

## Sur le vif

### Coup de torchon

Je l'adore, moi, mon Rocky ! Qu'est-ce que je deviendrais sans lui ? Je suis là tout le matin à me demander ce que j'ai bien pu se passer d'un peu marrant depuis la veille. Et maintenant, ça me revient : Météo, quand il est venu nous annoncer hier à la télé l'arrivée des innombrables megalopoles, c'est-à-dire des gens qui ont plus peur que ceux des républiques bananières. Et qui il a ajouté : Et ça, ça va être mal, très mal !

Oh là là ! J'en tremble d'avance ! Quel courage, ce coup d'éponge sur les dessous néo-afabonds de nos vertueuses campagnes électorales. Et quelle gentillesse, quelle prévenance à l'égard de tous les pauvres gens qui s'échinent à élire des scandales à peine voilés, mais déjà dévorés. Je passe un moment heureux, procureur chargé de l'affaire Luchaire. Il était là, l'arrestant sort bureau depuis des mois. De temps en temps, il passait le tête dans la couloir, il n'y a rien de mieux pour moi ? Vous êtes sûr ? Regardez voir dans mon casier au cas ça vous aurait échappé, une grosse enveloppe du ministère de la défense. Des documents, oui. Non ? Bon, bon tant pis, j'y vais d'un non-lieu.

Là, ça le soulage, il a bien fait. Il était pas près de la recevoir, se heurter.

Quais, ça va faire mal, très mal, parce que c'est sous qui alors leur tier des sous, des politiciens. Remarque, si c'est possible, même si c'est possible, ça va être pire, les politiciens, les politiciens, les politiciens.

Surtoutment voilà, j'ai été d'accord. Qui c'est qui va dégrader les comptes ? Des pots à l'honneur. Une commission entièrement nommée par lui. Il a bien le droit. Je suis pas comme Philippe Alexandre. Lui, c'est un nigot, il voit le mal partout. Moi, le mal, le mal, le mal. La tête, la tête, les idées, les idées, les idées. Le Bicentenaire, les voyages officiels, ça lui suffit pas, il se sent à l'étroit dans son domaine réservé. Alors, j'ai dit, normal ! De là, Rocky, maintenant, le couloir des fausses factures, des dessous de table, des fonds secrets, je m'en occupe, personnellement. O.K. ? Ce l'histoire un peu. Récemment, des fois que j'ai pu oublier, pure distraction, une réponse dans l'addition des comptes à Joseph. Mais bon, comme il venait de l'avancement, il a pas pu lui dire, au patron.

CLAUDE SARRAUTE.

## L'UDF ballottée après le scrutin européen

## M. Léotard tente de se dégager de l'emprise de M. Giscard d'Estaing

Depuis dimanche 18 juin, 22 heures, M. François Léotard est devenu un rénovateur zélé. Lui qui dénonçait « les ambiguïtés et la confusion » de ces rénovateurs tentés, à l'entendre par « toutes sortes d'arrière-pensées », la voilà qu'il n'hésite plus maintenant à vanter « leur mérite d'avoir dit les choses ». Se souvenant d'un douloureux conseil national du PR, en avril dernier, où surpasse injure dans ce genre d'assemblée, on avait fini par l'empêcher de « foutre le camp au CDS ». M. Charles Millon préface aujourd'hui : « En fait, nous voilà considérés : mieux vaut tard que jamais ! » Tout le monde ne semble pas avoir son sens de l'humour.

Pressé de se refaire une petite santé médiatique, inquiet du retour en force de M. Giscard d'Estaing, M. Léotard s'efforce de reprendre l'avantage. Son calcul est simple : freiner la constitution rapide d'un parti unique qui le priverait en toute illégalité de M. Giscard d'Estaing. Vendre l'idée que la rénovation de l'opposition passe d'abord par une rénovation complète de l'UDF. N'oublier jamais d'expliquer que le PR est la clé de vote de l'UDF, autrement dit que sans lui l'UDF et son président n'existent pas.

Haro donc sur Giscard d'Estaing. M. Léotard est le premier à avoir sonné la charge contre l'ancien président dans une interview diffusée au Point. A ce propos il est plaisant d'imaginer que cet entretien a été réalisé avant même de connaître les résultats du 18 juin. Alors que le PR était pleinement impliqué dans la campagne européenne et que M. Léotard était censé honorer le troisième place sur la liste d'union, il s'est dispensé d'apparaître, dimanche soir aux côtés des vainqueurs et s'est empressé d'annoncer mardi sa démission de Strasbourg. Une façon rapide et spectaculaire de se lever les mains.

Mardi soir sur la Cinq, M. Léotard a encore été plus tranchant en déclarant que « M. Giscard d'Estaing était président de quelque chose qui n'existe plus ». On peut s'interroger sur l'habileté d'une charge aussi violente. M. Giscard d'Estaing a une partie de l'opinion avec lui, et c'est M. Léotard qui, en tant que président du PR, est en train de dilapider M. Léotard est en train de dilapider tous les gains du succès du 18 juin. « Considérez comme cela, lui a reproché M. Michel d'Ornano, qui n'était pas le seul à le penser, et vous allez réduire cette performance qu'à la fin

de la semaine tout le monde sera persuadé qu'on a perdu ».

Sans prévenir le président de l'UDF, M. Léotard a encore lancé l'idée d'une « réforme » de l'UDF à laquelle il semble donc toujours croire. Ce qui, là encore, contredit totalement ses déclarations d'avril dernier. « Le départ de certains aujourd'hui, déclarait-il en parlant des centristes, nous rapprocherait de la droite ». M. Léotard n'y a pas une UDF pour une élection sur deux. L'UDF, c'est un contrat, le contrat de départ vient d'être rompu. C'est leur responsabilité. Or il a, dès dimanche, proposé au président du CDS « un nouveau contrat ». Avec changement de sigle, nouveau mode de fonctionnement interne fondé sur le principe « un homme une voix » - à l'étude pratiquement depuis la création de l'UDF il y a onze ans - et un recensement des liens à l'Assemblée nationale avec le groupe centriste de l'UDF. En pour couronner le tout, M. Léotard, sensible à quelques signaux d'alarme internes, rappelle maintenant que le PR « a vocation à être au centre de l'opposition », ce qui, ces derniers temps, n'était guère évident.

Cette entreprise personnelle de M. Léotard pourrait être acceptée à l'unanimité, mardi, par le bureau politique du PR. Ce qui ne doit pas dissimuler une certaine perplexité de la part de certains dirigeants du PR redoutant un affrontement violent entre M. Léotard et M. Giscard d'Estaing et l'économiste Madelin. Le intensité des du PR pouvant à son tour prétendre, en remerciement de bons et loyaux services à M. Giscard d'Estaing, récupérer « en vis-à-vis », l'UDF.

### Les centristes très sollicités

Cette façon de faire de M. Léotard crée aussi des remous ailleurs. M. Yves Galland, président du Parti radical, première des petites composantes, confie qu'il aimerait bien d'abord « avoir des partenaires responsables ». « On ne peut pas faire des changements de pied permanent », se plaint-il, commentant cette initiative du président du PR est en définitive « de la comédie des bêtises ».

M. Pierre Méhaignerie n'utilise pas ce langage. Mais il préfère prendre le temps « de vérifier dans les faits ». Considérant que l'opposition dispose désormais de trois ans pour mener sa restructuration à bien, il ne veut pas « se précipiter dans le magma actuel », ni négocier « avec tel ou tel par rapport à un autre tel ». Mais ce n'est évidemment pas sans amusement qu'il voit les uns et

les autres « faire la danse de ventre » autour de lui comme si les 8,5 % de la liste Veil étaient déjà passés au chapitre des pertes et profits. M. Léotard a demandé à le renouer dimanche. M. Alain Juppé a voulu se concentrer avec lui sur le même thème : ne nous laissons pas seuls face à Giscard. Et celui-ci a demandé, lundi, à le rencontrer, ce qui devrait être fait dans les prochaines quarante-huit heures.

M. Méhaignerie veut donc prendre son temps. Une réunion, mardi soir, avec les députés de son groupe l'a conforté dans l'idée que l'indépendance centriste dans l'interdépendance de l'opposition reste, malgré la déconvenue de dimanche, une bonne stratégie. Même si les centristes ne rejettent pas l'idée d'une grande confédération de l'opposition, avec des courants bien spécifiques.

M. Méhaignerie déclare vouloir, dans l'immédiat, poser les problèmes de fond plutôt que d'évoquer dans la précipitation celui des alliances. Il s'agit plutôt, selon lui, de trouver au sein de l'opposition « des formules de travail en commun ». Compte tenu, explique-t-il, « des attitudes, des habitudes et des poids des contingences locales, le passage parti parti est pratiquement impossible. Il nous faut susciter à l'Assemblée nationale des votes trans-partis, des votes à l'américaine où on ne vote plus par ordre mais par tête ». Bref, M. Méhaignerie se déclare ouvert à présent « pour toutes les expérimentations », à condition aussi, relative-t-il, qu'elles partent de la base.

Ces discours ne peuvent qu'intéresser les rénovateurs. Des états généraux de l'opposition ? Il est réservé. Il ne veut d'un « grand show en Zénith », mais, en revanche, le principe de la tenir région par région lui convient tout à fait. En tout cas, M. Méhaignerie sait une chose : il ne veut plus repartir au bureau politique de l'UDF, « où le compte rendu est rédigé avant même que les débats se soient tenus ».

La proposition de M. Léotard semble avoir peu de chances de succès. Elle a déclenché pour l'heure « une cacophonie » dont s'est plaint M. Juppé qui, a-t-il dit, « ne doit pas non plus à se laisser voler la victoire ».

M. Giscard d'Estaing a choisi à son tour d'intervenir dans le débat plus tôt que prévu. Il devait parler mercredi soir, sur TF1, pour répondre à cette attaque frontale de M. Léotard. Il faut, dès lors, craindre que M. Léotard ait finalement contribué, sous prétexte, paradoxalement, d'éviter cette dérive, à faire passer les problèmes de personnel devant les préoccupations de fond. Mercredi matin sur TF1,

M. Charles Millon a néanmoins tenté de remettre chacun dans le droit chemin. Si nos responsables arrivent pas à se mettre d'accord, a-t-il plaidé en substance, qu'on aille chercher la base. Il a proposé que « l'on fasse une référendaire à l'intérieur du corps électoral de l'opposition pour savoir si oui ou non [les électeurs] veulent une réforme de l'opposition et l'émergence d'une grande force politique, unique, décentralisée et pluraliste ».

Cette proposition est dans un tel état que, chaque jour, un projet peut en cacher un autre.

DANIEL CARTON.

## Raids israéliens au sud de Beyrouth

L'aviation israélienne a effectué, mercredi 21 juin, plusieurs raids contre des positions palestiniennes au sud de Beyrouth, dans un secteur sous contrôle de la milice druze de M. Walid Joumblatt. Selon des sources palestiniennes, les tirs ont fait « des victimes », non décombrées.

C'est la huitième fois depuis le début de l'année que l'aviation israélienne effectue des raids contre les Palestiniens au Liban. — (AFP.)

Un soldat israélien poignardé près de Tel-Aviv. — Un soldat israélien a été poignardé, mercredi 21 juin, à Petah-Tikvah, une localité israélienne située à l'est de Tel-Aviv, apprend-on de sources policières israéliennes. Le soldat, poignardé dans le dos, a été hospitalisé. D'importantes forces de police ont aussitôt bouclé le secteur pour tenter de retrouver les agresseurs. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 21 juin 1989 a été tiré à 494 131 exemplaires.

## LOCATIONS

1.400 LOCATIONS

PARIS ET REGION

PARISIENNE

7 jours / 7

24 Heures sur / 24

36.15 LOCAT

A C D E F G H

**CHINE - LE TEMPS DU CRIME**

**LE DERNIER**

**EDITION SPECIALE**

**LES NOUVELLES PEURS**

- Solitude
- échec
- enfer
- foule
- guerre
- avion
- chômage
- mort
- sida
- nucléaire
- insécurité
- terrorisme
- immigrés
- pollution
- an 2000
- etc.

**Les résultats des Européennes témoignent d'une formidable angoisse face à l'avenir**



Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



LA FÊTE DE LA MUSIQUE LANCE LES FESTIVALS D'ÉTÉ

## Enfin, on souffle !

Tout commence aujourd'hui. Quel de plus propice pour souffler enfin. Dans une flûte, un tube, dans ses doigts, dans sa vie. La fête de la musique, lorsqu'elle est née, peut-être n'y croyait-on pas vraiment. Peut-on être heureux seulement si on vous le demande ? La réponse est oui, et souvent on l'a vu, on plutôt entendu, les bruits sont devenus harmonie, partout en France, et maintenant ailleurs.

Après, ça continuera. Même si on n'a jamais connu les bancs rachitiques sur des gradins étroits, les

chaises grinçantes sur des gradins hostiles, les pierres encore tièdes mais très dures où l'on s'asseyait serrés pour vivre une soirée étoilée de festival, on sait qu'on y viendra un jour, parce que c'est une fête, un mystère, une promesse de souvenir.

La tradition orale est très forte en ce domaine. Tout le monde dit, sans l'avoir vue, la petite chouette de la Grange de Meslay qui se taisait pour laisser jouer Richter... On dit aussi le vent martial et insolent qui

décoiffe toujours les Chorégies d'Orange. Les festivaliers professionnels, prosélytes et minutieux, réservent des années à l'avance leurs places pour des spectacles encore à l'état de rêve. Ils disent que ce sera magnifique.

D'autres disent plutôt : « Tu ne peux pas savoir, ce festival de rien, cette nuit-là, sous les platanes, et l'odeur de la lavande. Après, sur la place, on a bu un sirop d'orgeat. On était bien ».

DANIELE HEYMANN.

MUSIQUE

VII

### Le Costello Show prend la route



Depuis la sortie de *Spike, the Beloved Entertainer*, (Spike, l'artiste adulé) son dernier album, en février dernier, Elvis Costello est partout, sauf en France. D'ici au 14 juillet, il passera à Paris de fin à trois reprises : à Montreux (Suisse), à Torhout-Werchter (Belgique) et à Belfort pour le festival Territoire de musique. Il chantera en solo (en Belgique, à Belfort), et l'on s'attendra qu'un homme seul fasse un aussi bon groupe de rock ; et aussi avec les musiciens de Squeeze et Nick Lowe (à Montreux) et la soirée restera de toute façon dans les annales.

THÉÂTRE

IX

### Robert Gironès en blanc et noir

De Bordeaux aux Antilles, les tribulations d'une tribu de colons, Blancs et Noirs, maîtres et esclaves mêlés. Chacun vit les convulsions de la liberté. Sang et sueur, sexe et argent, Jean-Pol Fargeau a écrit *Brûle rivière brûle la-bas* « la plus pleine d'images, de souvenirs minuscules, imprévisibles ». Ironie et beauté, la pièce est créée dans une mise en scène de Robert Gironès à la maison de la culture de la Rochelle, tout près du port d'où les bateaux partaient pour les îles. Elle y est actuellement donnée en attendant de tourner dans les festivals d'été (Avignon, Martigues...).

ARTS

X

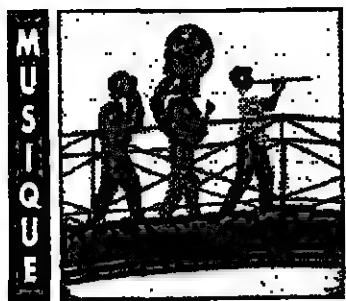
### Jacques Villon, graveur



On connaît bien le peintre cubiste, sage et songeur d'harmonie, qui aimait avec ses frères les soirées de Puteaux. On connaît moins le graveur à qui il arrivait de mettre ses compétences techniques au service de ses confrères, ne serait-ce que pour gagner sa vie. Deux expositions lui sont consacrées cet été, l'une à Gravelines, l'autre à Pontivy.



# FESTIVALS



## LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

De début juillet à fin septembre, la France se transforme en une gigantesque salle de concert. Des villes, des villages habituellement bien silencieux se réveillent un beau soir au son d'un piano, d'une voix, d'un quatuor à cordes ou d'un orchestre, les salles (quand on ne joue pas en plein air ou dans des églises, au mépris des lois acoustiques) se remplissent d'auditeurs souvent heureux d'entendre de la « grande musique » jouée par des musiciens en grandeur nature. Mais après la migration de l'été, que reste-t-il de ces festivités ? Rien, ou si peu ! Les privilégiés retrouvent leurs salles de concert et leur politique de prestige, les autres, leurs disques... Tous ont dix mois de l'année pour penser à ces moments de grande émotion, de vrai plaisir, de rare recueillement, vécus sous les étoiles ou sous le soleil. Mais soyons francs, combien de ces rencontres « mémorables » mériteraient d'être enregistrées et de passer ainsi à la postérité ?

### PARIS ÎLE-DE-FRANCE

#### Festival estival

**De 2 juillet au 5 septembre**

L'animation musicale de l'été parisien ! Quarante-trois concerts, dont deux d'hommage à Jean Cocteau, par l'Ensemble Erard, François Thimot et Raymond Gérois (les 23 juillet et 6 août), une série consacrée à la clarinette, sacrée instrument de l'été (voilà qui changera du piano, célébré partout), avec des concerts de Paul Meyer (le 3 juillet), Jean-Claude Veilhan (le 5), Philippe Cuper (le 10), Eric Hoepfich (le 17), Michel Leiniec (le 21), Jean-Michel Charrier (le 24), Michel Portal (le 1<sup>er</sup> août), Michel Arisnong (le 3), Pascal Moragues (le 8), Wolfgang Meyer (le 11) et Guy Dupuis (le 15). Quelques concerts d'orchestre aussi, avec la venue de l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, qui jouera la *Huitième* de Bruckner sous la direction de Bernard Haitink (le 21 août). Un mois plus tôt, l'Orchestre Simon-Bolivar de Caracas se sera fait applaudir (une curiosité à apprécier dans l'Anditorium des Halles, le 21), tandis que le 5 septembre, Krzysztof Penderecki dirigera, à la tête du chœur et de l'orchestre de la Philharmonie de Cracovie, le *Requiem* de Verdi (salle Pleyel). Quelques concerts de musique baroque encore, avec un récital de clavecin de Noëlle Spiehl (le 26 juillet), et puis Agnès Mellon (le 2 août), Laure Collaudant (le 20), Colin Tilney (le 23), Jörg-Ewald Dähler (le 28) et Isabelle Fontenard (le 29). Enfin trois séries consacrées à la musique du Moyen Âge (11, 12, 13 juillet ; 18, 19, 20 août ; 1<sup>er</sup>, 2, 3 septembre).

Bureau du festival, 20, rue Geoffroy-l'Amble, 75004 Paris. Tél. : 45-04-98-01.

#### Musique en Sorbonne

**Jusqu'au 9 juillet.**

Animés par Jacques Grimbart, ces concerts de Musique en Sorbonne présenteront *King Arthur*, de Purcell, avec Jill Feldmann et Isabelle Poulenard (le 4), deux programmes Haendel et Scarlatti, par Véronique Dietrich et Alain Zaepffel (les 5 et 6), un *Acis et Galatée* de Haendel, par le maître des lieux (le 7) et un concert Haendel (les 8 et 9).

Bureau du festival, 2, rue François-de-Croisset, 75018 Paris. Tél. : 43-52-71-71.

#### Orangorio de Seaux

**De 22 juillet au 3 septembre**

Un joli festival qui choisit généralement bien ses interprètes en misant davantage sur la qualité que sur le prestige. En vedette cette année, Miguel Angel Estrella (le 22 juillet), Martial Solal et Michel Portal (le 23), le Quatuor Simon (le 24), Neil et Ivar Gorkovskiy (le 12 août), Catherine Collard (le 27), Philippe Cassard et Monique

Fiketty (le 2 septembre), et François-René Duchabie (le 3).  
Tél. : 45-80-47-75.

#### Festival de Saint-Germer-de-Fly

**De 22 juillet au 11 août**

Imaginez la Sainte-Chapelle délicatement posée sur une pelouse au beau milieu de l'un des plus jolis villages de l'Oise normande (entre Gisors et Gournay-en-Bray) ! Dans ce lieu magique se déroule un petit festival dont la programmation inégale réserve tout de même quelques heureuses surprises : Martial Solal et Michel Portal (le 22 juillet), Brigitte Engerer (le 3 août), Anne Quéléc et Régis Pasquier (le 6), Anne-Marie Rodde et Noël Leo (le 11).

Bureau du festival, 44, rue du Commandant-Kieffer, 95240 Commenailles-en-Parisis. Tél. : 39-78-12-74.

### OUEST

#### Semaines de Casino de Dinanville

**De 2 juillet au 29 août**

Un nom de festival qui en dit long sur le public qui se presse (ou qui devrait se presser, car les artistes jouent parfois devant des bancs vides) pour écouter une programmation pourtant de belle tenue. Qu'on en juge : Laurent Cabasso (le 9 juillet), Michel Dalberto (le 12 août) ; on peut manquer le récital d'Emile Naoumoff (le 23 juillet), penser que la petite Caroline Sageman devrait rester sagement travailler à la maison si elle veut devenir une grande pianiste (le 2 juillet) et faire comme si l'on n'avait pas vu qu'Alexis Weissenberg était programmé le 20 août.

Casino de Dinanville, 14200 Dinanville. Tél. : 31-58-25-55.

#### Heures musicales du Mont-Saint-Michel

**De 12 juillet au 19 août**

Singulière remontée d'un festival naguère handicapé par une programmation du pire mauvais goût. Cette année, avant d'aller se régaler d'une des opulentes onclettes de la Mère Poulard, on ira écouter le Groupe vocal de France (le 12 juillet), François-René Duchabie (le 15), l'Ensemble Clément Jansquin (le 18), l'organiste André Jolir (le 27), Gérard Poulet (le 8 août).

Office du tourisme, 50300 Avranches. Tél. : 33-58-00-22.

#### Festival de Honfleur

**De 8 juillet au 6 août**

Offensive des pays de l'Est pour ce festival à la programmation plan-plan. Le grenier à sel accueillera Viktor Tretjakov et l'Orchestre de chambre de Moscou (le 8 juillet) et l'Orchestre Bach du Gewandhaus de Leipzig (le 15). Il reste tellement à faire dans la ville d'Alphonse Allais et d'Érik Satie. Hôtel de Ville, BP 129, 14603 Honfleur cedex. Tél. : 31-58-16-47.

#### Été musical de Ponthivy

**Jusqu'au 14 septembre**

Un joli petit festival qui ne mise sur aucune star, mais qui donne la parole à quelques musiciens valeureux. Qu'on en juge, Georges Pindermacher, Gérard Jarry et Michel Strass (le 28), l'Orchestre de chambre de Gewandhaus de Leipzig et Paul Meyer (le 17 juillet), Hélène Grimaud (le 25), les Solistes de Moscou et Youri Bashmet (le 4 août), Jean-Bernard Bashmet et Augustin Dumay (le 22), le Quatuor Talich et François-René Duchabie (le 11 septembre), Nathalie Stutzmann (le 14). Si tous les « petits » festivals étaient de cette tenue-là, comme le mélomane serait heureux !

Bureau du festival, mairie de Ponthivy, 58200 Ponthivy Cedex. Tél. : (16) 95-25-00-52.

#### La Plaine-sur-Mer

**De 7 juillet au 21 août**

Longtemps parent pauvre des festivités, la Bretagne rattrape son retard. Ce festival assez chic est tout dédié au chant. L'amateur de bel canto s'en ira donc apprécier l'art de la divine Lella Caberli (le 12 juillet), de Shirley Verrett (le 17), de Jean-Philippe Lafont et de Janet Perry (le 27), de Nicolet Gedda (le 8 août) et de Jean-Philippe Courty (le 21).

Bureau du festival, BP 11, 44770 La Plaine-sur-Mer. Tél. : 40-21-50-14, poste 22.

#### Musique ancienne à Clisson

**De 22 au 30 juillet**

Kenneth Gilbert (le 22 juillet), Jasp Schröder (les 27, 28 et 29) : peu de concerts, mais quelle qualité !

ADDM, hôtel du département, 3, quai Colmar, 44041 Nantes Cedex. Tél. : 40-41-10-00.

#### Perros-Guirec

**De 16 au 28 juillet**

Quatre concerts pour ce mini-festival, dont deux méritent qu'on leur consacre une soirée : Bruno Rigutto (le 16 juillet) et Marc Coppey (le 20). Un festival à moitié réussi ?

Office du tourisme, 22700 Perros-Guirec. Tél. : 96-23-21-15.

#### Saintes

**De 7 au 16 juillet**

Tout est beau et bon dans ce festival qui « mélange » la musique ancienne la plus purement restituée et le répertoire contemporain le moins rasé. Au hasard : Christophe Coin (le 8 juillet), Bach, Murrail, Leno par les frères Antier au clavier (le 11), la Chapelle royale (le 15), Philippe Herreweghe (le 16).

Bureau du festival, BP 125, 17104 Saintes Cedex. Tél. : 46-52-91-35.

#### Semaines musicales de Guimper

**De 31 juillet au 14 août**

An milieu du naufrage d'une programmation sans grand intérêt on prètera attention au récital d'Oliver Gordon (le 4 août), et peut-être à la venue de musiciens anglais qui interpréteront le *Te Deum* de Berlioz (le 17).

OSCAR, 7, cité des Kerguelen, 29000 Guimper. Tél. : 98-95-41-45.

### CENTRE

#### Été musical en Loire-Foréz

**De 6 juillet au 25 août**

Le prototype du festival dont l'abondance cache mal un avant manque d'idée. Une perle au milieu du tas de charbon, le piano foriste Agnès Gillierou (le 18), et deux concerts prometteurs, celui du quintette à vent de l'Orchestre philharmonique de Radio-France (le 4) et celui de Jean-François Heisser, Roland Pidoux et Régis Pasquier (le 17).

Bureau du festival, BP 223, 8, place de l'Hôtel-de-Ville, 42006 Saint-Étienne cedex 1. Tél. : 77-33-12-53.

#### Fêtes musicales en Touraine

**De 23 juin au 2 juillet**

Souffrent, Sviatoslav Richter ne jouera pas, mais son ombre tutélaire veillera

sur le bon déroulement d'un festival qui désire prendre un nouveau départ pour son vingt-sixième anniversaire. Groupés sur deux week-ends, les concerts présenteront des artistes « top niveau », avec en invité de marque Dimitri Bashkirtov, qui est l'un des grands maîtres du piano russe aujourd'hui et, accessoirement, le beau-père de Daniel Barenboim. Viktor Tretjakov, Youri Bashmet, Boris Pergamentnikov et Elisabeth Leonskaja (le 23), Michel Portal, Gergem Gregorova et Alain Planes (le 24), Viktoria Malina et Maria Joao Pires (le 24), Philippe Hirschhorn, David Geringas et Elisabeth Leonskaja (le 25), Augustin Dumay, Alain Mounier et Michel Dalberto (le 30), Roger Woodward et le Quatuor Arditti (le 1<sup>er</sup> juillet, à 17 h 30), Rainer Kussmaul, Christoph Henkel, Gerhard Oppitz (le 1<sup>er</sup> juillet, à 21 heures), Dimitri Bashkirtov, en remplacement de Sviatoslav Richter (le 2 juillet), Oleg Kagan, Youri Bashmet, Natalia Gutman (le 2).

Mairie de Tours, 37032, Tours cedex. Tél. : 47-21-55-05.

#### Grands crus de Bourgogne

**De 21 au 30 juillet**

Quels liens secrets peuvent unir le divin mensural, Miguel-Angel Estrella qui joue le 21 juillet, André Cazalet, Dom Brown, Pascal Moragues, Yves Henry qui en font autant le 23, François-René Duchabie, qui associe Chopin, Beethoven et Liszt le 30, et Ivry Gitis qui pactise avec Franck, Sarasate et Mozart le 29 ? Aucun, nous en avons bien peur.

gai Edelmarm (le 7) qui jouent Chopin et Schumann, celle de Cyprien Katsaris et des Virtuoses de l'Orchestre philharmonique de Berlin (le 2) et de l'ensemble britannique The London Baroque (le 2).

Bureau du festival, BP 52, 45000 Sully-sur-Loire. Tél. : 33-35-23-45.

#### Musique en Bourbonnais

**De 23 juillet au 27 août**

De beaux pianistes, Brigitte Engerer (le 23), Bruno Rigutto (le 20), le bon Quatuor Rosamonde (le 13) et l'Orchestre régional d'Anvergne (le 27). Il n'en faut pas davantage pour notre bonheur.

Musiciens Centre Saint-Jacques, 03100 Montluçon. Tél. : 70-05-43-08.

#### Rencontres internationales de Beauce

**De 30 juin au 22 juillet**

Un jeune festival qui remporte un prix d'excellence. Programmation éclectique, excellence d'interprètes venus d'horizons bien différents : les anciens et les modernes cohabitent pour notre bonheur. Agnès Mellon et le Collegium Vocale de Gand (direction Philippe Herreweghe (le 1<sup>er</sup> juillet), Hélène Delavant (le 2), l'ensemble Gilles Binchois (le 8), Shirley Verret (le 9), Acis et Galatée, de Haendel, par le London Baroque (le 15), l'Orchestre du Kirov de Léningrad (le 16), Augustin Dumay et son Orchestre de Toulouse (le 21).

d'Esther Lamandier (le 27) et le *Grand Mystère de la Passion*, un opéra médiéval mis en scène, chanté, joué par les comédiens Clément Jansquin et Orgagna, placés sous la direction de Marcel Péro, le révolutionnaire du chant grégorien.

Abbaye de Sylvaes, 12380 Commenailles. Tél. : 65-40-52-52.

#### Albi

**De 24 juillet au 10 août**

Dominié par le violon de Jean-Pierre Waller, ce festival sans grand rayonnement se signale toutefois par un invité de marque, aussi grand bien que ramment invité en France : le pianiste Sviatoslav Richter qui viendra charmer les Albigeois le 9 août.

Office du tourisme, palais de la Barbe, 81000 Albi. Tél. : 63-64-28-28.

#### Périgord noir

**De 24 juin au 30 août**

Dans des lieux magiques, calmes et reposants, fins et accueillants, le touriste en mal de bain culturel pourra apprécier l'art de Cyril Huvé, André Cazalet et Marie-Amélie Nicolas, qui joueront Brahms (le 18) ; ils pourront vibrer à l'ombre des abbayes romanes en écoutant le *Messe* de Haendel donné par un ensemble de Bruges (le 26), savourer le timbre rare de James Bowman (le 27) et celui d'Agnès Mellon (le 7 août).

Bureau du festival, 40, rue de Clément-Fey, 24230 Montignac. Tél. : 53-51-55-17.



Nommé patron de l'Orchestre de chambre de Toulouse, voilà un peu plus d'un an, Augustin-Dumay n'en oubliera pas pour autant son violon : il se promènera donc de festival en festival tout cet été.

Les amis de la musique BP 13, 21190 Mornay. Tél. : 80-21-22-55.

#### La Chaise-Dieu

**De 23 août au 3 septembre**

Un festival star qui présente des concerts de qualité dans des conditions matérielles dignes des artistes qui jouent. Ce sérieux est suffisamment rare pour être relevé. Nous nous devons d'écouter le *Te Deum* de Gounod, par la Grande Écurie et la Chambre du Roy (le 24), la *Messe* du couronnement de Mozart, le lendemain, la *Passion selon saint Matthieu*, par Michel Corboz (le 27), Jean-Philippe Collard et la Philharmonie de Cracovie (le 29), le Trio Borodine (le 31, à 16 heures), la *Passion selon saint Luc*, du compositeur polonais Krzysztof Penderecki (le 31, à 21 h 15). Pour terminer en beauté, le festival a programmé le *Requiem* de Verdi, qui sera interprété par une équipe entièrement polonaise.

Office du tourisme, 43160 La Chaise-Dieu. Tél. : 71-00-01-18.

#### Sully-sur-Loire

**Jusqu'au 9 juillet**

Un des bons festivals qui encombrent l'été. A noter la venue du pianiste Ser-

Office du tourisme de Beauce, 21200 Beauce. Tél. : 80-22-24-51.

#### Semaines musicales de Tours

**De 6 au 31 juillet**

Depuis de nombreuses années, le gratin du Conservatoire de Moscou se retrouve à Tours pour donner des concerts et dispenser des cours dont la qualité a depuis fait acclamer toutes les têtes blondes des quatre coins de France. Ne pas manquer Youri Bashmet (le 22), Nikolai Petrov, la veille, l'Orchestre du Kirov (le 15) pour un Boris Godounov de Moussorgski qui devrait marquer les années (au moins pour ce qui est des voix), le Quatuor Chostakovitch (le 9), dans un programme Schumann et Tchaïkovski.

Bureau du festival, 3, rue Ancelle, 37200 Nouilly. Tél. : 42-22-57-02.

### MIDI-PYRÉNÉES

#### Abbaye de Sylvaes

**De 16 juillet au 20 août**

Plutôt que Bernard Thomas dirigeant le *Requiem* de Mozart (le 16 juillet), il faudra courir écouter le récital

#### Comminges

**De 9 juillet au 9 septembre**

De nombreux concerts d'orgue, André Stricker (les 29 et 30 août), Michel Chapuis (les 6 et 7), Jean Guillou (le 15) et la soprano Gwyneth Jones en vedette américaine, dans un récital Richard Strauss et Richard Wagner (le 9).

Bureau du festival, 31200 Muret-sur-Saint. Tél. : 61-55-52-00.

#### Montpellier

**De 11 juillet au 2 août**

Si l'idée est bonne (des œuvres inconnues par de grands interprètes), la réalisation laisse souvent à désirer et le résultat à l'antenne (France-Musique) souvent décevant. Mais reconnaissons que le succès public est grand. Gageons toutefois que Marek Janowski dirigera avec ce rare mélange de professionnalisme et d'inspiration qui est le marque de la *Nativité symphonique* de Beethoven (le 17). Un inédit, que toutes les histoires de la musique citent mais que nul n'a tenté : *Henry VIII*, de Camille Saint-Saëns (le 18).

Bureau du festival, 7, bd Henri-IV, 34000 Montpellier. Tél. : 65-52-53-53.



# FESTIVALS

## Prades

**Du 25 juillet au 13 août**

Trente-huitième édition d'une manifestation fondée pour Pablo Casals. Bien sûr, Serkin, Szara ne viennent plus et les noms affichés sont moins prestigieux, mais l'esprit de la belle musique de chambre souffle toujours dans un lieu habité par l'esprit aventureux et généreux du grand Catalun. S'il ne faut rien attendre d'un concert, nous choisissons celui de Miklos Perczy, un fantastique violoncelliste hongrois (le 9 août).

Prades, Canele, rue Victor-Hugo 65500 Prades. Tél. : 05-36-33-07.

## Musique en Côte basque

**Du 30 août au 16 septembre**

Un bien beau festival, à la programmation sans tâche. Jugez-en : Georges Fudermacher et le Trio Amadeus dans un programme Mozart, Beethoven et Schubert (le 31 août), Christa Ludwig et Charles Spencer (le 1er septembre), Aldo Ciccolini (le 2), le Quatuor Borodine (le 6), les Talich (le 7), Michel Delbecq (le 9).

Office du tourisme, BP 60, 64500 Saint-Jean-de-Luz. Tél. : 05-26-03-16.

## Piano aux Jacobins

**Du 5 au 29 septembre**

Tout pour le piano, rien que pour le piano, avec des invités de marque : Joseph Villa (le 5), Georges Fudermacher (le 7), Laurent Cabasso (le 15), Maria-João Pires (le 20), Alicia de Larrocha (le 22), Jean-Claude Pennetier (le 26) et Pierre-Alain Volodant (le 29).

Office du tourisme, 13100 Toulon. Tél. : 01-23-32-00.

## Rencontres internationales de piano en Côte basque

**Du 2 au 12 juillet**

Encore un festival de piano ! Mais un bon, un excellent festival de piano qui a invité quelques grandes pointures : Anne Queffelec (le 2), Abdel Rahman El Bacha (le 4), Shura Cherkassky (le 5), Mikhail Rudy (le 6), Elisabeth Leonskaja (le 7), Bruno Rigutto (le 8), Jean-Claude Pennetier (le 10), Jean-Marc Lussac (le 11).

Office du tourisme, 64210 Guéthary. Tél. : 05-26-50-50.

## PROVENCE COTE D'AZUR

### Chorégies d'Orange

**Du 7 juillet au 8 août**

Tout pour les plus belles voix du moment. Lella Cuberli (le 8 juillet à 18 heures), La Flûte enchantée, avec Barbara Hendricks, Matti Salminen et Helen Donath, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Hans Graf (direction) (le 8 juillet, à 21 h 45), Fidelio, direction Marek Janowski, Nabucco, avec Ghena Dimitrova (elle vaincra le mistral), direction Thomas Fulton (les 5 et 8 août).

Bureau du festival, BP 130, 84106 Orange cedex. Tél. : 05-34-24-24.

## Avignon

**Du 12 juillet au 3 août**

Une fois de plus ce festival ! Les amateurs ne manqueront pas le concert de pierres de Nicolas Frize (les 18, 19 et 20 juillet), les mélomanes la Messe des pauvres de Satie (le 16), Roméo et Juliette, l'opéra de Pascal Dusapin, donné ici juste après sa création à l'Opéra de Montpellier et avant sa reprise au Festival Musica de Strasbourg en septembre ; ils ne manqueront

pas davantage Das Atmen de Klarstein de Luigi Nono, par le studio expérimental de la Südwestfunk de Baden-Baden (le 24) et un concert Xenakis par Michel Portal et le Chœur de la Fondation Gulbenkian (le 24).

Bureau du festival, BP 52, 84006 Avignon cedex. Tél. : 05-35-24-43.

## Aix-en-Provence

**Du 10 au 30 juillet**

Serait-ce le renouveau après ce demi-siècle artistique qui ennoblit dangereusement la programmation de notre prestigieux festival ? Nous parlons sur la mise en scène de la Flûte enchantée par Jorge Lavelli, qui a parfois de ces coups de génie qui marquent une œuvre pour longtemps (son Faust de Gounod, son Pelléas et Mélisande de Debussy). D'autant que la distribution réunie par Louis Elia à l'âge des rêves et qu'Armin Jordan tient les rênes de l'Ensemble orchestral de Paris. Nous attendons avec impatience The Fairy Queen (musique et pièce) de Parcell donné pour la première fois dans leur version intégrale. Avec les Arts florissants, William Christie, Francine Lancelot, et Adrian Noble à la direction artistique, le triomphe d'Aïda a toutes les chances de se reproduire.

La distribution de Così fan tutte, de Mozart, pourrait obtenir un grand succès (José Van Dam, Hans Peter Blochwitz, Olaf Bar, Thomas Lander en allemand ; Elina James, Dawn Upshaw dans les rôles féminins), l'English Chamber Orchestra et Jeffrey Tate seront de toute façon au-dessus de tout soupçon. A signaler, en première mondiale, le Rouge et le Noir, un opéra dont le livret et la musique sont de Claude Prey, un compositeur vivant qui ne manque pas d'humour.

Office du tourisme, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 04-23-37-51.

## La Roque-d'Anthéron

**Du 1er au 23 août**

Le huitième festival de l'été, le plus sympathique et le plus professionnel (les pianos y sont bons et accordés, ce qui n'est pas souvent le cas ailleurs). Pour sa septième édition, il sera consacré au piano et au clavier et prendra des risques en présentant plusieurs inconnus (mais, dans ce domaine, La Roque a toujours remporté le grand chèque : souvenons-nous des débuts de Yundi Egorov), à côté de quelques valeurs confirmées.

Bernard Wambach jouera Rihm et Stockhausen (le 3), Laurent Cabasso Mozart (le 5), Sergei Edelmann Chopin, Schubert et Schumann (le 8), Georges Fudermacher Schubert (le 9), Lutz Berman, Liszt (le 3), Catherine Collard Haydn, Brahms et Schumann (le 4), Elisabeth Leonskaja Chopin et Schumann (le 20), Jorge Bolet Liszt (le 18), Christian Zocharias Haydn, Mozart et Strauss (le 2). Quelques récitals de clavecin : David Moroney (le 20) et Ton Koopman (le 22) ; et de piano-forte : Haydn par Jos Van Immerseel (le 22).

Château de Floran, 13840 La Roque-d'Anthéron. Tél. : 04-60-61-15.

## Festival du Luberon

**Du 12 juin au 11 septembre**

Un petit programme centré sur le quatuor à cordes, qui présentera le Quatuor Ludwig (les 5, 6 et 8 juillet), le Quatuor Faras (les 13, 15 et 17), le Quatuor Sine Nomine et Pascal Maragaglia (les 26, 27 et 29), le Quatuor Vogler (les 6, 7 et 9 septembre).

Amis de la musique du Luberon, 84220 Gordes. Tél. : 05-72-59-72.

## Menton

**Du 5 au 31 août**

Un festival vraiment prestigieux, à défaut d'être célèbre. Écartons quel-



Hier inconnu, Viktor Postnikov sera l'une des pianistes de l'été. Seule ou en compagnie de Gennadij Rojdestvenski, son mari, elle montrera la vitalité de l'école russe de piano.

ques interprètes en perte de vitesse musicale (Mikhail Rudy, le 25, et Tamas Vassary, le 27) et concentrons nous sur la venue de Youri Bashmet (le 31), de Maria-João Pires (le 8), d'Anne-Sophie Mutter (le 11), de Janos Starker et de Sándor Végh (le 17). Et faisons le quarantième anniversaire de ce bout de Hongrie implantée sur la Riviera.

Palais de l'Europe, BP 111, avenue Boyer, 06050 Menton sud. Tél. : 04-93-57-81.

## Nîmes

**Du 3 au 7 juillet**

Carmen dans les arènes de Nîmes ? L'idée est passablement éculée. Mais pour Cotrubas, Rumbly, Schicoff, et les costumes de Christian Lacroix, qui ne ferait un effort ?

Arènes de Nîmes, 3, rue Jean-Baptiste, 30000 Nîmes. Tél. : 04-76-70-44.

## Vaison-la-Romaine

**Du 9 au 31 juillet**

Pour sa trente et unième édition, le célèbre festival affiche Roméo et Juliette, de Bellini, avec Cecilia Gasdia, Jennifer Larmore, Luca Canonici, l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra national de Cracovie ; la direction musicale sera assurée par Arturo Tamayo, la mise en scène, par Pierre-Jean San Bartolomé (les 15 et 17 juillet) Jules César, de Handel (les 21 et 23 juillet) par le même ensemble musical, sous la direction d'Ewa Michnik. On peut sans doute rêver de productions plus ambitieuses, mais pas de voix plus pure que celle de Gasdia.

Bureau du festival, hôtel de ville, 84110, Vaison-la-Romaine. Tél. : 05-36-06-25.

## Manca 89 de Nice

**Du 29 juin au 8 juillet**

Les Manca font figure de vilain petit canard au sein même des festivals de l'été. A-t-on idée de consacrer tout un programme à la musique d'aujourd'hui ? Et pas un festival triste et com-

plétant, mais plutôt un festival dédié au plaisir de la découverte. Pendant une dizaine de jours, dans les arènes de Cimiez défileront les œuvres de Luc Ferrari, François Bayle, Pascal Dusapin et quelques interprètes inspirés comme Pierre-Yves Artaud, Irène Jarsky et Jean-Claude Risset.

CRM, 33, avenue Jean-Médéric, Nice. Tél. : 04-93-58-74-88.

## EST

### Abbaye d'Ambronay

**Du 25 septembre au 15 octobre**

Les responsables de ce mini-festival s'ont apparemment qu'une ambition : faire jouer les meilleurs interprètes dans leur répertoire de prédilection. Qu'on en juge, Bach par Hespéron XX (le 23), Corelli, par René Jacobs et l'Ensemble 415 (le 1er octobre), Méhul et Cherubini, par les Arts florissants (le 7) et Peri, Caccini, par Ian Honeyman et l'Ensemble vocal Sagittarius (le 14).

Bureau du festival, place de l'Abbaye, 01500 Ambronay. Tél. : 74-35-09-70.

## Besançon

**Du 30 août au 16 septembre**

Le festival bisontin a quelques difficultés à se maintenir au niveau d'excellence qui fut le sien : plus de Furtwängler, de Clara Haskil, de Lipatti, de Backhaus, de Kempff à se mettre sous la dent, plus de grands orchestres à inviter. Cette année, il faudra se contenter de Maria Tipo (le 19 août), de Cyprien Katsaris (le 6), de Viktoria Postnikova (le 16 septembre), ce qui n'est finalement pas si mal. En revanche, on pourra héter longuement avant d'aller écouter Nella Anfuso (le 5 septembre) et s'interroger sur l'intérêt de la venue de l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine (le 9 septembre) qui ne devrait pas trop s'exposer en



dehors de la capitale aquitaine tant qu'il n'a pas été « retapé » par Alain Lombard, son chef titulaire. La bonne surprise sera peut-être cette Neuvième de Beethoven dirigée par Emil Tchakarov à la tête d'ensembles bulgares.

Bureau du festival, 2 rue Ischard, 25000 Besançon. Tél. : 01-82-41-89.

## Colmar

**Du 1er au 9 juillet**

Oui pour Maria-João Pires (les 1er, 2 et 8 juillet), pour le Quatuor de Moscou (le 5), pour les solistes de Moscou (le 6), pour Mikhail Rudy jouant Bach (le 7).

Office du tourisme, 4, rue d'Unterlinden, 68000 Colmar. Tél. : 03-81-02-29.

## Château de Ripaille

**Du 11 au 24 août**

Jorge Bolet (le 24), Georges Fudermacher (le 13), Jean-Claude Pennetier (le 15), Audré Gavrilov (le 19), Catherine Collard (le 20), Dezzo Ranki (le 22) : du piano, rien que du piano, mais avec de tels noms, on ne se plaindra vraiment pas.

Château de Ripaille, 74200 Thonon-les-Bains. Tél. : 02-26-64-44.

## ÉTRANGER

### Ascona (Suisse)

**Du 26 août au 17 octobre**

Une toute petite ville, sur la rive du lac Majeur, accueille des formations de toutes natures et de toutes grandeurs, plutôt du beau monde. Comme le Quatuor de Tokyo (2 septembre), la pianiste Viktoria Postnikova et son chef de mari Rojdestvenski avec l'Orchestre d'Etat de Moscou (18 septembre), un récital d'Elisabeth Leonskaja (26 septembre), l'Orchestre philharmonique de Tokyo (4 octobre), etc.

Ente Turistico, 8512 Ascona. Tél. : (09-23) 235544.

## Bayreuth (RFA)

**Du 25 juillet au 28 août**

Reprise du Ring très discutée de Barenboim-Kupfer, Parsifal mis en scène par Wolfgang Wagner hélas, dirigé par James Levine, le Lohengrin de Werner Herzog, malheureusement mené par Peter Schneider, et Sinopoli au pupitre pour Tannhäuser : 6 déceptions !

Bureau du festival, Tél. : (09-49) 521-20-221.

## Lucerne (Suisse)

**Du 16 août au 9 septembre**

Karajan ne viendra pas, mais seront là, en compensation, le Concertgebouw, l'Orchestre de Chicago, le RSO de Berlin, le Symphonique d'Etat de Moscou. Parmi les chefs : Haitink, Solti, Chailly, Tchakarov. En tête des solistes : Gavrilov, Mullova, Pollini, Milcheva, Fischer-Dieskau... Sans commentaires.

Bureau du festival, Tél. : (09-41) 2-32-555.

## Montreux (Suisse)

**Du 21 août au 3 octobre**

Un lieu habité par la grande tradition pianistique, tradition alimentée par le

## LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

concerts Clara Haskil. Et la venue, au sein d'un beau programme pléthorique, de quelques grand(e)s du clavier : Postnikova, Argerich, Cherkassky. Et le Britannique qui monte, Stephen Hough.

Bureau du festival, 5 rue du Théâtre, case postale 182, CH 1820 Montreux 2. Tél. : (09-21) 763-54-50.

## Munich (RFA)

**Du 6 au 31 juillet**

Une nouvelle production : Mathis der Maler, d'Hindemith. Et, comme toujours, une triplée de merveilleuses sorties du répertoire de cette grande maison lyrique, d'Ariane à Nazos à Adrienne Lecouvreur, Savallisch, patron des lieux, paye au pupitre de sa personne. Il devait être relayé par Giuseppe Patané, mort récemment, dont on ne connaît pas le remplaçant.

Festspielhaus der Bayerischen Staatsoper, Maximilianstrasse 11, 8000 München 2. Tél. : (09-28) 89-21-851.

## Ravenna (Italie)

**Du 6 juillet au 5 août**

Un Don Carlos avec Renato Bruson et Ruggero Raimondi, direction Hubert Soudant, mise en scène André Serben, décors et costumes Yannis Kokkos (6 et 9 juillet) ; toujours Bruson dans la Traviata (26 et 29 juillet, 2 et 4 août) ; un Falstaff avec Pietro Ballo, direction Gustav Kuhn (1, 3 et 5 août), concerts de musique ancienne et d'orgue, sans oublier « notre » Myung-Whun Chung à la tête de l'Orchestre et des Chœurs du Mai de Florence (7 juillet) dans la Neuvième Symphonie de Beethoven.

Via Marconi, 2, 48100 Ravenna. Tél. : (09-54) 422577/23555.

## Salzburg (Autriche)

**Du 27 juillet au 31 août**

Karajan en son royaume, dans le Bal masqué qu'il vient d'enregistrer ; Tosca dirigée par Pierre, Elektra menée de main de maître par Abbado ; Molière dans la Clémence de Titus... Et tant de beaux concerts, trop chers hélas !

Festspielhaus A-5010, Salzburg Postfach 140. Tél. : (09-69) 2-34-25-41.

## Santander (Espagne)

**Du 29 juillet au 31 août**

Grandes voix nationales (Berganza, Carreras) mais d'autres origines aussi (Behrens, Ludwig, Ramey). Médée avec Caballé, Lorin Maazel et notre Orchestre national, le tout au bord de l'Océan : vacances !

Avenida Calvo Sotelo 15, P.O. Box 621, E-33002 Santander. Tél. : (09-42) 210603.

## Le Monde de la Musique



Ces deux pages « Musiques » ont été réalisées grâce à la collaboration du Monde de la musique, qui publie fin juin un numéro double dans lequel vous retrouverez des interviews, des articles de fond, des critiques de disques et, en cadeau, un supplément de 69 pages entièrement consacré aux festivals de l'été. Ils y sont tous, classés, commentés, avec les numéros de téléphone, les adresses, les programmes. 28 F, dans tous les kiosques.

Disque compact 14.145-2

**LA TOUR EIFFEL A 100 ANS**  
COCTEAU AURAIT 100 ANS

**LES MARIES DE LA TOUR EIFFEL**  
GRAND PRIX DU DISQUE

La seule œuvre authentique du groupe des six

Direction : Darius Milhaud - Orchestre national de l'ORTF

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE A ADES, 54 RUE ST LAZARE 75009 PARIS

**AUDITORIUM DES HALLES**  
JEUDI 22 JUIN 1989 A 20H

**OPERA**  
LE PAYSAN

CONCERT DE L'ÉCOLE D'ART LYRIQUE DE L'OPERA DE PARIS

*Dialogues des Carmélites*

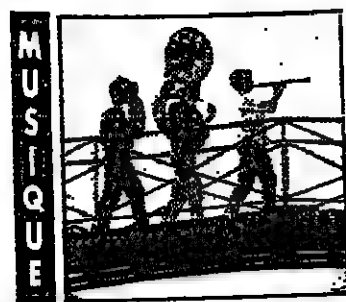
**FRANCIS POULENC**  
ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS  
Direction musicale : ANDREA GIORGI

Location aux guichets de l'Opéra de 11h à 20h  
Location par téléphone : 47 42 53 71  
et le soir du spectacle à l'Auditorium des Halles  
Porte Saint Eustache, Forum des Halles - Tél. 42 36 71 90

مكتبة الأصيل



# FESTIVALS



MUSIQUE

## LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

### JAZZ

**Camp d'envoi - New-York le 22 juin.** Question : Miles Davis jouera-t-il vraiment avec Wynton Marsalis ? Et départ des troupes vers l'Europe via la Belle Province (Montréal).

Les gros festivals prennent tout en bloc et ajoutent parfois une exclusivité : Miles Davis, Dizzy Gillespie, Herbie Hancock, Chick Corea sont ainsi dans tous les coups. Les petits se montent autour d'une vedette (chère). Les entités ne démontrent pas d'une formule surprenante, mais qui a fait ses preuves (Coches, Chus, Sorgues, Uzeste...). Bref, tout le monde devrait y trouver son compte.

F. M.

### Franche-Comté

**Du 23 juin au 3 juillet**

Dans toutes les villes et villages de la région du blues, de l'avant-garde, du résolu classique et un opéra jazz de Charlotte Ness : le livret est inspiré de Quichotte (intéressant). La musique est de Westbrook (24). Tél. : 81-83-39-09.

### Sorgues

**Du 28 juin au 2 juillet**

Un lieu fort, un programme laconique et succulent, il n'a fait pas plus parfoi... Betty Carter (30), Jimmy Gifford/André Jaume Quintet (1\*), Archie Shepp et Chris McGregor Brotherhood of Breath (2). Tél. : 00-00-00-00.

### Marseille

**Du 29 juin au 2 juillet**

Au palais du Pharo, Nuits blanches pour la musique noire : avec Salif Keita (29), Archie Shepp et Chris McGregor (30), etc. Tél. : 91-59-11-30.

### Vienne (France)

**Du 1<sup>er</sup> au 13 juillet**

Concerts au Théâtre antique, programme acrobatique. Têtes d'affiche : Miles Davis (1\*), Michael Franks, Yellow Jackets (4), The Charles Mingus Memorial Superband (5), Stanley Clarke/George Duke (6), George Benson et McCoy Tyner (7), Michel Legrand et Toots Thielemans (10), Herbie Hancock, Chick Corea, Didier Levallet Swing Strings System (11), Caetano Veloso, Joao

Gilberto, Joao Bosco, Michel Portal Special Unit, etc. (13). Tél. : 74-53-60-30 et 74-85-00-05.

### Strasbourg

**Du 4 au 8 juillet**

Avec Stan Getz (4), Miles Davis (5) ou Cab Calloway (7) pour prouver qu'il n'est pas de festival estival que du Sud. Tél. : 88-32-43-10.

### Gordes

**Du 4 juillet au 3 août**

Dans le cadre du Festival, un peu de jazz pour égayer un public délecté : Dee Dee Bridgewater/Alain Jean-Marie/André Cécavelli (6 août). Tél. : 90-72-08-14.

### Tarbes

**7-13 juillet**

9<sup>e</sup> Festival marqué, comme toujours, par des propositions originales : notamment, Doudou N'Diaye Rose (7) et Sarah Vaughan Trio (13). Tél. : 62-93-90-71-62-90-08-55.

### Montreux

**Du 7 au 22 juillet**

La folie Montreux, un cadre incomparable, le programme le plus éclectique de l'été et des singularités : tant qu'à écouter une soirée brésilienne, c'est bizarrement à Montreux qu'il convient de la faire (Joao Bosco, Joao Gilberto, Caetano Veloso le 10). Idem pour Miles Davis (le 21). Tél. : 22-17-47-20.

### Nice

**Du 8 au 18 juillet**

Grande Parade du jazz : de Lionel Hampton à Didier Lockwood en passant par Miles Davis, le plateau (presque complet) de l'été. Trois scènes, une pinède, des services bien rodés, un charme tranquille, le jazz pour père peimard. Ni défoncés ni jennfontres : une ambiance de congés. Tél. : 93-21-22-01.

### Parthenay

**Du 11 au 15 juillet**

Jazz sur le Thouet : Barthélemy, Kassap, Canape, Pablo Casco, Scavias et Mahieux (12), Scofield, Lurie (13), Mai Waldron, Iro Gitan (15) : la liste promet. Tél. : 49-64-24-24. Stages : 49-88-12-69.

### Vitoria-Gasteiz (Pays basque)

**Du 17 au 22 juillet**

Hommage à Billie Holiday : Monty Alexander/Ray Brown/Herb Ellis, Dee Dee Bridgewater (17), George Benson,

Dizzy Gillespie, Phil Woods (18), Modern Jazz Quartet (20), Grappelli, Betty Carter (21). Séminaire par Monty Alexander, Ray Brown, Herb Ellis. Tél. : (45) 23-24-34.

### Antibes/Juan-les-Pins

**Du 18 au 27 juillet**

Prestige et programme de luxe : Joao Bosco, Caetano Veloso, Joao Gilberto (18), Stan Getz, Sarah Vaughan (19), Ahmad Jamal (20), Keith Jarrett « Standard Recital » en première mondiale, et exclusivité européenne (22). Tél. : 93-33-95-64. Du 17 au 30 juillet, stages de l'International Music Seminars (Billy Hart, Chick Corea, Daniel Humair, Bill Evans, Mike Brecker, Abercrombie, Scofield, Bob Berg, etc.) Tél. : (1) 47-05-60-55.

### Manosque

**Du 18 au 28 juillet**

Avec Michel Petrucci Trio (18), Dee Dee Bridgewater (22) et un duo unique : Johnny Griffin/Martial Solal (27). Tél. : 92-72-16-00.

### Salon-de-Provence

**Du 20 au 24 juillet**

Au Château de l'Empire, Yoch' O Seffer, Herbie Hancock (20), Basie Orchestra (21), Sarah Vaughan (22), Harper Brothers, Dizzy Gillespie avec Phil Woods et Bobby Hutcherson (23), Petrucci Trio (24). Tél. : 90-56-00-82.

### La Seyne-sur-Mer

**Du 2 au 6 août**

Programme original et expositions au fort Napoléon : improvisation peinture/musique avec Didi/Barre Phillips et interventions de Bont et Geneviève Sorin (2 août), Haden et Bottling, Sim/Bob Garcia/Arnand/Bramerie (3), François Jeaneau Quartet, Charles Tyler/Khan Jamal, etc. (5), Ron Carter/Escouffé/Capon, (6). Tél. : 94-94-88-67.

### Vannes

**Du 3 au 5 août**

Jazz Group de Bretagne, Benny Waters Quartet (3), Michel Portal Unit (avec Joachim Kühn, Daniel Humair, Jean-François Jenny-Clark), Dee Dee Bridgewater (4), Nicole Croisille (5).

### Marcillac

**Du 10 au 15 août**

Spectacle pyrotechnique sur l'histoire du jazz et spécialités culinaires. Sous chapiteau, des spectacles pleins d'entraîne et, dans les églises, des messes (15). On pourra néanmoins entendre Monty Alexander, Michel Petrucci (11), Guy Lafitte, Dizzy Gillespie All Stars (12) et, divine surprise ou signe des temps, Sonny Rollins (14). Tél. : 62-09-33-33.

### Assier (Lot)

**13 août**

Programme pour jardins. Louis Scavias, Henri Texier, Tambour du Bronx, Squada di canto popolare di Valpurga. Tél. : 65-40-56-27.

### Uzeste

**Du 17 au 20 août**

X<sup>e</sup> Uzeste musical. Rencontre de la Compagnie Lubat et Hermès Pascal Grupo. Avec les habitants du lieu. Irréprochable. Tél. : 56-25-38-46.



A. AMERLE/LEST



CLAUDE GARNIER

## ROCK CHANSONS...

Le festival de rock tel qu'il naquit en Californie il y a vingt ans a quasiment disparu. A la place, on peut écouter de la chanson et du rock (quand on arrive à les distinguer l'une de l'autre), de la musique africaine et du folklore breton. De toute façon, il fait trop chaud pour porter des œillères.

T. S.

Hubert Félix Thieffine) et Véronique Sanson (le 18). On y retrouvera aussi Paolo Conte, Charlotte Contini, Mary Kane, Buz, Jean Guidoni. Cette année un système de club (prix de l'adhésion 50 F) permettra de bénéficier de réductions sur le prix des places.

Bureau des Francofolies, 19, quai Mabeuf, 17000 La Rochelle. Tél. : 46-50-88-77. Minitel 36-15 code FOLZ.

### Nantes

**Du 5 au 9 juillet**

Cette année, le Festival international d'été a invité le WOMAD (World of Music Arts and Dance), l'organisation de Peter Gabriel, à participer à sa programmation. C'est ainsi qu'on pourra entendre les Cubains de Orquesta Revé (le 7 juillet), les calypso d'Arrow (le 5), les Musiciens du Nil, de musiciens égyptiens traditionnels (le 8), et des musiciens de Gambie et de Hongrie, du Burkina et des Philippines. Cinq jours de World Music près des traditions, de révélation et de surprise.

Office de tourisme, place du Commerce, 44000 Nantes. Tél. : 40-47-04-81.

### Montreux (Suisse)

**Du 7 au 22 juillet**

Le programme de Montreux est connu comme la vitrine d'un plaisir, on se rassure à sa seule vision. La plupart des spectacles présentés (et on ne parle ici que du rock) sont uniques, que des groupes se forment pour l'occasion (Elvis Costello accompagné par Nick

Tous trois portent des lunettes : Keith Jarrett, exclusivité d'Antibes ; Herbie Hancock, de Vienne à Salon, et Elvis Costello, en Belgique, en Suisse et à Belfort. Ouvrez l'œil et l'oreille.

Low et le duo Tillbrook-Difford, soit la moitié de Squeeze, le 11 juillet) ou que le programme de la soirée sois des confrontations et des rapprochements inattendus (la soul du Blues Brothers Band - qui retrouve un vrai chanteur en la personne d'Eddie Knock On Wood - Floyd ; le zydeco cajon de Backbeat Zydeco et le blues d'Elton James, le 12). On pourra voir également Little Feat et Edie Brickell & The New Bohemians (le 7), Tania Tikanram (le 16) ou Van Morrison, qui retrouvera l'un des pères de la soul anglaise, des années 60, le pianiste organiste George Fano (le 17).

Festival de Montreux, Tél. : (19-41) 021-963-82-82. En France, minitel 36-16 SUISSE.

### Torhout-Werchter (Belgique)

**Les 1<sup>er</sup> et 2 juillet**

Ce festival à deux coups et en plein air (le programme proposé le 1<sup>er</sup> juillet à Torhout est répété le lendemain à Werchter) semble être le dernier bûcher de Woodstock encore en vie (sans annonce de dernière minute). Depuis 1977, les organisateurs se sont dévoués pour faire venir les meilleurs et organiser décentement les choses. Cette année : Texas, The Ploies, Tania Tikanram, Nick Cave and The Bad Seeds, The Robert Cray Band, Elvis Costello, REM, Joe Jackson, Lou Reed.

Rock Torhout, Belpoort 35, 8270 Ichtegem. Tél. : (19-32) 51-58-10-20. Rock Werchter, Beverink 3, 3118 Werchter. Tél. : (19-32) 16-50-04-04.

**AIX EN PROVENCE FESTIVAL 10-30 JUL.**

**5 OPÉRAS**  
Une création scénique (Purcell - Noble)  
Une création mondiale (Prey - Larroche)  
Une nouvelle production (Mozart - Lavelli)

**ET 13 CONCERTS** dirigés par  
Jordan, Christie, Tate, Maazel  
Nagano, Cohen, Boder, Nation

**6 ORCHESTRES, 6 CHOEURS**  
Orchestre/Choeurs Les Arts Florissants  
English Chamber Orchestra, Ens. Orchestral  
Paris, Orchestre National de France, Ars Nova,  
Orchestre/Choeurs Opéra de Lyon  
Boston Camerata, Hilliard Ensemble  
Ensemble Organum, Choeurs Festival

**19 RÉCITAUX ET 1 HEURE AVEC**  
Zyis-Gara, Edda Moser, Olaf Bär,  
H. P. Blochwitz

**RÉSERVATION : 16.42.23.11.20**  
Palais Ancien Archevêché, 13100 A-en-P.

**FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE LA ROCHELLE**

**29 juin - 9 juillet 1989**

**100 LONGS MÉTRAGES DU MONDE ENTIER**

RETROSPECTIVE INTEGRALE JEAN GREMILLON  
PANORAMA DES TROIS REPUBLIQUES BALTES  
20 courts et longs métrages inédits

HOMMAGES AUX MEILLEURS EN SCÈNE EN LEUR PRÉSENCE  
Théo ANGELOPOULOS (Grèce), Otar IOSSELIANI (Géorgie - URSS)  
Masaki KOBAYASHI (Japon), Rauni MOLLBERG (Finlande)  
Jerry SCHATZBERG (USA), Humberto SOLAS (Cuba)

**LE MONDE TEL QU'IL EST**  
Une sélection internationale de quinze longs métrages inédits

**DIRECTION JEAN-LOUP PASSEK**  
BUREAUX DU FESTIVAL  
A Paris : 28, bd du Temple 75011 Paris Tél. (1) 43.57.61.24  
A La Rochelle : Maison de la Culture 4, rue Saint-Jean-de-Pérol  
17025 La Rochelle Tél. (16) 46.41.37.79

**AUJOURD'HUI**

**"UNE INCONTESTABLE RÉUSSITE" PREMIÈRE**

JUDITH GODDARD - STANISLAS CARRE DE MATHÉRG  
MURRAY HEAD

**un été d'orages**

CHARLOTTE BRANDSTROM  
MARI-CHRISTINE BARRETT, FAY DAVAN, KAREY VAN DOOL, JEAN ROUSE  
UN SON ET UN FILM EN INTERPRÉTATION DE MURRAY HEAD



# CINÉMA

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### Bal poussière

d'Henri Duparc.  
avec Bakary Bekebe, Tchellay Hany, Naky Sy Savane,  
Thérèse Taba, Anne Kaboré, Odile Diarra.  
Ivoirien (1 h 31).

Demi-dieu, riche paysan d'un village de la Côte d'Ivoire, possède cinq femmes. Il décide d'en épouser une sixième. Ainsi, il en aura une pour chaque jour de la semaine. Le dimanche, il se reposera et récompensera celle qui se sera le mieux comportée. Déjà, la situation n'est pas banale. De plus, la nouvelle épouse, Binta, fille moderne et délicate, de parents pauvres et soumis, bouscule les plates-bandes trop bien ordonnées du seigneur qui ne sera pas son maître.

S'il existe un humour ivoirien, c'est dans ce film qu'on le trouve. Le cinéaste noir Henri Duparc (quarante-sept ans) s'est toujours préoccupé de la cellule familiale et de la condition féminine en Afrique. Il s'élève contre la polygamie, tradition que doit rejeter le modernisme. Mais sa critique passe par la comédie. Henri Duparc fait rire et sourire des méurs d'une communauté, de ses conflits internes. C'est presque du vaudeville, et ça tient la distance jusqu'au dénouement à surprises, dans un bal populaire à l'occidentale, sous la poussière africaine.

J. S.  
Gumout Les Halles, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12) ; Gumout Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33) ; Rénée Odier, 3<sup>e</sup> (43-28-19-68) ; Gumout Ambassade, 4<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; Parvato, handicapée, 1<sup>re</sup> (43-51-56-88) ; Gumout Parvato, handicapée, 1<sup>re</sup> (43-55-30-40) ; Gumout Allée, handicapée, 1<sup>re</sup> (43-22-34-53) ; Gumout Convention, handicapée, 1<sup>re</sup> (43-28-42-27) ; Images, 1<sup>re</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 2<sup>e</sup> (46-38-10-98).

### Périgord noir

de Nicolas Ribowski.  
avec Roland Girard, Jean Carmet, Lydia Galin,  
Odette Laure, Laurence Seignin, Jacques Rosny.  
Français (1 h 35).

Black mio-mac et arnaque en Périgord investi par des Africains malins. Ruse paysanne contre humour exotique. Tout est bien qui finit bien.

Ciné Beaubourg, handicapée, 3<sup>e</sup> (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, handicapée, 4<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; U.G.C. Normandie, 5<sup>e</sup> (45-83-16-18) ; Paramount Opéra, handicapée, 6<sup>e</sup> (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (45-33-52-43).

### Le Petit Diable

de Roberto Benigni.  
avec Roberto Benigni, Walter Matthau,  
Nicoletta Braschi, John Larro,  
Stefania Sandrelli, Paolo Bonolis.  
Italien (1 h 50).

Walter Mathan (doublé en italien), prêtre exorciste tourmenté par la chair, fait surgir d'une possédée un « petit diable » bien encombrant : Roberto Benigni, à qui une pulpeuse créature va enseigner les surprises de l'amour et celles du sexe. En Italie, Roberto Benigni est une superstar comique dont les apparitions sur le grand écran font remonter la fréquentation des salles. On l'a connu assassin volubile, insolent et malin dans le film de Jim Jarmush *Down by Law*. Il était drôle, à la limite du cabotage exaspérant, limites qu'il a ici largement dépassées. Il s'est mis en scène, s'est donné le beau rôle, s'est fait regarder avec complaisance par une caméra paresseuse. Le film est là pour lui, rien que pour lui. Ce qu'il faudrait, c'est le découper en fragments, diffusés à la télé en feuilleton. A petites doses, c'est sans doute plus digeste. Attendez le prochain Benigni, dirigé cette fois par Fellini, et sans doute comprendra-t-on pourquoi il est si célèbre dans son pays.

C. G.  
VO : Forum Horizon, handicapée, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 2<sup>e</sup> (42-25-53-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-32-82) ; La Bastille, handicapée, 1<sup>re</sup> (43-54-07-78) ; Escorial, 1<sup>re</sup> (47-07-28-04) ; Gumout Allée, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Sept Parvato, 1<sup>re</sup> (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>re</sup> (45-75-79-79).

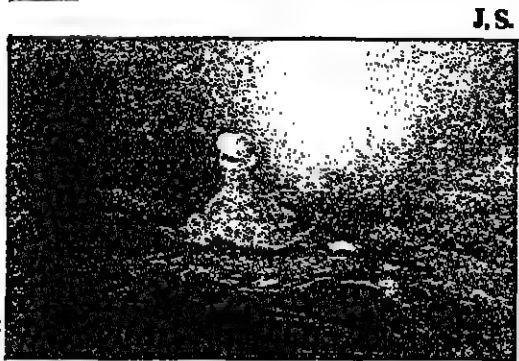
VF : Pathé Française, 3<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 1<sup>re</sup> (43-20-12-08) ; Gumout Convention, 1<sup>re</sup> (45-28-42-27).

### Le Petit Dinosaur et la Vallée des merveilles

de Don Bluth.  
Américain (1 h 01).

George Lucas et Steven Spielberg parrainent pour la troisième fois le producteur-réalisateur Don Bluth, qui semblait avoir renouvelé le cinéma d'animation. Après l'originalité de *Brisby et le secret de Nimh*, et surtout de *Fievel et le Nouveau Monde*, son nouveau dessin animé, le *Petit Dinosaur et la Vallée des merveilles*, donne l'impression de retrouver Walt Disney,

chez qui Don Bluth travailla autrefois. Le Disney de la grande époque, pas celle de la standardisation et des mièvreries, mais quand même... L'histoire se passe pendant la préhistoire. Les dinosaures aux longs cous sont de pacifiques mangeurs de feuilles. Les dinosaures aux dents tranchantes et aux petites pattes, de devant sont féroces. La sécheresse provoque un exode de grosses et de petites bêtes. Un jeune dinosaure à long cou, « Petit pied », orphelin de mère, cherche la Vallée des merveilles, avec quelques compagnons. L'aventure, c'est l'aventure. Les événements dramatiques ne manquent pas, encore que les méchants soient toujours punis et les bons récompensés. Les décors sont très étonnants, les effets spéciaux très impressionnants, et les personnages suffisamment caractérisés. La version française est réussie.



J. S.  
VO : Gumout Ambassade, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12) ; Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-93) ; Gumout Les Halles, handicapée, 3<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, handicapée, 4<sup>e</sup> (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-38-23-44) ; Gumout Allée, handicapée, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (45-33-52-43) ; Convention Saint-Charles, handicapée, 1<sup>re</sup> (45-79-33-00) ; Gumout Convention, 1<sup>re</sup> (49-28-42-27) ; Pathé Clichy, 1<sup>re</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 2<sup>e</sup> (46-38-10-96).

### Police Academy 6

de Peter Bonerz.  
avec Bubba Smith, Michael Winslow, David Graf,  
Marion Ramsey, Leslie Easterbrook, Lance Kinsey.  
Américain (1 h 24).

Sixième épisode des triomphales aventures d'un groupe de flics débiles. Il n'y a pas de raison pour qu'il soit meilleur que les précédents.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-32-82).

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-93) ; Pathé Française, 3<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-87) ; Feuvette Bn, 13<sup>e</sup> (43-51-58-74) ; Métrol, handicapée, 14<sup>e</sup> (45-33-52-43) ; Pathé Montparnasse, 1<sup>re</sup> (45-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 1<sup>re</sup> (45-74-94-94) ; Pathé Waplar, 1<sup>re</sup> (45-22-46-01).

### Un été d'orages

de Charlotte Brandström.  
avec Judith Godrèche, Stanislas Carré de Malberg,  
Murray Ham, Marie-Christine Barraut,  
Eva Darian, Roger van Hoot.  
Français (1 h 38).

Vacances en Auvergne pendant l'été 44. Les premières amours, qui se moquent bien de la guerre, mais que la guerre rattrappe, romanesque et cruelle.

Forum Art-en-Ciel, 1<sup>re</sup> (40-39-83-74) ; Pathé Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Seines, 3<sup>e</sup> (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-32-82) ; Fausse, 1<sup>re</sup> (43-51-58-88) ; Sept Parvato, 1<sup>re</sup> (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, handicapée, 1<sup>re</sup> (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 1<sup>re</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 2<sup>e</sup> (46-38-10-96).

### Et aussi...

**Bille en tête**  
de Carlo Cott.  
avec Thomas Langmann,  
Kristin Scott Thomas,  
Danielle Darrieux,  
Michel Albertini,  
Patrick Ruyal,  
Thibault Rougemont.  
Français (1 h 52).

Voir ci-dessous la critique de Michel Braudeau.

Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-93) ;

Ciné Beaubourg, handicapée, 3<sup>e</sup> (42-71-52-38) ;

Pathé Saint-Germain, 4<sup>e</sup> (42-22-72-80) ; U.G.C.

Montparnasse, 5<sup>e</sup> (46-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 6<sup>e</sup> (46-62-20-40) ; Paramount

Opéra, 7<sup>e</sup> (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C.

Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-38-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (45-33-52-43) ; U.G.C.

Convention, 1<sup>re</sup> (45-74-94-94) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>re</sup> (45-22-47-94).

**Esclaves de New-York**

de James Ivory.  
avec Burt Reynolds, Patricia,  
Adam Coleman Howard,  
Mary Beth Hart,  
Madeline Potter,  
Chris Sarandon,  
Nick Curt.  
Américain (2 h 04).

Voir ci-dessous la critique de Michel Braudeau.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapée, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 3<sup>e</sup> (43-25-59-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-32-82) ; 14 Juillet Bastille, handicapée, 4<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Sept Parvato, 1<sup>re</sup> (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>re</sup> (45-75-79-79).

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le *Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

## LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

# Gentillesse

« Esclaves de New-York », de James Ivory.  
« Bille en tête », de Carlo Cott.

Il n'y a pas que les bons livres qui donnent lieu à de mauvaises adaptations au cinéma, les mauvais aussi, ce qui, en un sens, est peut-être rassurant. Tama Janowitz fut une personnalité de passage dans la mode new-yorkaise, une étoile filante, déjà filée, du microcosme de Manhattan, qui a consacré ses impressions mondaines dans un recueil de nouvelles, *Esclaves de New-York*, témoignage vagabond d'une vie dispersée. L'étrange est que ce texte ait chatouillé la curiosité d'un cinéaste comme James Ivory, le réalisateur raffiné de *Quartet*, des *Bostoniennes*, de *Chambre avec vue* et de *Maurice*, plus porté sur les beaux meubles d'époque et les jolis garçons d'aujourd'hui que sur les avatars du snobisme au sud-est de Central Park. Il a repris le scénario à l'état de projet des mains du défunt Andy Warhol et s'y est appliqué avec une bonne volonté d'ethnologue, cherchant vainement à percer les mystères un peu dérisoires d'une tribu fugitive.

Eleanor (Bernadette Peters, légèrement prognathe mais très sympathique) vit dans un loft avec un chien pouilleux et un amant peintre et jaloux, Stash (Adam Coleman Howard). Elle travaille dans un journal obscur et cherche à se faire de nouveaux amis parce que Stash ne s'intéresse qu'à la télévision et ne lui voue

pas une passion très ardente. Elle sort donc, parasite des soirées dans d'autres lofts bricolés, se perd dans des salles de bains en travaux, rencontre des tas de gens, des vieux dépassés, des jeunes inachevés, des peintres à la douzaine, et un certain Michael, écrivain qui lui fait un peu la cour. Par ailleurs, elle confectonne des chapeaux ahurissants avec des débris de toutes sortes ramassés dans les poubelles, qui la font remarquer d'un couturier dans le vent dont les défilés sont de vastes fêtes.

On suit aussi le destin de quelques autres aspirants à la gloire. Le beau Marley (Nick Corri) plaie beaucoup aux femmes et aux riches collectionneurs maniaques, Stash expose ses toiles dans un tumulte de vanités froissées et d'argent volageur que l'on connaît également de ce côté-ci de l'Atlantique, et déjà montré par Scorsese dans *New York Stories*. Un jour, Eleanor fait une partie, bien qu'elle déteste cela, pour fêter son célibat, et tombe enfin sur l'oiseau rare, un jeune et vigoureux vendeur de sperme d'étalement (le cheval, vraiment). C'est probablement le bonheur pour quelqu'un qui a défini à la fois son plan de carrière et son malaise existentiel par la formule : « Je suis une personne normale, j'essaie d'arriver aux classes moyennes ».

Pourquoi un sourd muet se dégage-t-il de ces deux heures de chronique ironique sur une ville qu'on aime

beaucoup ? Le dénouement de l'intrigue, les inévitables longueurs n'expliquent pas tout. Ivory sait, quand il le faut, être attachant et trop long. Il y a des sujets qui souffrent volontiers d'élégances lentes. Mais ici, le malaise, ou plutôt l'insatisfaction, vient d'ailleurs. De la gentillesse optimiste de l'auteur, de sa naïveté. Du regard attendri qu'il porte sur ces curieux sauvages, un regard de l'extérieur, intimidé. Dénoncé par un de ses membres, ce petit monde aurait pu se sentir menacé. Là, il n'est qu'amicalement ébouriffé. Au plus, on retrouve comme un gag le coup du faux fauteuil — vraie œuvre d'art qui s'écroule sous le poids des distraits, ce n'est pas méchant. Bref, *New-York attend un Stephen Frears pour nous parler d'esclavage avec plus de pertinence*.

Le premier roman d'Alexandre Jardin, *Bille en tête*, a inspiré le premier long métrage homonyme de Carlo Cott, un homme venu du théâtre, de l'opéra, et qui devrait y retourner sans attendre. Virgile (Thomas Langmann, révélé par les *Années Sandwiches*) est un garçon de seize ans, de bonne famille, insolent et plein d'appétit. Il est élevé, en l'absence de sa mère morte, par un père sinistre et une grand-mère pittoresque (Danielle Darrieux) surnommée l'Arquebuse, qui est toquée de lui. Les études l'ennuient, les

femmes le passionnent, surtout entre treize et quarante ans. Kristin Scott Thomas (*Under the Cherry Moon*, de Prince) est sa première victime, après une résistance assez formelle. Ce pourrait être grave ou sulfureux, mais non, on est loin du *Diable au corps*, c'est l'époque qui veut cela. Soit, mais il faut avouer que cet amour que rien ne contrarie manque un peu de ressort et d'intérêt. Les comédiens n'y peuvent rien, on les fait jouer dans un registre doucereux et totalement conventionnel comme on ne l'ose plus à la télévision. Quand sa grand-mère parle de la mort qui s'approche, Virgile mange un petit gâteau sec, l'air crispé. Intense, non ? Et Darrieux, malgré son grand talent, doit se contenter d'un rôle de vieille dame évanouie, l'œil mouillé et le cœur au bord de l'infarctus. Tout cela est d'une mollesse sans faille et sans saveur, si pâlement sucré qu'il n'y a, du reste, pas de quoi s'écrouler.

M. B.

Précision. — La rétrospective Pasolini dont nous avons fourni le programme dans le supplément *Arts-Spectacles* du 15 juin est organisée conjointement par le Musée du Louvre, le *Fondo Pier Paolo Pasolini*, dirigé par Laura Betti, et les *Cahiers du cinéma*. Nous avions omis de le signaler dans l'encadré publié en page II de notre guide.

GRAND PRIX  
PRIX DE LA CRITIQUE  
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'HUMOUR DE CHAMPOGNY

UN FILM DE HENRI DUPARC

# BAL POUSSIERE

UN RYTHME DE VIE INIMITABLE  
UN BONHEUR  
Première

L'INTERPRETATION EST UN RAVISSEMENT  
UN VRAI CHARME  
Écriture

UNE FORME D'HUMOUR INÉDITE  
UN FILM QUI DÉRANGE AUTANT QU'IL REJOINT  
Le Monde

UNE FRACHEUR, UNE BELLE LIBERTÉ  
UNE DÉLICIEUSE COMÉDIE  
Studio

DISTRIBUTION IMPÉRA

مكتبة الأصل



# THÉÂTRE

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Vidéopérette

de Michel Joffroy, mise en scène de l'auteur, avec René Fernandez. Un pari insensé : mettre en scène un comédien au beau milieu de six écrans vidéo géants - d'une qualité exorbitante - et d'une ribambelle de moniteurs vidéo qui, comme un son spatialisé, sont commandés par un cerveau informatique à faire peur. Autant de moyens pour un spectacle consacré à la naissance de l'homme et à celle, plus récente, de la vidéo. Drôle et démesuré.

Espace Nord, 211, av. Jean-Jaurès, 19°. Du 23 juin au 1<sup>er</sup> juillet, à 21 heures, dimanche 17 heures. Les mardi, jeudi et samedi à 17 heures (et les 23, 29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet). Tél. : 42-49-77-22. Durée : 1 h 15. De 30 F à 90 F.

### SÉLECTION PARIS

#### Amour pour amour

de William Congreve, mise en scène d'André Schifano, avec Catherine Salviat, Dominique Rozan, Claude Marteau, Guy Michel, Marcel Bocquet, Louis Arbestier, Nathalie Rival, Jean-Philippe Poyart, François Berthoin et Thierry Hancloche.

Congreve a vingt-quatre ans quand il fait jouer, en 1695, *Love for love*. On s'aperçoit très tôt, et l'on redécouvre aujourd'hui, qu'il n'a pas son pareil pour créer sans cesse, avec cynisme et brusquerie, des tons de voix, des images, presque des hallucinations. Sa pièce met aux prises, autour d'un trio pas vraiment habituel - un jeune homme, une jeune femme, le père du jeune homme - toute une ronde d'obsédés, d'étranges. Tous l'affaire est de rejoindre un lit ou son équivalent... Le décor de Claude Lemaire est splendide, la mise en scène d'André Schifano remarquable et l'interprétation des comédiens du Français d'une pureté de jeu parfaite.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 24 et 27 et 29 juin, 20 h 30 (les 23, 29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet, 17 h 30 et 20 h 30 et 23 juillet, 9 h 14 heures). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

#### L'Amour-Gout

de Christian Fie, mise en scène d'Eric Lavoire, avec Annie Blanchard, Dominique Borg, Florence Montagner, Stéphanie Cornille, Patrick Couderc et Eric Lavoire.

Reprise à Paris de cette pièce qui a obtenu l'an passé le prix du Festival off d'Avignon. L'occasion d'entendre l'un des grands dramaturges du dix-huitième siècle et de retrouver Dominique Borg, comédienne et costumière, qui a reçu le César 89 des meilleurs costumes pour *Camille Claudel*.

Œuvre, 55, rue de Cléry, 3°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 48-74-67-38. Durée : 1 h 35. De 25 F à 100 F.

#### L'Avare

de Molière, mise en scène de Jean-Paul Rousillon, avec Michel Etcheverry, Michel Aumont, Françoise Seigner, Alain Pralon, Dominique Rozan, Véronique Vella, Jean-Paul Moulinet, Jean-François Rémi, Catherine Scovel et Michel Favory.

Reprise d'une mise en scène imaginée par Jean-Paul

Rousillon en 1969 pour son ami Michel Aumont qui jouera le rôle d'Harpagon le soir de la première pour la deux cent cinquante fois. Autant dire que, comme Françoise Seigner (Rosine) et Alain Pralon (La Flèche) qui tiennent ces rôles depuis le premier jour mais avec un tout petit moins de constance, Aumont est absolument à l'aise dans les frusques de cet avaré que bouleversent les beaux yeux de Mariane (Véronique Vella).

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 22 et 23 juin, 20 h 30 (et les 28, 29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet, 15, 16, 19, 23, 27 et 31 juillet). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 130 F.

#### L'Avare

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brizzi, Gérard Pichon, Michel Dodane, Nicole Dubois, Jean-Pierre Ducas, Jacques Girard, Franck le Berre, Michel Loret, Nadine Maricourt et Jacques Mauclair.

Transposant les costumes de l'Avare vers un aujourd'hui un peu baby-boom, Jacques Mauclair joue en Harpagon assez clownesque. Il a fait des mises en scène plus subtiles mais pourquoi résister à la sincérité, au côté « gens du voyage » de sa troupe ? Au Marais, on a le cœur du théâtre sur la main.

Marais, 37, rue Volta, 3°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 24 juin.

#### L'Ex-Femme

de Jérôme Deschamps, mise en scène de l'auteur, avec Jane Birkin, Richard Berry, Cécile Audebert et Daniel Berbois.

Jane Birkin a retrouvé le rôle qu'elle avait créé l'an passé au Splendid Saint-Martin aux côtés de Thierry Lhermitte. La voici cette fois-ci opposée à Richard Berry pour le récit des retrouvailles amoureuses avec un écrivain qu'elle n'a jamais cessé d'aimer malgré plusieurs années de séparation. Près de deux heures d'un rire signé Balasko qui a essayé, et qui a en plusieurs endroits réussi, à lui donner plus de relief et de gravité que dans ses pièces précédentes.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-75-73. Durée : 1 h 45. De 60 F à 200 F.

#### Le Faut-il de chasse

de Yasuzaki Hironori, mise en scène de Stuart Seide, avec Martine Pascal, Laurence Roy et Alison Hornes.

Nouvelle mise en scène de Stuart Seide, talentueux acteur et metteur en scène américain installé à Paris depuis bientôt vingt ans. Une nouvelle fois, il s'est entouré de servants du théâtre de qualité - les comédiennes Martine Pascal et Laurence Roy et le compositeur Pascal Dusapin - pour adapter le récit d'un écrivain japonais tenu, par ceux qui le connaissent, pour l'une des plus importantes plumes de son temps. Avant de quitter Paris pour les vacances, allez passer ce beau moment au Théâtre 13.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-88-18-30. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F. Dernière représentation le 25 juin.

#### Inventaires

de Philippe Mimoz, mise en scène de Robert Cantarella, avec Florence Giorgetti, Judith Magre, Jean-Jacques Schaffner et Edith Scob.

Retour à Paris d'un spectacle créé il y a deux ans à la



LUIGI FRANCHI

Basille et qui, après une tournée, retrouve la capitale dans le très beau Théâtre Paris-Villette. La plume encore fragile d'un auteur dramatique célébré par les jeunes générations, professionnels et amateurs confondus, et la présence de Florence Giorgetti et Judith Magre, deux grandes comédiennes.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-84. Durée : 1 h 30. 50 F et 110 F.

#### Lapin-Chasseur

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Marc Bihour, Susan Carlson, Loreto Crovetto, Jacques Doyen, Jean Delavigne, Jean-François Dimecrup, Philippe Duquesne, Sylvie Robert, Maurice Lemy et Alain Margat.

Côté cuisine, un petit monde s'apprête au service. Côté salle, un orchestre (!) et une poignée d'artistes de cabaret y vont de leurs chansonnettes tandis que s'affaire un personnel dont le moins que l'on puisse dire est qu'il manque d'efficacité. D'un côté comme de l'autre, le peuple Deschamps - auteur et metteur en scène de *la Veillée*, les *Petits pas* et *C'est dimanche*, pour ne citer que ses derniers et excellent spectacles, - hommes et femmes voisés au quotidien le plus partagé pour nous faire vivre deux fois une heure et quart d'un spectacle drôle, quelquefois à faire peur. Il faut, en commençant impatiemment par les cuisines - l'exiger à la réservation de vos places - aller déguster ce *Lapin-chasseur* torbideux.

#### Le Nouveau Menoza

de Jakob Lenz, mise en scène de François Rancillac, avec Olivier Achard, Jins Adli Lima, Estienne Brunschwig, Danièle Chabry, Johann Corbent, Claude Dupont, Philippe Lehenbre, Yvette Petit, Jean Pignol et Olivier Py.

Nous avions suivi avec beaucoup d'intérêt les premiers pas au théâtre d'un jeune homme intelligent et audacieux lors du défunt Printemps du théâtre de Paris il y a trois ans. François Rancillac, avec ce spectacle présenté l'an passé à Avignon, dans le Festival in,

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-31-15. Durée : 2 h 50. De 60 F à 130 F.

#### Monsieur Songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Seiler, avec Nadia Barenzio, Danièle Lebrun, Jacques Boudet et Jacques Seiler.

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Seiler et Jacques Boudet, épanchés par deux parfaites comédiennes, Danièle Lebrun et Nadia Barenzio, astucieux les mots d'un des nos auteurs contemporains les plus réjouissants, Robert Pinget. Si la tristesse vous prend, ou si elle ne vous a pas pris, allez voir *Monsieur Songe*. C'est à mourir de rire.

Poche-Montparnasse, 75, bd de Montparnasse, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Le samedi à 20 heures et 22 heures. Tél. : 46-43-22-47. Durée : 1 h 30. De 60 F à 180 F.

#### Le Nouveau Menoza

de Jakob Lenz, mise en scène de François Rancillac, avec Olivier Achard, Jins Adli Lima, Estienne Brunschwig, Danièle Chabry, Johann Corbent, Claude Dupont, Philippe Lehenbre, Yvette Petit, Jean Pignol et Olivier Py.

Nous avions suivi avec beaucoup d'intérêt les premiers pas au théâtre d'un jeune homme intelligent et audacieux lors du défunt Printemps du théâtre de Paris il y a trois ans. François Rancillac, avec ce spectacle présenté l'an passé à Avignon, dans le Festival in,

Quand on entre au Piccolo Teatro, côté administration, on attend dans une salle dont les murs sont couverts d'affiches. Une même affiche dans toutes les langues : *Arlecchino servitore di due padroni*. La première mise en scène de Giorgio Strehler, il y a un peu plus de quarante ans. L'*Arlecchino* a d'abord été Moratti, et sa performance a redonné vie à la commedia dell'arte. Quand il est mort, Ferruccio Solmi a repris le rôle de façon éblouissante. Il le joue pour la dernière fois.

Odéon-Théâtre de l'Europe, place Paul-Claudel, 75006 Paris. Du 23 juin au 2 juillet. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 25 et 26 juin, dimanche 2 juillet à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 45 F à 135 F.

#### Roset et Epave

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schifano, avec Agathe Alcais et Christian Ruché.

Roset est une reprise d'un spectacle créé avec succès en 1988 et interprété avec une maestria bouleversante par Agathe Alcais, rejointe pour une seconde œuvre, Epave, par Christian Ruché, l'un des meilleurs de l'étroupe de la Salamandre. A conseiller, donc, à tous ceux que n'effraie pas la plume d'Harald Mueller, noirisme, déprimant, terrifiant, l'un des exemples les plus sombres des tourments infinis de la dramaturgie allemande de l'après-guerre.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route de la Pyramide, 12°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-25-36-36. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F. Dernière représentation le 28 juin.

#### La Rochelle

Brûle, brûle, brûle de Jean-Pol Fargues, mise en scène

nous a beaucoup déçu. L'audace et l'intelligence de son travail sont là, toujours, mais son parti kitsch et légèreté hystérique rend la découverte de ce texte follement, écrit en 1774 par Jakob Lenz, assez fatigante. Malgré une admiration qui, elle, ne se dément pas pour la très singulière et talentueuse Natalie Schmidt.

Théâtre de la Plaine, 13, rue du Général-Gallimard, 19°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 45 F à 135 F.

#### Quand on entre au Piccolo Teatro

côté administration, on attend dans une salle dont les murs sont couverts d'affiches. Une même affiche dans toutes les langues : *Arlecchino servitore di due padroni*. La première mise en scène de Giorgio Strehler, il y a un peu plus de quarante ans. L'*Arlecchino* a d'abord été Moratti, et sa performance a redonné vie à la commedia dell'arte. Quand il est mort, Ferruccio Solmi a repris le rôle de façon éblouissante. Il le joue pour la dernière fois.

Odéon-Théâtre de l'Europe, place Paul-Claudel, 75006 Paris. Du 23 juin au 2 juillet. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 25 et 26 juin, dimanche 2 juillet à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 45 F à 135 F.

#### Roset et Epave

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schifano, avec Agathe Alcais et Christian Ruché.

Roset est une reprise d'un spectacle créé avec succès en 1988 et interprété avec une maestria bouleversante par Agathe Alcais, rejointe pour une seconde œuvre, Epave, par Christian Ruché, l'un des meilleurs de l'étroupe de la Salamandre. A conseiller, donc, à tous ceux que n'effraie pas la plume d'Harald Mueller, noirisme, déprimant, terrifiant, l'un des exemples les plus sombres des tourments infinis de la dramaturgie allemande de l'après-guerre.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route de la Pyramide, 12°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-25-36-36. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F. Dernière représentation le 28 juin.

#### La Rochelle

Brûle, brûle, brûle de Jean-Pol Fargues, mise en scène

nous a beaucoup déçu. L'audace et l'intelligence de son travail sont là, toujours, mais son parti kitsch et légèreté hystérique rend la découverte de ce texte follement, écrit en 1774 par Jakob Lenz, assez fatigante. Malgré une admiration qui, elle, ne se dément pas pour la très singulière et talentueuse Natalie Schmidt.

Théâtre de la Plaine, 13, rue du Général-Gallimard, 19°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 45 F à 135 F.

#### Quelque chaleur

avec Jean Benguigat. Seul en scène, une homme rond et jovial qui quitte la compagnie de nos meilleurs matriciens en scène pour une aventure écrite, mise en scène et interprétée en solitaire. Et dans la joie !

Splendid Saint-Martin, 48, fg Saint-Martin, 10°. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-04-21-83. Durée : 1 h 15. De 80 F à 130 F.

#### Roset et Epave

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schifano, avec Agathe Alcais et Christian Ruché.

Roset est une reprise d'un spectacle créé avec succès en 1988 et interprété avec une maestria bouleversante par Agathe Alcais, rejointe pour une seconde œuvre, Epave, par Christian Ruché, l'un des meilleurs de l'étroupe de la Salamandre. A conseiller, donc, à tous ceux que n'effraie pas la plume d'Harald Mueller, noirisme, déprimant, terrifiant, l'un des exemples les plus sombres des tourments infinis de la dramaturgie allemande de l'après-guerre.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route de la Pyramide, 12°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-25-36-36. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F. Dernière représentation le 28 juin.

#### La Rochelle

Brûle, brûle, brûle de Jean-Pol Fargues, mise en scène

nous a beaucoup déçu. L'audace et l'intelligence de son travail sont là, toujours, mais son parti kitsch et légèreté hystérique rend la découverte de ce texte follement, écrit en 1774 par Jakob Lenz, assez fatigante. Malgré une admiration qui, elle, ne se dément pas pour la très singulière et talentueuse Natalie Schmidt.

Théâtre de la Plaine, 13, rue du Général-Gallimard, 19°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 45 F à 135 F.

#### Ballot de Stuttgart

La Mésère apprivoisée, chorégraphie de John Cranko. Le néoréalisme de Cranko vieillit mal, mais il faut voir l'étonnante mésère de Marcia Haydée, l'un des derniers monstres sacrés de la danse.

Théâtre des Champs-Élysées, Du 21 au 24 juin à 20 h 30. Le 24 juin à 18 heures. Tél. : 40-24-22-25. Durée non précisée. De 40 F à 200 F.

#### Jeune danse européenne

La danse catalane Mudances a remporté le grand prix du dernier concours de Bagnolet avec Kolbezar : elle a intrigué et séduit par un décompa très neuf du temps et de l'espace.

Centre Georges-Pompidou, le 23 juin à 21 heures, le 24 juin à 18 h 30 et le 25 juin à 16 heures. Tél. : 42-74-42-13. Durée : une heure. 70 F.

#### Ballot de l'Opéra de Paris

Après *Don Quichotte* (21 au 24), c'est le *Lac des cygnes* qui clôturera la tournée du Grand Palais. Odette/Odile est dansée par Elisabeth Patel les 27 et 29, Isabelle Guérin le 28, Florence Clerc le 30 et Sylvie Guillem le 1<sup>er</sup>.

Grand Palais, du 21 juin au 1<sup>er</sup> juillet à 21 heures. Tél. : 40-77-76-00. Durée : environ 2 heures. De 100 F à 300 F.

#### La collection théâtre

a été établie par : Olivier Schmitt. Danse : Sylvie de Nussac

MAIRIE DE PARIS  
ARLECHINO  
COUP DE COLERE  
COUP DE COEUR  
Samedi 24 et Dimanche 25 Juin 1989 à 21 h 30  
Spectacle interprété par mille enfants et adolescents comédiens et réalisés par G.E.S.  
COMPLET  
à partir du 12 juin 1989 à 10 h 30  
Boulevard des Capucines 101 - 75002 Paris - Tél. : 47 71 06 03

THEATRE EUROPE  
Direction Giorgio Strehler  
ARLECHINO  
SERVITORE DI DUE PADRONI  
de Carlo Goldoni  
Mise en scène Giorgio Strehler  
PRODUCTION PICCOLO TEATRO Teatro d'Europa, Milano  
Location : 43 25 70 32  
Du 23 juin au 2 juillet

cha  
Opera  
Cycle  
Europe  
Ballet  
Musique  
Conce  
Musique  
Orchestre  
Jazz, N  
Musique  
Grand  
Les M  
Diman



# MUSIQUES

## DÉCOUVERTES

### Schumann

*Alte op. 33, 37, 74, 90*  
L'Amour et la plus d'âme humaine  
Catherine Dubosc (soprano),  
Jean-Claude Penneret (piano).  
Catherine Dubosc chante le lied et la mélodie française avec un bonheur rare, une fraîcheur qui, lorsque la musique et le texte l'exigent, se mesurent en une expression intense. Mais Catherine Dubosc n'est pas du genre à surjouer les mots, et cette merveilleuse musicienne aurait pu à Roland Barthes. A l'auditorium du Louvre, elle dialoguera avec Jean-Claude Penneret, un maître pianiste.  
Le 21, Auditorium du Louvre, 22 h 30. Tél. : 40-20-82-23. Entrée libre.

### Honegger

*Jeune et belle*  
Paul Chénedouille (baryton),  
Martha Kallier,  
Georges Wilson,  
Wladimir Yordanoff,  
Christine Barreau,  
Michelle Stutzmann,  
Jean-Alain,  
Chœur et orchestre  
de Radio-France,  
Orchestre national de France,  
Sylvain Cassin (direction).  
Le chef américain-japonais est à son aise dans la musique française. Ses Ravel, son Saint-François d'Assise de Messiaen, confinent sa dis- que son goût de timbre pour

le timbre, son sens de la ciné- ma : rythmique, de l'humour dans le dramatique. Pas de musique plus « française » que celle du Suisse allemand Honegger dans *Jeune et belle*, la France des cathédrales et des « Anglais qu'on aime » exaltés par Chénedouille dans son livre. Autour de Martha Kallier, dans le rôle (parlé) de la sacrifiée, un quatuor de solistes de qua- lité et un Orchestre national lui aussi dans son arbre généalogique pourraient redonner goût à cette œuvre certes démodée dans ses cer- tains nationalisme, mais fort intéressante dans sa forme et la diversité des procédés qu'elle utilise : sorte de proto- type du théâtre musical au milieu des années 30.

Le 21, 19 heures : les 22 et 23, 20 h 30. Salle-Denis-Bouffignat. Tél. : 42-43-30-87. Location FNAC. De 180 F à 230 F.

## SÉLECTION PARIS

### Mardi 21 juin

#### Berlioz

#### Morgan

#### Easynd

#### Symphonie en deux mouvements

#### Schoenberg

#### Erwartung

#### Une Trilogie-Burlesque (messa- sopranos)

### Orchestre philharmonique de Radio-France

Jan Lechman-Kowalski (direction).  
Pour un concert de la fête de la musique, voilà un pro- gramme qui se vire pas la facilité et pour lequel, gagnant-le, le valeureux Orchestre philharmonique de Radio-France, jouera comme un seul homme.  
Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

### Mozart

#### Symphonie n° 31

#### Hoydin

#### Les Sept Paroles du Christ en croix

#### Les Musiciens du Louvre,

#### Marc Minkowski (direction).

Démonté, en sept adages poi- gnants, de l'image d'un Haydn frivole, brillant, hâti, voire survolté. *Les Sept Paroles du Christ en croix* redonne d'un genre perilleux : celui de la gloire musi- cale. Commentaire spirituel aux paroles prononcées par le fils de Dieu lors de sa mort en croix, l'œuvre, splendide de bout en bout, existe en plu- sieurs versions, du quatuor à cordes à l'opéra. Les Musiciens du Louvre ont choisi l'original, pour orchestre. Ce jeune ensemble d'instru- ments anciens aura-t-il tenu sans faillir les temps très lents exigés par la caractère tragique de ce chef-d'œuvre ? Chapelle de l'Oratoire du Louvre, 21 h 30. Entrée libre.

### Samedi 24 juin

#### Hoydin

#### Mozart

#### Schubert

#### Beethoven

#### Alte, méditation et Andar

#### Guillaume Jonowicz (soprano),

#### Peter Wotawa (piano).

C'est peut-être, avec celle de Maria Callas, la voix la plus célèbre de cette moitié de siècle. Au demeurant, tout à l'opposé : peu de chair et de nerf, mais une pureté et une linéarité presque abstraites. Un timbre comme on les aime dans les années 60, années au cours desquelles la soprano allemande, favorite de Karajan ce qui ne gâche rien, porta de Bayreuth à Salzbourg et d'Aix à Glynde- boune sa carrière au sommet. Aujourd'hui, la voix n'est sans doute plus ce qu'elle était : sorte de démi de la réalité corporelle ; le corps s'est quelque peu vengé. Mais Jonowicz, même en réclat, reste une légende, tout un style à retrouver dans Mozart et Schubert.  
Aversa-sur-Oise. Eglise, 21 heures. Tél. : 30-38-70-82. De 80 F à 200 F.

### Lundi 26 juin

#### Vivier

#### Compagnie

#### Féron

#### Scognia

#### Chen

#### Ensemble 2a2m,

#### Renaud François (direction),

#### Ensemble A Sol Voce,



MAURICE STROSSER

Catherine Dubosc chante le lied alle- mand avec un art consommé (ce qui est la moindre des choses) mais sur- tout avec un bon- heur expressif de tous les instants. Pour la Fête de la musique, elle chan- tera Schumann avec le pianiste Jean-Claude Pen- neret, à l'Audito- rium du Louvre.

### Rachid Belk (direction).

### Lire ci-dessous.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 50 F à 70 F.

### Kagel

### Métano

### Petitjohn

### Schoenberg

### Ensemble 2a2m.

En cette période où tous les ensembles constitués de musi- que contemporaine écartent leur saison faite de crédits (L'itinéraire) ou disparaissent purement et simplement de la carte (Musique vivante), 2a2m poursuit sans

apparente inquiétude son tra- vail de pionnier, solidement implanté qu'il est dans la commune de Champigny. Avancée de créations, bées dans trois cas (Féron, Scognia, Chen) à des commandes d'Etat. Le concert militant, à l'ancienne...  
Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18. De 50 F à 70 F.

### Brahms

### Dvorak

### Schumann

### Mendelssohn

### Bernstein

## VIDEO PERETTE

UN SPECTACLE DE  
MICHEL JAFFRENNOU  
À LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE  
DU 30 MAI AU 7 JUIN ET DU 23 JUIN AU 1<sup>er</sup> JUILLET  
RESERVATIONS : 42 49 77 22



AVEC RENÉ HERNANDEZ  
ET SES 70 VIDEO-ACTEURS  
MISE EN SCÈNE :  
YVON DAVIS  
CONCEPTION MUSICALE ET  
SONORE : GÉRARD CHIRON  
COMPOSITEURS : ROBERT  
BENZIGHER, ULRICH LASK,  
JEAN-MAIRE LAMALLE, DENIS  
LEVAILLANT, SCOTT MACLEAY,  
MAINS ET 7 TMS DE "PRESTIGE".

Co-production : Centre Georges Pompidou, Duran, Pipa-Design, UMT, Mikros Image, Ex-Macina, Pindore, CDN Productions avec la participation du ministère de la Culture, Direction du Théâtre et des Spectacles, du Centre national de la Cinématographie, du Centre national des Arts plastiques, du CAC de Montbéliard, d'Alpha FNAC, de Sony et de FNAC Vidéo Entreprise.



## ROCK

Les grands concerts, Lou Reed à l'Olympia, Tin Machine à la Cigale, sont déjà complets. On peut se rattraper avec des seconds rôles qui, en d'autres temps auraient été les stars de la semaine.

### Stray Cats

Ils se séparent puis se refor- mèrent pour cause de car- rères solo décevantes. Leur rockabilly ne s'est pas beau- coup renouvelé entre-temps, mais Brian Setzer est un grand guitariste, un compo- siteur habile et un chanteur séduisant. La soirée s'annonce dansante.  
Le 23 juin au Zénith, porte de Paris, Paris 19<sup>e</sup>, à 20 heures. Places : 138 F. Location FNAC, Virgin Megastore.

### Joe Cockler

La carrière de Joe Cockler res- semble à un tour de monta- gnes russes. Mais il y a une constante : sa voix, comme si un jour Ray Charles s'était gargarisé à la limaille de fer. Depuis quelques années, il a pris une vitesse de croisière, sortant régulièrement des albums très propres qui lui permettent de vocaliser sur des classiques, et les présen- tant sur scène canécanant, loin des délices de Woodstock ou de Mad Dogs and English- men, mais toujours accompa- gné au clavier par le fidèle (et talentueux) Chris Stanton.  
Le 26 juin au Zénith, porte de Paris, Paris 19<sup>e</sup>, à 20 h 30. Places : 168 F. Location FNAC, Virgin Megastore.

### Darling Buds

On pourrait remonter la gé- néalogie des Darling Buds jusqu'à Gerry and The Paco- makers en passant par les GoGo's. Ce groupe britanni- que joue une pop harmo- nieuse, peut-être un peu sur- chargée par moments, mais pourquoi toujours se refuser les glorieux ?  
Le 27 juin, au New Morning, 7- 9, rue des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>, à 20 heures. Places : 80 F. Location FNAC, Virgin Mega- store.

La sélection  
« Musiques »  
a été établie par :  
Alain Lompech  
« Rock » :  
Thomas Sotinel

## châtelet 89/90 l'auditorium

THEATRE MUSICAL DE PARIS

### Opéra

Fidelio, Die Meistersinger von Nürnberg, Alcina, Médée, La Forza del Destino, Moses und Aron, Idomeneo, La Clemenza di Tito, Cavalleria Rusticana, Le Malade Imaginaire

### Cycle Musical

L'Europe Musicale 1650-1750

### Ballet

Ballett Frankfurt / William Forsythe

### Musique du XX<sup>e</sup> siècle

et créations contemporaines

### Concerts

Musique symphonique.  
Orchestres et Musique de chambre.  
Musique ancienne et baroque

### Récitals

chant et instruments

### Jazz, Music-Hall et Musiques traditionnelles

### Grands Prix Internationaux

### Les Midis Musicaux

### Dimanche à 16 heures

Renseignements : 40.28.28.00, 2, rue Edouard Colonne, 75001 Paris

FONDATION  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
POUR LA MUSIQUE

MAIRIE DE PARIS

RTL

مكتبة الموسيقى



# ARTS

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

### Histoires de musée

Depuis qu'il a changé de mains, le Musée d'art moderne de la ville de Paris se remue. Voici l'architecture d'origine qui refait surface, la Dauterive, de Mathieu restitue, est dignement réinstallée et les collections réécroquées. Et voici, pour marquer le changement — avec le label Bicentenaire — des œuvres signées par une

vingtaine d'artistes, d'Albino à Villmuth, en passant par Boltanski, Combas et Lavier, éparpillées dans tous les étages.

Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 23 juin au 15 octobre, 16 F.

## SÉLECTION PARIS

### Charles Boudelaire acquisitions récentes de l'Etat

Voire notre photo légendée. Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris, 5<sup>e</sup>. Tél : 40-49-49-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi, dimanche de 9 h à 18 h, jeudi de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 3 septembre. 23 F (billet d'accès au musée).

### Margaret Bourke-White

Officiellement photographe de guerre de 1942 à 1945, cette opératrice spécialisée dans le document industriel photographia les résistants de Buchenwald avant l'arrivée des Alliés. De la guerre de Corée aux reportages sociaux en URSS, cette rétrospective rend hommage à une grande figure du photo-journalisme. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-36-56. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 septembre. 28 F (entrée du musée).

### Deuxième de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 août.

### Jean Fautrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des *Ogives*, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

### Musée d'art moderne de la ville de Paris

Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 23 juin au 15 octobre, 16 F.

### Le Panthéon : de l'église au Temple des grands hommes

L'histoire du chef-d'œuvre de Soufflot est compliquée. Louis XV passa la première pierre de cette croix grecque dédiée à sainte Geneviève. Les travaux traînèrent en longueur et l'architecte fut mort quand l'église fut ouverte à la veille de la Révolution. Pour peu de temps. Sa transformation en Temple de la Raison s'accompagna de modifications architecturales qui en augmentèrent la raideur et la froideur.

Cabine nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-74-23-22. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 juillet. 22 F.

### Les Envois de Jacques Larigues

Avec les femmes, le tennis, les autos, les avions ont été le sujet de prédilection de Jacques Henri Larigues. Dès l'âge de dix ans, il documentait soigneusement les engins de rêve qui s'élevaient à la conquête du ciel. De 1904 à 1944, de Roland Garros à Louis Bleriot, cent photos retracent sa fascination pour le saut, l'air et l'enfer.

Grand Palais, galerie nationale, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris, 8<sup>e</sup>. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

### L'inspiration du poète

Autour d'une toile maîtresse de Nicolas Poussin, qui célèbre la poésie et l'art, une enquête sur les allégories du



ELIN LUDER

### Parnasse du seizième au vingtième siècle

à travers tableaux, tapisseries, gravures, dessins et livres illustrés. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin, côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Conférence par Marc Fumaroli lundi 12 juin à 18 h 30 à l'Auditorium. Du 2 juin au 28 août. 25 F (billet d'accès au musée).

### Magiciens de la Terre

An 5<sup>e</sup> étage du centre Georges-Pompidou et à la Grande Halle de la Villette, une exposition d'art contemporain d'un type nouveau, dont on peut discuter des tenants et aboutissants. Tout en lui reconnaissant le mérite de vouloir faire éclater les frontières de la scène internationale en rassemblant, sous un même toit, des vedettes de la création occidentale et des inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine, d'Amérique centrale. Pour un dialogue des cultures du monde.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F, 50 F

### Billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou

### Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la bibliothèque Laurentienne... Sélectionnées dans les plus grandes collections, quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Mollien. Entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. conf. 11<sup>e</sup> mai mardi et dimanche à 15 h 15. Jusqu'au 31 juillet. 25 F + 7 F (majoration du droit d'entrée au musée).

### Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement, en France, les œuvres des artistes indiens du seizième siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniatures ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur

usage de la couleur et leur dessin conjuguent harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui firent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Matisse.

Un portrait méconnu de Boudelaire par Mader. A la vue de cette œuvre unique, le poète affirme que la photo rejointrait enfin la peinture. Acquis par l'Etat lors d'une récente vente, le cliché est exposé au musée d'Orsay, avec d'autres documents concernant l'écriture et récemment entrés dans les collections nationales.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-86. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 10 juillet. 16 F.

### 1789 : le patrimoine libéré

La Bibliothèque royale devenue nationale au moment de la Révolution s'enrichit considérablement des confiscations opérées aux dépens de l'Eglise ou des émigrés. Les plus belles pièces de cette maison sont présentées ici : l'évangéliaire de la Sainte-Chapelle, le manuscrit des *Fenêtres de Pascal*, les *Heures d'Anne de Bretagne* ou la *Jerusalem du Tasse*, reliée pour la marque de Pompadour.

Bibliothèque nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu, Paris, 2<sup>e</sup>. Tél : 47-05-09-28. Tous les jours de 12 h à 18 h. Jusqu'au 10 septembre. 20 F.

### Mucha

Ivan Lendl n'est pas seulement le n° 1 du tennis mondial. C'est aussi un amateur d'art. Le Musée de l'histoire expose sa collection de Mucha, le plus parfait des artistes tchèques, inventeur du style « vernaculaire », champion de la décoration totale, qui régna sur l'art décoratif français de 1895 à 1910.

Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél : 42-48-13-03. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 17 juillet. 16 F.

### Gaston Rodin exposait

Bronzes et coupures de presse. Quand Rodin exposait, on en parlait. Les polémiques allaient même bon train. Il y eut autour de *L'homme au nez cassé*. Il y eut aussi autour du *Babac*. L'exposition les évoque.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 septembre. 16 F, dim. : 8 F.

### Les siècles d'or de la médecine

La médecine de l'Ancien Régime ne limite pas aux préceptes des praticiens de Molière - « Clytérion donar, postea seipsum, ensinita purgat ». L'exposition du Jardin des Plantes nous raconte l'évolution de cette science, du quinquisme au dix-huitième siècle, à Padoue, l'une des plus célèbres universités d'Europe. C'est aussi une plongée dans un imaginaire des plus exotiques.

Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie, 58, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 5<sup>e</sup>. Tél : 42-36-14-41. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 décembre. 25 F.

### Le Voyage en Italie

De Legny à Bonnard, de Zola aux reportages commandés par Albert Kahn, l'Italie telle qu'elle fut perçue, vue et imaginée par les professionnels et amateurs, voyageurs, érudits ou simples curieux. Etudes de ruines, portraits et paysages brochant, en 150 photographies, un somptueux panorama.

Fondation Drouot - Thiers, 27, place Saint-Georges, Paris, 9<sup>e</sup>. Tél : 48-78-14-33. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 août. 16 F.

## GALERIES

### Marc Chagall

Paisiblement, régulièrement, la réputation posthume de Chagall s'établit sur le marché. A preuve cette exposition de peintures, œuvres sur papier et sculptures - deux de ces dernières étant inédites. Au total vingt-cinq œuvres.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue de Valenciennes, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 juillet.

### Jean Dubuffet

Des *Liens* et *non-liens*, des *Figures équivoques*, des dessins, des aquarelles, des gouaches, des collages, des livres et disques, pour arpenter les « paysages du mental » d'un peintre philoso-

phe, en compagnie d'un livre de Michel Ragon.

Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Solles, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél : 45-25-22-32. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

### Pablo Gargallo

Pour la première fois, une exposition simultanée des sculptures de Gargallo et des découpages de carton dont il se servait pour calculer les proportions et former. Passionnant et superbe.

Galerie Marwan Haas, 12, rue d'Alger, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél : 42-36-27-04. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

### Charles Lapicque

De *Jeune d'Arc traversant la Loire* (1940) au *Tigre des Mings*, en passant par les vues baroques de Venise, un choix de tableaux complétés par des œuvres sur papier présentées à la galerie voisine de Thomas Le Guillou. Des sculptures en toile d'acier inox sont aussi exposées chez Alain Odier, rue Quincampoix.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Montaigne, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél : 48-62-67-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

### Miro

Dans les trois galeries Maght, pour bica clare la saison : Miro. Avec un choix d'œuvres, peintures, sculptures, lithographies, de toutes les époques, même des débuts.

Galerie Adrien Maeght, 42, rue de Bac, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél : 48-48-45-16. Du mardi samedi de 9 h 30 à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

### Nouvelle Pologne

Une vieille maison d'écadrement et de restauration de tableaux fait un peu de place afin de montrer le travail des artistes polonais contemporains. Les premiers invités sont six peintres et sculpteurs de Varsovie. D'autres cycles présenteront des artistes de Gdansk et de Cracovie.

Espace-temps, 27, rue Saint-Denis, Paris, 2<sup>e</sup>. Tél : 48-51-18-33. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

### Jean Tinguely

Des années 60 aux années 80, une assemblée de drôles de machines romantiques, à plumes et à roues, pour faire la page au monde industriel. Vingt sont au rez-de-chaussée de la galerie et cinq sont en haut, dans une monumentalité, terminée en juin, pour l'exposition.

Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-et-Marc, Paris, 9<sup>e</sup>. Tél : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 juillet.

La section Arts a été établie par : Genevieve Brezette, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Regiers et Emmanuel de Roux.

**Festival Musical du Périgord Noir**

**Du 21 JUILLET AU 30 AOUT 1989**

**L'EUROPE BAROQUE**

Cycle d'œuvres vocales (Bouman, Melion, Péri, ...) ; films et clips classiques.

**CYCLE BRAHMS**

Cycle de musique de chambre (Portel, Rudy, Strutzmann, Quatuor Kocian...)

Réervations : Tél. : (33) 51-95-17 (Marignac, Dordogne) / 36-15 code PSIL ou BILLETTEL

**FONDATION TELECOM**

**MUSÉE RODIN**

77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Varenne

**QUAND RODIN EXPOSAIT**

tous les jours, et lundi, 10 h-17 h 45, 13 juin - 17 septembre

**MUSEE MARMOTTAN**

2, rue Louis Boilly, 75016 PARIS - Tél. : 42 24 07 02

**HENRI LE SIDANER**

3 mai - 16 juillet

**GALERIE CAILLEUX**

**LES ÉTAPES DE LA CRÉATION**

ESQUISSES ET DESSINS DE BOUCHER A ISABEY.

136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24

du 12 juin au 13 juillet

Galerie Beaubourg

**Combas**

co

**Arianne & Pierre**

Nahon

23 RUE DU RENARD 75004 PARIS 42 71 20 80

**STAGE FESTIVAL D'AVIGNON**

**Palais des Papes**

**Les métiers du théâtre**

Montage et diffusion d'une production, mise en scène, jeu, décors, costumes, régie, etc.

Rens. et inscriptions : SIMET, 6, place du Palais-Bourbon, Paris-7. Tél. : 45-50-23-30 - 45-51-55-50.



# FESTIVALS



## LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Le théâtre se place presque toujours en été au milieu de récitals, de concerts, de toutes sortes de musiques, de spectacles chorégraphiques, sans oublier les expositions. Il y a beau temps que les arts se déclenchent et fraternisent dans l'esprit sans doute de réaliser ce vieux rêve : « élargir le public ».

L'exemple a été donné, voilà plus de vingt ans, par Avignon, centré essentiellement sur la création, alors que les autres n'en ont pas les moyens. Ils parviennent parfois à s'offrir une ou deux nouveautés, s'associent pour rentabiliser des productions quelquefois ambitieuses, souvent intéressantes. Elles vont de l'un à l'autre, tout comme les redettes populaires qui passent leurs vacances dans le coin, rôdent leur rentrée parisienne, finissent d'exploiter leur succès de la saison précédente. Jusqu'au mois d'août, mois de toutes les parades.

C.G.

### ANGERS

#### Festival d'Anjou

Jean-Claude Brialy dirige ce Festival et y joue l'illusionnisme, de Sacha Guity, en compagnie de Corinne Le Poulain, dans une mise en scène de Jean-Luc Moreau (15 et 16 juillet). Il a invité Port-Royal, de Montherlant, avec Simone Valère et Jean Desailly, dirigés par Raymond Géraud (3 et 4 juillet), Journal d'un curé de campagne, de Bernanos, avec Thierry Fournier (5 et 6), les Caprices de Marianne, de Musset, avec André Dussolier (9 et 10), la Machine infernale, de Cocteau, avec Françoise Fabian, mise en scène de Jean Marais (11 et 12), Le roi se meurt, d'Ionesco, avec Annie Girardot et Daniel Ivernel (17 et 18), Je ne suis pas Rappaport, de Herb Gardner, avec Georges Wilson et Jacques Dufilho (25 et 26) et aussi des pièces courtes de Marivaux par le Compagnon (19 et 20), George Dandin et le Médecin malgré lui, avec Michel Galabru (21 et 22), ainsi que l'Avare, avec Jacques Maucclair (23 et 24).

Du 1<sup>er</sup> au 21 juillet. Maison départementale du tourisme, 1, place Kennedy, 49000 Angers. Renseignements et réservations : 41-88-14-14 et 41-88-87-87.

### CARCASSONNE

#### Festival de Carcassonne

Dans la ville médiévale reconstruite par Viollet-le-Duc se tient un Festival qui, pendant un temps, a songé à rivaliser avec celui d'Avignon. Mais les moyens financiers lui ont manqué. Sous la direction de Georges-François Hirsch, il est centré principalement sur la musique et la danse. Avec cependant le Théâtre de l'Unité, qui présente - on s'échappe pas au Biscuit - Brade-bas (du 9 au 15 juillet) et la Bastille volante (15 et 16 juillet). Guy Vassal s'attaque, lui, au Réveil du peuple (11) et Michel Roy à Frédéric et Voltaire, de Bernard de Costa (13).

Du 5 juillet au 16 août. Rue Courtaud, 11012 Carcassonne Cedex. Renseignements et réservations : 69-77-71-22.

### CHALON-SUR-SAONE

#### Chalon dans la rue

Vallée au moins un Festival qui va hors des sentiers battus, qui offre les rues, les places, les jardins de la ville aux troupes capables d'affronter un public mouvant, pressé, distrait. Zingaro a commencé comme ça, le Magic Circus n'a pas craint de s'y frotter, et on trouve à Chalon des troupes comme le Pain d'Orge ou Royal de Luxe, entre autres.

Du 27 au 30 juillet. Mairie, 71000 Chalon-sur-Saône. Renseignements et réservations : 88-48-05-22.

### GORGES

#### Festival de Gorges

Dans ce village de luxe, haut perché avec vue imprenable sur les montagnes, se retrouvent des vacanciers plus que des festivaliers. Ils pourront y voir le Bourrichon, de et par Joël Jouanneau (4 et 5 juillet), Le Jour se lève Leopold, de Serge Valletti, par Chantal Morel (29-30-31), Philippe Aron dans Don Juan 2000 (5 août), Hélène Delarault (4 août), Doc Doc Bridge-water (5), ou Daniel Mesguich dans un Opéra parlé (2 août). Ils pourront également écouter du jazz et du rock ou aller regarder les expositions : les sculptures de Brigitte Terzioli, les photos de Brigitte et Marc Enguerand, par exemple.

Du 28 juillet au 6 août. Bureau du Festival, place du Château, 84220 Gorges. Renseignements et réservations : 90-72-08-14.

### GRENOBLE

#### Festival de théâtre européen

Pour la cinquième fois, Renata Scott invite dans sa ville de Grenoble et dans tout le département de l'Isère des compagnies européennes. Cette année, elles viennent principalement de l'Est : Moscou, Hongrie, Pologne notamment. Elles viennent également d'Allemagne fédérale, d'Autriche (l'Europe est une idée culturelle, plus qu'une situation géographique). Elles sont parfois formées d'immigrés, qui s'expriment par le théâtre ou la musique, indifféremment.

Du 1<sup>er</sup> au 13 juillet. Théâtre/Aktion, 8, rue Pierre Daudet, 38000 Grenoble. Renseignements et réservations : 78-44-80-82.

### MARSEILLE

#### L'été marseillais

L'été marseillais dure deux mois et demi et n'obtient pas exactement aux dates légales. Il couvre toutes sortes d'activités et s'étend du 1<sup>er</sup> juin au 15 août, avec, pour le théâtre, deux moments importants. Ainsi, Jean-Louis Hourdin réside Hurler France du 15 au 23 juillet dans plusieurs grands établissements de la ville. Ensuite, vient la partie appelée Festival des îles (du 24 juillet au 14 août), où l'on verra les Bonnes, de Genet, par une troupe polonoise (24 au 26 juillet), On pais des églises, de Louis Charles Sipsor, par Alain Milhant (en français, 28 au 30 juillet), Blanche Neige, par le Théâtre des Cuisines (1<sup>er</sup> et 2 août), Brûle, rivière brûle, de Jean-Pol Fargue, par Robert Gironès (3 au 5), Un Rober-pierre de papier, d'après Jean-Philippe Dancourt par Pierre Beziers (9 au 14), et des marionnètes en appartement, à partir du 26 juin.

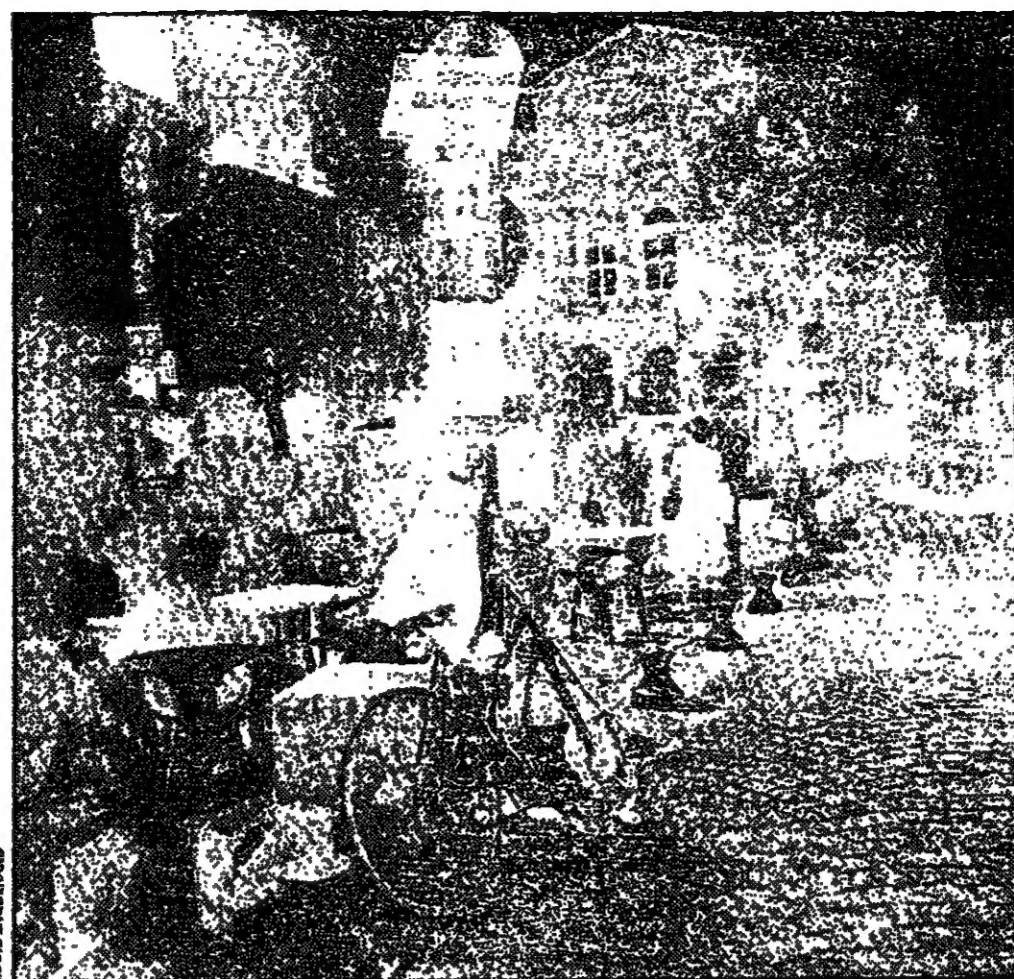
Du 1<sup>er</sup> juin au 15 août. Office de la culture de la ville de Marseille, 13000 Marseille. Renseignements et réservations : 91-80-25-35 et 91-84-91-11.

### MARTIGUES

#### Festival populaire

A cause de ses canaux, Martigues est parfois comparée à Venise. Pourtant, ni par l'architecture ni par l'histoire,

## Viva Avignon !



Entre palais des Papes et place de l'Horloge, une armée composite de mille bataillons disparates, artistes célèbres et inconnus, profs de français et étudiants en préparation à l'agrégé, touristes à par hasard et aficionados hypermotivés, va se réunir pour célébrer la plus belle des messes théâtrales. Le 12 juillet commencera le Festival d'Avignon, rendez-vous international et unique. Programmes complets, interviews et commentaires dans un numéro spécial du « Monde Arts et Spectacles » qui paraîtra le 5 juillet prochain.

encore moins par l'esprit, les deux villes ne se ressemblent. Le Festival de Martigues choisit ses spectacles en fonction sinon de leur marginalité, du moins hors du prestige et du show-bizz. Le théâtre y a une grande part, avec le spectacle de Robert Gironès, Brûle, rivière brûle (1<sup>er</sup> et 2 juillet) ; la Mission, de Heiner Müller, par le Théâtre Varia (du 3 au 11) ; Hurler France, par Jean-Louis Hourdin (10 et 11) ; la Gare de Pavlovsk, par Zoriko (4 et 5) ; légèrement Marc Jolivet (11) ; le Ballet Théâtre (7), Léo Ferré (8), des chants populaires italiens (6 et 7), Mama Béa (9), Albert King (12).

Du 1<sup>er</sup> au 13 juillet. Rue Marcel Gaidy, 13500 Martigues. Renseignements et réservations : 42-45-38-40.

### MONTPELLIER

#### Printemps des comédiens

On peut encore y voir la dernière représentation de Lorenzaccio par Francis Huster (21 juin) ; Frankenstein par Pip Simmons (23 et 24 juin) ; Le Bourrichon, de et par Joël Jouanneau (24 et 25, 27, 30 juin, 2 juillet) ; Philippe Caubère dans sa trilogie autobiographique (29, 30 juin, 1<sup>er</sup> juillet) ; Oh ! les beaux jours, de Beckett, par le Hangar (27-28 juin), Michel Galabru dans ses

Molière, George Dandin et le Médecin malgré lui (26, 28 juin, 1<sup>er</sup>, 3, 4 juillet) ; le Mariage forcé, toujours de Molière, mais par l'Atelier de Las Caze (25 juin). On peut voir également les spectacles du Printemps bleu, rencontres du nouveau théâtre, et assister à ceux qui concourent pour le prix Jean-Vilar.

Jusqu'au 4 juillet. 857, rue de Saint-Priest, 34000 Montpellier. Renseignements et réservations : 67-61-04-02.

### NANTES

#### Théâtre du monde

Un nouveau Festival, à l'initiative de l'association Médécins du monde et de son département « action école », qui veut utiliser le théâtre pour sensibiliser, sans didactisme, sur les droits de l'enfant. La ville de Nantes a été choisie parce qu'elle est « la plaque tournante de tous les négoce, une porte ouverte sur les cultures du monde ». Il y a une soirée d'ouverture en bateau le 30 juin, le Golden Gate Quartet donne deux concerts (30 juin et 1<sup>er</sup> juillet à 22 heures), Jacques Maclair présente l'île des esclaves, de Marivaux (30 juin et 1<sup>er</sup> juillet, à 21 heures), Marcel Bozonnet crée Scènes de la grande pauvreté, de Sylvie Péju (du 1<sup>er</sup> au 8 juillet), Daniel Mesguich met en scène Antoine m'a vendu son destin, de Sony Labou Tansi (4 et 5 juillet), et Gabriel Garran reprend son grand succès le Bal de N'Dinga (3 au 6 juillet).

Du 30 juin au 8 juillet. Syndicat d'initiative, place du Commerce, 44000 Nantes. Renseignements et réservations : 40-47-04-61.

### PAU

#### Festival de Pau

Roger Hanin dirige ce Festival tranquille, et y joue une pièce de lui, le Pierre Bourron (28 au 30 juin), que met en scène Pierre Bourron. Plusieurs troupes régionales participent à la manifestation, ainsi que Michel Galabru (George Dandin et le Médecin malgré lui, le 7 juillet), Daniel Benoin qui, après avoir joué Tentative de soirée en tenue de suicide, de Serge Gauthier, met en scène la Voix humaine, de Cocteau (21 juin), Francis Perrin sera présent avec le Mariage de Figaro (3 juillet). Il y a également de la musique, des variétés, des expositions et les ballets de Monte-Carlo, plus un stage de danse.

Du 13 juin au 14 juillet. Office municipal du tourisme, place Royale, 64000 Pau. Renseignements et réservations : 69-27-27-08.

### RAMATUELLE

#### Festival Gérard-Philippe

Jean-Claude Brialy dirige ce Festival tout comme celui d'Anjou. On le retrouve donc, avec Corinne Le Poulain, dans l'illusionnisme, de Sacha Guity, mise en scène de Jean-Luc Moreau (10 août), ainsi que Jacqueline Maillan dans son one-woman-show (2), Georges Wilson et Jacques Dufilho, dans Je ne suis pas Rappaport, de Herb Gardner (3), André Dussolier, dans les Caprices de Marianne (4), Michel Galabru dans Georges Dandin et le Médecin malgré lui (5), Annie Girardot dans Le roi se meurt, d'Ionesco (7), Françoise Fabian dans la Machine infernale, de Cocteau (9), Francis Perrin dans le Mariage de Figaro (12). Plus Isabelle Huppert

dans Un mois à la campagne, de Tourgeniev (13).

Du 2 au 19 août. Les Aiguères, 83360 Ramatuelle. Renseignements et réservations : 94-78-25-04.

### RENNES

#### Les Tombées de la nuit

Un Festival courageux, qui s'adonne à la création contemporaine et régionale et se répand dans toute la ville. Spectacles de rue, théâtre en chambre, création par Dominique Guillard de Jurons que nous serons heureux (1<sup>er</sup> au 9 juillet), Pierre Debauche, directeur de la maison de la culture, participe à la manifestation avec l'illusion comique, de Cornélie (7).

Du 1<sup>er</sup> au 9 juillet. Office du tourisme, 8, place du Marché-John, 35000 Rennes. Renseignements et réservations : 90-78-01-86.

### SARLAT

#### Les jeux de théâtre

En « avant-première mondiale », Philippe Genty et ses marionnettes créent Derives (21-22 juillet). Le centre dramatique de Limoges présente Gallée, de Brecht (26), la Compagnie Oses, Amignon, de Sophocle (27), les Tréteaux de France le Mariage de Figaro (29), René Luyon, Plage de la Liberté (30), la Compagnie de la Traversée, la Faneuse Invasion de la Sicile par les ours, d'après Buzzati (31), François Bourcier, Moi Capigliostro (2 août), un spectacle Cocteau (3), les Fourberies de Scapin, par Marcelle Tassencourt, avec Francis Perrin (5), un autre spectacle Cocteau, avec Silvia Monfort (6), et, du 31 juillet au 4 août, un hommage à Apollinaire, Abel et Bela, de Pinget, du 5 au 12 août, et les Chansons sanglantes, de Céline Causimon, du 17 au 29 juillet.

Du 21 juillet au 12 août. B.P. 53, 24200 Sarlat. Renseignements et réservations : 53-31-10-83.

### SEUR-EN-AUXOIS

#### Festival de Haute-Bourgogne

A Semur-en-Auxois, il y a une salle à l'italienne ; à Aliso-Sainte-Reine, un amphithéâtre en plein air ; à Montbard, une salle des fêtes. Et dans les trois villes un Festival qui présente neuf spectacles dont : Hurler France, par Jean Louis Hourdin (1<sup>er</sup> et 2 août), la Résurrection de Lazare, par le Théâtre de l'Index (8 au 10), plus une création pour enfants Etrennes histoires, par Charles Lecoq (3) et une création musicale Cuadrado, de Beytlemann, avec Mosalim (4 et 5) et enfin Marc Jolivet (12).

Du 1<sup>er</sup> au 12 août. 2, place Notre-Dame, B.P. 21140 Semur-en-Auxois. Renseignements et réservations : 80-87-03-53.

### SETE

#### Festival de Sète

Il y aura surtout de la musique, avec notamment Paolo Conte, les maîtres tambours de Burundi. Il y aura aussi le Ballet-Théâtre espagnol. Le théâtre dramatique est représenté par Michel Boujenah (l'Ange gardien, 14 juillet), l'illusion comique, de Cornélie, par Pierre Debauche (24), Brûle, rivière brûle, de Jean-Pol Fargue, par Robert Gironès (5 août).

Du 18 juillet au 9 août. Théâtre de la mer, 1, rue du 11-novembre-1918, 34200 Sète. Renseignements et réservations : 67-74-88-87.

## SACEM

### Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique

L'assemblée générale annuelle de la SACEM s'est réunie le 13 juin 1989 sous la présidence de l'auteur Pierre Delanoë. Elle a approuvé à l'unanimité le rapport d'activité de la société pour 1988 présenté par le Directeur général-gérant, M. Jean-Loup Tournier.

En 1988, 1.517 milliards de francs ont été distribués par la SACEM à plus de 50 000 auteurs, compositeurs et éditeurs français et étrangers pour l'exploitation de 450 000 œuvres.

Les droits encaissés ont progressé de 16,75 % : ils s'élevaient à 2.158 milliards de francs en 1988, à 2.517 milliards pour la SACEM et 798 millions pour la SDRM (droits de reproduction mécanique). Les télévisions et les radios restent la première source de revenus (27 % des droits) avec une progression sensible des chaînes privées. Les ressources en provenance de l'industrie du disque et de la vidéo ont connu un développement spectaculaire, mais aux effets positifs de la baisse de la TVA, à l'essor du compact et au renouveau de la création nationale.

Le spectacle vivant (tourneurs, concerts) a connu également un redressement ainsi que les droits en provenance de l'étranger où une nouvelle génération d'artistes français commence à percer.

Le poids net de la gestion de la SACEM et de la SDRM a sensiblement diminué en 1988 : il représente 18,06 % des droits (20,09 % en 1987).

L'assemblée générale a pris connaissance de la progression importante du budget culturel de la SACEM, qui atteint 31 millions de francs en 1988, grâce surtout aux fonds provenant de la rémunération pour la copie privée : soutien à la création et à la production, à la diffusion du spectacle vivant et à la formation d'artistes et de créateurs. Cette action est complétée par le rôle du mécène joué par la Fondation SACEM.

Une politique de communication active a permis de développer l'information sur la création et le droit d'auteur, notamment à travers des coproductions audiovisuelles diffusées sur les grands médias et la publication de nombreux documents relatifs à la SACEM et à son action professionnelle.

Une assemblée générale extraordinaire a procédé à une modification des statuts permettant, sous certaines conditions, que soit désormais éligible au conseil d'administration un représentant de sociétés d'édition dont tout ou partie des actions sont la propriété d'organismes de production de phonogrammes.

L'assemblée générale a renouvelé le tiers des mandats d'administrateurs de la SACEM. Le conseil d'administration est ainsi constitué pour 1989/1990 :

Président : Pierre Delanoë (auteur).

Vice-présidents : Jean Drejus (auteur) ; Antoine Duhamel (compositeur) ; Yves Baquet (éditeur).

Secrétaire général : Roger Desbats (auteur).

Secrétaire adjoint : Claude Lemaire (auteur).

Treasorier : Georges Jourvin (compositeur).

Treasorier adjoint : Jo Montas (compositeur).

Administrateurs : Louis Amade (auteur) ; Georges Barrier (auteur-réalisateur) ; Jacques Denureau (auteur) ; Henri Betti (compositeur) ; Gérard Calvi (compositeur) ; Marc Heyral (compositeur) ; Max Amphoux (éditeur) ; René Boyer (éditeur) ; François Leduc (éditeur) ; Pierre Ribert (éditeur) ; Philippe Seiler (éditeur).

sacem

## Le troisième Festival des artistes handicapés mentaux : Figeac fête les différences

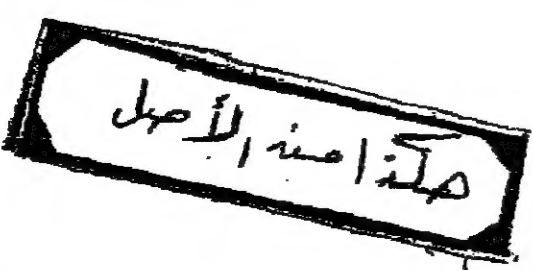
Du 7 au 9 juillet prochain, la ville de Figeac-en-Quercy accueillera plusieurs centaines d'artistes handicapés mentaux venus de toutes les régions françaises, de Belgique, d'Allemagne fédérale et d'Angleterre. Après une sélection rigoureuse, trente-sept troupes ou groupes d'artistes seront rassemblés pour dix-huit manifestations de théâtre - pour enfants, adultes et théâtre d'ombre - de danse, performances, concerts - de rock et de musique classique - et expositions. Ces artistes font partie des meilleurs ateliers de création des différents centres d'aide par le travail et instituts médico-éducatifs.

Le Festival s'articule autour de trois grands thèmes : rencontre, création et communication. Outre la présentation de spectacles « achevés », de nombreux artistes handicapés travailleront pendant les trois jours à des créations communes et convieront le public à leurs répétitions et à la réalisation de leurs projets.

Le comité artistique du Festival de Figeac, présidé cette année par le Premier ministre, M. Michel Rocard, tient beaucoup à cet échange qui doit permettre de « provoquer une réflexion d'ensemble entre handicapés et non handicapés, amateurs et professionnels, et d'élever l'art handicapé sur le plan national et international ».

Un colloque aura lieu les 5 et 6 juillet intitulé « La créativité à l'adolescence » préparé par plusieurs médecins et chercheurs, ouvert au grand public.

Festival de Figeac. Entrées aux spectacles : 40 F. Forfait journalier (déjeuner compris) : 180 F. Bureau du Festival : centre culturel, 2, bd Pasteur, 46100 Figeac. Tél. : 65-34-67-06. Hébergement : Syndicat d'initiative, hôtel de la Mairie, place Vival. Tél. : 65-34-08-25.





# EXPOSITIONS



## LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Point de Révolution, point de subversion ! pourrait-on dire au vu du programme des expositions de l'été à travers la France. Où les musées, petits et grands, donnent dans le Bicentenaire jusqu'au cou. Du Nord au Midi, d'Aquitaine en Alsace, il en est peu, en effet, qui n'annoncent ma ville, mon département, ma province ou mon église sous, et, dans, avant, pendant, après, avec (et peut-être contre) la Révolution. Parmi ces expositions, il y en a sûrement d'excellentes, mais quid de l'art d'hier et d'aujourd'hui ? Oublié souvent au profit de l'histoire locale. Bicentenaire mis à part, l'été 89 promet quelques bonnes et belles choses modernes et contemporaines : Soutine à Chartres, Hopper à Marseille, Soulages à Nantes, « l'œuvre ultime » à Saint-Paul-de-Vence, les artistes de la collection Panza à Saint-Étienne et à Lyon, notamment. Et si, au bout de la route, certaines manifestations peuvent paraître un peu maigres, l'art aimant se loger dans de beaux endroits, le site est souvent là pour rattraper.

G.B.

### ILE-DE-FRANCE

#### Jouy-en-Josas

##### Nos années 80

Décade prodigieuse ou décadente ? Une question à laquelle cette nouvelle exposition de la Fondation Cartier tente de répondre avec l'aide des arts plastiques, de la musique, de la mode, du sport, de témoignages.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, 77390. Tél. : 39-58-46-48. De 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.

#### Pontfarcy

##### Jacques Villon Camille Pissarro

Quel point commun entre l'impressionnisme militant et le cubiste discret ? Tous deux pratiquaient volontiers la gravure. Le second en fit même son gagne-pain, mettant au service de ses contemporains ses connaissances de praticien.

Musée Yves-Dolencour, 4, rue Lemaître, 93300. Tél. : 30-59-02-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 octobre.

Musée Pissarro, 17, rue de Châteauneuf, 93300. Tél. : 30-59-02-40. De 14 heures à 18 heures. Fermé les lundi et mardi. Jusqu'à fin octobre.

### ALSACE

#### FRANCHE-COMTE

#### Colmar

Hans Hartung. Etude d'après les maîtres anciens, notamment Rembrandt et Goya, et premières déformations abstraites. Les œuvres, trente tableaux et deux séries de dessins, proviennent pour la plupart de la collection personnelle de l'artiste.

Musée Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-59-23. De 9 heures à 18 heures. Du 24 juin au 18 octobre.

#### Dole

##### Copi

« Une guêpe sur la lune I » Toutes les facettes de Raul Dantone, son vrai nom. A commencer par la plus visuelle, celle du dessinateur, père de la femme assise, sans oublier l'homme de lettres et de théâtre à l'humour caustique.

Musée municipal, 55, rue des Arènes, 39100. Tél. : 84-72-27-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 septembre.

#### Mulhouse

Le Royaume d'à côté... ou deux cents ans de mouchoirs imprimés anglais

Attention ! Ces mouchoirs-là sont des foulards et ils illustrent l'histoire de l'Angleterre. Quand le chiffon fait de l'historiographie.

Musée de l'impression sur étoffe, 3, rue des Bonnes-Gens, 68100. Tél. : 85-45-51-20. Jusqu'en décembre.

#### Ornans

##### Révolutions au musée

Ici, 1789 est l'anniversaire de toutes les révolutions : la française, bien sûr, mais

l'exposition rend hommage aux inventeurs de la photographie et fait un parallèle entre Picasso et Courbet qui ont tous les deux bousculé leurs contemporains.

Musée Guimé-Courbet, 1, place Robert-Ferrier, 25230. Tél. : 81-52-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

#### Strasbourg

##### Pils et la Marcellinoise

L'art de décliner le chant de Rouget de Lisle passé à la postérité nationale au travers de la peinture, la sculpture ou la gravure.

Musée historique, ancienne boucherie, place de la Grande-Boucherie, 67000. Tél. : 88-32-49-56. Jusqu'au 3 septembre.

### AQUITAINE

#### POITOU-CHARENTES

#### Bordeaux

##### « Le port des lumières »

Bordeaux, à sa façon, s'est mis à l'heure du Bicentenaire. Et propose un vaste panorama évoquant l'essor culturel de la ville dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. En trois expositions consacrées à la peinture, à l'architecture, aux arts décoratifs.

Galerie des beaux-arts, cours d'Albret, 33000. Tél. : 86-90-51-50. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albret. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi.

Musée des arts décoratifs, 33, rue Bouffard, Tél. : 86-90-51-50. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 septembre.

#### Julien Schnabel

Un ensemble de grandes toiles faites en 1988 tout spécialement pour la nef de l'entrepôt Lainé. On voit que la vedette américaine de la jeune peinture des années 80 a tant de facilités qu'il devrait se méfier.

CAPC Musée d'Art Contemporain, Entrepôt Lainé, rue Foy, 33000. Tél. : 86-44-16-35. De 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 24 septembre.

#### Châteaux Bordeaux

L'exposition du CCI, très logiquement descendue de Beaumont à Bordeaux, évoque l'histoire, l'actualité et le renouveau de l'architecture viticole de la Gironde.

**L'aventure de l'art dans les châteaux du Médoc**

Il arrive parfois que la route des vins se transforme en parcours artistique. Outre châteaux du Médoc accueillent cette année la collection Peter Stuyvesant d'art contemporain. Les œuvres de quatre-vingt-sept grands artistes internationaux sont réparties par pays. Outre les créateurs des Pays-Bas omniprésents (les travaux de Karel Appel, Hans Kester ou Latster constituent un tiers de cette fondation néerlandaise), le château Citran abrite les Espagnols, Alexandro Gordinio ou José María Sicilia. Ce domaine, qui appartient à des Japonais, réserve une bonne place à ses compatriotes, Wakako ou Sugai. Les Etats-Unis (David Salle), l'Italie et la Belgique

Musée d'Aquitaine, 20, cours Pasteur, 33000. Tél. : 86-90-51-50. De 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 15 août.

#### Dax

##### Patrick Tesani

Il a le chic pour photographier une petite cuiller ou un talon aiguille et les transformer, voire les transcender, par le jeu de l'agrandissement et de l'éclairage.

Fonds Régional d'Art Contemporain, 3, rue du Palais, 40100. Tél. : 88-90-15-52. Jusqu'au 16 septembre.

#### Mont-de-Marcen

##### Sans Fronts

L'œuvre sur papier d'un peintre américain qui pratique l'art de la tache de couleur avec la délicatesse d'un extrême-oriental, fait le plein avec les vides, et de la lumière avec le blanc.

Centre d'Art Contemporain, 1 bis/3, rue Saint-Vincent-de-Paul, 40000. Tél. : 89-75-55-94.

#### Oiron

##### Les collections du Fonds national d'art contemporain

Une mini exposition personnelle pour seize artistes : avec cette formule originale, le château d'Oiron se propose de marier l'art contemporain et le patrimoine historique, pour le meilleur, espérons-le.

Château d'Oiron, 79198. Tél. : 49-98-57-42. De 9 heures à 19 heures. Du 25 juin au 30 octobre.

#### Pau

##### Henri IV et la reconstruction du royaume

Le musée de Pau ne pouvait pas rater ça : le 4ème centenaire de l'avènement au trône d'Henri IV, le premier de la dynastie des Bourbons, quand partout, ou presque, on en célèbre la chute.

Musée national du Château, 2, rue du Château, 64000. Tél. : 59-27-07-36. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 15 octobre.

### Auvergne

#### LIMOUSIN

#### Aurillac

##### Alain Fleisher

Jeux de miroirs et de renversements sur illusion. La première rétrospective d'un manipulateur d'images, à la fois photographique, plasticienne et cinématographique.

Musée Jean-Baptiste-Rames, 8, place de la Paix, 15000. Tél. : 71-48-42-54. De 13 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 septembre.

#### Brive

##### Topisseries françaises des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles

Un aperçu de la production variée des ateliers de lisse sous l'Ancien Régime. En une vingtaine de grandes pièces provenant de collections particulières, d'antiquaires et du Musée du Louvre.

Galerie du théâtre municipal, Tél. : 66-74-90-15, poste 1188. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Du 30 juin au 8 septembre.

#### Issoudun

##### Manessier

Trente toiles sur le thème du paysage omniprésent dans l'œuvre abstraite du représentant par excellence de « l'école de Paris ».



De Rochecourt à Jouy-en-Josas, d'Aloïse admise au panthéon de l'art brut, à Robert Combas, l'un des représentants de « nos années 80 », le chemin n'est peut-être pas si long, qui est celui de la liberté.

Centre d'art contemporain, vallée des Usses, avenue Joseph-Clement, 83300. Tél. : 73-92-25-55. De 15 heures à 20 heures. Fermé le mardi. Du 28 juin au 30 septembre.

Centre d'art contemporain, vallée des Usses, avenue Joseph-Clement, 83300. Tél. : 73-92-25-55. De 15 heures à 20 heures. Fermé le mardi. Du 28 juin au 30 septembre.

### BOURGOGNE

#### Auxerre

##### L'Europe des céramistes

Un bilan de la création céramique contemporaine à travers deux cent cinquante œuvres sélectionnées dans toute l'Europe.

Abbaye Saint-Germain d'Auxerre, 89000. Tél. : 86-48-45-23. De 13 h 30 à 18 h 30, le dimanche de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 25 août.

#### Fontenay

##### Claude Viseur

On n'entend plus beaucoup parler de sculpture, quant à sa peinture, on ne la connaît pas du tout. L'exposition nous rafraîchit la mémoire sur la première et nous fait découvrir la seconde.

Centre régional d'art contemporain, château du Tremblay, 89620. Tél. : 86-44-



ANDRÉ HELL

Centre Nicolas Ponce, place de Verdun, 89000. Tél. : 73-56-12-00, juillet-août : 73-59-07-17. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 h 30. Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre.

#### Limoges

##### Eugène Boudin

L'exposition est émaillée de dessins inédits et d'œuvres provenant de collections particulières.

Musée de l'Évêché, place de la Cathédrale, 87000. Tél. : 86-45-61-75. De 10 heures à 11 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.

#### Meymac

##### Marquis Lipertiz

C'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand plus classique qu'on croit. Près de 80 tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés.

Centre d'art contemporain, Abbaye Saint-André, place du Bûcher, 13250. Tél. : 65-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Du 12 juillet au 1<sup>er</sup> octobre.

#### Rochechouart

##### Aloïse

Une des grandes figures de l'art brut. Les œuvres, dessins et gouaches, viennent du musée de Lausanne et d'une collection privée.

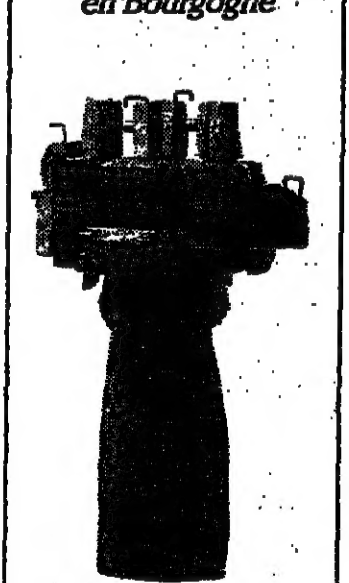
Centre d'art contemporain, Château de Rochechouart, 87800. Tél. : 86-45-10-18. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures ou juillet-août, de 14 heures à 18 heures en juin et septembre. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

#### Thiers

##### « Au creux de l'enfer », Michel Gérard

Un sculpteur devenu forgeron, qui, depuis dix ans, recherche les sites industriels, et inscrit leur mémoire dans ses grandes pièces travaillées au marteau-pilon.

### Etienne-Martin en Bourgogne



Le sculpteur des Demeures inspirées à l'origine par le maison de son enfance, devenu millionnaire de son œuvre, est à Auxerre. C'est de bois et des couches rousses, à peine corrigées, est à Beaune (classées : Abécédaires, 1967, bois et fer).

● Collégiale Saint-Lazare, église Saint-Pierre, 88200 Avallon. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, nocturnes le week-end de 21 heures à 23 heures. Du 9 juillet au 10 septembre.

● Chapelle de l'Oratoire, 75, rue de Lorraine, 21200 Beaune. Tél. : 80-24-70-81. De 14 heures à 18 h 30, fermé le lundi. Du 1<sup>er</sup> juillet au 10 septembre.

02-18. De 10 heures à 19 heures. Du 25 juin au 24 septembre.

#### Joigny

##### Régis de la peinture

Un choix d'œuvres de deux générations de peintres : James Ber, Sam Francis, Alexandre Hollan, Francis Imhoff, Raymond Lardoux, Guy Le Meux, Pierre Tal Coat, Bram Van Velde.

Atelier Cantolot, 32, rue Montant-au-Palais, 89300. Tél. : 86-82-08-55. De 14 heures à 19 heures. En juin fermé le lundi. Jusqu'au 18 septembre.

#### Tonlay

##### Sam Szafran

##### Jean-Paul Riopelle

Imprévu, le rencontre d'un pastelliste qui ne quitte les plantes vertes de son appartement que pour la cage d'un escalier sans fin ni fond, et d'un peintre canadien qui aime les grands espaces et la marche en forêt, et le dit dans l'épaisseur de ses toiles.

Centre d'art contemporain, château de Tonlay, 89407. De 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

#### Treligny

##### Jacqueline et Jean Lerat

Les œuvres récentes de deux maîtres potiers qui travaillent depuis un demi-siècle, et ont marqué toute une génération de céramistes.

Château de Rilly, 89620. Tél. : 86-74-78-54. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

### BRETAGNE

#### Bignan-Lozenné

##### Robert Grosvenor

Les sculptures-objets et les sculptures-membres bricolées par un artiste américain qui ne manque ni d'humour ni de fantaisie.

Centre d'art contemporain du domaine de Kerguelennec, 56000. Tél. : 97-60-57-78. De 10 heures à 19 heures. Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre.

#### Douglas

##### Couronnes du monde

De Tontakham à Napoléon, des Lamas aux Incas, de l'âge de fer aux fêtes des maîtres, quelques deux cents couronnes nobles et moins nobles, pour montrer que, si des têtes sont tombées, l'image de la couronne est restée.

Abbaye de Douglas, Centre culturel, 21, rue de l'Église, 29224. Tél. : 98-25-84-33. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

#### Pont-Aven

##### Armand Séguin

Peintures, aquarelles et gravures. Pont-Aven rend hommage à cet épigone de Gauguin qui était surtout bon graveur.

Musée de Pont-Aven, place de l'Hôtel-de-ville, 29123. Tél. : 98-09-14-43. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Du 25 juin au 9 octobre.

PARIS FÊTE  
FESTIVAL INTERNATIONAL  
MÉTROPOLITAIN DE L'OPÉRA  
CONCERTS  
NOUS AVONS  
FANTASTIC  
3<sup>e</sup> DU  
SPECTACLES  
PROGRAMME DES FÊTES  
Bretagne



# EXPOSITIONS

## Pontivy

### Trésors des bibliothèques de Bretagne

Venez de tous les coins de Bretagne, de bibliothèques municipales comme d'abbayes, des ouvrages, manuscrits, incunables, imprimés, reliés. Des merveilles.

Château des ducs de Bretagne, 56170. Tél. : 57-25-00-33. De 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'en 15 septembre.

## Rennes

### Laurent de La Hyre

Première rétrospective d'un peintre représentatif de la peinture française du milieu du dix-septième siècle. Une coproduction des musées de Grenoble, Rennes et Bordeaux.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile Zola, 35000. Tél. : 99-29-55-55. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi et les jours fériés. Jusqu'en 31 août.

## CHAMPAGNE-ARDENNES LORRAINE

### Troyes

#### Ald Kuroda, « la notte »

Une façon élégante de passer du jour à la nuit, de la nuit au jour, de l'abstraction à la figuration.

Centre d'art contemporain « Passages », 3, rue Victor-Hugo, 51000. Tél. : 26-90-49-42. Châlon saisi, chapelle de l'Hôtel-Dieu, quel des Contes-de-Champagne, 10000. Tél. : 26-76-13-78. Jusqu'en 3 septembre.

### Auguste Chaboud (1882-1955)

Beaucoup d'œuvres inédites d'un peintre de Paris et de la Provence qu'un de ses exégètes a qualifié de « fauve devenu ermite ».

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 26-50-57-30. Du 30 juin au 18 septembre.

## Val-de-Vesle

### David Tremlett :

#### Wall-Drawings

Sur les murs de l'église romane, l'intervention éphémère d'un artiste anglais préoccupé de traces, de tracés, d'équilibre de constructions fragiles.

SRLO, Centre de création contemporaine, Eglise de Courmoulin, 51360. Tél. : 26-03-94-94. De 18 heures à 20 heures. Jusqu'en 31 août.

## CENTRE

### Chartres

#### Soutise

Réalisée grâce aux prêts de nombreux musées étrangers et de collections pri-

viées, l'exposition propose une vue d'ensemble de l'œuvre de Soutise depuis son arrivée à Paris en 1913 jusqu'aux tableaux réalisés pendant l'Occupation. Des inédits.

Musée des beaux-arts, 28, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-38-41-33. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Du 30 juin au 30 octobre.

## Châteauroux

### La biennale de céramique contemporaine

Vingt jeunes créateurs français représentatifs de l'évolution des arts de la terre, et dix céramistes anglais confondus.

Musée Bertrand, Cordeliers, 36018. Tél. : 54-27-08-21. De 11 heures à 18 heures. Jusqu'en 27 août.

## Nantes

### Archéologie du livre médiéval

Le Roman de la Rose et le Peintre de Saint Louis figurent, parmi d'autres précieux manuscrits, dans cette histoire du livre en Occident et dans l'Orient méditerranéen, depuis les origines jusqu'à l'apparition de l'imprimerie.

Abbaye de Noirmoutier, 44300. Tél. : 49-70-71-72, poste 2468. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 28 juin au 23 juillet.

## Orléans

### Max Jacob et les artistes de son temps

Hommage au témoin passionné des riches heures du Bateau-Lavoir, où il est aux côtés de Derain, Modigliani, Apollinaire, Salmon et Picasso. Avant de se retrouver, avec ses amis, à Montparnasse, où il assiste, entre autres, à la naissance du « Groupe des dix ».

Musée des beaux-arts, 1, rue Ferdinand-Rabier, 45000. Tél. : 38-83-30-22. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'en 30 septembre.

## Tours

### Panamarenko

L'artiste, un rêveur déguisé en scientifique, et auteur de belles machines précises, présente notamment le dernier « moteur » qu'il a conçu pour son « voyage aux étoiles ».

Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000. Tél. : 47-85-50-00. De 14 heures à 18 h 30. Fermé le lundi. Du 24 juin au 25 septembre.

## Recul-Dury

De l'art aimable et joyeux en un choix de peintures et dessins prêts par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, les musées de Nice et d'Orléans.

Musée des beaux-arts, 78, place François-Stour, 37000. Tél. : 47-06-88-73. De

9 heures à 12 h 45 et : 18 heures. Fermé le mardi 3 septembre.

## NORD PAS-DE-CALA PICARD

## Calais

### Bill Woodrow

Délaissant les objets rebuts qu'il redécouvrait sous le type des amères manières. A preuve les monts figuratifs et ses pour cette exposition.

Musée des beaux-arts et 3, rue Richelieu, 62100. 62-00, poste 5317. De 12 heures et de 14 heures jusqu'à 18 heures les samedis et dimanches. Fermé le mardi et les 22 juillet au 5 octobre.

## Gravelines

### Jacques Villon, l'œuvre gravé

L'œuvre en noir et blanc qui débuta comme il mode, vécut le cubisme grande rigueur, qu'il a dans des vitrines et pa trams, gravés au burin.

Musée du dessin et de l'écrit en l'Armen, Hôtel de Ville, 59620. Tél. : 20-23-08-13, à 17 heures, et dimanches, septembre.

## Lille

### Hommage à David

Autour du Bénédictin 40 œuvres (de même 40 peintres invités à : tableaux conservés au musée simplement hommage au bi-centenaire.

Musée des beaux-arts, place du 9 h 30 à 12 h 30 et de 18 heures. Fermé le mardi. 31 août.

## Marquay-Baron

### Avant la pyramide le Louvre

Une exposition sur l'œuvres avant les travaux du Louvre. Pas moins de 40 Moyen Age au dix-neuvième sont présentés.

Fondation Septentrion, 591 48-26-37 ou 20-46-30-57. 18 heures. De 14 heures à dimanche et jours fériés. F. Jusqu'en 1<sup>er</sup> octobre.

## Tourcoing

### Martin Barré

Après Nantes, Tourcoing cette rétrospective du po

de 14 heures à 18 heures. Du 25 juin au 3 septembre.

## LAIS

industriels de ce sculpteur 80 changements de œuvres carrières réunies

de la dentelle. Tél. : 21-46-10 heures à 17 h 30. surs fériés. Du

c d'un peintre illustrateur de, en tira une sa faire passer yesses taillés,

temps originale, place Charle-22-23-08-13, à 17 heures, et dimanches, septembre.

## NORMANDIE

### Alençon

#### Charles Léandre (1862-1934)

de David, format) du s'inspirer du e, on à rendre i peintre pour

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

de la République-57-01-84. De 14 heures à 18 heures. Du 24 juin au

## LES

## RENDEZ-VOUS

## DE L'ÉTÉ



Hôtel d'Armance, Centre d'art contemporain, place du Marché, 50300. Tél. : 46-08-38-58. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Du 24 juin au 17 septembre.

## Craon

### Le soulier de Marie-Antoinette

Conservé au musée de Craon, le soulier que la reine perdit en montant à l'échafaud fournit l'occasion de réfléchir aux petites choses de l'Histoire, et de s'intéresser à ces nombreux objets isolés recueillis par les musées.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Arrière, 51000. Tél. : 33-52-40-07. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'en 4 septembre.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

Avranches 1789-1989 : le témoignage de la peinture

Les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'aujourd'hui, qui ont été tout spécialement conçues à partir de tableaux et gravures illustrant couramment la Révolution française.

MAIRIE DE PARIS  
THÉÂTRE MUSIQUE A CAUSE DANS LA VILLE

**PARIS FÊTE DU FORUM**  
24-25 juin 1989 de 14h à 24h

FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE DE RUE  
THÉÂTRE ET MUSIQUE A L'AUDITORIUM DE LA PORTE ST-EUSTACHE  
CONCERT A L'ÉGLISE ST-EUSTACHE  
FOIRE A LA BROCANTE  
JOURNÉES PORTES OUVERTES  
DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DE LA VILLE DE PARIS  
EMBRASEMENT  
DE L'ÉGLISE ST-EUSTACHE ET DE LA BOURSE DU COMMERCE

**50 SPECTACLES GRATUITS**  
Programme détaillé dans les mairies d'arrondissement  
Renseignements: 42 77 19 90

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>h</sup> DU MATIN.**

**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie de la nuit.  
Vivier de homards et de langoustes.  
10 min. place de Clichy Paris 17  
Réservation : 45.74.44.78

**CHEZ HANSI**  
La grande brasserie d'été.  
3, place de la Bastille-1940 Paris 11  
Angle Montmartre Rue de Rennes  
Réservation : 45.45.45.42

**VOTRE TABLE CE SOIR**

Orchestre - P.M.E. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à 11 heures

**DINERS**

**RIVE DROITE**

An 1<sup>er</sup> 18<sup>e</sup>, le premier restaurant français de Paris, 44, place de la Bastille, 75004. Tél. : 47-23-54-42. F. 10 h 30 à 11 h 30. Cuisine traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Sals aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau de jour.

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastronomique, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 92 F + carte.

Cuisine traditionnelle française personnelle, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

EUX 47-05-49-75 Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

**SOUPERS APRÈS MINUIT**

**LA TOUR D'ARGENT**  
HUITRES TOUTE L'ANNÉE  
POISSONS DU MARCHÉ  
Plats traditionnels - Vins à découvrir  
Déj. : « Brummel de Lema »  
TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille  
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin  
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

**DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24**

**CONGRÈS MAILLOT**  
Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée  
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année  
POISSONS, VIANDES à l'œuf grilles  
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

**« Pauvreté et baroque »**

Les œuvres de six artistes flamands contemporains, trois presque vécus, ascétiques et aérés, qu'il qualifie de « pauvres » et trois plus jeunes, narratifs, ludiques et baroques.

Musée des beaux-arts André Malraux, bd Kennedy, 75003. Tél. : 36-42-33-87. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'en 30 août.

**Rouen**

**Félicités révolutionnaires**

Les plus célèbres salons révolutionnaires du musée de Sévres et celles de collections privées sont venues s'ajouter aux pièces de l'abondante collection du musée de Rouen.

Musée de la céramique de Rouen, 1, rue du Faucon et 54, rue Jeanne-d'Arc, 76000. Tél. : 30-07-51-74. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi toute la journée et le mercredi matin. Jusqu'en 31 août.

**LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES**

**Albi**

**De Manet à Picasso**

Une quarantaine de tableaux et sculptures de la collection du Reader's Digest.

Musée Toulouse-Lautrec, palais de la Berbie, 81003. Tél. : 63-54-14-03. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 27 juin au 2 septembre.

**ALES**

**James Galtier**

Peintures, dessins et livres d'un abstrait lyrique



